BANQUE CENTRALE DU CONGO

RAPPORT ANNUEL 2023

Professionnalisme - Agilité - Intégrité – Responsabilité – Efficacité

Zongo
Gemena
Gbadolite
NORD-UBANGI
BAS-UELE
Buta
HAUT-UELE
Isiro
Aru
Mahagi
SUD-UBANGI
MONGALA
Lisala
Bumba
ITURI
Bunia
TSHOPO
Kisangani
EQUATEUR
Mbandaka
Boende
TSHUAPA
Beni
Butembo
NORD-KIVU
Goma
Inongo
MAI-NDOMBE
Bandundu
Bukavu
Kindu
MANIEMA
SUD-KIVU
Uvira
Lodja
SANKURU
KINSHASA
Kenge
KWILU
Kikwit
Ilebo
KASAI
Lusambo
KONGO-CENTRAL
Muanda
Boma
Matadi
Mbanza-Ngungu
Kongolo
Mbuji-Mayi
Kabinda
Kananga
LOMAMI
Kalemie
TANGANYIKA
KWANGO
Tshikapa
KASAI CENTRAL
Mwene-Ditu
Kamina
HAUT-LOMAMI
Pweto
KASAI-ORIENTAL
LUALABA
Fungurume
HAUT-KATANGA
Kolwezi
Likasi
Lubumbashi
Kasumbalesa
Légende
Kinshasa : Siège de la BCC
Direction provinciale
Agence autonome
Agence Mandataire
Chef lieu non représenté par la BCC

HAUTE DIRECTION DE LA BANQUE

MALANGU KABEDI MBUYI
Gouverneur

Dieudonné FIKIRI ALIMASI
1er Vice-Gouverneur

William PAMBU PAMBU
2ème Vice-Gouverneur

BANQUE CENTRALE DU CONGO

Siège social :

563, Boulevard Colonel Tshatshi

B.P. 2697

KINSHASA I

Tél. : +243 82 99 02 071 (Haute Direction)

+243 81 70 72 659 (Direction des Analyses Economiques)

+243 81 64 01 610 (Direction de la Recherche et des Statistiques)

E-mail : info@bcc.cd

Site Web : http :/www.bcc.cd

Directions Provinciales :

Bandundu, Bukavu, Goma, Kananga, Kindu, Kisangani, Lubumbashi, Matadi, Mbandaka et Mbuji-Mayi.

Agences autonomes par Province :

- Bas Uele : Buta
- Haut Katanga : Kasumbalesa
- Haut Lomami : Kamina
- Kasaï : Ilebo
- Kongo Central : Boma
- Kwilu : kikwit
- Lualaba : Kolwezi
- Mai Ndombe : Inongo
- Mongala : Bumba
- Nord Ubangi : Ngbadolite
- Sud Ubangi : Zongo
- Tanganyika : Kalemie, Kongolo
- Tshuapa : Boende

Agences mandataires par Province :

- Haut Katanga : Likasi
- Ituri : Bunia
- Kongo Central : Mbanza-Ngungu et Moanda
- Lomami : Kabinda, Mwene-Ditu
- Lualaba : Fungurume et Kolwezi
- Nord Kivu : Beni et Butembo
- Sankuru : Lodja
- Sud Ubangi : Gemena

Notre Vision

« Une Banque Centrale financièrement solide et autonome, dotée d'une capacité institutionnelle renforcée pour assurer la stabilité monétaire et contribuer à la stabilité financière et au financement efficace de l'économie, en vue de l'émergence du pays ».

Nos valeurs fondamentales

- Probité – Intégrité – Honnêteté – Loyauté
- Crédibilité – Transparence – Responsabilité
- Compétence – Efficacité –Efficience.

Nos objectifs

La Banque Centrale a pour objectif principal d'assurer la stabilité du niveau général des prix.

Sans préjudice de cet objectif principal, la Banque Centrale soutient la politique économique générale du Gouvernement.

Notre mission

La Banque Centrale a pour mission :

1. la garde des fonds publics ;
2. la sauvegarde et la stabilité monétaire ;
3. la définition et la mise en œuvre de la politique monétaire ;
4. le contrôle de l'ensemble de l'activité bancaire ;
5. le conseil économique et financier du Gouvernement.

En outre, elle est appelée à :

1. réglementer l'ensemble de l'activité bancaire ;
2. émettre des billets de banque et des pièces de monnaie ayant cours légal ;
3. définir et mettre en œuvre la politique de change ;
4. détenir et gérer les réserves officielles de change de la République ;
5. contribuer à la stabilité du système financier ;
6. promouvoir un système national de paiement sécurisé, efficient et solide ;
7. réglementer les marchés monétaires et promouvoir les marchés des capitaux ;
8. collecter des données et élaborer des statistiques ;
9. tenir un registre pour la centralisation des informations sur les crédits bancaires et sur les entreprises.

BANQUE CENTRALE DU CONGO

LE GOUVERNEUR

Kinshasa, le 06 septembre 2024

Excellence Monsieur le Président de la République

(Avec mes hommages les plus déférents)

Concerne : Rapport Annuel 2023 de la Banque Centrale du Congo

---

J'ai l'insigne honneur de transmettre à Votre Haute Autorité le Rapport Annuel 2023, conformément à la Loi organique n°18/027 du 13 décembre 2018 portant organisation et fonctionnement de la Banque Centrale du Congo.

Outre l'introduction sur l'environnement tant national qu'international, ce Rapport comprend trois grandes parties. La première partie pose le diagnostic de l'économie nationale. La deuxième partie passe en revue les politiques conjoncturelles et structurelles mises en œuvre en 2023 et présente les perspectives. La troisième partie est consacrée à la situation administrative et aux activités de la Banque Centrale du Congo en tant qu'entreprise.

En 2023, l'économie mondiale a été marquée par le ralentissement de l'activité, avec un taux de croissance du PIB réel de 3,2 % contre 3,5 % en 2022. Cette évolution a résulté de la décélération de la demande mondiale, attestée par la baisse des prix internationaux des produits de base. S'agissant de l'inflation, elle a ralenti à 6,8 % venant de 8,7 % en 2022, suite au resserrement de la politique monétaire par les grandes banques centrales.

Au plan interne, l'économie nationale s'est ressentie des effets du ralentissement de l'économie mondiale. La croissance économique s'est située à 8,6 % en 2023 venant de 8,9 % l'année précédente, en raison de faibles performances de la demande mondiale des produits miniers. Le taux d'inflation, sous l'effet des chocs tant internes qu'externes, s'est établi à 23,8 % contre 13,1 % une année plus tôt.

Au niveau des finances publiques, la situation intégrée des opérations financières des administrations publiques a dégagé un excédent représentant 3,2 % du PIB contre celui de 2,0 % en 2022. Les efforts de mobilisation des recettes intérieures se sont poursuivis dans l'optique d'élargir l'assiette fiscale au regard du potentiel dont dispose le pays. Quant aux dépenses à caractère social, le Gouvernement a inscrit dans son programme la poursuite de la gratuité de l'enseignement primaire et la couverture santé universelle.

En ce qui concerne les relations économiques extérieures, il a été noté un ralentissement du rythme d'accroissement du volume des échanges des biens avec le reste du monde, induit par la contraction des cours des matières premières. Cette évolution a eu pour conséquences, notamment une augmentation du déficit courant et des besoins de financement de l'économie nationale. Les pressions ainsi observées en termes de sortie des capitaux se sont traduites par un recul de l'offre des devises et une accélération de la dépréciation de la monnaie nationale.

Sur le plan monétaire, la Banque Centrale du Congo a mené une politique monétaire restrictive dans le but de lutter contre la résurgence des pressions observées, tant sur le marché des biens et services que sur celui des changes. La base monétaire s'est accrue de 19,4 %, en léger dépassement de la hausse prévue de 18,5 %. Par contre, l'offre de monnaie hors provisions et dépôts en devises a progressé de 14,3 % alors qu'il était prévu un accroissement de 17,2 %.

S'agissant des perspectives 2024, l'intensification des incertitudes liées à la persistance des tensions géopolitiques et à la fragmentation géoéconomique risque de continuer à peser sur l'évolution économique mondiale. Au plan interne, l'activité économique congolaise devrait ralentir à 4,7 % en 2024, à la suite de la décélération de la croissance des industries extractives, en dépit de la performance du secteur hors mines.

En ce qui concerne les activités de la Banque Centrale du Congo, conformément aux exigences et pratiques en la matière, les états financiers de l'Institut d'Emission ont été audités et certifiés par le cabinet d'audit « Ernst & Young ». Ces états financiers indiquent que les comptes annuels de l'exercice 2023 se sont clôturés avec un total bilantaire de 20.661,9 milliards de CDF contre 15.346,2 milliards au 31 décembre 2022. Ainsi, pour une deuxième année consécutive, la BCC a réalisé un résultat positif totalisant 250,5 milliards de CDF, après celui de 316,6 milliards enregistré en 2022.

Je Vous prie d'agréer, **Excellence Monsieur le Président de la République**, l'expression de ma très haute et respectueuse considération.

MALANGU KABEDI MBUYI
Gouverneur

Table des matières

Avertissement XVII

PARTIE I DIAGNOSTIC DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE 1

Evolution de l'environnement économique mondial 3

1| Développements économiques 5

1|1 Développements économiques intérieurs et évolution du secteur réel 5
1|1|1 Produit Intérieur Brut 5
1|1|2 Analyse de l'approche par la production 5
1|1|3 Analyse de la demande globale 10

1|2 Marché des biens et services 11
1|2|1 Prix intérieurs 11
1|2|2 Évolution et Facteurs explicatifs de l'inflation en 2023 11
1|2|3 Evolution de prix des carburants 11

1|3 Développement humain et durable 13
1|3|1 Développement durable 13
1|3|2 Développement Humain 13

2| Finances publiques 15

2|1 Opérations du cadre budgétaire 15
2|1|1 Recettes publiques 16
2|1|2 Dépenses publiques 18
2|1|3 Marché des valeurs du Trésor 19

2|2. Opérations à financement extérieur spécifique 21
2|2|1 Ressources 21
2|2|2 Dépenses 21

2|3 Analyse des arriérés de paiements en 2023 22
2|3|1 Arriérés par nature des dépenses 22
2|3|2 Arriérés par fonction des dépenses 22

3| Relations économiques extérieures 23

3|1 Commerce des biens 23
3|1|1 Cours de principales matières premières 23
3|1|2 Destinations des exportations 25
3|1|3 Provenance des importations 26
3|1|4 Termes de l'échange 26

3|2 Balance des paiements 26
3|2|1 Compte courant et compte de capital 26
3|2|2 Compte financier 31

3|3 Dette extérieure 31
3|3|1 Nouveaux emprunts extérieurs 32
3|3|2 Tirages 32
3|3|3 Service de la dette extérieure 34
3|3|4 Stock de la dette extérieure 34

3|4 Donations extérieures 34
3|4|1 Assistance multilatérale 34

3|4|2 Assistance bilatérale 35
3|5 Coopération internationale 35
3|5|1 Coopération avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale 35
3|5|2 Coopération avec la Banque Nationale de Belgique (BNB) 36
3|5|3 Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA) 37

4| Monnaie, crédit et institutions financières 41

4|1 Offre et demande de monnaie 41
4|1|1 Offre de monnaie 41
4|1|2 Demande de monnaie 43
4|1|3 Evolution de multiplicateur monétaire 44
4|2 Marché monétaire 44
4|2|1 Evolution des transactions 44
4|2|2 Comportement des taux d'intérêt sur le marché monétaire 46
4|3 Activité bancaire 46
4|3|1 Encours global des crédits 46
4|3|2 Evolution de l'encours global des dépôts 47

PARTIE II POLITIQUES ECONOMIQUES ET PERSPECTIVES 49

II|1 Politiques conjoncturelles 51
II|1|1 Politique budgétaire 51
II|1|2 Politique monétaire 52
II|1|3 Politique de change 56
II|2 Politiques structurelles 60
II|3 Perspectives macroéconomiques 61
II|3|1 Perspectives économiques mondiales 61
II|3|2 Perspectives intérieures 64

PARTIE III ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE 69

1| Organes et administration de la Banque 71

1|1 Organes 71
1|1|1 Conseil de la Banque 71
1|1|2 Gouverneur 72
1|2 Contrôle des activités de la Banque Centrale du Congo 72
1|2|1 Collège des Commissaires aux comptes 72
1|2|2 L'Auditeur Externe 72
1|3 Cadres dirigeants de la Banque 73
1|3|1 Haute Direction 73
1|3|2 Cabinet du Gouverneur 73
1|3|3 Directions et organes du siège 73

2| Activités de la Banque 77

2|1 Gestion de la circulation fiduciaire 77
2|1|1 Emissions et destructions des signes monétaires 77
2|1|2 Mouvements de fonds aux guichets du siège 77
2|2 Operations bancaires dénouées à la Banque Centrale du Congo 78
2|2|1 Transactions des banques aux guichets de la Banque Centrale du Congo 79
2|2|2 Transactions des autres clients aux guichets de la Banque Centrale du Congo 79
2|3 Gestion des réserves de change 79

2|3|1 Cadre fonctionnel et structurel 80
2|3|2 Gestion des réserves de change par la Banque Centrale du Congo 80
2|4 Système national de paiement 80
2|4|1 Evolution des systèmes de paiement 80
2|4|2 Evolution des services de paiement mobile 82
2|4|3 Surveillance des systèmes, moyens et services de paiement 82
2|4|4 Participation aux systèmes de paiements régionaux 83
2|4|5 Contribution des systèmes et services de paiement a une inclusion financière accrue 83
2|4|6 Projets en développement au sein de l'écosystème de paiement à l'initiative de la BCC 83
2|5 Audit interne 83
2|5|1 Activités de l'Audit Interne 83
2|5|2 Activités de la cellule conformité 85
2|5|3 Évaluation des risques de blanchiment 85
2|6 Autres activités de la Banque 85
2|6|1 Gestion courante 85
2|6|2 Participation de la haute Direction aux réunions internationales 85
3|6|3 Mouvement du Personnel, Formation des Agents et encadrement des stagiaires. 87
3| Comptes de la Banque 93
3|1 Bilan 93
3|1|1 Actif 93
3|1|2 Passif 93
3|2 Tableau de formation du résultat 94
3|2|1 Marge d'exploitation monétaire 94
3|2|2 Marge d'exploitation bancaire 95
3|2|3 Valeur ajoutée 95
3|2|4 Résultat Brut d'exploitation 95
3|2|5 Résultat courant d'exploitation 95
3|2|6 Résultat exceptionnel et hors exploitation 95
3|2|7 Résultat de la période à affecter 95
3|3 Opinion de l'auditeur externe sur les états financiers de la Banque Centrale du Congo 96
ANNEXES - TABLEAUX 103
1| Développements économiques et évolution du secteur réel 105
2| Finances publiques 127
3| Relations économiques extérieures 143
4| Monnaie, crédit et institutions financières 167
Liste des autres institutions de dépôt et institutions financières en 2023 193

Liste des tableaux

PARTIE I DIAGNOSTIC DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE 1

1| Développements économiques 5

Tableau I|1|1 Croissance de différentes composantes de la demande globale 10
Tableau I|1|2 Évolution de l'inflation globale 11
Tableau I|1|3 Évolution de l'inflation mensuelle et cumulée 11
Tableau I|1|4 Evolution de la structure des prix des produits pétroliers 12
Tableau I|1|5 Tendances d'évolution des ODD en RDC 13
Tableau I|1|6 IDH de la RDC et ses composantes 13

2| Finances publiques 15

Tableau I|2|1 Structure des recettes publiques 16
Tableau I|2|2 Structure des dépenses courantes par service 19
Tableau I|2|3 Evolution des émissions des Bons du Trésor 20
Tableau I|2|4 Evolution des soumissions des Bons du Trésor 20
Tableau I|2|5 Evolution des émissions des Obligations du Trésor 20
Tableau I|2|6 Evolution des soumissions des Obligations du Trésor 20
Tableau I|2|7 Taux directeur et taux moyens pondérés des titres publics en 2023 21
Tableau I|2|8 Opérations à financement extérieur spécifique 21
Tableau I|2|9 Arriérés de paiements par nature des dépenses 22
Tableau I|2|10 Arriérés de paiements par fonction des dépenses 22

3| Relations économiques extérieures 23

Tableau I|3|1 Evolution des cours de produits miniers et hydrocarbures 24
Tableau I|3|2 Evolution des cours de produits végétaux 25
Tableau I|3|3 Exportations de la RDC par destination 26
Tableau I|3|4 Provenance des importations congolaises 26
Tableau I|3|5 Composantes de la Balance des paiements 26
Tableau I|3|6 Prix des produits de base 2018 – 2023 28
Tableau I|3|7 Structure des exportations 28
Tableau I|3|8 Variation annuelle des exportations des produits miniers et hydrocarbures 29
Tableau I|3|9 Structure des importations 29
Tableau I|3|10 Evolution du solde des opérations sur les services 30
Tableau I|3|11 Evolution du solde des revenus primaires 30
Tableau I|3|12 Evolution du solde des revenus secondaires 31
Tableau I|3|13 Evolution du compte de capital et d'opérations financières 31
Tableau I|3|14 Répartition des engagements extérieurs selon les termes et conditions indicatives en 2023 32
Tableau I|3|15 Tirages effectués en 2023 32
Tableau I|3|16 Service de la dette extérieure par groupes de créanciers en 2023 34
Tableau I|3|17 Stock de la dette extérieure 34
Tableau I|3|18 Provenance des donations extérieures d'origine publique 34
Tableau I|3|19 Types de donations d'origine multilatérale 34
Tableau I|3|20 Types de donations d'origine bilatérale 35

4| Monnaie, crédit et institutions financières 41

Tableau I|4|1 Composantes de la base monétaire 41
Tableau I|4|2 Contreparties de la base monétaire 42
Tableau I|4|3 Composantes des passifs monétaires au sens large 43
Tableau I|4|4 Contrepartie des passifs monétaires au sens large 43
Tableau I|4|5 Evolution de l'encours du Bon BCC 45

Tableau I|4|6 Encours des dépôts par catégorie des déposants....48
Tableau I|4|7 Evolution des dépôts bancaires....48

PARTIE II POLITIQUES ECONOMIQUES ET PERSPECTIVES....49

Tableau II|1 Évolution des facteurs de la liquidité bancaire....52
Tableau II|2 Évolution des facteurs autonomes de la liquidité....53
Tableau II|3 Évolution des facteurs institutionnels de la liquidité....53
Tableau II|4 Calcul de la réserve obligatoire avant 2002....55
Tableau II|5 Calcul de la réserve obligatoire entre 2002 et 2013....55
Tableau II|6 Calcul de la réserve obligatoire entre 2013 et 2021....55
Tableau II|7 Calcul de la réserve obligatoire à partir de 2022....56
Tableau II|8 Evolution des parts de différentes devises dans le portefeuille des réserves mondiales....58
Tableau II|9 Prévisions des recettes et des dépenses publiques 2024-2026....65
Tableau II|10 Prévisions de la balance des paiements 2024-2026....66

PARTIE III ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE....69

1| Organes et administration de la Banque....71

2| Activités de la Banque....77

Tableau III|2|1 Evolution des émissions monétaires....77
Tableau III|2|2 Répartition des billets émis entre Siège et Entités Provinciales....77
Tableau III|2|3 Ventilation par coupure des émissions monétaires....77
Tableau III|2|4 Evolution des émissions monétaires nettes....77
Tableau III|2|5 Evolution des versements....78
Tableau III|2|6 Ventilation par coupure des versements....78
Tableau III|2|7 Evolution des retraits....78
Tableau III|2|8 Ventilation par coupure des retraits aux guichets du Siège....78
Tableau III|2|9 Volume des transactions des banques effectuées aux guichets de la BCC....79
Tableau III|2|10 Volume des virements bancaires effectués aux guichets de la Banque Centrale du Congo....79
Tableau III|2|11 Volume des transferts effectués aux guichets de la Banque Centrale du Congo....79
Tableau III|2|12 Evolution des réserves de la BCC....80
Tableau III|2|13 Composition des réserves de la BCC....80
Tableau III|2|14 Evolution des transactions dans les systèmes de paiement de la BCC....81
Tableau III|2|15 Evolution des instruments traités dans ATS....81
Tableau III|2|16 Evolution de l'effectif de la Banque....87
Tableau III|2|17 Evolution du Personnel par Sexe....87
Tableau III|2|18 Répartition du personnel du Siège....87
Tableau III|2|19 Répartition du personnel des entités provinciales....88
Tableau III|2|20 Répartition du Personnel actif par grade....88
Tableau III|2|21 Mouvements du personnel....88
Tableau III|2|22 Répartition du personnel de la Banque par niveau d'études....88
Tableau III|2|23 Répartition du personnel actif de la Banque par catégorie professionnelle....89
Tableau III|2|24 Répartition du personnel actif selon l'âge et par ancienneté à la Banque....89
Tableau III|2|25 Personnel formé au pays....89
Tableau III|2|26 Personnel formé à l'étranger....90
Tableau III|2|27 Nombre des stagiaires reçus....90
Tableau III|2|28 Provenance des stagiaires reçus....90
Tableau III|2|29 Stagiaires reçus selon le genre....91
Tableau III|2|30 Stagiaires reçus selon le niveau d'études....91

3| Comptes de la Banque....93
Tableau III|3|1 Actif du bilan de la Banque Centrale du Congo 93
Tableau III|3|2 Passif du bilan de la Banque Centrale du Congo 94
Tableau III|3|3 Tableau de formation du résultat 94

ANNEXES - TABLEAUX 103

1| Développements économiques et évolution du secteur réel....105
Tableau I|1|7 Contribution de différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut....105
Tableau I|1|8 Parts relatives des composantes de la demande globale dans le PIB réel....105
Tableau I|1|9 Evolution de l'inflation (INS)....105
Tableau I|1|8bis Evolution de l'inflation (BCC) 105
Tableau I|1|10 Contribution annuelle à l'inflation par fonction de consommation (BCC)....106
Tableau I|1|11 Contribution annuelle à l'inflation par fonction de consommation (INS) 106
Tableau I|1|12 Evolution mensuelle de l'inflation (INS) 106
Tableau I|1|11bis Evolution mensuelle de l'inflation (BCC)....106
Tableau I|1|13 Evolution des prix des produits pétroliers 107
Tableau I|1|14 IDH....108
Tableau I|1|15 Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut....108
Tableau I|1|16 Croissances sectorielles et globale de l'activité économique 109
Tableau I|1|17 Contribution de différents secteurs à la croissance économique 109
Tableau I|1|18 Contribution de différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut....110
Tableau I|1|19 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit....110
Tableau I|1|20 Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut....111
Tableau I|1|21 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit....111
Tableau I|1|22 Utilisation du Produit Intérieur Brut....112
Tableau I|1|23 Croissance de différentes composantes de la demande globale 112
Tableau I|1|24 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande globale 113
Tableau I|1|25 Utilisation du Produit Intérieur Brut....113
Tableau I|1|26 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande globale 114
Tableau I|1|27 Produit Intérieur Brut 115
Tableau I|1|28 Produit national brut et revenu national....116
Tableau I|1|29 Evolution des indices d'activité économique et des prix à la consommation des ménages....116
Tableau I|1|30 Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse 117
Tableau I|1|31 Production agro-industrielle....118
Tableau I|1|32 Production minière et métallurgique 118
Tableau I|1|33 Principales productions manufacturières....119
Tableau I|1|34 Principales productions manufacturières....120
Tableau I|1|35 Indice de la production des industries manufacturières....121
Tableau I|1|36 Production, exportation et consommation intérieure de ciment 121
Tableau I|1|37 Consommation de produits pétroliers 121
Tableau I|1|38 Production et consommation d'électricité par province 122
Tableau I|1|39 Production et consommation d'eau et d'electricité....123
Tableau I|1|40 Activité de principaux organismes de transport....124
Tableau I|1|41 Marchandises manutentionnées dans les principaux ports 124
Tableau I|1|42 Communication téléphonique....125

2| Finances publiques 127
Tableau I|2|11 Structures des différentes catégories des recettes 127
Tableau I|2|12 Structure des dépenses courantes par ministère et institution 127

Tableau I|2|13 Besoin de financement des opérations du cadre budgétaire....127
Tableau I|2|14 Opérations à financement extérieur spécifique 128
Tableau I|2|15 Arriérés de paiements par nature des dépenses....128
Tableau I|2|16 Arriérés de paiements par fonction des dépenses 128
Tableau I|2|17 Importance relative des finances publiques dans l'économie....129
Tableau I|2|18 Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques....130
Tableau I|2|19 Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat....131
Tableau I|2|20 Recettes des Administrations Publiques....132
Tableau I|2|21 Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur 133
Tableau I|2|22 Recettes des impôts sur le commerce extérieur 133
Tableau I|2|23 Prévisions des recettes des impôts sur les revenus....134
Tableau I|2|24 Recettes des impôts sur les revenus 134
Tableau I|2|25 Prévisions des recettes des impôts sur biens et services 134
Tableau I|2|26 Recettes des impôts sur biens et services....135
Tableau I|2|27 Budget des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution....135
Tableau I|2|28 Exécution des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution....137
Tableau I|2|29 Dépenses courantes de l'Etat par nature....138
Tableau I|2|30 Budget des dépenses en capital de l'Etat : Répartition par ministère et institution....139
Tableau I|2|31 Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat - Répartition par ministère et institution....140
Tableau I|2|32 Encours de la dette publique libellé en monnaie nationale 141

3| Relations économiques extérieures....143

Tableau I|3|21 Cours de principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise....143
Tableau I|3|22 Cours de principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise 143
Tableau I|3|23 Evolution des indices des cours des matières premières 144
Tableau I|3|24 Répartition des exportations par principaux pays de destination 145
Tableau I|3|24bis Répartition des exportations par principaux pays de destination 146
Tableau I|3|25 Répartition des importations par principaux pays de provenance 147
Tableau I|3|25bis Répartition des importations par principaux pays de provenance 148
Tableau I|3|26 Balance des biens 148
Tableau I|3|27 Cours interbancaires des devises....149
Tableau I|3|28 Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles....150
Tableau I|3|29 Balance des paiements 153
Tableau I|3|29bis Balance des paiements 156
Tableau I|3|30 Répartition des recettes d'exportations de marchandises par produit....159
Tableau I|3|30bis Répartition des recettes d'exportations de marchandises par produit....160
Tableau I|3|31 Répartition des paiements d'importations de marchandises par groupe d'utilisations 161
Tableau I|3|31bis Répartition des paiements d'importations de marchandises par groupe d'utilisations 162
Tableau I|3|32 Dette extérieure 163
Tableau I|3|32bis Dette extérieure....164
Tableau I|3|33 Provenance des donations extérieures d'origine publique....165
Tableau I|3|33bis Provenance des donations extérieures d'origine publique 166

4| Monnaie, crédit et institutions financières 167

Tableau I|4|8 Bilans monétaires (Selon le format FDS, Formulaires de Déclaration Standardisés)....167
Tableau I|4|9 Liquidités monétaires....169
Tableau I|4|10 Contribution à la croissance des passifs monétaires au sens large (Masse monétaire)....170
Tableau I|4|11 Contribution en pourcentage à la croissance des passifs monétaires au sens large....170
Tableau I|4|12 Ventilation des dépôts bancaires à vue par secteur d'activités, catégorie de déposants et provinces 170
Tableau I|4|13 Ventilation des dépôts bancaires à terme par secteur d'activités, catégorie de déposants, provinces et échéance 171

Tableau I|4|14 Ventilation des dépôts bancaires par provinces 173
Tableau I|4|15 Ventilation des dépôts bancaires par secteurs d'activités....174
Tableau I|4|16 Ventilation des dépôts bancaires par déposants....175
Tableau I|4|17 Ventilation du crédit aux entreprises privées et aux ménages....176
Tableau I|4|18 Crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits 176
Tableau I|4|18a Ventilation du crédit bancaire par provinces 177
Tableau I|4|18b Ventilation du crédit bancaire (brut) par secteurs d'activités....182
Tableau I|4|18c Ventilation du crédit alloué par la Société Financière de Développement (SOFIDE) par secteurs d'activités....183
Tableau I|4|19 Crédits de décaissement (brut) par unités institutionnelles en 2023 184
Tableau I|4|20 Crédits d'engagement par unités institutionnelles en 2023 184
Tableau I|4|21 Taux d'intérêt appliqués par le système bancaire....184
Tableau I|4|22 Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires 185
Tableau I|4|23 Situation résumée de la Société Financière de Développement, SOFIDE....185
Tableau I|4|24 Situation résumée de la Société Nationale d'Assurances....186
Tableau I|4|25 Recettes et dépenses des différents branches d'assurances 186
Tableau I|4|26 Situation des sociétés des assurances....187
Tableau I|4|27 Evolution du multiplicateur monétaire 189
Tableau I|4|28 Tableau Évolution mensuelle des facilités permanentes....189
Tableau I|4|29 Tableau Évolution mensuelle du marché interbancaire 189
Tableau I|4|30 Tableau Evolution mensuelle du guichet de prêt à court terme....190
Tableau I|4|31 Tableau Evolution taux moyen du marché interbancaire 190
Tableau I|4|32 Tableau Évolution ecart de taux mensuel du marché interbancaire 191
Tableau I|4|33 Tableau Evolution taux moyen pondéré du marché interbancaire....191

Liste des autres institutions de dépôt et institutions financières en 2023....193

Liste des graphiques

PARTIE I DIAGNOSTIC DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE 1

Graphique 1. Evolution de la croissance mondiale et par groupe des pays 3
Graphique 2. Evolution de l'inflation globale et par groupe des pays 3

1| Développements économiques 5

Graphique I|1|1 Croissance du PIB et du revenu réel par habitant 5
Graphique I|1|2 Evolution des indices de production agricole 6
Graphique I|1|3 Indices d'activités extractives 7
Graphique I|1|4 Production du cuivre et du cobalt 7
Graphique I|1|5 Production de diamant 7
Graphique I|1|6 Production de pétrole brut 8
Graphique I|1|7 Industries alimentaires, boissons et tabacs, Autres industries manufacturières et Industries manufacturières 8
Graphique I|1|8 Evolution des indices de production d'eau et d'électricité 9

2| Finances publiques 15

Graphique I|2|1 Evolution du solde budgétaire 15
Graphique I|2|2 Evolution des Opérations du cadre budgétaire 16
Graphique I|2|3 Evolution des dépenses en capital du cadre budgétaire et celles à financement extérieur spécifique 21

3| Relations économiques extérieures 23

Graphique I|3|1 Indice des cours de principaux produits 23
Graphique I|3|2 Cours du Cuivre sur les marchés mondiaux 24
Graphique I|3|3 Cours du Zinc, du Cobalt et de l'Or sur le marché de Londres 24
Graphique I|3|4 Cours du pétrole brut sur les marchés internationaux 24
Graphique I|3|5 Cours de principaux produits végétaux exportés 25
Graphique I|3|6 Evolution des termes de l'échange 26
Graphique I|3|7 Evolution des soldes des composantes du compte des transactions courantes 27

4| Monnaie, crédit et institutions financières 41

Graphique I|4|1 Evolution de la base monétaire 41
Graphique I|4|2 Evolution de l'offre de monnaie 42
Graphique I|4|3 Evolution de la vitesse de circulation de la monnaie 43
Graphique I|4|4 Taux de liquidité de l'économie 43
Graphique I|4|5 Evolution du multiplicateur monétaire 44
Graphique I|4|6 Profondeur du marché monétaire 44
Graphique I|4|7 Evolution du volume de refinancement 44
Graphique I|4|8 Volume des transactions interbancaires 45
Graphique I|4|9 Volume annuel des ventes du Bon BCC 45
Graphique I|4|10 Evolution du taux d'intérêt sur les différents marchés 46
Graphique I|4|11 Taux d'intérêt de la BCC et des banques commerciales 46
Graphique I|4|12 Taux d'intérêt réel 46
Graphique I|4|13 Evolution de l'encours des crédits 47
Graphique I|4|14 Crédits à décaissement suivant la monnaie de règlement 47
Graphique I|4|15 Structure du crédit suivant la maturité 47
Graphique I|4|16 Crédits d'engagement 47
Graphique I|4|17 Structure des dépôts suivant la monnaie 48

PARTIE II POLITIQUES ECONOMIQUES ET PERSPECTIVES 49

Graphique II|1 Evolution du taux directeur nominal et réel 54
Graphique II|2 Objectifs de la politique monétaire 56
Graphique II|3 Evolution de la part du dollar américain dans le portefeuille de réserves de change mondiale ... 57
Graphique II|4 Réserves allouées par devises à fin 2023 58
Graphique II|5 Evolution du taux de change 59
Graphique II|6 Variation cumulée du taux change 59
Graphique II|7 Ecart taux indicatifs - taux parallèles 59
Graphique II|8 Evolution des réserves de change 60
Graphique II|9 Flux mensuels des réserves de change 60
Graphique II|10 Profil de la croissance économique mondiale 61
Graphique II|11 Prévisions des cours du pétrole et de l'indice des prix des produits énergétiques 63
Graphique II|12 Prévisions de l'indice des prix des métaux 63
Graphique II|13 Prévisions des cours du cuivre 64
Graphique II|14 Prévision de la croissance du PIB réel 2024-2026 64
Graphique II|15 Prévisions annuelles du taux d'inflation de 2024-2026 65
Graphique II|16 Prévision de la base monétaire de 2024 à 2026 66
Graphique II|17 Prévision des passifs monétaires au sens large de 2024 à 2026 67

Liste des encadrés

Encadré 1|1 Fragmentation géoéconomique 27
Encadré 1|2 Historique de l'évolution de la réserve obligatoire en République Démocratique du Congo 54
Encadré 1|3 L'avenir du dollar américain en tant que monnaie internationale dans un monde de plus en plus fragmenté . 57

Avertissement

Les signes conventionnels et sigles suivants ont été utilisés dans les tableaux statistiques :

…	non disponible
-	nul
p	provisoire
e	estimation
r	rectifié
t	tonne
tm	tonne métrique
m^3	mètre cube
CDF	Franc Congolais
DTS (XDR)	Droit de Tirage Spécial
IMF	Institution de Micro-Finance
MN	Monnaie Nationale
PGAI	Plate-forme pour la Gestion de l'Aide Internationale et des Investissements
PIB	Produit Intérieur Brut
RNB	Revenu National Brut
TMP	Taux d'intérêt Moyen Pondéré
USD	Dollar des Etats-Unis
XAF	Franc CFA
ME	Monnaies Etrangères

PARTIE I

DIAGNOSTIC DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE

En 2023, l'économie mondiale s'est montrée résiliente au niveau de la croissance, contrairement aux craintes d'une récession et d'une stagflation anticipées par les marchés. Cette évolution est expliquée par l'atténuation des séquelles des récentes crises, conjuguée à la croissance de l'emploi et des revenus soutenue par les mesures de soutien budgétaire. Ces dernières se sont traduites par une hausse des dépenses publiques et de la consommation des ménages.

S'agissant de l'inflation, après une accélération, elle a amorcé un mouvement baissier à partir du dernier trimestre 2022. Ce mouvement s'est poursuivi en 2023 sous l'effet du durcissement des politiques monétaires par les principales banques centrales des grandes économies.

Evolution de l'environnement économique mondial

L'environnement économique mondial a été en proie à la persistance des vents contraires liés notamment aux tensions géopolitiques et aux contrecoups de la pandémie de Covid-19. A cela se sont ajoutés les à-coups sur les marchés des produits énergétiques et alimentaires ainsi que les effets de la normalisation de la politique monétaire. En effet, d'après le Fonds Monétaire International (FMI), la croissance mondiale s'est établie à 3,2 % en 2023 contre 3,5 % en 2022. Ce niveau de croissance reste inférieur à la moyenne historique d'avant crise, suite notamment à la faible croissance de la productivité et une fragmentation géoéconomique plus marquée.

En outre, il convient de relever le caractère inégal et divergent de cette croissance par région. Cette disparité procède du fait que les économies avancées sont proches du plein-emploi. Dans le chef des pays en développement, les résultats de croissance ont été plus expliqués par des facteurs conjoncturels liés à la demande des matières premières. Quant aux économies émergentes, leur performance tient de la dynamique des réformes et de la qualité de leur politique de développement.

Graphique 1. Evolution de la croissance mondiale et par groupe des pays

Source : Rapport du FMI sur les perspectives de l'économie mondiale, avril 2024.

Globalement, la reprise économique s'est maintenue sur fond de persistance d'une inflation relativement élevée, quoiqu'en baisse continue.

Pour ce qui est de l'inflation, elle a ralenti à 6,8 % en moyenne pour 2023 contre 8,7 % en 2022, sous l'effet du durcissement des politiques monétaires et de la normalisation progressive des chaînes mondiales d'approvisionnement, laquelle a contribué à l'amélioration de l'offre. Cependant, cette évolution occulte des disparités ci-après : pour l'Afrique subsaharienne, le rythme de formation des prix intérieurs s'est établi à 16,2 % contre 4,6 % pour les économies avancées et 8,3 % pour les économies émergentes. Cette disparité d'inflation procéderait, outre des pesanteurs structurelles, du coût d'ajustement tardif des politiques monétaires, particulièrement dans les économies en développement d'Afrique.

Graphique 2. Evolution de l'inflation globale et par groupe des pays

(en %)

Source : Rapport du FMI sur les perspectives de l'économie mondiale, avril 2024.

Par ailleurs, les prix des produits de base ont baissé en 2023 comparativement à l'année précédente, en raison du ralentissement de la demande mondiale. Cette évolution est expliquée, entre autres, par des conditions météorologiques assez favorables.

L'indice des prix de l'énergie a chuté d'environ 28,8 % d'après les dernières estimations de la Banque mondiale, sous l'effet de la baisse marquée des prix du gaz naturel et du charbon. Une tendance analogue a été observée dans le comportement de l'indice des métaux et minéraux. Comparativement à l'année 2022, cet indice s'est contracté de près de 12 %, reflétant l'impact du ralentissement de la demande dans les principales économies, combiné à l'augmentation de l'offre.

- **L'activité économique par région ou pays**

Les évolutions suivantes ont émergé du comportement de l'activité dans les différents pays ou régions :

Aux Etats-Unis, le PIB réel a augmenté de 2,5 % en 2023 contre 1,9 % en 2022, dans un contexte du durcissement des conditions de financement, avec la hausse des taux d'intérêt. Cette croissance est portée par l'augmentation des dépenses de consommation, à un rythme soutenu, et de l'activité sur le marché immobilier.

S'agissant de l'inflation, elle s'est établie à 4,1 % en 2023 contre 8,0 % l'année précédente. Toutefois, ce niveau d'inflation reste supérieur à l'objectif de 2,0 % fixé par la Fed. Dans ces conditions, cette dernière a maintenu, depuis juillet 2023, la fourchette cible de ses taux d'intérêt directeurs à 5,25 % et 5,50 %.

Concernant le marché du travail, il a été caractérisé par un taux de chômage proche des niveaux historiquement bas et des postes vacants toujours élevés. Le taux de chômage a légèrement augmenté, passant de 3,5 % en 2022 à 3,7 % en 2023.

Pour ce qui est de l'économie de la Zone euro, elle a été fortement touchée par les effets prolongés du resserrement monétaire, les coûts antérieurs de l'énergie, la faiblesse de la confiance, la perte de compétitivité et le rééquilibrage budgétaire. Ainsi, la croissance a ralenti à 0,4 % contre 3,4 % une année auparavant.

Par ailleurs, le durcissement de la politique monétaire par la Banque Centrale Européenne (BCE) a contribué au ralentissement du rythme de formation des prix sur l'ensemble de l'année 2023. En effet, l'inflation globale est passée de 8,4 % en 2022 à 5,4 % en 2023. Comme pour la plupart des économies avancées, l'inflation est restée supérieure à la cible de 2,0 %.

Dans ce contexte, l'orientation de la politique monétaire est restée restrictive. Celle-ci s'est traduite par des niveaux des taux d'intérêt jamais atteints depuis plusieurs années, soit 4,0 %, 4,5 % et 4,8 %, respectivement pour les facilités des dépôts, les opérations de refinancement et les facilités de prêt marginal.

En Chine, l'économie a connu une croissance de 5,2 % en 2023, en hausse de 2,2 points de pourcentage par rapport à la réalisation de 2022. Cependant, cette progression de l'activité économique occulte la crise économique enregistrée au cours de l'année. Celle-ci a résulté notamment des pressions enregistrées dans le secteur de l'immobilier, des séquelles de la pandémie de Covid-19 et de la baisse de la demande intérieure, particulièrement la consommation des ménages. Il convient de relever que ce niveau de croissance est le plus faible depuis près de trois décennies, en excluant les années de la pandémie.

En parallèle, il a été observé des pressions déflationnistes, en raison notamment de la faiblesse de la demande intérieure, conjuguée à la baisse des prix des produits alimentaires et de ceux de l'énergie. Ainsi, l'inflation s'est établie, en moyenne, à 0,2 % en 2023, largement en deçà de l'objectif de 3,0 %, contre 2,0 % en 2022.

Quant à **l'Afrique Subsaharienne,** son activité a ralenti à 3,4 % en 2023 contre 4,0 % en 2022. Cette évolution a été influencée par l'affaiblissement de la demande extérieure et le resserrement des politiques nationales visant à lutter contre l'inflation persistante. Ce ralentissement est reflété dans les évolutions de principales économies de la région, à savoir le Nigéria et l'Afrique du Sud.

S'agissant particulièrement de **l'Afrique du Sud,** deuxième économie de la région et l'un des principaux partenaires de la RDC, son économie a ralenti, tout en évitant la récession. En effet, le PIB réel n'a progressé que de 0,6 % en 2023 contre 1,9 % en 2022. Ce ralentissement est consécutif au recul de l'activité agricole et de celle du secteur touristique, à la stagnation de l'activité minière, au resserrement de la politique monétaire, à l'impact de la crise énergétique et aux goulets d'étranglement dans les transports.

En outre, l'inflation a ralenti sur fond des mesures de resserrement monétaire couplées à la réduction des prix des produits alimentaires. A fin 2023, l'inflation s'est établie, en moyenne, à 5,9 % en 2023 contre 6,9 % en 2022. Ce niveau d'inflation reste supérieur à la cible de 4,5 % fixée par la banque centrale. Dans ce contexte, cette dernière a maintenu ses taux d'intérêt directeurs entre 5,0 % et 6,0 %.

1 | Développements économiques

1 | 1 Développements économiques intérieurs et évolution du secteur réel

La croissance économique a connu un ralentissement comme dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne. Elle s'est établie à 8,6 % en 2023 venant de 8,9 % l'année précédente. Cette évolution de l'activité économique a résulté du ralentissement de la demande mondiale des produits miniers, dont les cours sont globalement ressortis en baisse. En dépit de ce ralentissement, le Produit Intérieur Brut (PIB) réel a enregistré une croissance supérieure de 5,2 points de pourcentage par rapport à la moyenne de l'Afrique Subsaharienne. Cette évolution procède de la réponse favorable de la production de la branche « Extraction ».

S'agissant du marché des biens et services, le rythme de formation des prix intérieurs en 2023 a poursuivi sa tendance haussière amorcée une année plus tôt. En effet, en 2023, le taux d'inflation s'est établi à 23,8 % contre 13,1 % l'année précédente, sous l'effet des chocs tant internes qu'externes. Aussi, cette réalisation du taux d'inflation est-elle légèrement en deçà de la moyenne d'inflation de 24,2 % des pays fragiles ou touchés par un conflit.

1 | 1 | 1 Produit Intérieur Brut

Le PIB réel s'est accru de 8,6 % en 2023 contre une réalisation de 8,9 % en 2022, soutenu par le dynamisme des industries extratives (mines).

En effet, le PIB minier a progressé de 18,1 % en 2023 contre 22,0 % une année plutôt. Pour sa part, le PIB non minier a augmenté de 3,5 % en 2023 venant de 3,1 % l'année d'avant, signe du bon comportement du secteur secondaire porté par la branche « Bâtiments et travaux publics ».

Graphique I | 1 | 1 Croissance du PIB et du revenu réel par habitant
(en pourcentage)

Source : CESCN.

En 2023, le ralentissement de l'activité économique en RDC s'est traduit à la décélération de la croissance du PIB par habitant. Il s'est accru de 8,1 % contre 15,4 % l'année précédente.

1 | 1 | 2 Analyse de l'approche par la production

Selon l'approche par l'offre, l'activité économique a été soutenue essentiellement par le secteur primaire, avec la bonne tenue des activités extractives, principalement minières.

Secteur primaire

Les activités du secteur primaire se sont accrues de 13,5 % contre 15,6 % une année auparavant. Cette évolution est principalement tributaire de la branche « Extraction » dont la contribution à la croissance s'est établie à 6,3 points. En effet, en dépit de la baisse des cours durant cette période, les activités de cette branche ont mieux résisté aux chocs, suite au maintien à des niveaux rémunérateurs les prix de principaux produits exportés.

Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche

La croissance de la branche « Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche » a été de 2,2 % en 2023 venant de 2,4 % une année plus tôt. Les activités de cette branche, dont la contribution à la croissance est de 0,3 point contre 0,4 point en 2022, ont été soutenues par sa sous-branche « Agriculture ».

Agriculture

Bien que moins dynamique, la sous-branche « Agriculture » a contribué pour 0,4 point de pourcentage à la croissance. Sa valeur ajoutée s'est accrue de 3,3 % en 2023 venant de 2,4 % en 2022, portée par l'accélération observée au niveau de la culture de rente.

En effet, longtemps plombé par l'insécurité dans certaines zones productrices, le rendement du secteur agricole a fait également face aux effets du dérèglement climatique. Néanmoins, au courant de l'année sous analyse, le Gouvernement de la République a initié « le programme d'appui au développement local », qui a été opérationnalisé dans plusieurs provinces du pays. Ce programme a permis aux agriculteurs d'obtenir des fonds en vue de l'acquisition ou de l'accroissement de leurs unités de production.

Production agricole vivrière

En 2023, l'activité vivrière s'est améliorée, affichant une croissance de sa valeur ajoutée de 3,1 % contre 2,6 % l'année précédente. Sa contribution à la croissance du PIB réel est passée de 0,3 point à 0,4 point d'une année à l'autre, favorisée par la campagne agricole lancée par le Gouvernement dans le cadre de son programme nommé Agenda de la Transformation Agricole (ATA-RDC). Ce programme a consisté, notamment à la distribution des intrants aux agriculteurs.

Culture de rente

La valeur ajoutée de la production de rente s'est accrue de 21,1 % en 2023 contre une contraction de 9,7 % en 2022. Cette évolution résulte notamment du dynamisme observé dans la filière Cacao, dont le volume de production a renseigné une augmentation de 74,5 %. En effet, les producteurs congolais ont redoublé les efforts d'accroissement de leurs volumes d'exportations de ce produit, suite à la mesure prise par le Gouvernement chinois portant suppression des taxes sur certains produits imposables, notamment le café, le cacao et l'huile de palme, en provenance de six pays africains.

Forêt

En 2023, l'activité dans cette sous-branche s'est contractée de 28,3 % après une hausse de 2,7 % une année plus tôt. Il sied d'indiquer le désintérêt des exploitants forestiers pour les exportations des grumes, suite notamment aux mesures mises en place par le Gouvernement depuis quelques années, notamment celle relative au moratoire sur l'octroi des titres aux exploitants foretiers industriels.

Elevage, pèche et chasse

L'activité d'élevage, pèche et chasse a augmenté de 3,0 % en 2023 venant de 2,6 % l'année précédente. Cette évolution s'explique notamment par la création d'un débarcadère intégré dans l'un des principaux ports du pays et d'une plateforme avicole en vue de produire suffisamment des poissons et poulets et réduire ainsi le volume des importations.

Graphique I|1|2 Evolution des indices de production agricole

Source : Banque Centrale du Congo.

Extraction

A l'instar de l'année précédente, la branche « Extraction » continue de soutenir l'activité économique de la RDC. Sa valeur ajoutée s'est accrue de 18,1 % en 2023 contre 21,9 % en 2022. Sa contribution à la croissance a été de 6,3 points contre 6,8 points l'année précédente.

Graphique I|1|3 Indices d'activités extractives
(en points)

Source : Banque Centrale du Congo.

Extraction des métaux non ferreux

Cuivre

La production totale du cuivre s'est établie à 2.842,0 milliers de tonnes en 2023, soit un accroissement annuel de 20,4 %, consécutif notamment à l'augmentation du volume de production des partenaires de la Gécamines. Celle-ci a résulté de l'entrée en phase de production de certaines industries minières dans la province du Lualaba.

Il convient de relever que la production de la Gécamines s'est établie à 6,2 milliers de tonnes, en hausse de 36,1 % par rapport à 2022.

Cobalt

La production du cobalt qui était de 111.309,0 tonnes en 2022, a atteint 139.838 tonnes en 2023, soit un accroissement de 25,6 %. Cette situation est attribuable à la levée de la mesure de suspension des exportations d'une grande entreprise cobaltifère du pays.

Par ailleurs, la production du cobalt de la Gécamines a atteint 23.370,8 tonnes, soit un accroissement de 17,4 %, tandis que celle de ses partenaires a progressé de 27,4 %.

Graphique I|1|4 Production du cuivre et du cobalt
(en milliers de tonnes)

Source : Banque Centrale du Congo.

Zinc

La production de ce minerai a reculé de 8,3 % en 2023, s'établissant à 11.287,2 tonnes, poursuivant ainsi une baisse enregistrée une année plus tôt. Il sied d'indiquer que la production de zinc est en majorité réalisée par une filiale de la Gécamines qui fait face à plusieurs difficultés, notamment la faiblesse de l'accroissement des investissements et des coupures intempestives de l'électricité.

Autres produits d'extraction

En 2023, la production d'autres produits d'extraction renseigne une évolution divergente.

Diamant

Après un accroissement de 15,7 % en 2022, la production totale du diamant s'est contractée de 41,0 % en 2023, s'établissant à 8.305,8 milliers de carats. Cette situation est attribuable à l'arrêt des activités d'une grande entreprise du secteur, durant une bonne partie de l'année, combiné au manque d'investissements dans les infrastructures nécessaires pour soutenir l'exploitation dans cette filière.

Graphique I|1|5 Production de diamant
(en milliers de tonnes)

Source : Banque Centrale du Congo.

Or

En 2023, la production de l'or a enregistré une augmentation de 6,8 %, se situant à 34.526, 2 Kg. Cette évolution procède de la hausse observée dans l'exploitation artisanale suite au partenariat scellé entre le Gouvernement et une firme étrangère, contribuant ainsi à la lutte contre l'exploitation minière illégale et la contrebande de l'or.

Pétrole brut

La production du pétrole brut s'est située à 8.430,4 milliers de barils en 2023 contre 8.498,9 milliers l'année précédente, accusant ainsi une baisse de 0,8 %.

Graphique I|1|6 Production de pétrole brut (en milliers de barils)

Source : Banque Centrale du Congo.

Secteur secondaire

La valeur ajoutée du secteur secondaire, qui avait connu un ralentissement en 2022, s'est accrue de 6,0 % en 2023, en lien essentiellement avec l'accélération des activités de « Bâtiments et travaux publics ». Sa contribution à la croissance s'est établie à 0,9 point de pourcentage venant de 0,4 point l'année précédente.

Industries manufacturières

En 2023, la branche des « Industries Manufacturières » a connu une hausse sous l'effet de la bonne tenue des activités notamment dans les industries des minéraux non métalliques en dépit de la stagnation observée dans les « Industries alimentaires, boissons et tabacs ». Ainsi, sa valeur ajoutée a progressé de 6,0 % contre 2,8 % en 2022 et a contribué à la croissance à hauteur de 0,9 point de pourcentage venant de 0,4 point l'année précédente.

Graphique I|1|7 Industries alimentaires, boissons et tabacs, Autres industries manufacturières et Industries manufacturières
2015=100

Source : Banque Centrale du Congo.

Industries Alimentaires, Boissons et Tabacs

Les activités des « Industries alimentaires, boissons et tabacs » demeurent globalement bien orientées quoiqu'au même rythme qu'en 2022, soit un accroissement de 2,5 %. Cette évolution résulte notamment des accroissements observés au niveau de principales productions alimentaires.

En effet, en dépit des contrecoups structurels dont font face les industries alimentaires, elles ont globalement enregistré une augmentation de production en 2023. Cette dernière est notamment attestée par l'accroissement du volume de production de la farine de maïs et de froment, respectivement de 6,9 % et 5,1 % contre 1,5 % et 3,2 % l'année précédente. Cette situation découle du résultat de la production du Service National et de l'introduction de la farine panifiable du manioc.

De leur part, les industries des boissons renseignent un accroissement de 3,3 % contre 8,1 % pour les boissons alcoolisées et de 1,6 % contre 0,3 % pour les boissons gazeuses.

Autres Industries Manufacturières

A la faveur notamment de la mise en œuvre de la Zone Economique Spéciale de Maluku, la valeur ajoutée de la sous-branche « Autres industries manufacturières » s'est accrue de 3,0 % en 2023 contre 2,2 % en 2022. Cette évolution est principalement observée au niveau des Industries des minéraux non métalliques et du matériel de transport.

S'agissant des « Industries des minéraux non métalliques », la production du ciment portland et du carrelage s'est accrue, respectivement à 17,9 % et 8,0 % venant de 25,1 % et 3,9 %. En sus de la forte demande de ciment issue de la mise en œuvre du programme de devéloppement local des

145 territoires, il sied de relever une première production de carrelage au niveau national au courant de cette année.

Electricité, gaz, vapeur et eau

La valeur ajoutée de la branche « Électricité, gaz, vapeur et eau » s'est accrue de 4,6 % en 2023 venant de 3,3 % en 2022. Sa contribution à la croissance est demeurée quasi nulle à l'instar de l'année précédente.

Graphique I|1|8 Evolution des indices de production d'eau et d'électricité
(en point)

Source : Banque Centrale du Congo.

Électricité

Après une contraction de 0,5 % en 2022, la production de l'électricité a progressé de 3,3 % en 2023. Cet accroissement est consécutif à la mise en service du barrage de Busanga, la mise en exploitation de toutes les turbines d'exploitation de Zongo 2 ainsi que des travaux subaquatiques et de dragage au niveau du barrage de Inga. Par ailleurs, la consommation de l'électricité a fortement baissé passant de 10,9 % à une contraction de 16,3 %, suite principalement à la vétusté du réseau de distribution.

Eau

En 2023, la production de l'eau potable a enregistré une hausse de 5,8 % contre celle de 13,3 % en 2022, se situant à 343.292 millions de m^3. Cet accroissement, bien que de faible ampleur par rapport à l'année précédente, fait suite notamment à l'inauguration de la première phase du complexe industriel de traitement d'eau potable de Binza Ozone. Concernant, la consommation d'eau potable, après un léger accroissement de 0,1 % en 2022, elle est restée stable en 2023.

Bâtiments et travaux publics

Les activités de la branche « Bâtiments et travaux publics » ont enregistré une accélération de 14,0 % en 2023 contre 3,5 % l'année précédente, suite notamment à la mise en œuvre du PDL-145T ainsi qu'aux opportunités offertes par le Gouvernement dans le cadre des Partenariats Publics Privés (PPP) et des concessions. Sa contribution à la croissance s'est établie à 0,6 point de pourcentage venant de 0,2 point en 2022.

Secteur tertiaire

En 2023, la valeur ajoutée du secteur tertiaire a progressé de 3,0 % contre 3,3 % une année plus tôt. Sa contribution à la croissance est de 1,1 point de pourcentage venant de 1,2 point en 2022. Ce ralentissement est tributaire notamment de l'évolution des branches « Commerce » et « Autres services hors administration Publique ».

Commerce

L'activité au niveau de la branche « Commerce » a ralenti pour la deuxième année consécutive. En effet, elle a progressé de 2,0 % en 2023 contre 2,7 % en 2022. La contribution de cette branche à la croissance est passée de 0,3 point de pourcentage à 0,2 point, d'une année à l'autre.

Transports et Télécommunications

La valeur ajoutée de cette branche s'est accrue de 4,9 % en 2023, après un ralentissement en 2022 de 4,5 % et une réalisation de 9,8 % en 2021. Cependant, sa contribution à la croissance est demeurée inchangée à 0,6 point de pourcentage.

Transports

Globalement, les activités de la sous-branche « Transports » ont ralenti comparativement à l'année précédente, avec un taux de croissance de sa valeur ajoutée établi à 1,5 % contre 2,7 % en 2022. Toutefois, l'évolution des principaux organismes de transport met en exergue le transport routier dont le volume des marchandises transportées s'est accru de 5,9 % en 2023 contre 4,9 % en 2022.

Par contre, en ce qui concerne le transport des voyageurs, il a été dominé par le transport aérien, dont le volume a baissé de 1,1 % en 2023. Par ailleurs, le transport routier qui vient en deuxième position s'est accru de 8,5 % durant cette même période.

Manutention

Le volume des marchandises manutentionnées dans les principaux ports a augmenté de 17,9 %[1] en 2023, suite notamment à l'expansion des activités dans le port de Matadi. En effet, la réhabilitation des deux quais de ce port a permis d'accroître l'activité de la manutention de 28,1 %, après une baisse de 15,0 % enregistrée en 2022.

Télécommunications

Les statistiques de la télécommunication renseignent des augmentations des unités consommées et des Data mobile de 4,2 % et 5,6 % respectivement, attestant le dynamisme de la demande dans ce secteur. Cependant, le volume des Short Message Service (SMS) a baissé de 11,5 %.

Autres services hors Administration publique

En 2023, l'activité de la branche « Autres services hors Administration publique » a légèrement ralenti, s'établissant à 2,7 % contre 3,0 % en 2022. Toutefois, il sied de relever que la sous-branche « Autres services » dont la valeur ajoutée est passée de 2,4 % à 2,5 % a notamment bénéficié des externalités positives de l'organisation de la neuvième édition des jeux de la Francophonie.

Services d'administration publique

La valeur ajoutée de la branche « Services d'administration publique » a progressé de 1,1 % contre 2,0 % en 2022, soit un léger ralentissement attribuable à la baisse des activités des intermédiaires financiers.

1|1|3 Analyse de la demande globale

La croissance observée en 2023 repose sur le dynamisme des exportations des biens, essentiellement miniers qui ont cru de 18,1 %. Nonobstant cette évolution, la demande extérieure nette s'est globalement contractée en raison de la forte dépendance de l'économie nationale aux importations des biens et services.

[1] Les données de 2023 concernent uniquement le Port de Matadi.

Tableau I|1|1 Croissance de différentes composantes de la demande globale
(en pourcentage)

Composantes	2019	2020	2021 (p)	2022 (e)	2023 (p)
Demande intérieure	-4,4	4,6	22,8	15,3	51,5
Consommation	-4,5	-5,5	5,9	4,8	1,8
Consommation publique	6,6	4,1	21,7	22,2	29,8
Consommation privée	-5,3	-6,2	4,5	3,1	-1,5
Investissements bruts	-4,2	26,0	49,7	27,1	97,7
FBCF	-4,7	25,6	50,0	27,7	98,0
Secteur public	15,3	3,9	54,7	105,7	-15,2
Secteur privé	-6,0	27,3	49,7	22,6	110,4
Variation des stocks	2 729,2	94,2	13,7	-61,7	-29,1
Demande extérieure nette	30,1	-17,2	-85,4	-29,0	-130,1
Exportations de biens et services	1,4	8,0	8,2	18,9	15,7
Exportations des biens	1,4	7,9	8,1	20,0	15,8
Produits miniers	1,0	9,7	10,1	21,9	18,1
Autres produits	4,4	-5,8	-10,0	-0,9	-15,2
Exportations des services	8,2	12,6	15,4	-63,6	-7,0
Importations de biens et services	-15,3	12,0	43,6	24,9	85,6
Importations des biens	-14,1	10,6	43,5	28,0	83,1
Consommations	-13,1	-29,7	61,6	17,5	41,7
Equipements	-20,0	-10,2	55,2	34,1	58,9
Intermédiaires	-11,7	31,4	37,3	28,1	98,4
Importations des services	-21,6	20,4	44,1	8,2	101,5
Produit Intérieur Brut	4,4	1,7	6,2	8,9	8,6

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des tableaux de CESCN

Demande intérieure

En 2023, la demande intérieure s'est accélérée, après un ralentissement observé l'année précédente. Cette situation est consécutive à la hausse de la consommation publique, dans le cadre de l'organisation des élections générales et des dépenses de souveraineté ainsi que celle des investissements bruts privés, particulièrement les investissements directs étrangers.

En ce qui concerne la consommation, bien qu'en ralentissement par rapport à l'année précédente, elle a progressé de 1,8 % en 2023 contre 4,8 % en 2022. La consommation publique s'est accrue de 29,8 % en 2023 contre 22,2 % l'année précédente, alors que la consommation privée a enregistré un recul 1,5 %, consécutivement aux poussées inflationnistes.

S'agissant des investissements bruts, ils ont renseigné une progression de 97,7 % contre 27,7 % en 2022. Cette évolution tient notamment du développement de l'activité du Partenariat Public-Privé.

Demande extérieure nette

La demande extérieure nette s'est significativement rétractée de 130,1 % en 2023, après une baisse de 29,0 % en 2022.

Cette évolution est consécutive à la forte dépendance de l'économie congolaise aux importations diverses.

En 2023, les exportations des biens et services se sont inscrites en hausses de 15,8 % venant de 20,0 % en 2022, reflétée par l'augmentation des exportations des produits miniers de 18,1 % contre 21,9 %. Cette évolution est principalement soutenue par des cours mondiaux des produits miniers maintenus à des niveaux rémunérateurs.

Concernant les importations, elles se sont accrues de 83,1 % en 2023 contre une progression de 28,0 % l'année précédente. Cette évolution résulte d'un accroissement plus rapide des importations des biens et services, expliqué principalement par les besoins croissants en biens d'équipement dans un contexte d'organisation des élections, d'exploitation minière ainsi que la poursuite des travaux d'infrastructures.

1|2 Marché des biens et services

1|2|1 Prix intérieurs

En 2023, le rythme de formation des prix intérieurs a poursuivi la dynamique haussière amorcée une année plus tôt. En effet, sous l'effet des chocs tant internes qu'externes, le taux d'inflation s'est établi à 23,8 % contre 13,1 % l'année précédente. Néanmoins, ce niveau d'inflation est légèrement en deçà de la moyenne de 24,2 % des pays fragiles.

Par ailleurs, il convient de relever que l'inflation s'est accélérée depuis 2022, en raison des effets combinés de la guerre en Ukraine et de la recrudescence du conflit dans la partie Est du pays.

1|2|2 Évolution et Facteurs explicatifs de l'inflation en 2023

Les poussées inflationnistes ont résulté tant des facteurs externes qu'internes. Sur le plan externe, elles tiennent principalement de la persistance des contrecoups de la crise russo-ukrainienne, notamment le renchérissement des prix des produits céréaliers et énergétiques sur le marché international.

Au plan interne, le comportement de l'inflation est expliqué par les révisions à la hausse des prix du carburant à la pompe et l'escalade du conflit dans l'Est du pays. Cette dernière a contribué à la perturbation de l'approvisionnement en biens de grande consommation.

Ces facteurs ont compromis le retour de la stabilité du niveau général des prix en 2023, réduisant le pouvoir d'achat de la population, principalement de la tranche la plus vulnérable.

Tableau I|1|2 Évolution de l'inflation globale (en pourcentage)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Cible annuelle (a)	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00
Inflation annuelle moyenne (b)	30,85	4,75	10,99	9,40	9,05	19,58
Inflation en cumul annuel (c)	7,23	4,59	15,76	5,28	13,13	23,75
Ecart (en points de pourcentage) (d) = (a) – (c)	-0,23	2,41	-8,76	1,72	-6,13	-16,75

Source : BCC.

En infra-annuel, l'évolution de l'inflation s'est déclinée en trois phases :

- de janvier à mai 2023, il a été observé une relative stabilité des prix sur le marché des biens et services, traduite par un taux d'inflation moyen de 1,5 % ;

- de juin à juillet 2023, il a été observé une forte accélération du rythme de formation des prix, attestée par un taux d'inflation moyen de 4,0 %, avec un pic de 5,8 % enregistré au mois de juillet. Cette accélération a été consécutive à l'augmentation des prix des denrées alimentaires, la dépréciation accélérée de la monnaie nationale ainsi que le réajustement à la hausse des prix du carburant à la pompe ;

- Enfin, d'août à décembre 2023, il a été noté une tendance à la décélération du rythme de formation des prix, particulièrement en septembre et en octobre, à la faveur des mesures de stabilisation prises par le Gouvernement et la Banque Centrale. Ainsi, en moyenne, l'inflation s'est établie à 1,2 %.

Tableau I|1|3 Évolution de l'inflation mensuelle et cumulée (en pourcentage)

	Inflation mensuelle		Inflation cumulée	
	2022	2023	2022	2023
Janvier	0,5	2,5	0,5	2,5
Février	0,4	1,6	0,9	4,2
Mars	1,4	1,5	2,3	5,7
Avril	1,0	1,0	3,4	6,8
Mai	1,1	0,8	4,5	7,6
Juin	1,3	2,3	5,8	10,1
Juillet	1,0	5,8	6,8	16,5
Août	1,1	0,9	8,0	17,5
Septembre	1,5	0,5	9,6	18,1
Octobre	0,9	0,7	10,6	19,0
Novembre	0,8	2,3	11,6	21,7
Décembre	1,4	1,7	13,1	23,8

Source : BCC, d'après les données de l'INS.

1|2|3 Evolution de prix des carburants

Dans un contexte de fortes tensions géopolitiques et d'un déséquilibre entre l'offre et la demande de pétrole, les prix des carburants à la pompe a atteint des niveaux les plus

élevés qu'avant la crise sanitaire. Ainsi, il a été procédé à deux révisions des prix à la pompe, essentiellement du fait de l'évolution du paramètre « taux de change » qui s'est déprécié de 24,4 % en 2023 alors que la dépréciation réalisée une année avant n'était que de 0,8 %. Aussi, quant au paramètre « Prix Moyen Frontière Commercial (PMFC) », il a connu des mouvements haussiers au-delà du seuil requis de 5 %. Il sied de mentionner que le paramètre « volume mis en consommation » est demeuré stable.

Tableau I|1|4 Evolution de la structure des prix des produits pétroliers (en CDF le litre)

Date de révision des prix	ESSENCE				PETROLE				GASOIL				FUEL OIL	GPI GAZ	JET A1		
	OUEST	EST	SUD	NORD (1)	OUEST	EST	SUD	NORD (1)	OUEST	EST	SUD	NORD (1)	OUEST	OUEST	OUEST	EST	SUD
2013																	
30 janvier	1 370,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 365,0	1 570,0	1 630,0		730,9	1 100,0	-	-	-
06 février	1 370,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 365,0	1 570,0	1 630,0	-	730,9	1 100,0	-	-	-
18 avril	1 370,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 365,0	1 570,0	1 630,0	-	887,3	1 100,0	-	-	-
09 août	1 400,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 390,0	1 570,0	1 630,0	-	683,7	1 100,0	-	-	-
20 novembre	1 400,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 390,0	1 570,0	1 630,0	-	683,7	1 100,0	-	-	-
2014												-					
11 juillet	1 475,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 465,0	1 570,0	1 630,0		751,0	1 100,0	-	-	-
01 septembre	1 525,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 515,0	1 570,0	1 630,0	-	687,0	1 100,0	-	-	-
2015												-					
26 janvier	1 440,0	1 500,0	1 440,0	-	1 100,0	1 350,0	1 400,0	-	1 430,0	1 480,0	1 430,0		466,1	1 050,0	-	-	-
2016												-					
29 août	1 490,0	1 500,0	1 440,0	-	1 150,0	1 350,0	1 400,0	-	1 480,0	1 480,0	1 430,0		466,1	1 050,0	-	-	-
30 août	1 540,0	1 320,0	1 280,0	-	1 200,0	1 180,0	1 140,0	-	1 530,0	1 330,0	1 270,0	-	461,6	1 150,0	-	-	-
2017												-					
25 février	1 615,0	1 380,0	1 340,0	-	1 250,0	1 230,0	1 200,0	-	1 605,0	1 390,0	1 330,0		659,6	1 200,0	-	-	-
10 mars	1 650,0	1 380,0	1 340,0	-	1 285,0	1 230,0	1 200,0	-	1 640,0	1 390,0	1 330,0	-	659,0	1 200,0	-	-	-
08 juin	1 730,0	1 420,0	1 400,0	-	1 340,0	1 260,0	1 255,0	-	1 720,0	1 430,0	1 390,0	-	703,9	1 250,0	-	-	-
2018												-					
26 janvier	1 810,0	1 450,0	1 415,0	-	1 400,0	1 290,0	1 260,0	-	1 800,0	1 460,0	1 395,0		705,1	1 300,0	-	-	-
19 mars	1 890,0	1 510,0	1 485,0	-	1 465,0	1 350,0	1 320,0	-	1 880,0	1 520,0	1 465,0	-	706,2	1 350,0	-	-	-
29 avril	1 980,0	1 580,0	1 555,0	-	1 535,0	1 410,0	1 380,0	-	1 970,0	1 590,0	1 530,0	-	706,2	1 350,0	-	-	-
30 septembre	2 110,0	1 790,0	1 750,0	-	1 665,0	1 640,0	1 540,0	-	2 100,0	1 800,0	1 740,0	-	885,3	1 400,0	-	-	-
18 novembre	2 240,0	1 810,0	1 760,0	-	1 795,0	1 660,0	1 550,0	-	2 230,0	1 820,0	1 750,0	-	1 014,0	1 450,0	-	-	-
2020												-					
07 mai	1 995,0	1 500,0	1 390,0	-	1 420,0	1 400,0	1 300,0	-	1 985,0	1 540,0	1 450,0		1 091,2	2 824,6	-	-	-
12 août	1 995,0	1 950,0	1 820,0	1 800,0	1 430,0	1 630,0	1 700,0	1 500,0	1 985,0	1 970,0	1 920,0	1 850,0	1 148,7	3 242,4	1519,62	1 991,3	2 052,1
2021																	
28 juillet	1 995,0	2 150,0	2 100,0	1 880,0	1 430,0	1 860,0	1 870,0	1 550,0	1 985,0	2 110,0	2 260,0	1 900,0	1 301,9	3 242,4	1 575,4	2 416,1	2 277,2
2022																	
21 janvier	-	2 450,00	-	-	-	1 950,00	-	-	-	2 400,00	-	-	-	-	-	-	-
22 janvier	-	-	2 495,00	-	-	-	2 050,00	-	-	-	2 490,00	-	-	-	-	-	-
26 janvier	2 095,00	-	-	2 450,00	1 700,00	-	-	1 950,00	2 085,00	-	-	2 400,00	1 462,27	4 053,21	-	-	-
16 avril	2 195,00	2 650,00	2 695,00	-	1 800,00	2 150,00	2 250,00	-	2 185,00	2 650,00	2 690,00	-	-	-	-	-	-
30 mai	2 345,00	2 800,00	2 845,00	2800	1 950,00	2 300,00	2 400,00	2300	2 335,00	2 750,00	2 840,00	2750	-	-	1725,43	2566,1	2427,18
07 juillet	2 495,00	3 100,00	3 145,00	3100	2 100,00	2 600,00	2 700,00	2600	2 485,00	3 050,00	3 140,00	3050	1462,27	4053,21	1875,43	2866,1	2727,18
16 septembre	2 695,00	3 400,00	3 345,00	3400	2 300,00	2 750,00	2 850,00	2750	2 685,00	3 350,00	3 335,00	3350	-	-	2075,43	3016,1	2877,18
28 novembre	2 855,00	3 400,00	3 345,00	3400	2 450,00	2 900,00	3 000,00	2900	2 845,00	3 450,00	3 485,00	3450	-	-	2855,56	2952,64	3110,05
2023																	
08 juin	2 995,00	3 540,00	3 485,00	3540	2 450,00	2 900,00	3 000,00	2900	2 985,00	3 590,00	3 665,00	3590	2061,06	4831,57	2855,56	2952,64	3110,05
23 octobre	3 225,00	3 970,00	3 915,00	3540	2 650,00	3 200,00	3 300,00	2900	3 215,00	4 020,00	4 145,00	3590	2061,06	4831,57	2855,56	2952,64	3110,05

Source : Banque Centrale du Congo.

1|3 Développement humain et durable

1|3|1 Développement durable

Évolution de la mise en œuvre des ODD au niveau mondial

D'après le Rapport sur le développement durable 2023, publié par les Nations Unies, il s'observe un retard évident à sept ans de la date butoir définie pour l'atteinte des 17 ODD. Les dernières données recueillies par les Nations unies révèlent en effet que 15 % seulement des indicateurs de suivi des ODD sont sur la bonne voie, tandis que 48 % présentent un retard modéré ou grave, et que 37 % enregistrent une stagnation, voire un recul par rapport à la situation qui prévalait notamment en 2015.

Les recentes crises (sanitaire, économique, géopolitique, climatique, environnementale…) ont ralenti, voire annihilé, les progrès réalisés en matière de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'éducation et à la santé.

Le Rapport constate un manque d'appropriation des ODD par les gouvernements comme par les médias, des lacunes en matière de capacités institutionnelles, le poids des compromis environnementaux et socio-économiques, ainsi que la persistance de normes, attitudes et comportements allant à l'encontre des ODD. Il souligne également l'important déficit de financement de l'Agenda 2030, dont le montant annuel est estimé à 3 900 milliards de dollars pour les seuls pays en développement.

Pour combler ces déficits de financement, d'importantes initiatives se font jour, visant notamment à désendetter les pays en développement, mieux collecter l'impôt, mobiliser l'argent du secteur privé, taxer les activités les plus polluantes et les transactions financières, ou encore créer une véritable fiscalité mondiale. Ces pistes ont été explorées lors du Sommet pour un Nouveau Pacte Financier mondial qui s'est tenu en France les 22 et 23 juin 2023.

Évolution de la mise en œuvre des ODD en RDC

Au cours de ces dernières années, le Gouvernement a pris un certain nombre de mesures et réformes nécessaires à la réalisation de différentes cibles liées aux ODD. Ces réformes ont placé le pays sur une bonne voie en termes de réalisation des ODD. Cependant, avec la survenance de récentes crises (sanitaire liée à la Covid-19, l'intensification des tensions géopolitiques, avec la guerre en Ukraine, et la fragmentation géoéconomique), l'élan pris par la RDC en matière de réalisation des ODD a ralenti.

D'après les résultats du Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable, il a été observé qu'en 2023, 15 % des ODD sont sur la trajectoire de réalisation, 45 % sont en retard avec des possibilités d'évoluer positivement et 40 % sont sans signes véritables d'évolution, comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau I|1|5 Tendances d'évolution des ODD en RDC

Les ODD qui sont en bonne voie ou maintien de réalisation	Les ODD qui ont connu une stagnation dans la réalisation
ODD 12. Consommation responsable	ODD 1. Éradication de la pauvreté
ODD 13. Lutte contre le changement climatique	ODD 2. Lutte contre la faim
Les ODD qui ont connu une amélioration modérée	ODD 3. Accès à la santé
ODD 4. Accès à une éducation de qualité	ODD 7. Recours aux énergies renouvelables
ODD 5. Égalité entre les sexes	ODD 8. Accès à des emplois décents
ODD 9. Innovation et infrastructures	ODD 11. Villes et communautés durables
Les ODD dont la réalisation a ralenti (en baisse)	ODD 14. Protection de la faune et de la flore aquatiques
ODD 6. Accès à l'eau salubre et l'assainissement	ODD 15. Protection de la faune et de la flore terrestres
Les ODD dont les informations sur la mise en œuvre sont non disponibles	ODD 16. Justice et paix
ODD 10. Reduction des inégalités	ODD 17. Partenariats pour les objectifs mondiaux

Source : Nations Unies, Rapport annuel des résultats de la RDC 2023

1|3|2 Développement Humain

D'après le rapport sur le développement humain 2023-2024, publié par le Programme des Nations Unis pour le Développement (PNUD), les pays riches enregistrent des niveaux de développement humain sans précédent, tandis que la moitié des pays les plus pauvres du monde restent en deçà de leur niveau de progrès d'avant la crise.

Concernant la RDC, son IDH en 2022, s'est établi à 0,481 contre 0,373 en 2021. Ce niveau d'indice maintient le pays dans la catégorie « développement humain faible » et le place à la 180ème place, en recul d'une place par rapport à 2021.

Tableau I|1|6 IDH de la RDC et ses composantes

RUBRIQUES	Valeur de l'IDH	Espérance de vie à la naissance (années)	Durée attendue de scolrarisation (années)	Durée moyenne de scolarisation (années)	R.N.B/Habitant (S de 2017 PPA)
Développement humain très élevé	0,902	79,3	16,6	12,3	44 958
Développement humain élevé	0,764	75,2	14,5	8,6	15 484
Développement humain moyen	0,640	68,0	12,3	6,7	6 444
Développement humain faible	0,517	61,6	9,3	4,7	3 186
Pays développés	0,694	70,5	12,5	7,6	11 125
Afrique subsaharienne	0,549	60,6	10,3	6,0	3 666
RDC	0,481	59,7	9,6	7,2	1 080

Source : Rapport dur le Développement Humain 2023-2024.

2| Finances publiques

La gestion des finances publiques, au cours de l'année 2023, a été caractérisée par l'expansion des dépenses liées notamment à l'organisation des élections présidentielles, législatives et locales ainsi qu'à la situation sécuritaire tendue à l'Est du pays.

La situation intégrée des opérations financières de l'Etat a renseigné un niveau des recettes de 32.785,6 milliards de CDF contre 28.264,2 milliards en 2022, soit 20,2 % du PIB contre 22,7 % en 2022. La pression fiscale s'est établie à 10,3 % contre 12,3 % l'année précédente, niveau largement inférieur par rapport au seuil minimal de 20,0 % retenu dans le cadre des critères de convergence en Afrique.

Concernant les dépenses, elles se sont chiffrées à 27.545,7 milliards de CDF contre 25.811,4 milliards en 2022, représentant 17,0 % du PIB contre 20,7 % l'année précédente.

En conséquence, la balance de la situation intégrée des opérations financières de l'Etat affiche un solde global excédentaire de 5.239,9 milliards de CDF contre celui de 2.452,9 milliards une année auparavant.

Pour l'exercice 2023, la loi de finances a été promulguée en équilibre, en recettes et dépenses, à 32.456,8 milliards de CDF, équivalent à 16,1 milliards de USD, soit un taux d'accroissement de 45,9 % par rapport au budget de l'Etat de 2022 chiffré à 22.253,0 milliards de CDF, soit 10,7 milliards de USD.

Le stock de la dette publique du pouvoir central est passé de 9,5 milliards de USD en 2022 à 10,6 milliards de USD en 2023, soit 16,02 % du PIB contre 17,8 % du PIB à l'année sous revue. Cet accroissement s'explique principalement par les décaissements dont le pays a bénéficié du FMI, dans le cadre du programme économique du Gouvernement appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC), de l'IDA (Banque Mondiale) et des autres créanciers extérieurs.

L'encours de la dette extérieure s'est chiffré à 6,8 milliards de USD, alors que celui de la dette intérieure s'est établi à 3,7 milliards de USD en 2023.

2|1 Opérations du cadre budgétaire

En 2023, dans l'optique d'élargir l'assiette fiscale au regard du potentiel fiscal dont dispose le pays, les efforts de mobilisation des recettes se sont poursuivis. C'est dans ce cadre que les recettes recouvrées en ont été supérieures à celles encaissées en 2022.

En ce qui concerne les dépenses à caractère social, il y a lieu de souligner la poursuite de la gratuité de l'enseignement primaire et la couverture santé universelle avec l'entame de la gratuité de la maternité.

Ainsi, les opérations du cadre budgétaire se sont soldées par un excédent de 5.239,9 milliards de CDF contre celui de 2.452,9 milliards réalisé en 2022. Rapporté au PIB, ce résultat a représenté 3,2 % contre 2,0 % l'année précédente.

Graphique I|2|1 Evolution du solde budgétaire (en pourcentage du PIB)

Source : Banque Centrale du Congo.

Ce solde positif occulte les mois au cours duquel le Trésor a réalisé des déficits. Néanmoins, ces déficits ont été financés par les ressources provenant des émissions des titres publics sur le marché domestique et une partie d'appuis budgétaires.

Graphique I|2|2 Evolution des Opérations du cadre budgétaire
(en pourcentage du PIB)

Source : Banque Centrale du Congo.

2|1|1 Recettes publiques

Les recettes intérieures ont été mobilisées en déca de leurs prévisions budgétaires et de celles retenues dans le cadre des contrats de performance signés avec les régies financières.

En effet, sur un montant prévisionnel de 27.086,4 milliards de CDF, les recettes publiques ont été mobilisées à a hauteur de 26.483,0 milliards, enregistrant une progression de 22,7 % par rapport aux ressources collectées en 2022 de l'ordre de 21.588,7 milliards. L'accroissement enregistré d'une année à l'autre est consécutif principalement au bon comportement des recettes tirées des impôts directs et indirects. Rapportées au PIB, ces recettes ont représenté 16,3 % contre 17,3 % l'année d'avant.

En ce qui concerne la structure des recettes, elle reste dominée par l'apport significatif des recettes fiscales dans l'ensemble des ressources mobilisées, soit 63,2 % du total. Les recettes exceptionnelles ont représenté 23,9 %, alors que les recettes non fiscales ont contribué à concurrence de 12,8 %.

Tableau I|2|1 Structure des recettes publiques
(en pourcentage du total des recettes)

	2019	2020	2021	2022	2023
1. Recettes fiscales	77,5	66,5	67,8	71,0	63,2
Recettes des impôts sur le commerce extérieur	20,3	16,8	16,3	13,5	14,4
'- Recettes des impôts sur les revenus	33,1	25,4	29,2	39,7	30,7
'- Recettes des impôts sur les biens et services	22,5	22,1	20,6	16,3	16,8
'- Autres recettes fiscales	1,6	2,2	1,7	1,4	1,3
2. Recettes non fiscales	19,7	14,9	16,1	11,1	12,8
3. Recettes exceptionnelles	2,8	18,6	16,2	17,9	23,9
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Recettes courantes

Programmées à hauteur de 18.933,3 milliards de CDF dans la loi de finances, les recettes courantes ont atteint 20.141,9 milliards de CDF. Comparativement à l'exercice 2022 où les administrations financières avaient mobilisé 17.718,3 milliards de CDF, cet accroissement est justifié par les plus-values enregistrées au niveau des recettes tirées de l'impôt exceptionnel sur les rémunérations versées au personnel expatrié ainsi que l'impôt sur les bénéfices et profits de petites entreprises. Rapportées au PIB, les recettes courantes ont représenté 12,4 % contre 14,2 % en 2022.

L'analyse par composantes des recettes courantes révèle que les recettes fiscales ont enregistré une moins-value par rapport à leurs assignations budgétaires. En effet, sur un montant projeté à 18.714,6 milliards de CDF dans la loi de finances, elles ont été mobilisées à hauteur de 16.740,3 milliards. Cette situation s'explique principalement par les contreperformances enregistrées au niveau des sous-rubriques « impôt sur le commerce extérieur ainsi que « impôts sur les biens et services ».

Du côté des recettes non fiscales, il s'observe par contre une tendance haussière par rapport à la programmation budgétaire. Sur un montant prévisionnel de 218,7 milliards de CDF, ces recettes se sont chiffrées à 3.401,6 milliards de CDF. Cette performance est attribuable principalement à l'encadrement des recettes administratives, judiciaires et domaniales, et ce, en dépit des fluctuations des cours des matières premières sur les marchés internationaux ayant affecté la redevance minière et pétrolière.

Analyse par postes des recettes publiques

- **Recettes fiscales**

Recettes des impôts sur le commerce extérieur

Les recettes des impôts sur le commerce extérieur ont atteint 3.805,0 milliards de CDF contre 2.915,1 milliards en 2022. Rapprochées à leurs prévisions de 3.341,6 milliards de CDF, elles ont été réalisées à 113,9 %.

L'analyse par composante montre que les recettes provenant de droits d'entrée ont atteint 3.755,7 milliards de CDF contre des prévisions de l'ordre de 3.255,7 milliards. Comparativement aux encaissements de 2022 chiffrés à 2.875,0 milliards de CDF, il s'observe une progression de 30,6 % d'une année à l'autre.

Concernant les ressources tirées de droits de sortie, elles ont été évaluées à 49,7 milliards de CDF contre un montant attendu de 85,8 milliards. Rapportées à leur niveau de 40,1 milliards de CDF enregistré l'année précédente, elles se sont accrues de 23,9 %.

Recettes des impôts sur les revenus

Les recettes des impôts sur les revenus sont composées des ressources tirées sur les traitements et salaires des personnes physiques ainsi que des bénéfices des sociétés et entreprises pour lesquels le Trésor a encaissé 8.129,7 milliards de CDF contre un montant programmé de 10.398,1 milliards.

Cette contreperformance est localisée au niveau des recettes des sociétés et entreprises, lesquelles ont été mobilisées en deçà de la prévision annuelle. En effet, les recettes provenant des sociétés et entreprises sont atteint 5.484,6 milliards de CDF contre une prévision de 8.071,8 milliards.

Recettes des impôts sur les biens et services[1]

Les transactions sur les biens et services ont permis à l'administration fiscale de prélever 4.453,2 milliards contre 3.381,3 milliards encaissés en 2022. Cet accroissement se justifie principalement par l'effort des services dans l'encadrement des recettes, associé à l'extension de la gestion de la TVA aux centres d'impôts synthétiques.

L'analyse par poste montre que la collecte de la TVA à l'intérieur a rapporté 2.776,3 milliards de CDF contre 2.206,5 milliards perçus l'année passée.

En ce qui concerne les droits de consommation et les impôts sur les véhicules, ils ont contribué respectivement à hauteur de 1.220,4 milliards de CDF et 348,0 milliards.

S'agissant des recettes collectées auprès des sociétés pétrolières, elles se sont chiffrées à 108,6 milliards de CDF.

Autres recettes fiscales[2]

Cette rubrique est composée de six postes dont deux ont été actifs au cours de l'année sous revue, à savoir : « impôt exceptionnel sur la rémunération des expatriés à charge des employeurs » et « divers droits dus au Trésor public ».

Les autres recettes fiscales se sont établies à 351,9 milliards de CDF contre 308,0 milliards l'année précédente. En effet, les ressources provenant de l'impôt exceptionnel sur la rémunération des expatriés à charge des employeurs se sont chiffrées à 351,4 milliards de CDF contre 307,2 milliards une année auparavant.

S'agissant de divers droits dus à l'Etat, cette rubrique n'a enregistré que 0,6 milliard de CDF contre 0,8 milliards une année plus tôt.

- **Recettes non fiscales[3]**

Les recettes non fiscales ont été réalisées au-delà de leurs prévisions budgétaires, s'établissant à 3.401,6 milliards de CDF contre 2.392,6 milliards l'année passée. Rapportées au PIB, les recettes non fiscales ont représenté 2,1 % contre 1,9 % en 2022.

Les statistiques laissent entrevoir une dominance des recettes administratives, judiciaires et domaniales dont l'apport a été de 3.092,5 milliards de CDF, soit 90,9 % de l'ensemble des recettes de cette catégorie.

---

1 Comprennent les recettes des impôts et droits perçus sur la consommation, le chiffre d'affaires, les véhicules ainsi que la taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés pétrolières appelée marge distribuable.

2 Regroupent essentiellement les recettes tirées des impôts exceptionnels sur les rémunérations des expatriés à charge des employeurs.

3 Sont celles provenant de la parafiscalité, des recettes de portefeuille ainsi que des recettes administratives, domaniales et judiciaires.

S'agissant des rubriques « portefeuille » et « royalties », leurs contributions respectives ont été de 6,8 % et 2,3 % dans le total des recettes fiscales.

- **Recettes exceptionnelles**[4]

Constituées des dons et des prêts, les ressources exceptionnelles ont atteint 6.341,1 milliards de CDF sur un montant programmé de 8.153,1 milliards, alors que les réalisations de 2022 se sont chiffrées à 3.870,5 milliards. Cette situation s'explique par le faible niveau d'encaissement des ressources attendues au titre d'appuis budgétaires des partenaires financiers. Rapportées au PIB, les recettes exceptionnelles ont représenté 3,9 % contre 3,1 % en 2022.

Au cours de la période sous revue, le pays a bénéficié des dons projets et prêts projets évalués respectivement à 5.522,7 milliards de CDF et 779,9 milliards, soit l'intégralité des montants prévisionnels.

Toutefois, sur un montant prévisionnel de 1.850,5 milliards de CDF au titre d'appuis budgétaires, les partenaires financiers n'ont décaissé que 38,6 milliards, représentant 2,1 %. Cette faiblesse est consécutive notamment à l'attentisme des bailleurs compte tenu du contexte électoral.

2|1|2 Dépenses publiques

Dans la dynamique de renforcer la coordination de la fonction de gestion de la trésorerie et veiller à la qualité de la dépense publique, le Gouvernement s'est engagé à exécuter l'ensemble des dépenses publiques via la chaîne de la dépense et de ce fait, réduire le volume des dépenses à exécuter en procédure d'urgence.

Au cours de l'exercice 2023, les dépenses de l'Etat ont atteint 21.243,1 milliards de CDF sur un montant prévisionnel de 32.411,0 milliards de CDF. En rapprochement aux dépenses effectuées en 2022, chiffrées à 19.135,9 milliards, il s'observe un accroissement de 11,0 %. Les dépenses publiques rapportées au PIB ont représenté 13,1 % contre 15,3 % l'année d'avant, niveau encore inférieur par rapport à la moyenne de l'Afrique subsaharienne.

Dépenses courantes

Les dépenses courantes se sont chiffrées à 18.392,8 milliards de CDF contre 19.131,6 milliards retenus dans la loi de finances. Comparées aux dépenses exécutées en 2022 de l'ordre de 17.852,9 milliards de CDF, il se dégage une augmentation de 3,0 %. Par rapport au PIB, elles ont représenté 11,3 % venant de 14,3 % une année auparavant.

Analyse des dépenses courantes par nature[5]

Dépenses pour biens et services

L'exécution des dépenses pour biens et services a été de 11.941,4 milliards de CDF contre 9.257,5 milliards en 2022. Cette rubrique a consommé 86,1 % de l'enveloppe globale des dépenses courantes par nature.

Cette catégorie des dépenses est essentiellement constituée « de la rémunération » et « d'autres biens et services » dont les montants décaissés se sont chiffrés à 7.548,7 milliards de CDF et 4.392,7 milliards dans le même ordre.

Concernant la rémunération des agents et fonctionnaires de l'Etat, il y a lieu de souligner une augmentation de 12,1 % par rapport à l'enveloppe de 2022 chiffrée à 6.731,8 milliards de CDF. Cet accroissement s'explique principalement par la majoration du barème salarial, associée à la régularisation de nouvelles unités dans le fichier de la paie.

Au niveau de la rubrique « autres biens et services », il a été observé une hausse de 73,9 % par rapport à la situation de l'année d'avant, établie à 2.525,8 milliards de CDF.

Versement des intérêts sur la dette publique

Le service de la dette publique a été en hausse par rapport à l'année précédente. Il est passé de 164,6 milliards de CDF en 2022 à 473,0 milliards à l'année sous revue. Cette augmentation a été constatée sur les deux segments de la dette publique.

En effet, le service de la dette intérieure a atteint 352,9 milliards de CDF venant de 114,9 milliards une année auparavant. Cet accroissement est impulsé par les remboursements des titres publics échus et de l'apurement d'une partie des arriérés intérieurs certifiés.

Quant au service de la dette extérieure, il est passé de 49,8 milliards de CDF en 2022 à 120,0 milliards l'année sous examen. Cette évolution s'explique principalement par le

[4] Sont constituées également des ressources extérieures comptabilisées au niveau des opérations à financement extérieur spécifique.

[5] Cette partie est consacrée à l'analyse des dépenses se rapportant à l'acquisition des biens et services, au versement des intérêts sur la dette publique ainsi qu'aux subventions et transferts.

niveau important de l'amortissement de la dette en faveur des institutions multilatérales et créanciers extérieurs.

Subventions et transferts

Les statistiques renseignent que les subventions et transferts du pouvoir central sont en régression de 74,9 % d'une année à l'autre. En effet, leur exécution a été de 1.459,9 milliards de CDF en 2023 contre 5.809,5 milliards.

Les décaissements en faveur des organismes publics se sont chiffrés à 1.269,7 milliards de CDF contre 5.460,8 milliards une année plus tôt.

Concernant les subventions et transferts aux ménages destinés essentiellement aux pensions civiles et militaires, elles sont passées de 332,3 milliards en 2022 à 159,2 milliards l'année sous étude.

Les cotisations aux organismes internationaux sous le libellé « à l'étranger » et le poste « entreprises » ont été de 26,8 milliards de CDF et de 4,3 milliards dans le même ordre.

Analyse des dépenses courantes par service[6]

Les dépenses courantes par service ont enregistré une progression de 3,0 % par rapport à leur niveau de 2022 chiffré à 17.852,9 milliards de CDF.

Sur une enveloppe globale de 18.392,8 milliards de CDF en termes d'exécution pour l'exercice 2023, cette catégorie des dépenses reste dominée par les décaissements effectués en faveur des rubriques « autres services publics[7] », « ministères » et « institutions politiques » avec des montants respectifs de 12.756,4 milliards de CDF, 3.046,3 milliards et 2.590,0 milliards.

Concernant particulièrement la ligne dénommée « autres services publics », il y a lieu de relever que la sous-composante « dépenses communes » a consommé 41,5 % du total pour s'établir à 7.630,2 milliards de CDF, impulsées principalement par les décaissements relatifs à la rémunération et à la TVA remboursable.

Tableau I|2|2 Structure des dépenses courantes par service (en pourcentage du total)

	2019	2020	2021	2022	2023
Autres services	82,9	84,1	75,6	61,4	69,4
dont Dépenses communes	63,2	67	54,2	38,9	41,5
Dépenses pour ordre	0,1	0,1	0,2	6,1	5,2
Dette Publique	11,5	5,7	12,6	5,9	2,8
Ministères	9,9	9,4	11,7	21,0	16,6
Finances	1,3	1	1,4	5,3	3,7
Défense Nationale	2,9	1,9	3,6	4,7	2,3
Education Nationale	0,6	2,2	2,6	4,4	5,7
Intérieur & Aff. Coutumières	1,2	1	1	1,7	2,4
Institutions Politiques	7,1	6,5	12,6	17,6	14,1
TOTAL	100	100	100	100	100

Source : Banque Centrale du Congo.

Dépenses en capital

Le Gouvernement a, en sus de la montée des dépenses exceptionnelles liées aux opérations sécuritaires et électorales, relevé la part des dépenses en capital pour financer notamment le programme de développement local de 145 territoires et celles à caractère social en phase avec les engagements pris dans le cadre du programme conclu avec le Fonds Monétaire International.

En effet, sur un montant prévisionnel de 11.167,9 milliards de CDF, les dépenses en capital se sont chiffrées à 2.850,3 milliards contre 1.282,9 milliards en 2022, soit une progression de 122,2 % d'une année à l'autre. Exprimées en pourcentage du PIB, elles ont représenté 1,8 % contre 1,03 % l'année d'avant, niveau encore faible au regard du seuil minimal retenu au sein de l'Union Africaine de 3 % du PIB.

L'analyse par poste révèle que la rubrique « ministères » a bénéficié des décaissements à hauteur de 2.181,9 milliards de CDF, impulsés principalement par les allocations en faveur de la santé publique, Education nationale, Fonction publique ainsi que Travaux publics et Aménagement du territoire, respectivement de 401,5 milliards de CDF ; 307,3 milliards ; 220,9 milliards et 203,9 milliards.

2|1|3 Marché des valeurs du Trésor

Depuis la signature du pacte de stabilité entre le Gouvernement et la Banque Centrale du Congo en août 2020 consacrant le non-recours à la monétisation du déficit public, la couverture de besoins de financement de l'Etat se fait désormais à travers les émissions des Bons et Obligations du Trésor, en sus d'autres appuis financiers extérieurs.

Globalement, les émissions des Bons et Obligations du

6 L'analyse porte sur la répartition des dépenses courantes par institutions, ministères et autres services publics.

7 Cette rubrique concerne notamment les décaissements en faveur des provinces et villes, les dépenses communes et le budget pour ordre dont les détails se trouvent dans le tableau RA-II-18.

Trésor indexés[8], au cours de l'année 2023, se sont chiffrées à 1.857,1 milliards de CDF contre 1.279,5 milliards l'année d'avant. Après déduction des remboursements intervenus au cours de l'année de l'ordre de 1.443,4 milliards de CDF, les émissions nettes se sont chiffrées à 413,7 milliards, niveau largement supérieur au montant de 300,0 milliards retenu dans la loi de finances 2023.

- **Bons du Trésor**

Les émissions des Bons du Trésor indexés ont atteint 1.453,5 milliards de CDF contre 386,0 milliards en 2022. Cette situation s'explique principalement par les exigences du marché en raison de l'incertitude due au contexte électoral, alors que la stratégie d'émission visait la promotion des titres de longues maturités. En conséquence, la charge financière liée à ces opérations est passée de 6,8 milliards en 2022 à 78,2 milliards en 2023 au titre d'intérêts précomptés.

Les remboursements des titres échus au cours de la même période se sont accrus, passant de 564,6 milliards de CDF en 2022 à 871,6 milliards de CDF en 2023.

Tableau I|2|3 Evolution des émissions des Bons du Trésor[9]
(en milliards de CDF)

Rubriques	2019	2020	2021	2022	2023
Emissions BT (1)	112,0	566,8	708,8	386,0	1453,5
Remboursement (2)	0,0	570,3	452,9	564,6	871,6
Emissions nettes (3) = (1)-(2)	112,0	-3,5	255,9	-178,6	581,9
Encours BT	112,0	108,5	364,4	185,7	767,6

Source : BCC, sur base du PTR du secteur public (Ministère des Finances).

De même, l'encours des Bons du Trésor a atteint 767,6 milliards de CDF venant de 185,7 milliards en 2022.

Contrairement aux années antérieures où le Trésor rejetait certaines soumissions, le tableau ci-dessous renseigne qu'en 2023 toutes les souscriptions ont été retenues.

Tableau I|2|4 Evolution des soumissions des Bons du Trésor
(en milliards de CDF)

Rubriques	2019	2020	2021	2022	2023
Montant annoncé (1)	150,0	994,5	725,0	390,0	520,0
Soumissions reçues (2)	112,0	715,3	841,9	530,1	552,1
Soumissions retenues (3)	255,3	566,8	708,8	386,0	552,1
Ecart (4) = (1) - (2)	38,0	279,2	-116,9	-140,1	-32,1
Ecart (5) = (2) - (3)	-143,3	148,5	133,1	144,1	0,0

Source : BCC, sur base du PTR du secteur public (Ministère des Finances).

[8] Introduits le 06 juillet 2021 pour préserver la mise des investisseurs en raison des fluctuations de taux de change.

[9] Ce tableau prend également en compte les Bons du Trésor émis en dollar américain.

- **Obligations du Trésor**

Les Obligations du Trésor indexées se sont chiffrées à 482,5 milliards de CDF contre 650,6 milliards en 2022. Globalement, ces titres ont été émis par amortissement pour une maturité de 2 ans.

Les remboursements effectués se sont établis à 571,8 milliards de CDF contre 242,9 milliards en 2022. Cette hausse se justifie notamment par le fait que certaines Obligations ont échu à la même année d'émission, en raison du fractionnement du paiement du principal et des intérêts. Cette pratique, introduite en 2023, contribue à accentuer la pression sur la trésorerie de l'Etat.

Tableau I|2|5 Evolution des émissions des Obligations du Trésor[10]
(en milliards de CDF)

Rubriques	2019	2020	2021	2022	2023
Emissions OT (1)	0	0	0	893,5	403,6
Remboursement (2)	0	0	0	242,9	571,8
Emissions nettes (3) = (1)-(2)	0	0	0	650,6	-168,2
Encours OT	0	0	0	650,6	482,5

Source : BCC, sur base du PTR du secteur public du Ministère des Finances.

A la clôture de l'exercice sous analyse, l'encours des Obligations du Trésor indexées s'est établi à 482,5 milliards de CDF contre 650,6 milliards une année auparavant.

L'analyse du tableau ci-dessous montre qu'en dépit de la non-couverture du montant annoncé, le Trésor a rejeté 65,0 milliards de CDF sur les soumissions reçues de 381,0 milliards.

Tableau I|2|6 Evolution des soumissions des Obligations du Trésor
(en milliards de CDF)

Rubriques	2019	2020	2021	2022	2023
Montant annoncé (1)	0	0	0	835,0	640,0
Soumissions reçues (2)	0	0	0	1140,5	381,0
Soumissions retenues (3)	0	0	0	893,5	316,0
Ecart (4) = (1) - (2)	0	0	0	-305,5	259,0
Ecart (5) = (2) - (3)	0	0	0	247,0	65,0

Source : BCC, sur base du PTR du secteur public du Ministère des Finances.

- **Comportement des taux moyens pondérés des titres publics**

Au cours de l'exercice 2023, les taux moyens pondérés tant sur les Bons du Trésor que sur les Obligations du Trésor ont été en-deçà du taux directeur de la Banque Centrale du Congo.

[10] Ces statistiques comprennent également les Obligations du Trésor émises en dollar américain.

Pour les Bons du Trésor indexés à 3 mois de maturité, le taux moyen pondéré a été de 10,11 % et de 19,68 % pour le même instrument à 6 mois. Pour les Bons du Trésor émis en dollar américain, les taux moyens pondérés ont été respectivement de 10,00 % et 10,16 %.

S'agissant des Obligations du Trésor, il y a lieu de relever que les taux moyens pondérés pour les titres indexés et ceux émis en dollar américain ont varié autour de 10,0 %.

Tableau I|2|7 Taux directeur et taux moyens pondérés des titres publics en 2023

N°	Intrument	Maturité	TMP par maturité	TMP par instrument
1	BTI	3 mois	10,11 %	14,89 %
		6 mois	19,68 %	
2	BT USD	3 mois	10,00 %	10,07 %
		6 mois	10,16 %	
3	OTI	1 an et 6 mois	10,28 %	10,60 %
		2 ans	10,92 %	
4	OT USD	2 ans	8,87 %	8.8709 %
TAUX DIRECTEUR				25 %

Source : Banque Centrale du Congo.

2|2. Opérations à financement extérieur spécifique[11]

Les ressources extérieures se sont établies à 2.704,1 millions de USD, enregistrant ainsi une baisse de 18,7 % comparativement à la situation de 2022. En monnaie nationale, ces ressources ont représenté 6.302,5 milliards de CDF contre 6.675,5 milliards encaissés une année auparavant.

2|2|1 Ressources

Les fonds reçus des partenaires extérieurs proviennent principalement des multilatéraux et des bilatéraux avec des contributions respectives de 5.800,7 milliards de CDF et 501,8 milliards.

L'analyse par poste des donations des multilatéraux révèle que la Banque mondiale a soutenu le pays à hauteur de 2.802,3 milliards de CDF, suivie des Nations Unies avec un import de 1.211,0 milliards.

Les contributions des autres partenaires ainsi que celles en provenance de l'Union Européenne et de la Banque Africaine de Développement ont été chacune de 977,4 milliards de CDF ; 468,3 milliards et 296,6 milliards.

S'agissant des appuis financiers des bilatéraux, il y a lieu de souligner que la Chine, le Royaume-Uni et la Belgique ont assisté le pays à hauteur de 232,0 milliards de CDF ; 66,0 milliards et 45,9 milliards. Quant aux autres partenaires, leurs apports ont été évalués à 157,9 milliards.

2|2|2 Dépenses

Les soutiens financiers reçus des bailleurs ont contribué à l'accroissement des dépenses publiques destinées à « l'assistance humanitaire et secours d'urgence » ainsi qu'au financement « des projets d'investissement ». En effet, outre les dépenses exécutées dans le cadre budgétaire, les dépenses courantes ont été majorées de 779,9 milliards de CDF et celles en capital à hauteur de 5.522,7 milliards à l'effet des donations extérieures.

Tableau I|2|8 Opérations à financement extérieur spécifique
(en milliards de CDF)

Année	Ressources	Dépenses courantes	Dépenses en capital
2019	977,8	137,9	839,8
2020	1609,9	323,5	1286,4
2021	2242,1	180,6	2061,4
2022	6675,5	680,3	5995,2
2023	6302,6	779,9	5522,7

Source : Banque Centrale du Congo.

Le graphique ci-dessous met en lumière la répartition des ressources extérieures par nature des dépenses publiques.

Graphique I|2|3 Evolution des dépenses en capital du cadre budgétaire et celles à financement extérieur spécifique
(en milliards de CDF)

Source : Banque Centrale du Congo.

[11] Ces opérations se rapportent aux dons et prêts extérieurs destinés à financer des projets économiques et sociaux. Elles sont exécutées en sus des opérations du cadre budgétaire.

2|3 Analyse des arriérés de paiements en 2023

Pour l'exercice 2023, les Etats de Suivi Budgétaire[12] renseignent que le Trésor a clôturé l'année avec un montant de 8.171,7 milliards de CDF au titre d'arriérés contre 4.846,7 milliards une année auparavant.

En effet, sur un montant total de 26.564,4 milliards de CDF au titre de liquidation au niveau de la chaîne de la dépense, les dossiers ayant été soumis pour paiements ont été de 18.315,8 milliards.

Contrairement aux années antérieures, les statistiques révèlent des faibles écarts entre l'engagement, la liquidation et l'ordonnancement avec des montants respectifs de 26.769,7 milliards de CDF ; 26.570,7 milliards et 26.326,6 milliards.

2|3|1 Arriérés par nature des dépenses

L'analyse des arriérés par nature des dépenses a mis en lumière deux grandes rubriques, à savoir : les dépenses de prestations ainsi que les transferts et interventions de l'Etat. Elles ont enregistré chacune 42,7 % et 41,1 % du total des arriérés budgétaires.

Comme l'indique le tableau ci-dessous, les « Dépenses du personnel » et « Biens et services » ont représenté 7,1 % et 3,0 % du total.

S'agissant des rubriques « Equipement » et « Construction, réfection, réhabilitation addition d'ouvrage », leurs parts respectives ont été de 2,8 % et 2,5 %.

Tableau I|2|9 Arriérés de paiements par nature des dépenses
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

Rubrique	Engagements(a)	Liquidations (b)	Ordonnancements (c)	Paiements(d)	Arriérés= (b)-(d)	En % du total
Dette publique en capital	534,7	534,7	531,6	473,0	61,6	0,8
Frais financiers	54,1	54,1	54,1	45,5	8,6	0,1
Dépenses du personnel	8128,3	8128,3	8099,2	7548,7	579,6	7,1
Biens et services	832,9	833,0	813,2	587,3	245,7	3,0
Dépenses de prestations	5595,8	5595,8	5510,6	2108,9	3486,9	42,7
Transferts et intervention de l'Etat	9127,0	9127,0	8892,0	5769,9	3357,1	41,1
Equipement	1452,1	1452,1	1441,0	1222,6	229,5	2,8
Construction, réfection, réhabilitation addition d'ouvrage	839,5	839,5	836,1	636,9	202,7	2,5
TOTAL	26564,3	26564,4	26177,9	18392,8	8171,6	100,0

Source : BCC, à partir des Etats de Suivi Budgétaire du Ministère du Budget.

[12] Les *états de suivi budgétaire* (ESB) facilitent le suivi quantitatif des dépenses publiques et renforcent la transparence budgétaire.

2|3|2 Arriérés par fonction des dépenses

Les arriérés par fonction des dépenses ont été localisés au niveau des postes « Administration centrale publique » et « Ordre et sécurité », représentant 39,4 % et 38,8 % du montant total.

Les rubriques « Défense » et « affaires économiques » ont enregistré des parts respectives de 7,4 % et 6,3 % du total.

Hormis les arriérés relatifs aux rubriques « Enseignement » et « Santé » avec des parts respectives de 2,8 % et 1,9 %, les autres lignes budgétaires ont été globalement exécutées conformément à leurs prévisions.

Tableau I|2|10 Arriérés de paiements par fonction des dépenses
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

Rubrique	Engagements (a)	Liquidations (b)	Ordonnancemnts (c)	Paiements(d)	Arrièrés= (b)-(d)	En % du total
Administration centrale publique	10642,7	10638,5	10477,6	7420,6	3217,9	39,4
Défense	2121,8	2122,0	2121,2	1518,8	603,2	7,4
Ordre et sécurité	5039,1	4992,7	5016,5	1822,7	3170,0	38,8
Affaires économiques	1800,1	1799,2	1717,3	1287,8	511,4	6,3
Protection de l'environnement	144,5	142,0	137,5	131,8	10,2	0,1
Logement et équipements collectifs	277,6	279,5	261,7	206,0	73,5	0,9
Santé	1592,9	1588,9	1536,7	1434,5	154,4	1,9
Réligion, culture, sports et loisirs	430,2	429,2	420,6	320,6	108,6	1,3
Enseignement	4226,0	4284,2	4207,3	4055,3	228,9	2,8
Protection sociale et affaires sociales	289,4	288,1	281,6	194,7	93,5	1,1
TOTAL	26564,3	26564,4	26177,9	18392,8	8171,7	100,0

Source : BCC, à partir des Etats de Suivi Budgétaire du Ministère du Budget.

3| Relations économiques extérieures

L'année 2023 a été caractérisée par le ralentissement du rythme d'accroissement des échanges des biens avec le reste du monde. Ce développement a été induit par la contraction des cours de matières premières sur les marchés internationaux. Cette évolution a eu pour conséquences une accentuation du déficit courant et une hausse des besoins de financement de l'économie nationale. Les pressions ainsi observées en termes de sortie des capitaux se sont traduites par un recul du niveau de l'offre des devises et une accélération de la dépréciation de la monnaie nationale. C'est dans ce contexte que la nécessité de tempérer ces tensions sur le marché avait conduit la Banque Centrale du Congo à intervenir sur le marché des changes, par la cession d'une partie de ses réserves de change. Il en a résulté une accumulation moins importante des devises par rapport à l'année précédente.

S'agissant de la dette extérieure, son stock demeure soutenable par rapport au seuil d'endettement, au regard des critères de convergence de la plupart des Communautés Economiques Régionales (CER) en Afrique. Par ailleurs, le pays est faiblement exposé au risque de taux d'intérêt, car disposant des prêts entièrement contractés à des taux fixes, mais continue de faire face à un risque majeur de refinancement.

En ce qui concerne les donations extérieures d'origine publique, elles ont sensiblement augmenté en 2023, à la faveur de l'amélioration progressive de la qualité de la gestion macroéconomique du pays, sur fond des respects des engagements pris dans le cadre de l'exécution du programme économique du Gouvernement.

Quant aux activités relatives à la coopération internationale et régionale, elles ont été marquées notamment par la participation de la Banque Centrale du Congo à la 45ème Réunion de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) et aux réunions annuelles des institutions financières internationales.

3|1 Commerce des biens

La valeur des échanges des biens avec le reste du monde s'est située à 57.601,3 millions de USD, soit une hausse de 4,2% contre 36,7% en 2022. Rapprochés au produit intérieur brut, ces échanges correspondent à 82,7% au cours de l'année sous analyse contre 84,0% une année auparavant. Cette évolution est reflétée par une progression plus importante des importations des biens par rapport à celle des exportations.

A cet effet, le taux de couverture des importations des biens par les exportations a baissé de 1,2%, s'établissant à 105,7% en 2023.

3|1|1 Cours de principales matières premières

L'indice global des cours de principaux produits exportés par la RDC s'est fixé à 101,7 points venant de 107,6 points en 2022. Cette baisse de 5,5% a résulté du recul des cours tant miniers qu'agricoles sur les différents marchés internationaux, en raison de différents chocs qui ont secoué l'économie mondiale au cours de l'année sous analyse.

Graphique I|3|1 Indice des cours de principaux produits (Base 2012=100)

Source : Banque centrale du Congo.

Produits miniers et hydrocarbures

L'indice des cours mondiaux de principaux produits miniers et hydrocarbures exportés par la RDC a poursuivi sa tendance baissière. Il s'est établi à 101,6 points en 2023 contre 107,4 points une année auparavant. La chute des cours du cuivre et du cobalt, des produits constituant un poids majeur dans le panier des exportations congolaises, explique cette situation.

Tableau I|3|1 Evolution des cours de produits miniers et hydrocarbures

Produits et Marchés		Cotation	2019	2020	2021	2022	2023
Cuivre	Londres	USD/tm	6 003,7	6 157,4	9 299,3	8 827,9	8 511,7
Etain	Londres	USD/tm	18 664,2	17 121,6	32 500,6	31 459,8	25 884,6
Zinc	Londres	USD/tm	2 548,5	2 263,7	3 003,0	3 489,3	2 653,3
Diamant	Kinshasa (CEEC)(1)	USD/carat	11,6	8,1	10,9	13,6	10,2
Cobalt	Londres (LME) (2)	USD/lb	17,6	15,8	22,7	31,8	16,4
	Londres (LME) (2)	USD/ tonne	38 745,7	34 843,7	50 019,6	70 299,8	36 160,8
	Londres (Bourso-rama)(3)	USD/ tonne	33 265,4	31 450,6	51 169,6	63 879,9	34 343,1
Coltan	Londres	USD/lb	66,6	60,0	75,9	102,1	103,8
Or	New York	USD/o.t.	1 391,9	1 770,3	1 800,6	1 813,8	1 943,8
Pétrole	New York	USD/baril	57,1	39,7	67,9	94,2	77,6
Argent	New York	Cts/o.t.	1 620,4	2 057,0	2 514,8	2 181,5	2 350,9

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Bourse Les Echos et de la Commission Interministérielle d'Harmonisation des Statistiques Minières.
(1) Prix implicite dégagé par le rapport entre la valeur et le volume exportés.
(2) Il s'agit du cobalt cathode dont la teneur est de 99,80 %.
(3) Il s'agit du cobalt brut.
Cfr. Tableau I|3|21.

Le cours moyen de la tonne du cuivre s'est établi à 8.511,7 USD en 2023 sur le marché de Londres, soit une diminution de 3,6 % par rapport à son niveau de l'année précédente. Cette évolution est expliquée notamment par la baisse de la demande chinoise et la hausse des taux d'intérêt dans plusieurs banques centrales induisant un ralentissement de investissements dans ce secteur.

Graphique I|3|2 Cours du Cuivre sur les marchés mondiaux

Source : Banque centrale du Congo.

En ce qui concerne l'étain, son cours moyen a baissé de 17,7 % en 2023 se situant à 25.884,6 USD la tonne, en raison de (i) l'apaisement des inquiétudes concernant l'offre, étant donné la reprise de la production par certaines grandes fonderies au cours de l'année sous revue, et (ii) la faiblesse de la demande dans le secteur de l'électronique.

S'agissant du cours moyen du diamant, il a baissé de 25,0 % se fixant à 10,2 USD le carat en 2023. Cette baisse est expliquée par la faiblesse de la demande de diamant naturel, les consommateurs préférant se tourner de plus en plus vers les diamants synthétiques, lesquels coûtent moins chers sur le marché.

Le cours du cobalt s'est contracté de 48,6 % en 2023, se fixant à 36.160,8 USD la tonne sur le London Metal Exchange expliqué principalement par la baisse de la demande. D'après les données du Cobalt Institute, la demande du cobalt a atteint 213.000 tonnes en 2023, soit 8 % de moins que le niveau de l'offre.

Graphique I|3|3 Cours du Zinc, du Cobalt et de l'Or sur le marché de Londres

Source : Banque centrale du Congo.

Pour ce qui est du prix du pétrole, il a baissé de 17,6 %, se situant à 77,6 USD le baril, influencé par la hausse de la production d'hydrocarbures, particulièrement celle des Etats-Unis. En effet, en 2023, les Etats-Unis ont augmenté leur production d'un million de barils par jour, équivalant à la réduction de la production de l'Arabie Saoudite.

Graphique I|3|4 Cours du pétrole brut sur les marchés internationaux

Source : Banque centrale du Congo.

Quant aux autres produits intéressant l'économie congolaise, à savoir le coltan, l'argent et l'or, ils ont globalement servi de valeur-refuge pour les investisseurs, contribuant ainsi à l'augmentation de la demande de ces produits, laquelle a induit une hausse des prix sur les marchés mondiaux en 2023.

Produits végétaux

L'indice des cours de principaux produits végétaux exportés par la RDC s'est inscrit en baisse, se fixant à 120,7 points en 2023 contre 141,2 points en 2022. Cette situation est expliquée par le recul des cours du café arabica, du coton et du caoutchouc.

Tableau I|3|2 Evolution des cours de produits végétaux

Produits et Marchés		Cotation	2019	2020	2021	2022	2023
Café							
Robusta	Londres	USD/tonne	1 388,7	1 287,3	1 762,1	2 103,8	2 442,8
Arabica	New York	Cts/lb	101,6	111,0	168,2	215,1	172,1
Cacao	New York	USD/tonne	2 384,3	2 519,8	2 496,5	2 454,5	3 238,1
Huile							
de palme	Kuala Lumpur	EUR/tm	436,8	557,3	889,1	1 067,1	819,7
de palmistes	Kuala Lumpur	EUR/tm	865,5	720,1	1 127,8	1 168,7	916,8
Coton	New York	Cts/lb	67,4	64,1	93,4	111,5	83,0
Caoutchouc	Londres C.I.F.	Cts/Kg	165,6	176,1	208,9	182,5	158,8
Bois Sapelli							
Bois dur grume	Cameroun F.O.B.	USD/m³	371,3	367,6	365,5	391,4	278,8
Bois dur Scié	Cameroun F.O.B.	USD/m³	616,2	578,9	540,0	594,0	667,7

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Bourse Les Echos, Boursorama et Marchés Tropicaux et Méditerranéens.
Cfr. Tableau I|3|22.

Comparativement à l'année précédente, une évolution divergente a été observée dans les cours moyens annuels du café Robusta et de celui Arabica. En effet, le cours du café Arabica s'est situé à 172,1 Cts/lb sur le marché de New York, en net recul par rapport au niveau de 215,1 Cts en 2022. Sur le marché de Londres, le cours du café Robusta s'est accru de 16,1 %, s'établissant à 2.442,8 USD la tonne. Cet accroissement du prix du Robusta s'explique, d'une part, par le réchauffement climatique. En effet, une vague de chaleur a durement frappé le Vietnam, premier pays producteur, mais aussi l'Indonésie, rendant les récoltes moins importantes dans une superficie de 650.000 hectares dédiés au robusta. D'autre part, les agriculteurs vietnamiens tentent de diversifier leurs cultures, se tournant vers la production d'avocats ou encore de fruits et de poivre, limitant ainsi les terrains dédiés à la culture du café. Pour ce qui est de l'Arabica, le fléchissement de son cours est expliqué par une amélioration de son offre, à la suite des bonnes récoltes enregistrées en 2023.

En ce qui concerne le cacao, son cours s'est accru de 31,9 %, s'établissant à 3.238,1 USD la tonne sur le marché de New York. La hausse observée s'explique à l'origine par une très mauvaise récolte en Afrique de l'Ouest, principalement due à des conditions météorologiques peu favorables avec de fortes pluies, suivies d'une période trop sèche en 2023.

S'agissant du cours moyen annuel du coton, il y a lieu d'indiquer qu'il s'est contracté de 25,6 % en 2023, se situant à 83,0 Cts/lb sur le marché de New York. Cette évolution s'explique par les variations météorologiques, les changements dans le programme Better Cotton, les conditions du marché et les défis sociopolitiques, lesquels se sont traduits par un recul de la demande de ce produit.

Sur le marché de Londres, le cours moyen du caoutchouc a chuté de 13,0 %, se fixant à 158,8 Cts/lb, sous l'effet de la baisse de la demande de la Chine, sur fond de l'amélioration de l'offre, en raison du pic saisonnier de production à l'échelle mondiale et de la diminution des pluies en Thaïlande, principal producteur.

Graphique I|3|5 Cours de principaux produits végétaux exportés

Source : Banque centrale du Congo.

Le marché de l'huile de palme est demeuré quasi-stable avec un cours moyen situé à 819,7 euros la tonne sur le marché de Kuala Lumpur, en baisse de 23,2 % par rapport à son niveau de 2022. Si la demande semble rebondir, notamment en provenance de la Chine, les cours ont été plombés par la hausse des stocks d'huile de palme en Malaisie.

Quant au bois dur grume, son cours s'est contracté de 28,8 %, s'établissant à 278,8 USD le m³. Par contre, le cours du bois dur scié a progressé de 12,4 %, se fixant à 667,7 USD le m³ en 2023.

3|1|2 Destinations des exportations

A l'instar de l'année précédente, la Chine est demeurée le premier partenaire commercial de la RDC. En effet, les exportations congolaises à destination de la Chine ont représenté plus de la moitié des exportations totales de la RDC, soit 57,3 % contre 58,8 % en 2022.

Tableau I|3|3 Exportations de la RDC par destination (en %)

Pays	2019	2020	2021	2022 (p)	2023 (p)
Chine	33,6	51,0	52,4	58,8	57,3
Afrique du Sud	26,5	14,3	14,7	15,0	8,3
Union Européenne	3,7	1,7	0,7	0,5	0,5
Autres	36,2	33,1	32,2	25,8	34,0

Source : Banque Centrale du Congo.
Cfr. Tableau I|3|24.

3|1|3 Provenance des importations

Les importations en provenance de la Chine ont représenté près de 23,9 % du total, suivies de celles en provenance de l'Afrique du Sud (15,9 %) et de l'Union européenne (9,6 %).

Tableau I|3|4 Provenance des importations congolaises (en %)

Pays	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)	2023 (p)
Chine	16,2	17,0	15,1	19,2	23,9
Afrique du Sud	14,2	13,3	15,0	17,6	15,9
Union Européenne	13,1	10,1	9,8	7,9	9,6
Autres	56,5	59,7	60,0	55,3	50,6

Source : Banque Centrale du Congo.
Cfr. Tableau I|3|25.

3|1|4 Termes de l'échange

Les termes de l'échange de la RDC ont poursuivi leur tendance à la détérioration, se situant à 105,0 points contre 106,2 points, une année auparavant.

Graphique I|3|6 Evolution des termes de l'échange (Base 2012=100)

Source : Banque centrale du Congo.

3|2 Balance des paiements

En 2023, la balance des paiements a été caractérisée par une accentuation des besoins de financement dans un contexte de la baisse de la demande mondiale. Cette dernière s'est reflétée par le fléchissement de principaux cours mondiaux des produits de base fournis par la RDC.

3|2|1 Compte courant et compte de capital

La situation consolidée du compte courant et du compte de capital a dégagé un besoin de financement de 3.422,7 millions de USD en 2023 contre celui de 2.699,8 millions en 2022. Ce besoin a représenté 4,9 % du PIB contre 4,1 % une année plus tôt. Cette situation se justifie essentiellement par l'aggravation du déficit du compte des transactions courantes.

Tableau I|3|5 Composantes de la Balance des paiements (en millions de USD)

	2021	2022 (p)	2023 (p)
I. Compte des transactions courantes	-516,4	-3 238,1	-4 182,9
- Biens nets	3 939,9	1 863,7	1 600,6
- Services nets	-3 779,2	-4 908,2	-5 626,8
- Revenus primaires nets	-1 918,7	-2 515,2	-2 018,2
- Revenus secondaires nets	1 241,6	2 321,6	1 861,6
II. Compte de capital	171,3	538,4	760,2
- ACANFNP nettes (1)	-39,6	-31,9	-39,1
- Capitaux publics nets	255,2	750,1	702,4
- Capitaux privés nets	-44,3	-179,8	96,9
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (I+II)	-345,1	-2 699,8	-3 422,7
III. Compte financier			
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (1+2+3+4+5)	-679,6	-2 529,7	-3 361,7
1. Investissements directs nets	-1 677,7	-1 409,4	-2 375,3
2. Investissements de portefeuille nets	48,0	34,0	3,4
3. Dérivés financiers (autres que les réserves) nets	0,0	0,0	0,0
4. Autres Investissements nets	-1 214,1	-2 785,9	-1 976,4
5. Avoirs de réserves	2 164,1	1 631,6	986,6
Erreurs nettes et omissions	-334,5	-170,1	-61,0

Source : Banque Centrale du Congo.
Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.
Cfr. Tableau I|3|29.

Compte courant

Le déficit du compte courant est passé de 3.238,1 millions de USD en 2022 à 4.182,9 millions en 2023, représentant respectivement 4,9 % et 6,0 % du PIB. Cette situation résulte du recul des excédents des comptes des revenus secondaires et des biens, combiné à la hausse du déficit du compte des services.

Graphique I|3|7 Evolution des soldes des composantes du compte des transactions courantes

(en millions de USD)

Source : Banque centrale du Congo
Cfr. Tableau I|3|30.

Encadré 1|1 Fragmentation géoéconomique

Depuis la fin de la guerre froide, l'intégration des marchés des produits de base et la baisse des coûts de transport ont entrainé une expansion du commerce mondial. Cette dernière se traduit par une progression rapide de l'agrégat de production et une réduction substantielle de la pauvreté, notamment dans les pays émergents et en développement.

Cependant, avec les récentes crises, notamment celle liée à la guerre russo-ukrainienne, il s'est observé une fragmentation des principaux marchés des produits de base. Ce phénomène, qualifié de fragmentation géoéconomique, entraîne le ralentissement des flux transfrontaliers mondiaux des biens, des services et des capitaux. En effet, la fragmentation géoéconomique menace la sécurité alimentaire et la transition vers une énergie propre.

Une fragmentation plus poussée pourrait créer des turbulences sur les marchés des produits de base, à l'origine de fortes variations des prix. Les pertes économiques mondiales à long terme resteraient certes relativement modérées (quelque 0,3 %) car les effets sur les pays producteurs et consommateurs nets se compensent les uns les autres. Néanmoins, les pays à faible revenu et les pays vulnérables seraient les plus pénalisés. Ces pays pourraient subir des pertes de produit intérieur brut à long terme de 1,2 % en moyenne, en grande partie imputables aux perturbations des importations agricoles.

Dans certains pays, ces pertes pourraient dépasser 2 %. Cela aggraverait les problèmes d'insécurité alimentaire, sachant que les pays à faible revenu sont particulièrement tributaires des importations de denrées alimentaires pour nourrir leur population. A long terme, ce phénomène pourrait occasionner un ralentissement de la croissance économique mondiale et des augmentations de la pauvreté ainsi que de l'insécurité alimentaire.

La fragmentation des marchés au niveau mondial

Les effets négatifs de la fragmentation s'expliquent en partie par une forte concentration de la production de produits de base, qui découle pour l'essentiel de l'abondance de ressources naturelles selon les régions. À titre d'exemple, les trois principaux fournisseurs de minerais représentent environ 70 % de la production minière mondiale en moyenne. Augmenter les capacités d'extraction et de transformation peut prendre des années, d'où la lenteur des réactions aux signaux-prix.

Parallèlement, certains produits de base comme les denrées alimentaires et les sources d'énergie jouent un rôle crucial dans la consommation des ménages, tandis que de nombreux minerais sont des intrants de premier plan pour les technologies et productions essentielles. Cette conjugaison d'une concentration de l'offre et d'une demande massive se traduit par des échanges de produits de base de grande ampleur, de nombreux pays étant fortement tributaires des importations en provenance d'un petit nombre seulement de fournisseurs. Les produits de base sont donc plus vulnérables en cas de restrictions au commerce.

La fragmentation des marchés mondiaux des produits de base se subdivise donc en deux blocs géopolitiques hypothétiques. Cette répartition est fonction du vote exprimé en mars 2022 sur la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies exigeant de la Russie de mettre fin à sa guerre en Ukraine. Cette situation pourrait donc provoquer de fortes variations des prix. Elle pourrait aussi être à l'origine de grands écarts de prix entre les blocs, notamment des minerais indispensables à la transition écologique et des produits agricoles très demandés. Les prix seraient en outre plus volatils dans un monde éclaté.

Aussi, des marchés fragmentés offriraient moins de protections pour amortir les futurs chocs sur les produits de base, par exemple de mauvaises récoltes ou des phénomènes météorologiques extrêmes. Par ailleurs, même si un seul producteur de produits de base changeait d'allégeance géopolitique, il pourrait en résulter des fluctuations marquées des cours.

Prix des biens exportés et importés par l'économie congolaise

Si l'on s'en tient aux évolutions notées au cours de ces dernières

années, les prix à l'importation et à l'exportation des principaux produits de base essentiels pour l'économie congolaise ont évolué au gré de la conjoncture économique internationale.

A titre illustratif, le prix de l'or, troisième produit d'exportation de la RDC, s'est accru de 53,0 % entre 2018 et 2023, à la suite des tensions géopolitiques dans plusieurs régions du monde et de la forte demande de ce produit exprimée par les banques centrales.

En revanche, le prix du cobalt, deuxième produit d'exportation, a diminué de 56,3 % dans la même période, sur fond de l'affaiblissement de sa demande en provenance du secteur des véhicules électriques, lequel représente 40,0 % du marché total du cobalt. Ici, il convient d'indiquer que certains producteurs de batteries ont dû se conformer à la mesure prise par la Chambre des représentants des États-Unis, visant à interdire l'importation du cobalt produit en RDC, lequel implique le travail des enfants et d'autres formes d'abus.

Ainsi, ces deux évènements ont induit une fragmentation des principaux marchés des produits de base, particulièrement ceux des minerais et des produits agricoles, provoquant une contraction des échanges.

Par ailleurs, les évolutions des prix, notamment des produits alimentaires importés, se traduisant par des hausses pour diverses raisons dont les pénuries liées aux conflits dans certaines zones ainsi que les effets de changement climatique, se traduisent par des tensions inflationnistes au niveau du marché intérieur. C'est dans ce contexte que le taux d'inflation est passé de 5,3 % en 2021 à 13,13 % en 2022 et à 23,3 % en 2023.

Tableau I|3|6 Prix des produits de base 2018 – 2023

Année		2018	2019	2020	2021	2022	2023
Prix à l'importation	Riz $/tonne	254,70	250,29	299,95	294,48	364,24	373,44
	blé $/tonne	182,98	181,51	202,00	258,18	330,20	239,12
	Maïs $/tonne	135,98	141,22	133,58	213,64	255,51	206,24
Prix à l'exportation	Pétrole $/baril	64,70	57,05	39,69	67,94	94,21	77,64
	Cuivre $/tonne	6 527,58	6 003,67	6 157,41	9 299,33	8 827,95	8 511,14
	Cobalt $/tonne	82 933,77	38 745,75	34 843,68	50 019,64	70 299,77	36 280,29
	Or$/o.t	1 270,29	1 391,90	1 770,28	1 800,55	1 813,81	1 943,84

Source : Banque Centrale du Congo.

Compte des biens

En 2023, l'excédent du compte des biens a connu un reflux de 14,1 % par rapport à l'année précédente, s'établissant à 1.600,6 millions de USD, soit 2,3 % du PIB contre 2,8 % du PIB en 2022. Cette contraction est expliquée par une progression plus rapide des importations que des exportations.

Exportations des biens

Les exportations des biens, situées à 29.600,9 millions de USD, ont augmenté de 3,6 % par rapport à 2022, sous l'impulsion de la rubrique « Produits miniers et hydrocarbures ». Cette dernière a représenté 99,6 % du total.

La rubrique « Produits agricoles » a représenté 0,4 % du total, tandis que celle des « Produits Industriels et Energétiques » a indiqué une proportion nulle en 2023.

Tableau I|3|7 Structure des exportations (en millions de USD, sauf indication contraire)

	2021		2022 (p)		2023 (p)	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
PRODUITS MINIERS ET HYDROCARBURES	21 979,6	99,1	28 352,8	99,3	29 473,3	99,6
Cuivre	16 024,2	72,2	19 977,0	69,9	23 198,0	78,4
Cobalt	3 500,9	15,8	5 977,4	20,9	3 558,5	12,0
Zinc	33,9	0,2	33,0	0,1	22,3	0,1
Or	1 267,9	5,7	1 123,8	3,9	1 427,4	4,8
Diamant	137,7	0,6	139,3	0,5	77,9	0,3
Pétrole brut	595,2	2,7	786,7	2,8	775,6	2,6
Autres (1)	419,8	1,9	315,6	1,1	413,6	1,4
PRODUITS AGRICOLES	203,2	0,9	156,7	0,5	119,8	0,4
Café	40,0	0,2	51,8	0,2	58,7	0,2
Caoutchouc	4,0	0,0	7,4	0,0	4,7	0,0
Bois	31,5	0,1	72,3	0,3	6,1	0,0
Cacao	118,6	0,5	13,6	0,0	50,3	0,2
Autres (2)	9,1	0,0	11,6	0,0	0,0	0,0
PRODUITS INDUSTRIELS ET ENERGETIQUES	2,4	0,0	52,5	0,2	7,8	0,0
Ciment	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits chimiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Electricité	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres (3)	1,4	0,0	52,5	0,2	7,8	0,0
AJUSTEMENT (4)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	22 185,2	100,0	28 562,0	100,0	29 600,9	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) notamment Coltan, Plomb et Cassitérite.
(2) notamment thé et quinquina.
(3) notamment mitrailles ferreuses.
(4) Il s'agit des données issues de l'enquête annuelle de la balance des paiements et des exportations non classifiées.
Cfr. Tableau I|3|30.

Exportations des produits miniers et hydrocarbures

Les exportations des produits miniers et hydrocarbures se sont établies à 29.473,3 millions de USD en 2023, enregistrant une hausse de 4,0 %, après celle de 29,0 % en 2022, tirée par la hausse des exportations du cuivre et de l'or. La faible croissance de la valeur des exportations des mines et hydrocarbures résulte principalement de la faible augmentation de la quantité exportée de cuivre. En effet, alors que le volume exporté s'était accru de 33,3 % en 2022, il n'a augmenté que de 16,7 % en 2023, se situant à 23.198,0 millions de USD.

S'agissant des exportations de l'or, elles ont bondi de 27,0 %, se chiffrant à 1.427,4 millions, suite simultanément à la hausse du prix sur le marché international et du volume vendu au reste du monde. D'une année à l'autre, le prix moyen est passé de 1.813,8 USD l'once à 1.943,84 USD, sur fond des tensions géopolitiques dans plusieurs régions du monde et de la forte demande d'or exprimée par certaines banques centrales (Banque Populaire de Chine, la Reserve Bank of India et la Banque Centrale de Russie) dans le but d'accroitre leurs réserves. La quantité exportée a atteint 36.524,5 kg en 2023 contre 28.325,7 kg l'année précédente.

Les exportations du cobalt ont enregistré une baisse considérable, soit 40,5 %, se situant à 3.558,5 millions de USD, lestées essentiellement par la diminution du prix sur le marché mondial. Cette évolution est expliquée notamment par l'augmentation de l'offre mondiale et la réduction de la demande mondiale, particulièrement du secteur des véhicules électriques, lequel représente 40,0 % du marché total du cobalt.

Les exportations du pétrole brut ont diminué de 1,4 % en 2023, s'établissant à 775,6 millions de USD. Ce comportement a résulté essentiellement de la chute du prix du baril à l'échelle mondiale. Le prix moyen annuel a reculé en lien avec la forte hausse de la production d'hydrocarbures aux Etats-Unis.

Tableau I|3|8 Variation annuelle des exportations des produits miniers et hydrocarbures
(Variation en pourcentage)

	2021	2022 (p)	2023 (p)
Produits miniers et hydrocarbures	61,2	29,0	4,0
Cuivre	70,3	24,7	16,1
Cobalt	56,0	70,7	-40,5
Zinc	23,7	-2,6	-32,6
Diamant	21,4	1,1	-44,1
Plomb	-	-	-
Or	5,5	-11,4	27,0
Cassitérite	82,6	-21,8	21,9
Pétrole brut	53,8	32,2	-1,4
Autres (1)	-14,5	-58,4	224,9

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) notamment Coltan.
Cfr. Tableau I|3|30.

Exportations des produits agricoles

Les exportations des produits agricoles se sont établies à 119,8 millions de USD, enregistrant une baisse de 23,6 %, après celle de 22,9 % en 2022, lestées principalement par la diminution de la valeur des exportations de bois, soit 66,2 % en 2023. Celles-ci se sont amenuisées en raison de la chute considérable du volume exporté, passant de 267.758,7 m³ en 2022 à 22.649,7 m³ en 2023, suite au découragement des exploitants forestiers, en lien avec la mesure du Gouvernement portant moratoire sur l'octroi des permis de coupe (droit d'abattage des arbres).

Exportations des produits industriels et énergétiques

Les exportations des produits industriels et énergétiques se sont contractées de 85,2 %, pour s'établir à 7,8 millions de USD, en raison de la chute des exportations des « autres produits », particulièrement les mitrailles ferreuses.

Importations

En 2023, les importations de la RDC se sont accrues de 4,9 % par rapport à 2022. Cette hausse a été impulsée par les branches « Matières premières et semi-produits » et « Energie ».

Tableau I|3|9 Structure des importations
(en millions de USD, sauf indication contraire)

	2021		2022 (p)		2023 (p)	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
BIENS DE CONSOMMATION	4 768,0	26,1	6 405,1	24,0	5 206,1	18,6
Alimentations et boissons	3 156,0	17,3	4 213,5	15,8	2 141,9	7,6
Tabacs, textiles et habillements	1 611,9	8,8	2 191,7	8,2	3 064,2	10,9
ENERGIE	1 685,4	9,2	2 153,4	8,1	2 732,9	9,8
Produits chimiques et colorants	739,5	4,1	692,6	2,6	250,1	0,9
Autres instruments et appareils	945,9	5,2	1 460,8	5,5	2 482,8	8,9
MATIERES PREMIERES ET SEMI-PRODUITS	3 576,0	19,6	5 550,0	20,8	7 972,2	28,5
Cuir, Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	802,2	4,4	1 164,9	4,4	847,8	3,0
Produits chimiques, colorants et autres	888,0	4,9	1 612,1	6,0	1 891,8	6,8
Agriculture, matériaux de construction et métalliques	1 885,8	10,3	2 773,0	10,4	5 232,6	18,7
BIENS D'EQUIPEMENT	8 216,0	45,0	12 589,8	47,2	12 089,1	43,2
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	350,1	1,9	1 570,2	5,9	1 671,0	6,0
Matériels de transport	2 346,4	12,9	1 596,8	6,0	1 728,2	6,2
Machines pour industries spécialisées	5 055,2	27,7	8 685,0	32,5	7 818,9	27,9
Autres instruments et appareils	464,3	2,5	737,8	2,8	870,9	3,1
TOTAL	18 245,4	100,0	26 698,3	100,0	28 000,3	100,0

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA).
Cfr. Tableau I|3|31.

Les importations des biens de consommation ont connu un recul de 18,7 %, s'établissant à 5.206,1 millions de USD, suite à la diminution de 49,2 % de la composante « Alimentations et boissons ». Par contre, la branche « Tabacs, textiles et habillements » a progressé de 39,8 %, se fixant à 3.064,2 millions de USD.

Les importations de l'« Energie » ont progressé de 26,9 % d'une année à l'autre, atteignant 2.732,9 millions de USD, sous l'effet de la stratégie du gouvernement congolais de parvenir, d'ici 2025, à un taux national moyen

d'électrification de 30 % dans les zones rurales et péri-urbaines.

S'agissant des importations des matières premières et semi-produits, elles ont enregistré une hausse de 43,6 %, impulsée par l'ascension des importations des branches « Produits chimiques, colorants » et « Agriculture, matériaux de construction et métalliques ». Cette dernière branche s'est accrue de 88,7 % en 2023, en lien avec l'essor, notamment des immeubles privés sur l'étendue du territoire national. Cela s'est vérifié également à travers les recettes du Guichet Unique de délivrance de Permis de Construire, lesquelles se sont élevées à 1,5 million de USD en 2023 contre un niveau moyen annuel de 26.000 USD au cours des cinq dernières années.

Concernant la catégorie « Biens d'équipement », les importations ont été plombées exclusivement par la rubrique « Machines pour industries spécialisées ». Celle-ci a diminué de 10,0 %.

Compte des services

Le compte des services s'est soldé par un déficit de 5.626,8 millions de USD contre celui de 4.908,2 millions en 2022. Il importe de signaler que le déficit de l'ensemble des postes constituant ce compte s'est aggravé en 2023, en raison de la persistance de faiblesse infrastructurelle et du manque de compétitivité caractérisant le secteur tertiaire.

En effet, le déficit des services Transports s'est fixé à 2.852,7 millions de USD, enregistrant un accroissement de 18,9 % par rapport à 2022. Quant aux services de pension et d'assurance, le déficit est passé de 706,0 millions de USD en 2022 à 848,8 millions en 2023, tiré notamment par la hausse des importations des biens.

S'agissant du déficit des Autres services aux entreprises, il s'est chiffré à 1.272,2 millions de USD contre 1.135,6 millions l'année dernière, en raison de l'augmentation des importations des prestations à fournir aux différents opérateurs œuvrant dans les secteurs de l'Urbanisme et de l'Habitat, des Mines et de l'Energie.

Tableau I|3|10 Evolution du solde des opérations sur les services (en millions de USD)

	2021	2022 (p)	2023 (p)
Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	-	-	-
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	-	-	-
Transports	-1 561,9	-2 398,9	-2 852,7
Voyages	-111,8	-176,9	-179,7
Services de bâtiment et travaux publics	-126,5	-135,0	-163,1
Service de pension et d'assurance	-598,2	-706,0	-848,8
Services financiers	-157,5	-211,1	-236,6
Commissions pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	-	-	-
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	-3,8	-6,9	-8,5
Autres services aux entreprises	-970,2	-1 135,6	-1 272,2
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-16,0	-18,2	-20,9
Biens et services publics non inclus ailleurs	-233,3	-119,5	-44,4
TOTAL	-3 779,2	-4 908,2	-5 626,8

Source : Banque Centrale du Congo.
Cfr. Tableau I|3|29.

Compte des revenus primaires

Le déficit du compte des revenus primaires s'est situé à 2.018,2 millions de USD, représentant 2,9 % du PIB en 2023 contre celui de 2.515,2 millions, soit 3,8 % en 2022. Le resserrement de ce déficit se justifie essentiellement par l'allégement du déficit du poste Revenus des placements, lequel est passé de 2.446,8 millions de USD à 2.077,5 millions d'une année à l'autre.

Tableau I|3|11 Evolution du solde des revenus primaires (en millions de USD)

	2021	2022 (p)	2023 (p)
Rémunération des salariés	55,4	-68,4	59,3
Revenus des placements	-1 974,1	-2 446,8	-2 077,5
TOTAL	-1 918,7	-2 515,2	-2 018,2

Source : Banque Centrale du Congo.
Cfr. Tableau I|3|29.

Compte des Revenus secondaires

Le compte des revenus secondaires a affiché un excédent de 1.861,6 millions de USD en 2023 contre celui de 2.321,6 millions une année auparavant. Rapproché au PIB, ce solde a représenté 2,7 % contre 3,5 % en 2022. Cette régression est induite par la diminution des excédents des transferts publics et ceux des Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM), lesquels ont enregistré des baisses respectives de 14,5 % et 24,1 %. Il sied de noter que pendant cinq ans, les transferts sans contrepartie reçus par l'administration publique ont augmenté de 24,0 % en moyenne annuelle, alors qu'en 2023 ils n'ont progressé que de 5,8 %.

Par ailleurs, lorsque l'environnement économique internationale est favorable, l'enveloppe réservée aux appuis extérieurs sous forme de dons a aussi tendance à être relevée par les pays donateurs. L'inverse est généralement observé en cas de conjoncture économique défavorable. C'est ce qui a été observé en 2023.

Tableau I|3|12 Evolution du solde des revenus secondaires (en millions de USD)

	2021	2022 (p)	2023 (p)
Administrations publiques	679,7	1 036,1	885,8
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	561,9	1 285,5	975,8
TOTAL	1 241,6	2 321,6	1 861,6

Source : Banque Centrale du Congo.
Cfr. Tableau I|3|29.

Compte de capital

Le compte capital s'est soldé par un excédent de 760,2 millions de USD, représentant 1,1 % du PIB, contre 538,4 millions de USD, soit 0,8 % en 2022, suite à l'amélioration du poste Capitaux privés nets, lequel est passé d'un déficit de 179,8 millions de USD en 2022 à un excédent de 96,9 millions en 2023.

S'agissant des capitaux publics nets, à la différence de l'année précédente où leur excédent avait enregistré un accroissement annuel de 130,3 %, se situant à 750,1 millions de USD, il s'est légèrement contracté en 2023, se situant à 702,4 millions de USD, sur fond d'une conjoncture économique mondiale morose.

3|2|2 Compte financier

Le compte financier a dégagé un besoin de financement plus important que celui observé l'année précédente. Celui-ci est passé de 2.529,7 millions de USD en 2022 à 3.361,7 millions en 2023. Rapporté au PIB, ce besoin a représenté 4,8 % contre 3,8 % une année plus tôt. Ce besoin a été couvert par l'accumulation des passifs exigibles sous la forme d'investissements directs étrangers et des autres investissements.

Tableau I|3|13 Evolution du compte de capital et d'opérations financières (en millions de USD)

	2021	2022 (p)	2023 (p)
I. Compte de capital	171,3	538,4	760,2
- ACANFNP nettes (1)	-39,6	-31,9	-39,1
- Capitaux publics nets	255,2	750,1	702,4
- Capitaux privés nets	-44,3	-179,8	96,9
II. Compte financier			
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (1+2+3+4+5)	-679,6	-2 515,7	-3 316,1
1. Investissements directs	-1 677,7	-1 409,4	-2 375,3
- Acquisition nette d'actifs financiers	-	-	-
* Actions et parts dans les fonds de placement	-	-	-
* Instrument de dette	-	-	-
- Accroissement net des passifs financiers	1 677,7	1 409,4	2 375,3
* Actions et parts dans les fonds de placement	1 870,0	1 845,8	2 576,1
* Instrument de dette	-192,4	-436,4	-200,9
2. Investissements de portefeuille	48,0	48,0	49,0
- Acquisition nette d'actifs financiers	45,3	45,3	46,3
* Actions et parts dans les fonds de placement	45,3	34,6	3,8
* Titre de créance	-	-	-
- Accroissement net des passifs financiers	-2,7	0,7	0,4
* Actions et parts dans les fonds de placement	-2,7	0,7	0,4
* Titre de créance	-	-	-
3. Dérivés financiers (autres que les réserves)	-	-	-
4. Autres Investissements	-1 214,1	-2 785,9	-1 976,4
- Acquisition nette d'actifs financiers	2 585,5	-637,9	382,5
- Accroissement net des passifs financiers	3 799,5	2 148,0	2 358,9
5. Avoirs de réserves	2 164,1	1 631,6	986,6
- Or monétaire	0,0	0,0	0,0
- Droits de tirage spéciaux	724,4	-777,5	-29,2
- Position de réserve au FMI	-	-	-
- Autres avoirs de réserve	1 439,7	2 409,1	1 015,8

Source : Banque Centrale du Congo.
Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.
Cfr. Tableau I|3|29.

3|3 Dette extérieure

En 2023, le stock de la dette publique extérieure, situé à 6.845,4 millions de USD, a représenté 9,8 % du PIB contre 8,7 % en 2022, soit un niveau soutenable par rapport au seuil d'endettement.

Par ailleurs, le portefeuille de la dette publique de la RDC, dominé par les prêts concessionnels, est moins coûteux avec un taux d'intérêt moyen pondéré de 1,11 %. Il ressort de l'analyse de ce portefeuille que le pays est faiblement exposé au risque de taux d'intérêt, car disposant des prêts entièrement contractés à des taux fixes.

Cependant, il comporte un risque majeur de refinancement tiré par la dette intérieure dont la majeure partie des instruments émis en 2023 échoit en 2024. En outre, il est également exposé au risque de taux de change dû à la prédominance de la dette en devises étrangères, soit 98 %.

3|3|1 Nouveaux emprunts extérieurs

En 2023, douze nouveaux emprunts ont été contractés pour un montant de 2.099,34 millions de USD, dont onze concessionnels à long terme et un non-concessionnel à moyen terme, comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau I|3|14 Répartition des engagements extérieurs selon les termes et conditions indicatives en 2023

Objet du prêt	Date de signature	Nature du prêt	Créanciers	Montant de l'emprunt en millions de USD
Projet de de construction du corridor économique transnational République Démocratique du Congo-Angola- Phase I Projet n°P-CD-AA0-019	20/01/2023	Concessionnel	FAD	99,22
Projet d'autonomisation par la valorisation de l'entrepreneuriat agricole et rural sensible à la nutrition, inclusif et résilient (AVENIR)	16/02/2023	Concessionnel	FIDA	32,56
Projet d'autonomisation par la valorisation de l'entrepreneuriat agricole et rural sensible à la nutrition, inclusif et résilient (AVENIR)	16/02/2023	Concessionnel	FIDA	8,14
Projet d'autonomisation par la valorisation de l'entrepreneuriat agricole et rural sensible à la nutrition, inclusif et résilient (AVENIR)	16/02/2023	Concessionnel	FIDA	4,50
Projet d'électrification urbaine de Kabinda "TU TOKESHAYI KABINDA"	04/03/2023	Concessionnel	AFD	42,46
Projet d'autonomisation par la valorisation de l'entrepreneuriat agricole et rural sensible à la nutrition, inclusif et résilient (AVENIR)	04/03/2023	Concessionnel	AFD	42,46
Projet de stabilisation et de redressement de l'Est (STAREST)	13/03/2023	Concessionnel	IDA	250,00
2ème financement des réformes fondamentales de la gouvernance économique en RDC	30/03/2023	Concessionnel	IDA	500,00
Projet d'apprentissage et d'autonomisation des filles en RDC	30/03/2023	Concessionnel	IDA	400,00
Projet de construction du Centre Financier de Kinshasa et du Centre de Congrès de Kinshasa	15/06/2023	Non Concessionnel	Rufiji B.V.	30,00
Programme d'approvisionnement en eau et d'accès à l'assainissement	04/09/2023	Concessionnel	IDA	400,00
Programme d'investissement dans la restauration des forêts et des savanes	04/09/2023	Concessionnel	IDA	290,00
TOTAL				2 099,34

Source : Direction Générale de la Dette Publique (DGDP).

3|3|2 Tirages

La RDC a effectué de tirages, représentant 1.519,8 millions de USD à fin 2023, provenant en grande partie des institutions multilatérales.

Tableau I|3|15 Tirages effectués en 2023 (en millions de USD)

Désignation	2019	2020	2021	2022	2023
CLUB DE KINSHASA	0,42	29,20	58,33	88,37	107,35
EXIM BANK OF CHINA	-	22,82	52,70	82,64	99,52
- Financement du Projet de Réhabilitation de la piste de l'aéroport international de N'djili					
- Financement du Projet de construction du Poste 220 kV de Kinsuka et des réseaux de distribution associés				33,17	68,88
- Financement du Projet de Modernisation et informatisation des systèmes de communication du Ministère					
des Finances	-	22,82	52,70	49,47	30,64
EXIM BANK OF INDIA	0,42	6,38	5,63	5,73	7,83
- Financement du projet de Développement des lignes électriques et réseaux de					
distribution de l'électricité dans la province du Bandundu (Barrage hydroélectrique de Kakobola)	0,42	6,38	5,63	5,73	7,83
CLUB DE PARIS	-	5,26	7,79	8,15	4,37
EXIM BANK OF KOREA (KEXIMBANK)	-	5,26	7,79	8,15	-
- Financement du Projet d'approvisionnement en eau potable de Lemba-Imbu		5,26	7,79	-	-
AFD					4,37
- Financement du Projet d'autonomisation pour la valorisation de l'entrepreunariat agricole et rural sensible				8,15	
à la nitrition, inclusif et résilient (AVENIR)					4,37
INSTITUTIONS MULTILATERALES	600,8	563,2	772,4	879,61	1 378,04
BADEA	2,21	-	-	5,28	-
- Financement du Projet de construction Réhabilitation et équipement					
des centres de santé à la RDC	2,12				
- Financement du Projet de Développement de la riziculture de Masina	0,09			0,16	-
- Financement du Projet de Réhabilitation et de bitumage de quelques artères		0,13			
dans la Ville de Kinshasa		-		0,12	-
- Financement du Projet de Réhabilitation et équipement					
des Cliniques Universitaires de Kinshasa					
- Financement du Projet d'opération urgente pour affronetr la pandémie de la Covid-19	-	-	-	5,00	-
FAD	2,07	0,11	48,59	24,16	47,94
- Financement du Projet d'aménagement de la route Batshamba-Tshikapa, section Lovua-Tshikapa	0,15	0,11	0,04	0,03	-
- Financement du Projet de renforcement des infrastructures socio-économiques dans					
la région du centre (PRISE) Projet n°P-CD-ECO-002				-	0,06
- Financement du Projet d'entreprenariat des jeunes dans l'agriculture et l'agro-business (PEJAB)	1,92		1,23	3,57	5,83
- Financement du Projet d'appui à la consolidation du tissu économique (PACTE)	-	-	-	0,39	-
- Financement du Projet d'appui au bien-être alternatif des enfants et jeunes impliqués dans la chaîne					
d'approvisionnement du cobalt (PABEA-COBALT)	-	-	0,84	2,29	9,24
- Financement du Projet appui au développment des chaînes de valeur agricoles dans 6 provinces de					
la RDC (PADCA-6P)	-	-	0,06	0,92	0,82
- Financement du Projet de réhabilitation de la route nationale RN1, Tronçon Kinshasa-Kikwit-Batshamba	-	-	1,55	5,80	20,19
- Financement du Programme au développment intégré de l'économie rurale (PROADER)	-	-	1,15	11,12	5,99
- Financement du Projet d'aménagement des accès routiers au pont route-rail sur le fleuve congo				0,04	0,03
- Financement du Programme budgétaire en réponse à la crise de la COVID-19 (PABRC)			43,72	-	-
- Financement du Projet de renforcement des infrastructures socio-économioques dans la région					
du centre (PRISE) Phase 2				-	3,03
- Financement du Projet d'aménagement de la route RN2 Bukavu-Goma Phase 2, Section Bukavu-Nyamukubi				-	1,86
- Financement du Projet d'urgence de production alimentaire					0,89

Désignation	2019	2020	2021	2022	2023
FIDA	-	-	0,6	2,12	3,87
- Financement du Projet de réhabilitation de l'agriculture à Tshopo (Province Orientale)				1,12	2,75
- Financement du Projet d'appui au secteur agricole dans la province du Nord-Kivu		-	0,6	1,00	1,12
IDA	224,22	198,27	293,49	436,76	906,88
- Financement du Projet de Développement du système de santé pour améliorer les résultats					
à la santé maternelle et infantile (PDSS)	61,67	13,42	2,02	1,52	
- Financement du Projet de facilitation des échanges commerciaux dans les grands lacs					0,35
(Réhabilitation et renforcement des postes frontaliers de Nord et Sud Kivu)	9,40	3,46	5,25	3,23	
- Financement additionnel pour le projet de réouverture et d'entretien des routes prioritaires	32,34	9,82	-	-	
- Financement du Projet sur la qualité et la pertinence de l'enseignement secondaire et supérieur	23,60	28,22	11,45	1,47	8,44
- Financement additionnel du Projet de Développement du système de santé pour améliorer					
les résultats à la santé maternelle et infantile (PDSS-FA)	40,05	1,54	-	-	
- Financement additionnel du Projet d'Appui à la relance et à la réhabilitation du secteur agricole (PARRSA-FA)	28,91	19,54	10,77	-	
- Financement additionnel du Projet d'accès et d'amélioration des services éléctriques (PAASE)	2,58	0,48	6,52	4,38	2,03
- Financement additionnel du Projet de Développement Urbain (PDU)	2,12	17,18	8,85	0,29	
- Financement du Projet de Relèvement de l'Est et Financement additionnel pour la relance de l'Est	9,45	7,84	5,80	-	
- Financement du Projet intégré de croissance agricole de la région des grands lacs (PICAGL)	7,80	10,93	67,25	32,45	37,16
- Financement du Projet d'appui au développment de petites et moyennes entreprises (PADPMPE)	6,30	4,71	36,46	29,74	13,93
- Financement du Projet multisectoriel de nutrition et de santé	-	12,22	63,82	42,04	68,06
- Financement du Projet d'amélioration des systèmes de santé 4ème Phase (REDISSE IV)	-	7,50	0,95	13,60	19,88
- Financement du Projet pour la préparation stratégique et la réponse à la Covid-19 en RDC	-	2,28	17,05	2,16	
- Financement du Projet de renforcement du système de santé	-	36,26	-	-	
- Financement du Projet de rélèvement de l'Est (STEP)	-	22,87	57,30	73,55	45,26
- Financement du Projet d'urgence en appui à la préparation stratégique et la riposte à la Covid-19 en RDC	-	-	-		17,43
(PUAPR-COVID 19) - Financement additionnel				78,51	
- Financement du Projet de développment multisectoriel et de résilience urbaine de Kinshasa					
(PDMURUK- Kin Elenda)				21,15	18,40
- Financement du Projet d'urgence pour l'équité et le renforcement du système éducatif (PERSE)				132,67	67,84
- Financement du Projet d'autonomisation des femmes entrepreneures et de modérnisation des micros,					
petites et moyennes entreprises pour la transformation économique et l'emploi				-	14,65
- Financement du Programme national de développment agricole					14,31
- Financement du Projet de facilitation et intégration dans les grands lacs					3,62
- Financement du Projet d'accès à la gouvernance et à la réforme des secteurs de l'électricité et de l'eau					10,00
- Financement du Projet d'amélioration du recouvrement des recettes et de la gestion des dépenses en RDC					21,96
- Financement du Projet de résilience urbaine en situation d'urgence à Kananga (PURUK)					4,50
- Financement du Projet d'appui à la connectivité et autransport (PATC)					29,12
- Financement du 2ème financement des réformes fondamentales de la gouvernance économique en RDC					500,00
- Financement du 4ème financement additionnel du Projet de renforcement du système de santé					9,94
OFID	3,89	1,58	0,65	5,97	13,95
- Financement du Projet de Développement de la riziculture de Masina	1,61	0,18	0,22	-	-
- Financement du Projet d'appui au secteur agricole dans la province du Nord-Kivu (PASA-NK)					0,50
- Financement du Projet de Réhabilitation du réseau routier de la Ville-Province de kinshasa	-	0,19	-	-	-
- Financement du Projet de Réhabilitation des quelques écoles primaires de la RDC	-	0,41	-	-	-
- Financement du Projet d'adduction d'eau à Binza/Ozone dans la ville de Kinshasa				5,97	13,45
- Financement du Projet de Construction, réhabilitation et équipement des centres de santé	2,28	0,80	0,43	-	-
BEI	-	-	-	-	-
- Financement du Projet de Réhabilitation du complexe hydroélectrique d'Inga					
dans la province du Kongo Central	-	-	-	-	-
- Financement du Projet de Réhabilitation du complexe hydroélectrique d'Inga					
dans la province du Kongo Central	-	-	-	-	-
FMI	368,41	363,20	429,03	405,32	405,40
- Accord ad-rérérendum sur l'assistance financière au titre de la Facilité de Crédit Rapide (FCR)	368,41	363,20	-	-	-
- Accord triennal au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC)			429,03	405,32	405,40
CREANCIER COMMERCIAL	-	-	-	-	30,0
RUFIJI B.V.	-	-	-	-	30,00
- Financement du Projet de construction du centre financier de Kinshasa et du centre de congrès					
de Kinshasa					30,00
TOTAL GENERAL	601,22	597,62	838,47	976,13	1 519,76

Source : Direction Générale de la Dette Publique (DGDP).

3|3|3 Service de la dette extérieure

En 2023, la RDC a effectué le service de la dette de 349,4 millions de USD contre une prévision de 311,5 millions. Il sied de noter que le pays n'a enregistré aucun arriéré en 2023.

Tableau I|3|16 Service de la dette extérieure par groupes de créanciers en 2023
(en millions USD)

Créanciers	Service prévu	Service effectué	Taux d'éxécution
Institutions multilatérales	169,9	194,2	114,3
dont : - FMI	37,1	52,6	142,1
- Autres [1]	-	-	-
Club de Londres	-	-	-
Club de Kinshasa	123,0	134,8	109,6
Club de Paris	18,5	20,4	110,0
Total	311,5	349,4	112,2

Source : Banque Centrale du Congo et DGDP.
Cfr Tableau 1|3|32.
Il s'agit de BAD, BADEA, BDGL, BEI, FAD, FIDA, IDA et OFID.

3|3|4 Stock de la dette extérieure

Le stock de la dette extérieure a atteint 6.845,4 millions de USD au terme de l'année 2023, en progression de 20,9 % par rapport à son niveau de l'année précédente. Cet accroissement est tributaire de l'augmentation de la dette à moyen et long terme, dont celle vis-à-vis des Institutions multilatérales et du Club de Kinshasa.

Tableau I|3|17 Stock de la dette extérieure
(en millions USD)

	2019	2020	2021	2022 (p)	2023 (p)
I. Dette à moyen et long termes	3 723,5	4 249,1	4 868,0	5 659,3	6 845,4
- Club de Paris	73,1	67,1	75,1	107,4	81,6
- Club de Kinshasa	1 326,3	1 343,3	1 400,8	1 356,4	1 391,0
- Club de Londres	7,7	3,8	0,0	0,0	0,0
- Institutions multilatérales	2 316,5	2 835,0	3 392,1	4 195,6	5 372,8
- Passif Conditionnel [1]					
II. Dette à court terme	5,3	0,0	0,0	0,0	0,0
- Divers BCC	5,3	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL GENERAL (I + II)	3 728,9	4 249,1	4 868,0	5 659,3	6 845,4

Source : Banque Centrale du Congo et DGDP.

Il s'agit de la dette extérieure privée publiquement garantie (explicite et implicite) qui n'est renseignée qu'à titre purement indicatif. A partir de 2018, la DGDP ne prend en compte que la dette publique appelée.

3|4 Donations extérieures

La RDC a bénéficié, au titre des donations extérieures d'origine publique, d'un import de 2.704,1 millions de USD en 2023, en baisse de 18,7 % par rapport à 2022. Ces appuis financiers proviennent principalement des partenaires multilatéraux.

Tableau I|3|18 Provenance des donations extérieures d'origine publique
(en millions de USD)

	2 019	2 020	2 021	2022 (p)	2023 (p)
Donations Multilatérales	511,8	709,1	955,9	2 605,1	2 488,8
dont : - Banque Mondiale	309,8	302,5	522,6	1 603,1	1 215,9
- Commission Européenne	92,9	158,1	113,5	264,5	200,9
Donations Bilatérales	81,6	160,4	171,1	721,7	215,3
dont : - Royaume Uni	71,5	60,1	21,3	113,4	28,3
- USA	0,0	0,0	0,3	337,0	0,0
Total	593,4	869,5	1 127,0	3 326,9	2 704,1

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGAI).
Cfr Tableau 1|3|33.

3|4|1 Assistance multilatérale

Le volume de l'assistance multilatérale dont a bénéficié le pays s'est contracté de 4,5 %, s'établissant à 2.488,8 millions de USD. L'analyse par origine de fonds reçus révèle que la Banque mondiale est restée le partenaire privilégié de la RDC. Ces aides ont servi au financement des projets relevant de la « coopération technique, investissements et autres ».

Tableau I|3|19 Types de donations d'origine multilatérale
(en millions de USD)

	Coopération technique, projets d'investissement et autres					Aide alimentaire					Assistance et Secours d'urgence				
	2019 (r)	2020 (r)	2021 (r)	2022 (p)	2023 (p)	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)	2023 (p)	2019	2020	2021 (r)	2022 (p)	2023 (p)
Total	1 289,2	1 457,9	1 276,3	2 334,9	2 163,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 334,9	318,8	337,7	270,3	325,5
Nations Unies	395,7	405,8	326,1	258,9	207,9	-	-	-	-	-	258,93	314,1	-	252,9	317,5
Union Euro-péenne	136,2	213,9	174,7	262,0	200,3	-	-	-	-	-	262,0	4,6	329,06	2,50	0,57
Banque Mondiale	568,9	472,4	634,7	1 588,3	1 208,5	-	-	-	-	-	1 588,25		8,63	14,9	7,4
BAD	121,3	164,6	140,8	225,7	127,3	-	-	-	-	-	225,69		-	-	
Autres	67,1	201,19	-		419,4	-	-	-	-		-	-	-	-	

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGAI).

Nations-Unies

En 2023, les Agences des Nations-Unies ont appuyé la RDC à travers une enveloppe qui s'est chiffrée à 525,4 millions de USD, enregistrant une progression de 2,7 % par rapport à 2022.

Union Européenne

L'aide de l'UE a porté sur une enveloppe de 200,9 millions de USD, en baisse de 24,0 % par rapport à son niveau de 2022, en raison notamment des effets néfastes liés au conflit armé entre la Russie et l'Ukraine.

Banque Mondiale

En 2023, l'enveloppe reçue de la Banque mondiale s'est chiffrée à 1.215,9 millions de USD, enregistrant une régression de 24,2 % par rapport à 2022.

Banque Africaine de Développement (BAD)

Les donations de la BAD se sont élevées à 127,3 millions de USD en 2023, en baisse de 43,6 % par rapport à 2022. Celles-ci ont exclusivement porté sur la coopération technique, projets d'investissements et autres.

3|4|2 Assistance bilatérale

Les donations extérieures provenant des partenaires bilatéraux en faveur du pays se sont chiffrées à 215,3 millions de USD en 2023, soit une forte baisse de 70,2 % par rapport à 2022. Cette enveloppe a porté essentiellement sur le financement des activités liées à la coopération technique, projets d'investissements et autres, avec la contribution significative de la Chine, Royaume-Uni et Belgique.

Tableau I|3|20 Types de donations d'origine bilatérale (en millions de USD)

	Coopération technique, projets d'investissement et autres					Assistance et Secours d'urgence				
	2019	2020 (r)	2021 (r)	2022 (p)	2023 (p)	2019	2020 (r)	2021 (p)	2022 (p)	2023 (p)
Total	525,2	712,4	615,6	653,0	206,2	119,2	171,0	121,4	68,8	9,1
Belgique	35,9	35,1	40,86	45,7	11,7	0,29	7,35	4,49	6,66	8,00
USA	228,8	233,7	278,8	286,7	0,0	10,18	39,87	48,78	50,21	-
Royaume-Uni	84,4	112,6	56,6	101,4	27,2	84,2	69,8	32,3	11,9	1,1
Canada	35,9	56,0	42,8	0,0	0,0	18,10	42,6	2,6	0,0	0,0
Chine	-	0,08	-	-	99,53	-	-	-	-	-
Autres pays	140,2	274,9	196,5	219,1	67,8	6,4	11,4	33,3	0,0	0,0

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGAI).

3|5 Coopération internationale

3|5|1 Coopération avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale

Réunion du G-24

La Banque Centrale du Congo a participé à la 110ième réunion des Ministres et Gouverneurs du G-24, tenue le 10 octobre 2023, à Marrakech (Maroc). Compte tenu des conditions difficiles de l'économie mondiale, le G-24 a formulé les recommandations suivantes :

- réduire des obstacles qui limitent l'accès aux solutions de financement qu'il propose, tels que le fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité et le fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (fonds fiduciaire RPC). L'accès est limité par le déficit de financement de ces fonds, les conditions requises pour bénéficier du programme, la longueur des processus de candidature et de décaissement ainsi que par le fardeau élevé et insoutenable de la dette des candidats ;
- remédier aux déficits de ressources de bonification du fonds fiduciaire RPC et au sous-financement du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes, qui soutient les pays les plus pauvres et les plus vulnérables ;
- continuer de soutenir les pays confrontés à des difficultés de financement extérieur même une fois cette facilité arrivée à son terme. Afin d'améliorer davantage la liquidité au niveau mondial, il est important d'examiner des aspects techniques liés à la proposition visant à acheminer volontairement des DTS par le biais des banques régionales de développement (BRD), des banques multilatérales de développement (BMD) et des accords régionaux de financement.

En outre, les Ministres et Gouverneurs ont relevé la nécessité d'augmenter la demande de liquidités pour les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire. Une allocation supplémentaire de DTS pourrait jouer un rôle central dans l'atténuation des crises budgétaires et des problèmes de financement de la balance des paiements, tout en réduisant efficacement les coûts d'emprunt pour les pays. Dans le même temps, cette allocation fournirait des liquidités supplémentaires pour financer l'action climatique, qui constitue un objectif pour un grand nombre des pays.

Réunions bilatérales entre la RDC et les services du FMI

En marge des assemblées annuelles, la RDC a eu d'intenses échanges dans le cadre des réunions bilatérales notamment avec (i) le Directeur Général Adjoint du FMI et (ii) le Département Afrique du FMI.

Réunion stratégique avec le Directeur général adjoint du FMI, M. OKAMURA

Les échanges avec le Directeur Général Adjoint du FMI ont permis de mentionner les progrès réalisés par la RDC dans l'exécution de son programme économique. Cependant, il a souligné que le contexte économique mondial marqué notamment par une hausse de l'inflation suivie de l'augmentation des prix des produits pétroliers et céréaliers, consécutive à la crise russo-ukrainienne constitue une menace à la stabilité économique et financière. Aussi, le FMI a encouragé la partie congolaise à mettre en place de politiques macroéconomiques restrictives pour contenir les pressions inflationnistes.

Pour sa part, le Ministre des Finances et chef de la délégation congolaise a indiqué que le Gouvernement de la République est déterminé, en dépit de la crise et des défis au niveau domestique, à poursuivre l'exécution du programme économique jusqu'au bout. Dans ce cadre, la RDC tient, dans l'exécution dudit programme, à la transparence et à la communication fluide avec le FMI. Le Ministre a rappelé que le programme économique se poursuit convenablement, nonobstant l'inflation importée à laquelle le pays fait face.

Réunion bilatérale avec le Département Afrique du FMI

Présidée par le Directeur du Département Afrique du FMI, cette réunion s'est appesantie essentiellement sur la conjoncture économique et les perspectives y afférentes, les enjeux de la mise en œuvre des programmes au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD).

Il a été relevé qu'en cas de la conclusion de la sixième et dernière revue de l'accord FEC, le pays bénéficierait d'un décaissement immédiat de 152,2 millions de DTS (environ 224,7 millions de USD) pour soutenir les besoins de balance des paiements. De ce fait, le total des décaissements dans le cadre de ce programme atteindrait 1.066 millions de DTS (environ 1.573,8 millions de USD).

Aussi, en vue de répondre aux défis structurels de long terme comme celui imposé par les chocs du changement climatique et les pandémies, un nouveau mécanisme de financement, Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD) a été envisagé. Ce mécanisme sera couplé à un nouveau Programme économique soutenu par la Facilité Elargie de crédit (FEC).

S'agissant de la situation du cadre macroéconomique, le FMI a salué les efforts de gestion disciplinée des finances publiques et la mise en œuvre d'une politique monétaire restrictive ayant permis de soutenir la stabilité macroéconomique, en dépit de certaines variations observées sur l'indice des prix à la consommation dues à la crise alimentaire, dans un contexte de la guerre russo-ukrainienne.

3|5|2 Coopération avec la Banque Nationale de Belgique (BNB)

Une séance de travail a eu lieu le vendredi 13 octobre 2023 entre la délégation de la BNB conduite par l'Administrateur suppléant de la Belgique auprès du FMI et celle de la Banque Centrale du Congo dirigée par l'Administrateur suppléant. Cette séance a porté notamment sur (i) la quête d'appui dans les actions pour le renforcement de la lutte contre la cybercriminalité et (ii) l'assistance technique pour le développement du système de paiement.

S'agissant du point un, la partie congolaise a indiqué à l'attention de la délégation belge que la numérisation des paiements est une source de menaces significatives des infrastructures de marché financier du fait de la montée importante du risque informatique qui constitue aujourd'hui un des volets importants des risques opérationnels. Par ailleurs, en plus du risque informatique, les infrastructures de marché sont exposées au risque de blanchiment et de financement du terrorisme si elles ne sont pas dotées de mécanismes, grâce à un logiciel dédié, permettant l'identification de la clientèle et la surveillance des opérations suspectes pouvant garantir leur intégrité.

Quant au deuxième domaine de besoin d'assistance technique, il concerne essentiellement l'acquisition des logiciels se rapportant à (i) la fonction de surveillance des systèmes de paiement, (ii) l'opérationnalisation de la Centrale des Incidents de Paiement et (iii) au réseau de télécommunication pour la connexion des différents acteurs du marché dans le cadre du switch monétique national afin de faciliter l'interopérabilité et booster l'inclusion financière.

3|5|3 Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA)

Dans le cadre du PCMA, l'année 2023 a été marquée par la tenue des réunions annuelles de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) à Livingstone, en Zambie, du 30 juillet au 04 août 2023. Deux temps forts ont caractérisé ces réunions, à savoir :

(i) le Symposium des Gouverneurs ; et

(ii) la 45ème réunion Ordinaire du Conseil des Gouverneurs.

Symposium des Gouverneurs

Le Symposium des Gouverneurs s'est tenu sous le thème : « Récurrence des chocs et implications macroéconomiques pour les économies africaines : enjeux et perspectives pour les Banques Centrales ».

Ce symposium a permis de relever qu'au cours de ces dernières décennies, l'économie mondiale a été confrontée à une instabilité induite par plusieurs événements survenus et ayant contribué à la dégradation des conditions économiques et financières des Etats. Ces chocs, qui ont eu des répercussions majeures sur le plan macroéconomique, sont d'origines diverses, notamment les crises économique et financière, les crises sécuritaires, les changements climatiques, les crises socio-politiques, les calamités naturelles, l'inflation et le surendettement.

Bien que l'Afrique ne soit pas directement à la base de ces crises, elle n'a pas été épargnée de leurs impacts sous forme des chocs, avec des répercussions importantes sur l'activité économique. En effet, au début des années 80, l'Afrique a été frappée de plein fouet par une crise économique sans précédent, sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs, notamment la détérioration des termes de l'échange, le choc pétrolier de 1979 et la hausse des taux d'intérêt ayant induit un accroissement du coût du service de la dette des pays africains. En outre, la contraction spectaculaire de l'activité économique en 2008 a été le fait d'un choc de demande qui a considérablement affecté la croissance mondiale, et plus particulièrement celle de l'Afrique.

A la suite de ces crises qui ont nécessité l'appui des Institutions de Bretton Woods à travers la mise en place de programmes d'ajustement structurel, le continent a été également touché par une crise sanitaire aiguë avec l'émergence du virus Ebola à partir du début de l'année 2014, surtout en Afrique de l'Ouest (Guinée, Liberia, Sierra Leone, etc.) et Centrale (RDC).

Outre ces crises économiques, financières et sanitaires, le changement climatique constitue une menace pour l'avenir du continent, avec des phénomènes tels que les sécheresses, les inondations, les incendies et les ouragans dont l'intensité et la fréquence deviennent de plus en plus préoccupantes.

Face à ces chocs récurrents et en série qui constituent des défis majeurs pour l'Afrique, des mesures appropriées et urgentes devraient être prises par les autorités tant politiques que monétaires, afin d'atténuer non seulement leurs effets mais également de réduire leur fréquence et leur ampleur. C'est dans cet objectif que des sessions ont été prévues.

Renforcement de l'efficacité de la politique monétaire en présence de chocs d'offre récurrents

Les chocs d'offre procèdent des contrecoups de la crise à la Covid-19 et du conflit en Ukraine avec, à la clé, des perturbations des chaînes de production et de distribution ainsi que la hausse des prix à l'importation.

Ce sous-thème a permis de partager les réflexions sur la manière dont les Banques Centrales devraient mettre en œuvre efficacement la politique monétaire dans un contexte marqué par des chocs d'offre récurrents. En effet, les différents chocs enregistrés au cours de ces dernières années constituent une menace pour la stabilité macroéconomique. Dans ce contexte, des incertitudes persistent sur l'atteinte des objectifs de stabilité du niveau général des prix assignés aux autorités monétaires.

A cet effet, il a été relevé que la politique monétaire, en tant politique de gestion de la demande, agit indirectement sur les chocs de l'offre : la baisse de la demande globale induite par le resserrement de la politique monétaire, va impliquer la diminution du niveau général des prix et la compensation de son augmentation initiale résultant de la hausse des coûts de production.

Les discussions sur ce sous-thème ont porté entre autres sur (i) l'impact de ces chocs sur la mise en œuvre de la politique monétaire ; (ii) les défis posés par la mise en œuvre de la politique monétaire dans un contexte de chocs d'offre récurrents et (iii) les stratégies à mettre en place par les Banques Centrales pour renforcer l'efficacité de la politique monétaire en présence de chocs d'offre récurrents.

Rôle des Banques Centrales dans le renforcement de la résilience des économies africaines face aux chocs externes

Il a été mis en avant le fait que les chocs sans précédent qui frappent de plein fouet l'économie mondiale ont posé d'énormes défis aux décideurs du monde entier, entraînant une instabilité macroéconomique et financière. Les différents chocs exogènes induits par la crise financière de 2008, les changements climatiques, la pandémie de COVID-19 et plus récemment la guerre russo-ukrainienne, ont eu un impact négatif sur les économies africaines au cours de ces dernières années. Afin de relever ces défis de manière cohérente et coordonnée et d'assurer la stabilité macroéconomique et financière, les autorités budgétaires et monétaires devraient assurer la coordination de leurs actions en vue de renforcer la résilience de nos économies. A cet égard, les Banques Centrales devraient mener des réflexions en vue d'élaborer un cadre stratégique commun pour améliorer l'efficacité de leur action face à ces chocs exogènes.

Chocs exogènes et mécanisme de transmission de la politique monétaire : défis pour les Banques Centrales et perspectives

Le présentateur de ce sous-thème a mentionné que les pays africains sont souvent durement affectés par des chocs externes qui entraînent des fluctuations de performances macroéconomiques. Les chocs externes sont divers et comprennent les chocs économiques, les prix élevés et volatiles des produits importés ainsi que les fluctuations des taux d'intérêt réels à l'échelle mondiale, des taux de change et des prix des produits de base.

Ainsi, la compréhension du rôle des chocs et de leur transmission dans la conduite de l'activité économique est particulièrement importante dans la conception et la conduite des politiques macroéconomiques. A cause des chocs externes, les pays africains connaissent des déficits budgétaires et ceux des comptes courants qui se traduisent à leur tour par des volatilités des taux de change et des tensions inflationnistes. Ces chocs, résultant notamment de crises économique et financière, du dérèglement climatique et des conflits survenus au cours de ces dernières décennies, pourraient considérablement affecter les canaux de transmission de la politique monétaire.

A l'issue des débats et échanges, il s'est dégagé un certain consensus sur ce qui suit :

- Les chocs exogènes posent un certain nombre de défis aux banques centrales et ces défis sont susceptibles de perdurer dans un avenir prévisible. Les banques centrales doivent ainsi pouvoir mener à bien leur politique malgré la persistance de ces défis. Il est vrai que :
- Les chocs exogènes peuvent avoir d'impacts divers sur l'économie, et il est souvent difficile pour les banques centrales de prédire comment ces chocs affecteront l'inflation et la croissance économique.
- Les banques centrales ont généralement une gamme limitée d'instruments qu'elles peuvent utiliser pour répondre aux chocs. Par exemple, elles peuvent baisser les taux d'intérêt, fournir des liquidités au système financier ou acheter des actifs. Cependant, ces instruments peuvent ne pas être efficaces dans toutes les situations.
- Les banques centrales sont appelées à maintenir la stabilité du niveau général des prix, mais aussi à veiller sur la stabilité financière et à la promotion de la croissance. Face à un choc exogène, elles peuvent être amenées à faire un choix entre ces impératifs. Mais malgré cela, il y a lieu de considérer qu'il n'est pas encore opportun de modifier les fonctions de réaction utilisées par les banques centrales en Afrique car les chocs peuvent encore être mitigés assez bien par ces fonctions.

Il est donc indispensable, au stade actuel, que les banques centrales :

- Investissent dans des données à haute fréquence afin qu'elles puissent être plus en mesure de faire une analyse en temps réel de leur situation économique et voir les chocs en temps réel ;
- Continuent à améliorer leur compréhension du mécanisme de transmission monétaire. C'est important car ce n'est qu'en comprenant mieux comment les chocs se transmettent à l'économie que l'on pourra mettre en place des politiques plus aptes à faire face à ces chocs ;
- Développent également de nouveaux outils qui peuvent être utilisés pour répondre à un plus large éventail de chocs. Par exemple, l'application du cadre de politique intégré adopté par le FMI (2020) peut être efficace à cet effet ;
- Communiquent plus efficacement avec le public sur leurs politiques et les raisons de ces politiques. Cela peut contribuer à renforcer la confiance dans la banque centrale et sa capacité à gérer l'économie en cas de chocs exogènes ;
- Repensent, au-delà des réglementations macroprudentielles, l'architecture de la résilience financière des économies africaines.

45ème Réunion Ordinaire du Conseil des Gouverneurs de l'ABCA

Plusieurs points ont été débattus au cours de cette 45ème session ordinaire du Conseil des Gouverneurs, dont les plus saillants peuvent être déclinés comme suit :

Etat de mise en œuvre des décisions relevant de la 44ème Session ordinaire du Conseil des Gouverneurs

Sur ce point, les Gouverneurs ont noté avec satisfaction que 20 des 23 décisions prises lors de la 44ème Réunion Ordinaire, tenue en Gambie en août 2022, ont été entièrement réalisées. Les trois autres le seront complètement d'ici la fin de l'année. Ainsi, ils ont instruit le Secrétariat de l'ABCA d'assurer le suivi de la mise en œuvre de ces dernières décisions.

Evaluation de la mise en œuvre du Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA)

Le Conseil des Gouverneurs a noté que l'activité économique mondiale a ralenti en 2022, affichant un taux de croissance de 3,5 %, après la reprise économique enregistrée (6,3 %) en 2021. Ce ralentissement économique est essentiellement dû aux difficultés rencontrées par l'économie mondiale, notamment le resserrement des conditions financières, des tampons budgétaires limités pour absorber les chocs dans un contexte d'endettement historiquement élevé et des pics de prix des produits de base induits par la guerre russo-ukrainienne. Le taux de croissance économique en Afrique s'est établi à 3,8 % en 2022, contre 4,8 % en 2021. En conséquence :

- Aucun pays n'a respecté à la fois les 8 critères de convergence ;
- 3 pays sur 52 (5,8 %) ont satisfait aux cinq critères de premier rang en 2022 contre 5 pays sur 50 (10,0 %) en 2021 ;
- A l'instar de l'année 2021, aucun pays n'a satisfait aux 3 critères de 2ème rang.

De ce qui précède, le Conseil : (i) a pris note des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du PCMA en 2022, en raison des multiples chocs à l'échelle mondiale et (ii) encourage les Sous-régions qui n'ont pas encore élaboré un cadre harmonisé de politique monétaire à tenir des réunions au niveau Sous-régional afin d'accélérer la mise en place d'une feuille de route incluant *les étapes d'élaboration, d'adoption, de mise en œuvre et de coordination du cadre harmonisé de politique monétaire avec des délais raisonnables*. Les feuilles de route élaborées par les sous-régions devront être envoyées au Secrétariat de l'ABCA avant la réunion du Bureau de l'ABCA de mars 2024.

Collaboration entre la CUA et l'ABCA sur le processus de création de la Banque Centrale Africaine

Lors de la réunion du Bureau tenue le 9 mars 2023 à Dakar, au Sénégal, les Gouverneurs avaient pris note des recommandations sur le projet de Statuts et de Structures de l'Institut Monétaire Africain (IMA) formulées au cours de la réunion extraordinaire du Groupe d'Experts du Comité Technique Spécialisé (CTS) sur les Finances, les Affaires Monétaires, la Planification Economique et l'Intégration. En application de l'une de ces recommandations, une session de travail entre les Banques Centrales membres du Bureau et la Commission de l'Union Africaine s'est tenue du 26 au 28 avril 2023 à Addis-Abeba, en Ethiopie, afin d'examiner et de finaliser les Statuts de l'IMA. La version finale intégrant les commentaires des Banques Centrales a été présentée lors de la 6ème réunion du CTS tenue du 17 au 21 juillet 2023 à Nairobi, au Kenya.

Après examen par le Conseil, celui-ci a : (i) pris note des recommandations de la 6ème réunion du CTS sur les Finances, les Affaires Monétaires, la Planification Economique et l'Intégration ; (ii) adopté les Statuts amendés de l'IMA et (iii) encouragé la CUA à accélérer la mise en place du Secrétariat au début du mois d'octobre 2023, en vue de suivre les activités du mécanisme d'évaluation par les pairs.

Activités de la Communauté des Superviseurs Bancaires Africains (CSBA)

Lors de sa réunion ordinaire à Banjul, le Conseil des Gouverneurs avait instruit le Secrétariat de l'ABCA de transmettre aux Banques Centrales membres les cadres harmonisés sur la gestion de crise et la résolution bancaire ainsi que sur la réglementation et la supervision des FinTechs, pour observations. Par lettre, en date du 26 août 2022, le Secrétariat de l'ABCA avait transmis aux Banques Centrales membres les cadres harmonisés pour observations. La synthèse des observations a été par la suite envoyée à la Central Bank of Nigeria (CBN) le 9 novembre 2022.

Lors de la réunion du Bureau tenue le 9 mars 2023, à Dakar, la CBN a déclaré que les observations reçues étaient en cours de compilation et seront examinées par le Groupe de Travail lors de sa prochaine réunion prévue fin avril 2023. Les Gouverneurs avaient alors encouragé le Groupe de Travail de la CSBA à finaliser ces cadres harmonisés et à les

présenter lors des réunions Annuelles de l'ABCA au titre de l'année 2023.

Ainsi, après examen, le Conseil a : (i) pris note du rapport des Groupes de Travail de la CSBA ; (ii) encouragé le Groupe de Travail de la CSBA à finaliser les cadres harmonisés sur la Gestion de Crise et la Résolution Bancaire ainsi que sur la Réglementation et la Supervision des FinTechs ; (iii) demandé aux Banques Centrales restantes de soumettre le nom de leur représentant désigné qui suivra les activités du Programme d'Accord Multilatéral (PAM) dès que possible ; et demandé au Secrétariat de renvoyer le PAM et d'inviter les Banques Centrales membres de l'ABCA à transmettre la version signée du PAM au Secrétariat de l'ABCA avant la réunion du Bureau en mars 2024.

Rapports du Groupe de Projet sur l'intégration des systèmes de paiement et de ses deux Groupes de Travail

Lors de la réunion du Bureau en mars 2023 à Dakar, au Sénégal, le Groupe de Projet avait indiqué que le projet PAPSS propose un choix entre deux modèles pour le règlement et la gestion du change (un modèle de Banque Centrale et un modèle de banque commerciale) pour adoption par les Banques Centrales membres sur le continent, selon leurs préférences. Les Gouverneurs avaient demandé au Groupe de Projet de l'ABCA, conformément à la vision et à la stratégie d'intégration des systèmes de paiement en Afrique, de poursuivre les discussions avec Afreximbank sur ce projet. Pour mettre en œuvre cette décision, la National Bank of Rwanda (NBR) a abrité une réunion en présentiel entre le Groupe de Projet et l'équipe de gestion du PAPSS les 30 et 31 mai 2023 à Kigali, au Rwanda.

Les Gouverneurs ont également examiné le rapport du Groupe de Travail sur l'Intégration des Systèmes de Paiement (GTISP) et de celui sur la Stratégie d'Intégration des Paiements Mobiles (GTSIPM).

C'est dans ce contexte que les Gouverneurs ont notamment (i) pris note de ces deux Rapports ; (ii) approuvé que le Groupe de Projet de l'ABCA sur les paiements mette en œuvre les actions telles que présentées dans leur planning ; (iii) demandé au Groupe de Projet d'organiser une session de sensibilisation aux paiements transfrontaliers au cours du premier trimestre de 2024 avec le Conseil de Stabilité Financière (CSF) et le Groupe de Projet sur les paiements transfrontaliers de la BRI/CPIM, afin d'accélérer la mise en œuvre des recommandations du G20 sur les paiements transfrontaliers et (iv) invité le Groupe de Projet de l'ABCA sur l'intégration des systèmes de paiement en Afrique à accélérer les travaux avec Afreximbank, afin de rendre opérationnel le projet d'intégration des systèmes de paiement pour faciliter la mise en œuvre de la ZLECAf.

Election du Bureau de l'ABCA pour l'année 2023-2024 et lieu de la 46ème réunion ordinaire du Conseil des Gouverneurs de l'ABCA

La Bank of Zambia a été élue président du Bureau de l'ABCA. Quant à la Central Bank of Libya, elle assurera la vice-présidence de l'ABCA et abritera la 46ème réunion ordinaire du Conseil des Gouverneurs en août 2024.

Pour sa part, la Banque Centrale du Congo assurera la Présidence du Comité Sous Régional Afrique Centrale de l'Association. Des séances d'échange ont eu lieu, à cet effet, avec la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) laquelle assumait la présidence pour examiner les questions pendantes par rapport à l'état de la coopération dans notre sous-région. Il s'agit notamment du cadre harmonisé des politiques monétaires dans notre sous-région dont une feuille de route devra être mise en place. Celle-ci inclura *les étapes d'élaboration, d'adoption, de mise en œuvre et de coordination du cadre harmonisé de politique monétaire avec des délais raisonnables*. Les feuilles de route élaborées par les sous-régions devront être envoyées au Secrétariat de l'ABCA avant la réunion du Bureau de l'ABCA de mars 2024.

4| Monnaie, crédit et institutions financières

L'année 2023 a été marquée par une hausse de l'offre et de la demande de monnaie. Au niveau de l'offre, la base monétaire a enregistré une augmentation inférieure à celle des passifs monétaires au sens large. Du côté de la demande, il a été observé une baisse de la vitesse de circulation de la monnaie et une hausse du taux de liquidité de l'économie.

Le marché monétaire, quant à lui, a connu une forte progression du volume des transactions. Pour ce qui est du secteur bancaire, il importe de préciser une hausse plus que proportionnelle du volume des crédits par rapport à celui des dépôts, entraînant une augmentation du taux de réemploi.

4|1 Offre et demande de monnaie

En 2023, l'offre et la demande de monnaie se sont inscrites à la hausse. Le multiplicateur monétaire, quant à lui, est demeuré relativement stable.

4|1|1 Offre de monnaie

L'accroissement de la base monétaire a résulté de la progression des actifs extérieurs nets sur fond d'une contraction des actifs intérieurs nets. Par contre, la dilatation de l'offre de monnaie tire son origine tant de l'expansion des actifs extérieurs nets que des actifs intérieurs nets.

Base monétaire

En 2023, la base monétaire a augmenté de 19,4 %, se situant à 8.904,5 milliards de CDF, contre une progression de 38,3 % enregistrée en 2022.

Graphique I|4|1 Evolution de la base monétaire (en milliards de CDF)

Source : Banque Centrale du Congo.

Composantes de la base monétaire

La progression de la monnaie centrale a été localisée au niveau de la circulation fiduciaire et des engagements envers les autres institutions des dépôts, à hauteur respectivement de 27,3 % et 11,5 %. Ces variations ont représenté, dans l'ordre, 71,4 % et 28,9 % de l'accroissement de la monnaie centrale, sur fond d'une légère baisse des engagements envers les autres secteurs.

Contrairement à l'année précédente où elle s'est située à 50,9 %, la part de la circulation fiduciaire dans la base monétaire a augmenté pour s'établir à 54,3 % en 2023. Par contre, celle des engagements envers les institutions de dépôts s'est établie à 45,5 %, venant de 48,8 %.

Tableau I|4|1 Composantes de la base monétaire (en milliards de CDF)

	2019	2020	2021	2022	2023	Variation en %	
						2022	2023
BASE MONÉTAIRE	3 527,3	3 655,3	5 389,2	7 455,4	8 904,5	38,3	19,4
CIRCULATION FIDUCIAIRE	1 933,6	2 448,9	3 045,2	3 797,1	4 832,0	24,7	27,3
Circulation fiduciaire hors système bancaire	1 772,9	2 230,6	2 804,2	3 542,6	4 527,6	26,3	27,8
Circulation fiduciaire en banque	160,7	218,4	241,0	254,5	304,4	5,6	19,6
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	1 083,3	1 174,2	2 325,1	3 634,6	4 053,2	56,3	11,5
Dont							
Avoirs des banques commerciales en comptes courants à la BCC	1 081,5	1 171,3	2 316,9	3 251,8	3 195,7	40,4	-1,7
Niveau notifié de la réserve obligatoire	1 061,2	1 594,8	2 375,6	2 375,6	2 454,7	0,0	3,3
Avoirs excédentaires des banques commerciales	20,3	-423,4	-58,7	876,2	741,0	1591,7	-15,4
Niveau de la réserve obligatoire en monnaies etrangères				378,6	845,0		123,2
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES SECTEURS	510,4	32,2	18,8	23,6	19,3	25,8	-18,3

Source : Banque Centrale du Congo

Les avoirs des banques commerciales en monnaie nationale en compte courant à la Banque Centrale du Congo ont connu une baisse de 1,7 %, se fixant à 3.195,7 milliards en 2023. D'une année à l'autre, la réserve obligatoire en monnaie nationale est passée de 2.375,6 milliards de CDF à 2.454,7 milliards.

La hausse de la réserve obligatoire procède notamment du relèvement du coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts en monnaie nationale. Ce dernier est passé de 0,0 % à fin 2022 à 10,0 % le 19 juin 2023.

Par ailleurs, conformément au Mémorandum des Politiques Economiques et financières signé à fin décembre 2022, la Banque Centrale du Congo a procédé, en 2023, à

la transformation de 5,0 % de la partie cantonnée par l'entremise de deux dégels, à concurrence de 2,5 % chacun. Le premier dégel, effectué en septembre 2023, a entrainé une hausse de la réserve obligatoire en devises de l'ordre de 29,3 millions de USD en contrepartie de 71,3 milliards de CDF cédés aux banques commerciales au taux de change du 31 juillet 2023, soit 2.427,9 CDF le dollar américain.

De même, le second dégel a occasionné une augmentation de la réserve obligatoire en devises à la même hauteur que le premier, soit 29,3 millions de USD, en contrepartie de 71,1 milliards de CDF au taux de change du 30 novembre 2023, soit 2.625,1 CDF le dollar américain. Au 30 décembre 2023, la contrevaleur en USD de la partie cantonnée, s'est établie à 1.116,70 millions de USD contre 1.175,48 millions en décembre 2021, année de cantonnement.

En outre, la réserve obligatoire en dollar américain calculée sur les flux des dépôts en devises s'est chiffrée à 315,4 millions de USD, affichant un accroissement de 68,0 %, d'une année à l'autre. La contrevaleur en monnaie nationale de cette partie de la réserve obligatoire a été évaluée à 845,0 milliards de CDF.

Contreparties de la base monétaire

En 2023, l'expansion de la monnaie centrale a fait suite à la progression des actifs extérieurs nets de 2.138,4 milliards de CDF, représentant 147,6 %, sur fond d'une contraction de 689,3 milliards des actifs intérieurs nets, dégageant ainsi une contribution négative de 47,6 %.

La contraction des actifs intérieurs nets procède d'un recul des autres postes nets de 1.369,9 milliards de CDF alors que les crédits intérieurs ont augmenté de 680,6 milliards. Le comportement des crédits intérieurs résulte notamment d'une hausse des dépôts de l'Etat à la Banque Centrale du Congo de 667,3 milliards et d'une baisse des créances sur les autres institutions des dépôts de 33,3 milliards.

Le volume du refinancement des autres institutions des dépôts s'est accru de 234,0 milliards de CDF.

Tableau I|4|2 Contreparties de la base monétaire (en milliards de CDF)

	2019	2020	2021	2022	2023	Variation en %	
						2022	2023
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	-78,7	-543,2	2 989,1	4 524,1	6 662,5	51,4	47,3
ACTIFS INTERIEURS NETS	3 606,0	4 198,6	2 400,0	2 931,3	2 242,0	22,1	-23,5
CREANCES INTERIEURES	3 059,5	3 664,7	2 985,4	3 702,8	4 383,4	24,0	18,4
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	2 104,3	2 317,7	1 528,2	2 770,1	3 456,0	81,3	24,8
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	2 206,6	2 470,7	3 225,5	4 008,9	4 027,6	24,3	0,5
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-102,3	-153,0	-1 697,3	-1 238,8	-571,6	27,0	53,9
CRÉANCES SUR LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	928,3	1 311,5	1 370,5	846,9	813,6	-38,2	-3,9
Dont Comptes RME	905,7	1 115,9	1 338,1	424,2	349,1	-68,3	-17,7
Refinancement (Crédits autres institutions de dépôts)	-	126,7	-	-	234,0		
Autres	22,6	68,9	32,4	422,6	230,5	1205,5	-45,5
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	26,9	35,6	86,7	85,8	113,8	-1,1	32,6
AUTRES POSTES NETS	546,5	533,9	-585,3	-771,6	-2 141,4	-31,8	-177,5

Source : Banque Centrale du Congo.

Les passifs monétaires au sens large

A fin décembre 2023, les passifs monétaires au sens large se sont situés à 36.230,4 milliards de CDF, affichant une croissance de 40,3 % contre 3,5 % enregistrée une année auparavant. Cette situation procède tant d'une hausse des actifs extérieurs nets que de celle des actifs intérieurs nets.

Graphique I|4|2 Evolution de l'offre de monnaie (en milliards de CDF)

Source : Banque Centrale du Congo.

Composantes des passifs monétaires

La progression de l'offre de monnaie est localisée au niveau des dépôts transférables, des autres dépôts et des numéraires hors institutions de dépôts à hauteur respectivement de 5.782,0 milliards de CDF, 3.636,1 milliards et 985,0 milliards.

Tableau I|4|3 Composantes des passifs monétaires au sens large
(en milliards de CDF)

	2019	2020	2021	2022	2023	Variation en %	
						2021	2022
PASSIFS MONÉTAIRES AU SENS LARGE	12 514,2	18 261,1	24 957,0	25 827,3	36 230,4	3,5	40,3
NUMÉRAIRE HORS INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	1 772,9	2 230,6	2 804,2	3 542,6	4 527,6	26,3	27,8
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES	6 318,9	10 681,9	15 167,0	14 908,5	20 690,5	-1,7	38,8
AUTRES DÉPÔTS	4 422,4	5 348,7	6 985,8	7 376,3	11 012,4	5,6	49,3
TITRES AUTRES QU'ACTIONS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		

Source : Banque Centrale du Congo.

La variation des dépôts transférables et celle des autres dépôts transférables ont représenté 55,6 % et 35,0 % de la croissance de l'offre de monnaie. Cette forte augmentation est imputable tant à la prise en compte du taux de change qu'à l'augmentation des dépôts notamment dans le secteur minier ainsi que du commerce (gros et détail). Par contre, les numéraires hors institutions des dépôts n'ont contribué qu'à hauteur de 9,4 % dans la hausse de l'offre de monnaie.

Les dépôts transférables ont représenté 57,1 % de l'offre de monnaie contre 57,7 % en 2022. Les parts des autres dépôts et des numéraires hors institutions de dépôts ont représenté 30,4 % et 12,5 % contre respectivement 28,6 % et 13,7 % en 2022.

Contreparties des passifs monétaires au sens large

La croissance des passifs monétaires résulte d'une progression des actifs extérieurs nets de 5.153,5 milliards de CDF et de celle des actifs intérieurs nets de 5.249,6 milliards.

Tableau I|4|4 Contrepartie des passifs monétaires au sens large
(en milliards de CDF)

	2019	2020	2021	2022	2023	Variation en %	
						2022	2023
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	5 020,5	9 916,9	17 474,7	15 737,3	20 890,9	-9,9	32,7
ACTIFS INTERIEURS NETS	7 493,8	8 344,2	7 482,3	10 090,0	15 339,6	34,9	52,0
CRÉANCES INTÉRIEURES	7 675,6	9 277,6	9 758,8	13 931,5	22 741,1	42,8	63,2
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	2 127,5	2 132,3	1 334,3	1 447,6	2 444,3	8,5	68,9
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS 3SG	5 548,1	7 145,3	8 424,4	12 484,0	20 296,8	48,2	62,6
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	178,2	170,6	209,2	210,7	254,2	0,8	20,6
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	474,7	550,5	650,3	997,1	1 621,2	53,3	62,6
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	4 895,2	6 424,2	7 565,0	11 276,1	18 421,5	49,1	63,4
AUTRES POSTES (NET)	-181,8	-933,4	-2 276,5	-3 841,5	-7 401,5	-68,7	-92,7

Source : Banque Centrale du Congo.

Les actifs extérieurs nets ont contribué à 49,5 % à la variation de l'offre de monnaie et les actifs intérieurs nets de 50,5 %.

4|1|2 Demande de monnaie

A la différence de l'année précédente, l'année 2023 s'est caractérisée par une hausse de la demande de monnaie, en lien avec l'évolution du produit intérieur brut. Cette augmentation s'est traduite par une baisse de la vitesse de circulation de la monnaie et une hausse du taux de liquidité de l'économie.

Vitesse de circulation de la monnaie

La vitesse de la circulation de la monnaie a repris avec son trend baissier. En effet, après une augmentation enregistrée l'année précédente, elle a affiché une baisse de 0,6 point, se fixant à 4,5 points en 2023.

Graphique I|4|3 Evolution de la vitesse de circulation de la monnaie
(en points)

Source : Banque Centrale du Congo.

Taux de liquidité de l'économie

Le taux de liquidité de l'économie est passé de 19,6 % en 2022 à 22,3 % en 2023. Dans un contexte du dynamisme de l'activité économique, la hausse du taux de liquidité résulte de l'augmentation relativement plus importante de l'offre de monnaie.

Graphique I|4|4 Taux de liquidité de l'économie
(en %)

Source : Banque Centrale du Congo.

4|1|3 Evolution de multiplicateur monétaire

Le multiplicateur monétaire, mesurant la manière dont la base monétaire se répercute sur l'offre de monnaie, s'est établi à 4,1 points en 2023 contre 3,5 points en 2022. La hausse du multiplicateur monétaire procède d'une hausse de l'offre de monnaie plus que proportionnelle à celle de la monnaie à haute puissance.

Graphique I|4|5 Evolution du multiplicateur monétaire (en point)

Source : Banque Centrale du Congo.

4|2 Marché monétaire

En 2023, il s'est observé un dynamisme des activités du marché monétaire. Les différentes modifications du taux directeur opérées tout au long de l'année ont été à la base des fluctuations observées au niveau des taux d'intérêt.

4|2|1 Evolution des transactions

Les transactions sur le marché monétaire indiquent une progression du volume des opérations de 75,8 %, se situant à 25.416,7 milliards de CDF. Rapprochées au PIB, ces transactions ont représenté 15,4 % en 2023 contre 4,9 % une année plus tôt. Les volumes des opérations sur les marchés en banque, interbancaire et du Bon BCC ont représenté, en pourcentage du PIB, respectivement 15,4 %, 0,2 % et 6,9 % contre 3,8 %, 1,2 % et 3,9 % en 2022.

Graphique I|4|6 Profondeur du marché monétaire (en pourcentage du PIB)

Source : Banque Centrale du Congo.

Marché en banque

Les transactions sur le marché en banque ont atteint un import de 25.043,7 milliards de CDF contre 4.703,0 milliards en 2022. Cette situation tient essentiellement de la hausse du volume des transactions au guichet des facilités permanentes, en raison d'une forte hausse de la demande de la monnaie nationale dans le chef de certaines grandes banques.

Graphique I|4|7 Evolution du volume de refinancement (en milliards de CDF)

Source : Banque Centrale du Congo.

Marché interbancaire

Le guichet interbancaire a été moins actif en 2023 par rapport à 2022. En effet, il ressort un volume global de 373,0 milliards de CDF, soit une baisse de 74,2 %. Cette situation est attribuable à la faiblesse de l'offre au niveau du marché interbancaire.

Graphique I|4|8 Volume des transactions interbancaires (en milliards de CDF)

Source : Banque Centrale du Congo.

Marché du Bon BCC

En 2023, l'encours du Bon BCC s'est établi à 190,0 milliards de CDF, soit une injection de 18,0 milliards par rapport à fin 2022. Cependant, l'évolution mensuelle indique des niveaux élevés de l'encours avec un pic de 405,0 milliards de CDF atteint le 1er mars.

Tableau I|4|5 Evolution de l'encours du Bon BCC (en milliards de CDF)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Bon BCC volume de l'encours	42,5	55,0	15,0	110,0	208,0	190,0
Variation de l'encours	7,5	12,5	-40,0	95,0	98,0	-18,0
Taux moyen pondéré	1,6	2,0	12,0	8,5	8,3	25,0
les souscriptions retenues	634,5	748,5	868,0	1 145,0	1 496,0	7 018,0

Source : Banque Centrale du Congo.

En 2023, les souscriptions retenues du Bon BCC se sont chiffrées globalement à 7.018,0 milliards de CDF, en hausse de 369,1 % par rapport à 2022. Cet accroissement est expliqué par la préférence aux titres à maturité de 7 jours, représentant 84,8 % des souscriptions, alors que ceux de 28 et 84 jours ont représenté respectivement 13,8 % et 1,4 %.

Graphique I|4|9 Volume annuel des ventes du Bon BCC (en milliards de CDF)

Source : Banque Centrale du Congo.

Le marché des Titres publics

Au cours de l'exercice 2023, le Trésor a levé des fonds sur le marché intérieur via les titres publics indexés et ceux émis en dollar américain.

Bons du Trésor

Le marché des Bons du Trésor en CDF indexé a été plus dynamique par rapport à 2022. En effet, les émissions des Bons du Trésor indexés se sont situées à 1 453,5 milliards de CDF contre 386,0 milliards en 2022. L'analyse par maturité renseigne que le Bon du Trésor à 6 mois a été plus utilisé au cours de l'année sous analyse que celui de 3 mois.

Pour ce qui est des Bons du Trésor en dollar américain, il est noté un encours de 208,2 millions de USD à fin décembre 2023. Ce dernier tient uniquement de la maturité de 6 mois. En ce qui concerne la rémunération, il a été noté un taux moyen pondéré de 10,0 %.

Le marché des Obligations du Trésor

En 2023, il s'observe une baisse du volume global des opérations sur les Obligations du Trésor en CDF par rapport à l'année précédente. En effet, l'encours des Obligations du Trésor indexées a connu une baisse de 25,8 %, s'établissant à 482,5 milliards de CDF à fin décembre 2023. Quant aux maturités, elles ont été de 1 an et 6 mois ainsi que 2 ans. Le taux moyen pondéré a été de 10,61 %.

En ce qui concerne les Obligations du Trésor en devises, une seule obligation a été émise en 2023 à hauteur de 43,0 millions de USD pour une maturité de 2 ans. A fin décembre 2023, l'encours de ce titre s'est situé à 32,3 millions de USD. Pour ce qui est du taux moyen pondéré, il s'est situé à 8,87 %.

4|2|2 Comportement des taux d'intérêt sur le marché monétaire

- **Courbe des taux**

Face à l'accélération de l'inflation au second semestre de l'année 2023, la Banque Centrale du Congo a augmenté son taux directeur à trois reprises au cours de l'année sous revue. Dans ce contexte, le taux d'intérêt nominal a retrouvé sa positivité. Les taux moyens pondérés sur les différents segments du marché ont également suivi la tendance du taux directeur comme l'indique le graphique ci-dessous.

Graphique I|4|10 Evolution du taux d'intérêt sur les différents marchés

Source : Banque Centrale du Congo.

- **Taux directeur de la BCC et des banques commerciales**

Les taux débiteurs des banques en monnaie nationale ont été relativement stables au cours de l'année sous revue. En effet, ils se sont établis à 23,92 % et 13,47 % respectivement pour les opérations en monnaie nationale (MN) et en monnaies étrangères (ME). Du côté des taux créditeurs en MN, ils ont enregistré des baisses par rapport à 2022, passant de 5,03 % en 2022 à 4,38 % en 2023, alors que les taux créditeurs en ME sont restés relativement stables à 3,89 %.

Graphique I|4|11 Taux d'intérêt de la BCC et des banques commerciales
(en pourcentage)

Source : Banque Centrale du Congo.

- **Taux réel**

En 2023, le principe de positivité du taux directeur n'a pas été observé aux sept premiers mois de l'année, eu égard à la hausse continue du taux d'inflation. Au second semestre, le taux directeur a retrouvé sa positivité à partir du mois d'août, après le relèvement du taux directeur. Les révisions à la hausse du taux directeur nominal ont conduit à l'amélioration de la marge du taux d'intérêt réel, comme indiqué ci-dessous :

Graphique I|4|12 Taux d'intérêt réel
(en pourcentage)

Source : Banque Centrale du Congo.

4|3 Activité bancaire

L'activité bancaire est demeurée dynamique en 2023. Le taux de réemploi, représentant le rapport entre l'encours des crédits et celui des dépôts, s'est sensiblement accru en raison d'une hausse plus que proportionnelle des crédits par rapport aux dépôts.

4|3|1 Encours global des crédits

Au terme de l'année 2023, l'encours global des crédits bruts à l'économie s'est chiffré à 19.503,9 milliards de CDF, soit une croissance annuelle de 71,4 % par rapport à 2022. Rapproché au PIB, il a représenté 12,0 % du PIB contre 8,6 % observé une année auparavant. Quant au taux de réemploi, il s'est situé à 60,5 % en 2023, venant de 48,8 % en 2022. Cette évolution découle de la forte augmentation du volume du crédit accordé aux industries extractives, couplée à la dépréciation de la monnaie nationale.

En effet, les crédits accordés aux industries extractives ont représenté 53,7 % de la croissance de l'encours du crédit, suivis des autres activités non-sectorisées, des autres activités des entreprises de service et du commerce de gros avec

16,4 %, 4,7 % et 4,4 % respectivement.

Graphique I|4|13 Evolution de l'encours des crédits (en pourcentage du PIB)

Source : Banque Centrale du Congo.

Les crédits à l'économie sont restés dominés par ceux en devises, dont la part a été de 96,0 % de l'encours total, traduisant encore la forte persistance de la dollarisation financière. Cette dernière s'est davantage accélérée en 2023 à la suite des pressions observées sur le marché des biens et services ainsi que sur celui des changes.

Graphique I|4|14 Crédits à décaissement suivant la monnaie de règlement (en pourcentage du total)

Source : Banque Centrale du Congo.

En 2023, les crédits sont restés dominés par ceux à moyen terme, représentant 40,5 % du total, suivis de ceux à court terme et à long terme, lesquels ont représenté respectivement 29,7 % et 26,3 %. S'agissant de la rubrique « Autres crédits », composés des découverts bancaires et des provisions, elle a représenté 3,5 % du total des crédits accordés.

Graphique I|4|15 Structure du crédit suivant la maturité (en pourcentage du total)

Source : Banque Centrale du Congo.

Crédits d'engagement

Les crédits d'engagement se sont chiffrés à 2.991,7 milliards de CDF en 2023, en hausse de 31,1 % par rapport à la situation de 2022. Les crédits documentaires à l'importation ont fortement augmenté de 129,7 %, se chiffrant à 297,3 milliards de CDF en 2023. Quant aux crédits documentaires à l'exportation, ils se sont situés à 16,1 milliards de CDF, soit une décroissance de 91,9 %. Les autres crédits, composés des lettres de garantie et autres cautions, ont connu une croissance annuelle de 37,1 % pour s'établir à 2.678,2 milliards de CDF en 2023.

Graphique I|4|16 Crédits d'engagement (en pourcentage du total)

Source : Banque Centrale du Congo.

4|3|2 Evolution de l'encours global des dépôts

L'encours global des dépôts bancaires a connu une augmentation de 38,4 %, atteignant 32.247,3 milliards de CDF, après une croissance de 3,8 % en 2022. Les dépôts en devises se sont accrus alors que ceux en monnaie nationale

ont baissé, sur fond d'une accélération de l'inflation et de la dépréciation de la monnaie nationale.

Encours des dépôts par catégorie des déposants

S'agissant de la nature de déposants, les dépôts demeurent dominés par ceux des ménages et des entreprises privées, lesquels ont représenté respectivement 33,4 % et 32,9 % du total. Quant aux entreprises publiques, aux Petites et Moyennes Entreprises (PME), aux Institutions Sans But Lucratif au service des Ménages (ISBLM) et aux administrations publiques centrale et locale, leurs dépôts ont représenté respectivement 11,2 %, 10,8 %, 4,8 %, 4,0 % et 1,0 %.

Tableau I|4|6 Encours des dépôts par catégorie des déposants
(en milliards de CDF)

	2019	2020	2021	2022	2023
Administration Publique Centrale	299 481	306 942	599 270	1 605 335	1 299 936
Administration Publique Locale	40 793	184 149	214 379	199 633	355 844
Entreprises (Etablissements) Publiques	825 905	1 537 964	2 409 517	2 975 465	3 607 605
Entreprises (Etablissements) Privées	3 811 838	7 000 730	10 535 136	7 625 397	10 615 659
PME	590 515	735 759	1 458 890	2 729 882	3 478 071
Ménages	3 574 502	4 746 958	5 704 524	7 051 674	10 759 237
ISBLM	813 275	562 744	426 508	627 836	1 555 358
Autres	516 502	751 328	869 728	483 195	575 586
TOTAL GENERAL	10 472 809	15 826 574	22 217 951	23 298 416	32 247 295

Source : Banque Centrale du Congo

Encours des dépôts suivant l'horizon temporel

Les dépôts à vue se sont accrus de 34,5 % pour s'établir à 25.056,0 milliards de CDF. De même, les dépôts à terme et à régime spécial ont atteint 6.697,3 milliards de CDF et 493,9 milliards, traduisant des augmentations respectives de 53,6 % et de 62,0 %.

Rapprochés au volume total des dépôts, les dépôts à vue ont représenté 77,7 % contre 20,8 % et 1,5 % pour les dépôts à terme et ceux à régime spécial.

Le flux des dépôts à vue a représenté 27,57 % de la variation du total des dépôts contre 10,0 % pour les dépôts à terme et 0,81 % pour ceux à régime spécial.

Tableau I|4|7 Evolution des dépôts bancaires
(en milliards de CDF)

	2019	2020	2021	2022	2023
Dépots à vue	7 943,68	12 754,19	17 645,08	18 633,59	25 056,05
Dépots à terme	2 420,80	2 942,09	4 572,87	4 359,97	6 697,31
Dépots à regime spécial	108,33	130,30	219,68	304,86	493,94
Total des dépots	10 472,81	15 826,57	22 437,63	23 298,42	32 247,30

Source : Banque Centrale du Congo

Encours des dépôts suivant la monnaie de constitution

Les dépôts en monnaies étrangères se sont situés à 28.963,8 milliards de CDF, traduisant une croissance annuelle de 50,1 %. Par contre, les dépôts en monnaie nationale ont connu un recul de 18,0 % pour atteindre 3.283,5 milliards de CDF à fin décembre 2023. Ce comportement tient de la situation observée sur le marché des biens et services et celui des changes. Dans un tel contexte, les agents économiques ont procédé à la conversion d'une partie de leurs dépôts en CDF en monnaies étrangères.

La structure des dépôts reste dominée par ceux en devises, représentant 89,8 % du total en 2023 contre 82,8 % en 2022.

Graphique I|4|17 Structure des dépôts suivant la monnaie
(en pourcentage du total)

Source : Banque Centrale du Congo.

PARTIE II

POLITIQUES ECONOMIQUES ET PERSPECTIVES

II|1 Politiques conjoncturelles

II|1|1 Politique budgétaire

L'orientation budgétaire s'est inscrite dans la poursuite du renforcement de la viabilité budgétaire à travers le strict respect du Pacte de stabilité proscrivant tout recours au financement monétaire et des engagements pris le cadre du programme économique avec le FMI appuyé par la FEC, notamment la mobilisation accrue des ressources domestiques et la rationalisation des dépenses.

Les déficits de trésorerie réalisés en infra-annuels ont été entièrement couverts par (i) les excédents de trésorerie consécutifs aux rentrées réalisées lors des échéances fiscales, (ii) les ressources des émissions des Bons et Obligations du Trésor ainsi que (iii) les appuis budgétaires reçus des partenaires financiers.

C'est dans ce cadre que la stratégie de la dette à moyen terme (SDMT), sur la trajectoire 2021-2023, devrait intercepter les sources de financement alternatives devant servir des moyens de financement de l'Etat.

Par ailleurs, à fin décembre 2023, l'encours de la dette publique s'est chiffré à 10,6 milliards de USD contre 9,5 milliards une année auparavant. Cette tendance haussière se justifie principalement par la comptabilisation de nouveaux engagements extérieurs.

La dette intérieure a atteint 3,7 milliards de USD au cours de la période sous revue, impulsée par les Bons et Obligations du Trésor ainsi que par les arriérés budgétaires de plus d'un an de l'administration centrale. Ces derniers concernent les créances de la Banque Centrale du Congo sur l'Etat et les arriérés intérieurs certifiés.

L'analyse des indicateurs des coûts et risques révèle que le coût global de la dette publique de la RDC est relativement bas, soit 1,1 % de taux d'intérêt moyen du portefeuille. Ceci s'explique par le fait que la totalité des emprunts est contractée à des taux fixes. Le pays est fortement exposé au risque de refinancement, induit par les instruments du marché intérieur de la dette. De même, le portefeuille de la dette est vulnérable au risque de change, en raison de la prédominance de la dette extérieure.

Cadre de mise en œuvre opérationnelle de la politique budgétaire

En phase avec le Programme d'Actions du Gouvernement sur la période 2019-2023, le cadre de mise en œuvre de la politique budgétaire s'appuie sur :

- les dispositions motrices de la loi relative aux finances publiques (LoFiP) ;
- la loi de finances de l'exercice concerné ;
- le respect du Pacte de stabilité d'août 2020, lequel se fonde sur le dispositif de gestion sur la base caisse et le non recours au financement monétaire du déficit public ;
- le renforcement de la coordination entre la politique budgétaire et monétaire ;
- le renforcement de la gouvernance et de la transparence ;
- les autres textes règlementaires relatifs à la gestion des finances publiques.

Politiques mises en œuvre et réformes engagées

Dans le cadre de l'assainissement de la gestion de la trésorerie de l'Etat et du renforcement de l'efficacité de la politique budgétaire, le Gouvernement a inscrit les travaux de basculement du « budget à mode moyens » vers la « budgétisation en mode programme », l'opérationnalisation de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique à travers le réseau national des comptables publics et la mise en service du compte unique comme actions prioritaires. Ces actions se sont inscrites en droite ligne avec les dispositions de la loi relative aux finances publiques (LOFIP).

C'est dans ce cadre que le gouvernement et la Banque centrale du Congo se sont employés dans la finalisation du processus de recapitalisation de la Banque sanctionnée par la signature de la convention ad hoc et la mise en œuvre de la stratégie d'apurement des arriérés intérieurs par la titrisation.

En ce qui concerne les dépenses à caractère social, il y a lieu de souligner la poursuite de la gratuité de l'enseignement primaire et la couverture santé universelle, avec l'entame de la gratuité de la maternité.

Ainsi, le gouvernement a publié les rapports ci-après :

- le Rapport annuel consolidé sur l'utilisation des allocations DTS du FMI dont le pays avait bénéficié en août 2021 ;

- le Rapport de suivi de l'exécution du PDL-145T. Ce rapport fait une brève présentation du PDL-145T et du mode de financement retenu. En outre, il retrace (i) l'exécution technique présentant les principales réalisations, (ii) l'exécution financière ainsi que (iii) les contraintes, Perspectives et Recommandations ;

- le Rapport sur les dépenses publiques exécutées en procédure d'urgence à fin décembre 2023, avec un focus sur le respect du seuil de 10 % de ces dépenses sur l'ensemble, conformément aux engagements pris avec le FMI.

II|1|2 Politique monétaire

En 2023, la Banque Centrale du Congo a mené une politique monétaire restrictive dans le but de lutter contre la résurgence des pressions observées tant sur le marché des biens et services que sur celui des changes. En effet, d'une année à l'autre, la monnaie nationale s'est dépréciée de 24,4 %, portant l'inflation à 23,8 %. Cette situation découle des effets des chocs externes et internes sur l'économie congolaise.

Les chocs externes procèdent notamment de (i) l'aggravation du déficit du compte courant de la balance des paiements, (ii) la baisse des cours des principaux produits d'exportation du pays, (iii) la détérioration des termes de l'échange et (iv) la baisse des donations extérieures.

Au niveau interne, nonobstant la poursuite du financement sain par le Gouvernement, la forte concentration des dépenses publiques en monnaie nationale, en un laps de temps très court, entraine une hausse substantielle des avoirs libres des banques commerciales. Cette dernière occasionne des chocs transitoires sur la demande de devises au cas où ces injections de la liquidité dépassent les capacités de ponction des titres de la BCC.

Cependant, ces chocs demeurent transitoires tant que l'équilibre budgétaire est maintenu sur la durée; ce qui justifie la politique monétaire restrictive menée par la Banque Centrale du Congo.

Dans ce contexte, la BCC a procédé, à trois reprises, au relèvement de son taux directeur. Ce dernier s'est établi à 25,0 % en décembre 2023 contre un niveau de 8,25 % en 2022. De même, le coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à vue en monnaie nationale est passé de 0,0 % à 10,0 %. L'Institut d'Emission a poursuivi avec les élargissements des fourchettes d'appel d'offre de ses titres.

Comportement des facteurs de la liquidité bancaire et modification des instruments

Comportement des facteurs de la liquidité bancaire

Au cours de l'année sous analyse, l'interaction entre les facteurs autonomes et institutionnels de la liquidité s'est soldée par une injection de la liquidité de 903,6 milliards de CDF, inférieure à celle programmée de 1.789,5 milliards.

Cette situation résulte de l'injection opérée par les facteurs autonomes de 730,7 milliards de CDF et par celle des facteurs institutionnels de 172,9 milliards.

Tableau II|1 Évolution des facteurs de la liquidité bancaire (Flux en milliards de CDF)

	Premier semestre			Deuxième semestre			Année 2023		
	Flux prog.	Flux réal	Ecart	Flux prog.	Flux réal	Ecart	Flux prog.	Flux réal	Ecart
Facteurs autonomes (hors circul fiduc.)	-581,8	-123,1	458,7	2006,3	853,8	-1152,5	1914,2	730,7	-1183,5
Facteurs institutionnels	-117,4	72,0	189,4	242,1	-244,9	-487,0	124,7	-172,9	-297,6
Fact Instit. Fact. Auton.	-464,4	-195,1	269,3	1764,3	1098,7	-665,5	1789,5	903,6	-885,9

Source : Banque Centrale du Congo.

Au premier semestre de l'année, l'interaction entre les mouvements des facteurs de la liquidité révèle une ponction de la liquidité de 195,1 milliards de CDF contre un retrait programmé de 464,4 milliards. Les facteurs institutionnels ont ponctionné 72,0 milliards de CDF contre un reflux de 123,1 milliards pour les facteurs autonomes.

Par contre, au second semestre, l'interaction entre les mouvements des facteurs de la liquidité renseigne des injections opérées tant par les facteurs autonomes que par ceux institutionnels à hauteur respectivement de 853,8 milliards de CDF et 244,9 milliards.

Facteurs autonomes de la liquidité

En 2023, l'injection des facteurs autonomes s'est située à 730,7 milliards de CDF contre un niveau programmé de 1.914,2 milliards. Cette injection, inférieure à la programmation, a été favorisée par une ponction plus que prévue des actifs intérieurs nets et une injection des actifs extérieurs nets en deçà de la programmation.

La ponction exercée par les actifs intérieurs nets résulte, d'un côté, du reflux de la liquidité provenant des autres postes hors Bon BCC, incluant la réserve obligatoire en devises de 1.854,3 milliards de CDF et, de l'autre, de l'injection exercée par les crédits intérieurs de l'ordre de 446,6 milliards. Cette dernière procède essentiellement de la hausse des créances nettes sur l'administration centrale.

Tableau II|2 Évolution des facteurs autonomes de la liquidité
(flux en milliards de CDF)

	Premier semestre			Deuxième semestre			Année 2023		
	Flux prog.	Flux réal	Ecart	Flux prog.	Flux réal	Ecart	Flux prog.	Flux réal	Ecart
Facteurs autonomes (hors circul fiduc.)	-581,8	-123,1	458,7	2006,3	853,8	-1152,5	1914,2	730,7	-1183,5
Actifs extérieurs nets (AEN)	680,2	743,9	63,7	2184,2	1394,5	-789,7	2864,4	2138,4	-726,0
Actifs intérieurs nets (AIN)	-1262,0	-867,0	395,0	-177,8	-540,7	-362,9	-950,2	-1407,7	-457,5
Crédits intérieurs	-343,8	243,2	587,0	675,3	203,4	-471,9	442,7	446,6	3,9
Créances nettes sur l'administration centrale (CNE)	-154,5	117,1	271,6	277,5	568,8	291,2	123,1	685,9	562,8
Créances sur BCM (RME)	-192,9	185,9	378,8	35,9	-261,1	-296,9	-157,0	-75,2	81,9
Créances sur secteur privé	26,0	29,4	3,3	19,6	-1,4	-21,0	45,6	28,0	-17,6
Autres	-22,5	-89,2	-66,7	342,4	-102,9	-445,3	431,0	-192,1	-623,1
APN hors Bons BCC + RO en devises	-918,2	-1110,2	-192,0	-853,1	-744,1	109,1	-1392,9	-1854,3	-461,4

Source : Banque Centrale du Congo.

En rythme semestriel, l'évolution de la liquidité bancaire laisse transparaitre ce qui suit :

- au premier semestre, le retrait de la liquidité opéré par les facteurs autonomes a atteint 123,1 milliards de CDF contre une ponction prévue de 581,8 milliards. Cette orientation de la liquidité est tributaire de la ponction provenant des actifs intérieurs nets de 867,0 milliards de CDF, atténuée par l'injection des actifs extérieurs nets de 743,9 milliards. Le reflux exercé par les actifs intérieurs nets tient de la baisse des autres postes hors Bons BCC, incluant la réserve obligatoire en devises de 1.110,2 milliards de CDF, alors que les crédits intérieurs ont augmenté de 243,2 milliards de CDF ;

- au second semestre, les facteurs autonomes ont injecté 853,8 milliards de CDF contre un flux programmé de 2.006,3 milliards. Ce comportement découle de l'injection opérée par les actifs extérieurs nets de 1.394,5 milliards de CDF, contrebalancée par le retrait de la liquidité des actifs intérieurs nets de 540,7 milliards. L'évolution des actifs intérieurs nets fait suite à la baisse des autres postes hors Bons BCC, incluant la réserve obligatoire en devises de 744,1 milliards de CDF, et à la hausse des crédits intérieurs de 203,4 milliards.

Comportement des facteurs institutionnels

En 2023, les facteurs institutionnels découlant de la manipulation des instruments de la politique monétaire ont exercé une injection de 172,9 milliards alors qu'il avait été programmé un retrait de la liquidité de 124,7 milliards. Cette situation procède des injections opérées par l'encours de refinancement et celui du Bon BCC, lesquels ont injecté respectivement 234,0 milliards de CDF et 18,0 milliards. Ces injections ont été contrebalancées par une ponction de la réserve obligatoire de 79,1 milliards de CDF.

Pour ce qui est de l'encours du Bon BCC, il a enregistré une baisse au mois de décembre de l'exercice sous revue en dépit des élargissements des fourchettes d'appel d'offre. Cette situation s'explique par l'augmentation du volume des retraits en monnaie nationale auprès des banques sur fond des festivités de fin d'année et de la tenue des élections.

Par contre, la ponction exercée par la réserve obligatoire est le corollaire du relèvement du coefficient sur les dépôts en monnaie nationale intervenu le 19 juin 2023. Néanmoins, la faiblesse de la ponction est justifiée par les dégels de la réserve obligatoire cristallisée en septembre et décembre 2023.

Tableau II|3 Évolution des facteurs institutionnels de la liquidité
(flux en milliards de CDF)

	Premier semestre			Deuxième semestre			Année 2023		
	Flux prog.	Flux réal	Ecart	Flux prog.	Flux réal	Ecart	Flux prog.	Flux réal	Ecart
Facteurs institutionnels	-117,4	72,0	189,4	242,1	-244,9	-487,0	124,7	-172,9	-297,6
a) Encours Bons BCC	-58,0	72,0	130,0	100,0	-90,0	-190,0	42,0	-18,0	-60,0
b) Réserve Obligatoire	-59,4	0,0	59,4	142,1	79,1	-63,0	82,7	79,1	-3,6
c) Encours refinancement	0,0	0,0	0,0	0,0	234,0	234,0	0,0	234,0	234,0

Source : Banque Centrale du Congo.

S'agissant de l'analyse semestrielle, il importe de relever que, durant la première partie de l'année, les facteurs institutionnels ont ponctionné 72,0 milliards de CDF contre une injection prévue de 117,4 milliards de CDF. Ce reflux de la liquidité résulte essentiellement de l'action du Bon BCC.

Au second semestre, les facteurs institutionnels ont procédé à une injection à hauteur de 244,9 milliards de CDF contre une ponction prévue de 242,1 milliards. Ce comportement découle principalement des injections exercées par l'encours de refinancement et celui du Bon BCC à hauteur respectivement de 234,0 milliards de CDF et de 90,0 milliards.

Manipulation des instruments de la politique monétaire

Taux directeur

En 2023, la Banque Centrale du Congo a, à trois reprises, procédé au relèvement de son principal instrument. En effet, le taux directeur est passé de 8,25 % à 9,0 % au 22 mars, puis à 11,0 % au 19 juin, avant d'atteindre 25,0 % le 08 août 2023.

Ces relèvements avaient pour objectifs de lutter contre les tensions inflationnistes à travers la réalisation d'un taux réel positif et d'améliorer de l'attractivité du Bon BCC.

Graphique II|1 Evolution du taux directeur nominal et réel (en %)

Source : Banque Centrale du Congo.

Le taux directeur réel est passé de -4,9 points à 1,2 point, attestant du durcissement de l'orientation de cet instrument.

Coefficient de la réserve obligatoire

En 2023, la Banque Centrale du Congo a procédé à la hausse du coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à vue en monnaie nationale. Ce dernier est passé de 0,0 % à 10,0 % le 19 juin 2023. Cette mesure visait à lutter contre l'expansion de la liquidité bancaire en monnaie nationale.

Par contre, les autres coefficients de la réserve obligatoire ont été maintenus inchangés, à savoir : 0,0 % pour les dépôts en monnaie nationale à terme; 13,0 % et 12,0 % respectivement pour les dépôts à vue et à terme en monnaies étrangères.

Du point de vue opérationnel, à partir de juillet 2023, la Banque Centrale du Congo a abandonné la méthode de calcul de la réserve obligatoire en monnaie nationale sur la base des moyennes au profit de celle d'une stérilisation complète. Cette dernière a permis de limiter la volatilité des avoirs libres des banques.

Encadré 1|2 Historique de l'évolution de la réserve obligatoire en République Démocratique du Congo

Durant les années 1990, la République Démocratique du Congo était en proie à une grave crise économique, marquée par la présence du binôme « hyperinflation/récession ». Cette situation mortifère résultait tant des chocs d'offre que de demande. Les premiers chocs procédaient de l'effondrement de l'activité minière, à la suite de l'éboulement de la mine de KAMOTO et, les seconds, de l'expansion exponentielle de l'offre de monnaie nationale, résultant des financements monétaires excessifs des déficits publics. L'écoulement monétaire a été aggravé par les déficits de trésorerie des banques commerciales en difficulté, incapables de rembourser les refinancements reçus de la Banque Centrale et se nourrissant des frais de tenue de compte prélevés sur des comptes à découvert de leurs clients, représentant une double création monétaire. A cela s'est ajoutée la criminalisation de l'économie avec l'injection parallèle des signes monétaires échappant au contrôle de la Banque Centrale. Loin de contrer l'expansion démesurée de l'offre de monnaie, la politique monétaire de la Banque Centrale, par la pratique des taux d'intérêts réels largement négatifs, a accompagné le malaise à telle enseigne qu'entre 1989 et 2001, la variation de l'offre de monnaie a été en moyenne de 1700 %.

Pour remédier à l'expansion des liquidités monétaires, plusieurs solutions avaient été proposées, à savoir : (i) la limitation du financement monétaire du déficit public ; (ii) l'éradication de l'injection parallèle des signes monétaires ; (iii) la liquidation des banques en difficulté et (iv) l'officialisation de la dollarisation de l'économie. Par cette dernière mesure, les autorités entendaient mitiger l'expansion de l'offre de monnaie en monnaie nationale. Avec la fuite devant la monnaie nationale causée par l'hyperinflation, une mutation progressive de la structure de l'offre de monnaie s'est opérée au profit des disponibilités en devises.

Deux mesures ont notamment été proposées du côté de la politique monétaire conventionnelle. Il s'agit du maintien de la positivité et de la flexibilité des taux d'intérêt réels ainsi que de la modification du mode de calcul de la réserve obligatoire avec l'extension aux dépôts en devises.

S'agissant précisément de la réserve obligatoire, il sied de préciser que son mode de calcul a subi plusieurs modifications durant les 30 dernières années. Ces évolutions peuvent être présentées en quatre phases.

Situation avant 2002

L'assiette, donc la base de calcul de la réserve obligatoire, était constituée uniquement des dépôts en monnaie nationale (à court et moyen termes).

Illustration 1 :

Soit la situation des dépôts suivante :

Tableau II|4 Calcul de la réserve obligatoire avant 2002

Cours de change 1 USD=2000 CDF			Coefficient de la réserve obligatoire (en %)	Réserve obligatoire levée
Assiettes	(en CDF)	Contrepartie en CDF		CDF
Dépôts en monnaie nationale (à court et à long termes)	2 500 000,00	2 500 000,00	5,00	125 000,00
	(en USD)			
Dépôts à vue en devises (à court et à long termes)	2 200,00	4 400 000,00	-	
TOTAL		6 900 000,00		125 000,00

Source : Banque Centrale du Congo.

En considérant un total des dépôts en monnaie nationale de 2.500.000,0 CDF, avec un coefficient de la réserve obligatoire unique de 5,0 % y appliqué, le montant à constituer comme réserve obligatoire devrait se situer à 125.000 CDF.

Entre 2002 et octobre 2013

Durant cette période, afin de lutter contre les conséquences de l'expansion de la liquidité en monnaie nationale, la réserve obligatoire était appliquée sur l'ensemble des dépôts (monnaie nationale et monnaies étrangères) mais levée uniquement en monnaie nationale.

Illustration 2 :

Tableau II|5 Calcul de la réserve obligatoire entre 2002 et 2013

Cours de change 1 USD=2000 CDF			Coefficient de la réserve obligatoire (en %)	Réserve obligatoire lévée
Assiettes	(en CDF)	Contrepartie en CDF		
Dépôts en monnaie nationale (à court et à long termes)	2 500 000,00	2 500 000,00		
	(en USD)			
Dépôts à vue en devises (à court et à long termes)	2 200,00	4 400 000,00		
TOTAL		6 900 000,00	5,00	345 000,00

Source : Banque Centrale du Congo.

Considérant cet exemple, la ponction serait portée à 345.000 CDF (125.000 CDF + 220.000 CDF). Elle correspond donc à l'application du coefficient sur l'ensemble des dépôts (2.500.000 CDF + 2.200 USD), converti en monnaie nationale, soit 6.900.000 CDF. Toutefois, la levée est effectuée seulement en monnaie nationale, ce qui affecte le niveau des avoirs libres des banques en les livres de la Banque Centrale et, partant, les réserves excédentaires alors que le niveau des dépôts en devises demeure intact.

Au regard de la théorie du multiplicateur relevant que le potentiel d'octroi des crédits dépend du niveau des réserves excédentaires des banques, le processus d'octroi de crédit en monnaie nationale va se ralentir progressivement alors que celui en devises continue à évoluer normalement. La dollarisation s'en est trouvée renforcée.

De 2013 à décembre 2021

Pendant cette période, la Banque Centrale du Congo a successivement procédé à l'instruction consistant en la discrimination des réserves obligatoires selon la maturité et la monnaie des dépôts. La première discrimination visait à pousser les banques commerciales dans la collecte des ressources longues nécessaires au financement de l'économie en monnaie nationale. La seconde, quant à elle, devrait contribuer à la dédollarisation de l'économie nationale.

Illustration 3 :

Tableau II|6 Calcul de la réserve obligatoire entre 2013 et 2021

Cours de change 1 USD=2000 CDF			Coefficient de la réserve obligatoire	Réserve obligatoire levée
Assiettes	(en CDF)	Contrepartie en CDF		
Dépôts à vue en M.N	2 000 000,00	2 000 000,00	7,00	140 000,00
Dépôts à terme en M.N.	500 000,00	500 000,00	5,00	25 000,00
	(en USD)			
Dépôts à vue en devises	2 000,00	4 000 000,00	13,00	520 000,00
Dépôts à terme en devises	200,00	400 000,00	12,00	48 000,00
TOTAL		6 900 000,00		733 000,00

Source : Banque Centrale du Congo.

Pour ce qui est de la nature des dépôts, les coefficients appliqués sur les dépôts en monnaie nationale sont inférieurs à ceux sur les dépôts en devises. S'agissant de la maturité, les coefficients appliqués sur les dépôts à terme sont inférieurs à ceux appliqués sur les dépôts à vue.

Cependant, comme la levée de la réserve obligatoire continue à être opérée en monnaie nationale, les réserves en monnaie nationale deviennent de plus en plus insuffisantes, contrariant ainsi l'expansion du crédit en monnaie nationale au profit des crédits en devises.

A partir de mars 2020, les coefficients de réserve obligatoire appliqués sur les dépôts en monnaie nationale sont ramenés à zéro, indistinctement des maturités. La seule ponction de la liquidité en monnaie nationale via la réserve obligatoire est opérée à partir de la levée en monnaie nationale des réserves obligatoires assises sur les dépôts en monnaies étrangères.

A partir de 2022

L'année 2022 a été marquée par l'entrée en vigueur de la réforme portant levée de la réserve obligatoire selon la monnaie des dépôts. Seule la levée de la réserve obligatoire en devises était opérée en 2022. De ce fait, la réserve obligatoire n'avait occasionné aucune ponction en tant que facteur institutionnel de la liquidité à cause du niveau nul des coefficients appliqués sur les dépôts en monnaie nationale.

D'où, la réforme devrait restaurer progressivement le financement de l'économie en monnaie nationale et contribuer beaucoup plus efficacement à la lutte contre la dollarisation de l'économie nationale.

Illustration 4 :

Tableau II|7 Calcul de la réserve obligatoire à partir de 2022

Situation au 31 décembre 2021					Situation au 31 décembre 2022			
Cours de change 1 USD=2000 CDF			Coefficient de la réserve obligatoire (en %)	Réserve obligatoire cantonnée	Cours de change 1 USD=2200 CDF	Flux des dépôts en devises	Coefficient de la réserve obligatoire (en %)	Réserve obligatoire levée
Assiettes	(en CDF)	Contrepartie en CDF			(en CDF)			
Dépôts à vue en M.N	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00	0,00	3 000 000,00		0,00	0,00
Dépôts à terme en M.N.	500 000,00	500 000,00	0,00	0,00	600 000,00		0,00	0,00
	(en USD)			(en CDF)	(en USD)	(en USD)		
Dépôts à vue en devises	2 000,00	4 000 000,00	13,00	520 000,00	2 500,00	500,00	13,00	65,00
Dépôts à terme en devises	200,00	400 000,00	12,00	48 000,00	340,00	140,00	12,00	16,80
TOTAL		6 900 000,00		568 000,00				81,80

Source : Banque Centrale du Congo.

Ladite réforme comporte deux étapes. Dans la première, il s'agit de :

- constituer la RO en devises pour tous les dépôts additionnels à partir de la date du 31 décembre 2021 ;
- cristalliser toute la RO en monnaie nationale issue de l'ancien système ;
- considérer, comme assiette de calcul de la RO, la moyenne des dépôts à chaque fin de semaine et non plus le stock à chaque fin du mois.

En effet, en considérant l'exemple présenté dans le tableau 4, le calcul de la réserve obligatoire ne porte que sur 4.400.000 CDF, représentant la contrevaleur en monnaie nationale de 2.200 USD des dépôts en devises du système bancaire. La réserve obligatoire y prélevée de 568.000 CDF à fin décembre 2021 est cantonnée.

Par contre, celle portant sur les dépôts en devises est calculée sur base des flux, soit une réserve obligatoire de 81,8 USD. La première phase de la réforme s'est justifiée par le fait qu'avec un changement brusque, la Banque Centrale du Congo aurait injecté d'un seul coup 568.000 CDF en contrepartie de 284 USD (568.000 CDF/2000) retirés du système bancaire. Ce qui pouvait provoquer une déstabilisation du cadre macroéconomique.

Dans la seconde étape, la Banque Centrale du Congo devrait procéder au dégel progressif du stock cristallisé à la première étape, à savoir les 568.000 CDF. Aussi, elle devrait déterminer la proportion de ce montant à transformer chaque année en devises, la contrevaleur en CDF étant retournée aux banques commerciales. Le processus devrait se poursuivre jusqu'à l'épuisement de ce montant, c'est-à-dire créer une adéquation suivant les monnaies entre les dépôts et les titres avec la RO constituée.

Etat des objectifs de la politique monétaire

A l'instar de la situation observée l'année précédente, en 2023, tous les objectifs de la politique monétaire ont connu des dépassements, à l'exception de l'objectif intermédiaire constitué de l'offre de monnaie en monnaie nationale. En effet, le niveau général des prix s'est accru de 23,8 % contre une cible à moyen terme de 7,0 %. Ce résultat découle notamment de l'accélération de la dépréciation de la monnaie nationale.

La base monétaire s'est accrue de 19,4 %, en léger dépassement face à un accroissement prévu de 18,5 %. Par contre, l'offre de monnaie, hors provisions et dépôts en devise, a progressé de 14,3 % alors qu'il a été prévu une croissance de 17,2 %.

Graphique II|2 Objectifs de la politique monétaire (en pourcentage)

Source : Banque Centrale du Congo.

II|1|3 Politique de change

Cadre général et conduite de la politique de change

La Banque Centrale du Congo a mené sa politique de change, sur fond d'un contexte économique international globalement difficile. En effet, l'environnement extérieur a continué à se ressentir des chocs récurrents observés au cours des exercices antérieurs. Il s'agit des dommages collatéraux

de la guerre en Ukraine, des tensions géopolitiques sur la politique monétaire au niveau des économies avancées ainsi que des effets latents de la pandémie de Covid-19 et du changement climatique.

Ces chocs ont affecté l'économie congolaise à travers quatre principaux canaux, à savoir : (i) le canal du commerce extérieur et (ii) le canal de l'aide publique au développement.

En effet, dans un contexte d'une relative stabilité des importations des biens et services, les exportations congolaises se sont relativement contractées, se situant à 42,5 % du PIB contre 43,4 % en 2022.

Par ailleurs, avec la détérioration de l'économie au plan mondial, les donations extérieures au profit de la RDC ont été de 2.704,1 millions de USD contre 3.226,9 millions de USD en 2022.

Objectifs de la politique de change

Sur fond de la poursuite de la mise en œuvre du régime des changes flottants, les deux principaux objectifs de la politique de change de la BCC ont été maintenus en 2023. Il s'agit du lissage de la volatilité du taux de change et de l'accumulation des réserves internationales.

Evaluation des objectifs de la politique de change

Marché des changes

Au cours de l'année 2023, le franc congolais a été confronté à de fortes fluctuations causées par une pression quasi continue sur la demande des devises étrangères, suite aux effets nocifs relevés précédemment.

Encadré 1|3 L'avenir du dollar américain en tant que monnaie internationale dans un monde de plus en plus fragmenté

Par définition, une monnaie internationale est la devise de l'économie la plus importante ou de l'économie dominante, ayant des marchés financiers développés, solides, liquides et soutenus par de solides infrastructures juridiques (Cohen, 2015). Cohen souligne également que plusieurs autres éléments d'ordre politique sont aussi à prendre à compte, notamment l'importance de la diplomatie de l'hégémon, sa puissance militaire et sa capacité à mener des politiques économiques anti-crises.

Le dollar américain est largement reconnu comme étant la principale monnaie de réserve mondiale depuis près de huit décennies. Cette situation remonte des accords de Bretton Woods, lesquels donnaient au dollar un rôle central du système monétaire international. Il devient donc la monnaie d'ancrage des autres monnaies. Il convient de relever que ce rôle central ne tient qu'à la position hégémonique des Etats-Unis du point de vue économique et militaire au lendemain de la seconde guerre mondiale.

En dépit du déclin du système de Bretton Woods au début des années 70, le dollar est resté indispensable dans un environnement de change flottant, en raison notamment de la forte financiarisation de l'économie mondiale et de la solidité de l'économie américaine. Cependant, avec le développement d'un monde de plus en plus multipolaire ainsi que l'amenuisement du poids économique des Etats-Unis ces dernières années et l'avènement de l'euro, d'aucuns s'interrogent sur la primauté du dollar américain dans le temps.

L'intensification des tensions géopolitiques, la fragmentation géoéconomique ainsi que les sanctions prises par les autorités américaines à l'endroit de certains pays alimentent le souhait de voir émerger des alternatives au dollar américain. Aussi, faudrait-il relever que dans le cadre des dispositions du droit américain relatives à l'extraterritorialité, les autorités américaines utilisent le dollar américain comme une arme en période de tension géopolitique, ce qui contribue à étendre leur zone d'influence. A ce sujet **Frankel (2023)** discutant de l'impact des tensions géopolitiques et des sanctions sur le statut du dollar américain, estime que si les sanctions sont bien ciblées et temporaires, elles peuvent avoir un effet limité sur la confiance envers le dollar. En revanche, des sanctions plus larges et prolongées pourraient éroder la position du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale.

Ces développements géopolitiques ont le potentiel de remodeler le paysage des monnaies de réserve mondiales et de remettre en question la position dominante du dollar comme l'atteste le graphique ci-dessous.

Graphique II|3 Evolution de la part du dollar américain dans le portefeuille de réserves de change mondiale

Source : Auteur, sur base des données du COFER[1]

Face à cette situation, bon nombre des pays, notamment la Russie et la Chine ont amorcé un processus de dédollarisation de leurs économies, à travers notamment : (i) la réduction de la part du dollar dans leurs réserves, (ii) la vente des titres de dettes américaines, (iii) l'émission des obligations en d'autres monnaies que le dollar américain, (iv) l'organisation du commerce international en d'autres monnaies, (v) le développement d'autres alternatives au réseau interbancaire SWIFT et (vi) les réflexions pour la création des monnaies numériques.

[1] Currency Composition of Official Foreign Exchange Table 1 : World Currency Composition of Official Foreign Exchange Reserves - IMF Data

A titre illustratif, les sanctions prises par les autorités américaines et européennes contre la Russie, à la suite de l'invasion en Ukraine, ont amené les autorités russes à contraindre l'achet des produits énergétiques (le gaz et pétrole) en Rouble en lieu et place du dollar. L'objectif était de contourner ces sanctions et d'atténuer leurs effets sur l'économie russe, particulièrement, d'éviter des fortes dépréciations du Rouble. De même, la Chine dont le poids économique à l'échelle mondiale a fortement augmenté ces dernières années, a cherché à renforcer l'utilisation du renminbi dans le commerce international, élargi la portée de son marché financier pour attirer des investisseurs internationaux et réduit la part de ses réserves en dollar. Ces initiatives reflètent une volonté croissante de diversifier les réserves mondiales et de réduire la dépendance au dollar.

Graphique II|4 Réserves allouées par devises à fin 2023

Source : Auteur, sur base des données du COFER

La lecture des statistiques sur les réserves détenues par les banques centrales révèle une baisse progressive de la part des réserves détenues en dollar américain, bien qu'elle demeure la part la plus importante et de loin supérieur à celle des devises concurrentes. En effet, d'après données publiées par le FMI sur la composition en monnaies des réserves des changes officielles (COFER), la part des réserves en dollars détenues par les banques centrales a chuté à 58,4 % à fin décembre 2023, venant de 65,4 % en 2016,soit le niveau le plus faible enregistré ces 25 dernières années.

Tableau II|8 Evolution des parts de différentes devises dans le portefeuille des réserves mondiales (en pourcentage)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
U.S. dollars	65,4	62,7	61,8	60,7	58,9	58,8	58,5	58,4
Euro	19,1	20,2	20,7	20,6	21,3	20,6	20,4	20,0
Renminbi	1,1	1,2	1,9	1,9	2,3	2,8	2,6	2,3
Yen	4,0	4,9	5,2	5,9	6,0	5,5	5,5	5,7
Livres sterling	4,3	4,5	4,4	4,6	4,7	4,8	4,9	4,8

Source : BCC, sur base des données du COFER

Toutefois, il y a lieu de relever que malgré la tendance à trouver des alternatives au dollar américain, notamment avec l'euro et le Renminbi, l'horizon d'un déclin de la suprématie du dollar comme monnaie internationale semble éloigné. Cette situation tient principalement des éléments ci-après :

- la profondeur des marchés financiers américains, comparée aux marchés financiers européens et chinois. En effet, les marchés financiers absorbent un volume important des transactions. Ils sont suffisamment liquides et disposent des actifs sûrs, lesquels renforcent la confiance des investisseurs envers le dollar en période de chocs et d'incertitudes ;
- le dollar américain reste l'unité de compte dans les principaux marchés des produits de base, notamment les marchés de l'énergie (pétrole, gaz), produits alimentaires et des métaux ;
- l'absence des alternatives à court terme, en raison de la faible influence géopolitique de l'euro et du renminbi, principales monnaies qui tentent de rivaliser au dollar ;
- le dollar contribue à la réduction du nombre des échanges bilatéraux de devises.

En outre, il convient de relever que la plupart des économies souhaitant la fin de l'hégémonie du dollar en sont fortement dépendants. C'est le cas particulièrement de la Chine. En effet, une dépréciation de la monnaie américaine aurait pour conséquence d'entrainer une perte de la richesse. Aussi, le renminbi fluctue-t-il autour du dollar américain, ce qui amènerait la banque centrale de la Chine à surveiller les marges de fluctuation, afin d'éviter de faire peser des lourdes conséquences sur l'économie chinoise et sur sa compétitivité.

En conclusion, malgré la tendance baissière, le dollar américain reste la principale monnaie internationale car elle remplit les trois caractéristiques essentielles, à savoir : (i) une monnaie d'intervention sur le marché des changes, (ii) une monnaie d'ancrage pour les autres monnaies et (iii) une monnaie de réserve, inspirant plus confiance. Ainsi, l'économie mondiale demeure toujours organisée autour du dollar américain.

L'avenir du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale dépendra de l'évolution des tensions géopolitiques et des politiques économiques mises en œuvre par les grandes puissances. Les décisions prises par les acteurs clés, notamment les États-Unis, la Russie, la Chine et l'Union européenne, auront un impact significatif sur la dynamique des réserves mondiales et sur le rôle du dollar.

Taux de change

A fin 2023, le taux de change indicatif s'est établi à 2.668,95 CDF le dollar américain contre 2.016,91 CDF en 2022, soit un taux de dépréciation de 24,43 %. Sur le marché parallèle, ce taux s'est situé à 2.686,67 CDF le dollar américain soit une dépréciation de 20,41 % comparativement à 2022.

Graphique II|5 Evolution du taux de change
(CDF le dollar américain)

Source : Banque Centrale du Congo.

L'évolution notée du taux de change en 2023 s'explique par les faits ci-après :

- l'accélération du déficit du compte courant de la Balance des Paiements, tiré en grande partie par les sorties au titre des paiements des importations des services et la baisse des entrées au titre des donations extérieures;
- l'accroissement des dépenses publiques notamment celles de souveraineté et de sécurité sur les six derniers mois de l'année, pour causes de recrudescence du conflit à l'Est du pays. Ce qui a conduit à l'expansion de la base monétaire non suffisamment compensée par les capacités d'absorption de la liquidité par la Banque Centrale ;
- les besoins cycliques de devises qui caractérisent le début de chaque année ;
- l'insuffisance de l'offre interne des devises suite à la stagnation des dépôts en monnaies étrangères dans les banques.

Graphique II|6 Variation cumulée du taux change
(CDF le dollar US)

Source : Banque Centrale du Congo.

Ecart taux Indicatif-Parallèle

En 2023, l'écart entre les taux indicatifs et parallèles s'est élargi, avec une moyenne de 3,7 % contre 2,8 % en 2022. L'écart le plus élevé, soit 14,0 %, a été atteint au mois de mars 2023.

Cette situation s'explique par la forte contraction de l'offre de devises traduite par un déficit cumulé du budget en devises de 256,5 millions de USD entre février et mars 2023, sur fond d'une demande accrue des devises sur le marché parallèle.

Graphique II|7 Ecart taux indicatifs - taux parallèles
(en %)

Source : Banque Centrale du Congo.

Réserves internationales

A fin décembre 2023, les réserves internationales se sont situées à 5.131,1 millions de USD, soit 2,77 mois d'importations de biens et services contre 4.382,9 millions de USD, soit 2,63 mois d'importations de biens et services, en 2022. Ce niveau de réserves en 2023 représente une reconstitution de 748,2 millions moins importante que celle de 1.631,6 millions de USD réalisée en 2022.

Cette évolution s'explique par :

1. la baisse de l'excédent du budget en devises consécutive au recul de l'excédent du compte des biens et services, la baisse de l'excédent du compte des revenus secondaires et la persistance d'un déficit important de la balance des revenus primaires.

2. la vente de 465,0 millions de USD après 457,7 millions en 2022.

Graphique II|8 Evolution des réserves de change

Réserves internationales (en millions de USD) Couverture d'importations

Source : Banque Centrale du Congo.

Contrairement à la situation observée en 2022 où les devises mobilisés au premier semestre de l'année, soit 2.856,81 millions de USD, étaient supérieures à celles enregistrées au second semestre, soit 2.372,3 millions, la tendance a été inversée en 2023. En effet, 2.607,7 millions de USD ont été mobilisés au second semestre contre 1.487,0 USD au premier. Cette évolution s'explique notamment par la faiblesse des recettes minières mobilisées au cours des mois d'avril et mai 2023.

Graphique II|9 Flux mensuels des réserves de change (en millions de USD)

Source : Banque Centrale du Congo.

II|2 Politiques structurelles

En 2023, le Gouvernement de la République a poursuivi la mise en œuvre du Programme 145 Territoire, du projet de la gratuité de l'enseignement de base et lancé celui de la Couverture Santé Universelle (CSU) qui vise à supprimer les barrières financières à l'accès aux soins pour les personnes défavorisées ;

Concept couverture santé universelle

Depuis les années 70, le concept de couverture santé universelle (CSU) a été intégré dans la Déclaration d'Alma-Ata sur les soins de santé primaires. Il reflète la volonté de l'humanité de favoriser la solidarité et l'équité en matière de santé au fil des décennies.

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé «OMS», la CSU a été particulièrement mise en avant, compte tenu des inégalités d'accès aux services de santé qui se sont accentuées à travers le monde au cours de ces dernières années. En 2018, la déclaration d'Astana sur les soins de santé primaire, la couverture santé universelle et le développement durable a renforcé ce concept. Cette déclaration a exprimé un engagement à renforcer la mise en place de la prise en charge des soins de santé primaire au sein de systèmes de santé structurés et solides afin de garantir une couverture santé universelle qui est un aspect essentiel des Objectifs de Développement Durable.

– **Couverture santé universelle en RDC**

C'est depuis plus d'une dizaine d'années que les autorités de la RDC ont exprimé leur volonté de progresser vers une couverture santé universelle. Cette résolution a été notamment mise en évidence par (i) l'adoption au niveau du pays d'une stratégie sectorielle pour la santé, (ii) la mise en place des lois sur les mutuelles de santé et la santé publique et (iii) l'adoption d'un plan stratégique pour la Couverture Santé Universelle.

En effet, c'est en 2023 que la RDC a rendu effectif un des trois régimes inclus dans son Plan National Stratégique de la CSU 2020-2030 (PNS-CSU), à savoir le régime de gratuité des soins pour les femmes enceintes, les mères et les nouveau-nés, pour mettre en place un système d'assurance maladie adapté et ciblé à chaque catégorie de la population. Cette politique a été définie notamment pour faire face à la mortalité maternelle qui demeure encore importante, en lui facilitant l'accès aux soins de qualité. Néanmoins, il est important de signifier que sa mise en œuvre est progressive.

Ainsi, pour ce faire, le Fonds de Solidarité de Santé (FSS), qui est l'une des structures de mise en œuvre de la CSU en RDC, a reçu un budget de 41,7 millions de USD en vue d'assurer ce service dans la ville-province de Kinshasa, avant son déploiement dans les autres provinces. Des efforts ont été déployés pour que cette politique génère des résultats probants, tel que ressorti de cette expérience pilote conduite par le FSS au courant de la période sous revue. Il y a lieu d'indiquer une prise en charge de 52 % des accouchements à Kinshasa, soit 85.428, couverts par le FSS dans le cadre de ce programme.

II|3 Perspectives macroéconomiques

II|3|1 Perspectives économiques mondiales

Les prévisions du FMI et de l'OCDE tablent sur une croissance à moyen terme moins vigoureuse par rapport à la moyenne de la décennie qui a précédé la crise sanitaire de Covid-19. L'activité économique risque d'être obérée par la poursuite de la guerre en Ukraine, le conflit armé au Proche-Orient, la fragmentation géoéconomique et les effets néfastes du dérèglement climatique.

D'après les projections du FMI, l'augmentation du PIB réel mondial se chiffrerait à 3,2 % en 2024 et 2025 à l'instar des réalisations enregistrées en 2023. Pour l'OCDE, la croissance de l'activité économique mondiale devrait s'établir à 3,1 % en 2024 comme celle réalisée en 2023, avant de remonter légèrement à 3,2 % en 2025.

La vigueur de la croissance des pays émergents et en développement, observée pendant les deux décennies précédant la pandémie de Covid-19, au cours de laquelle la croissance moyenne était située à 5,5 %, devrait sensiblement baisser dans le moyen terme. Par conséquent, le rattrapage de niveau de vie des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire vers celui des pays industrialisés pourrait être plus long que prévu.

Cependant, la probabilité d'un rebond de la croissance potentielle est à considérer. Celle-ci proviendrait de la montée en puissance de l'Intelligence Artificielle (I.A.), avec tous ses effets d'entraînement, et qui pourrait aboutir à la relance de la croissance tendancielle de la productivité.

Graphique II|10 Profil de la croissance économique mondiale

(en pourcentage)

Source : Banque centrale du Congo, sur base des données du FMI.

S'agissant de l'inflation mondiale, elle devrait s'établir à 5,9 % en 2024 avant de ralentir à 4,5 % en 2025. La désinflation prévue procèderait notamment des effets des politiques monétaires restrictives des principales banques centrales. Les pays avancés retrouveraient leur niveau cible plus rapidement que les pays émergents et les pays en développement.

Pays avancés

Activité économique

L'activité économique demeurerait résiliente dans les pays avancés en 2024 et 2025, en dépit des resserrements monétaires, des tensions géopolitiques et de la perturbation des chaines de valeurs. En effet, le taux de croissance se hisserait à 1,7 % et 1,8 % respectivement en 2024 et 2025 contre 1,6 % en 2023. Cette situation s'expliquerait par l'évolution favorable de l'offre, les mesures de soutien budgétaire et le dynamisme du marché du travail.

La croissance aux États-Unis, portée par l'intensité de la consommation des ménages et une politique budgétaire plus expansionniste que prévu, resterait plus vigoureuse que dans beaucoup d'autres économies avancées. L'activité économique devrait progresser de 2,7 % en 2024 et de 1,9 % en 2025.

Dans la Zone Euro, la croissance économique s'établirait à 0,8 % en 2024 avant de se situer à 1,5 % en 2025. Cette reprise serait soutenue principalement par une plus forte consommation des ménages à la suite du ralentissement du rythme de formation des prix sur le marché des biens et services.

La plus grande économie de la Zone Euro, l'Allemagne, enregistrerait une croissance de 0,2 % en 2024 et devrait s'accelerer de 1,1 point de pourcentage l'année suivante. S'agissant de la France et de l'Italie, les deux économies devraient enregistrer un taux de croissance de 0,7 % en 2024. En 2025, la croissance en Italie se maintiendrait à son niveau de 2024 alors que celle de la France devrait s'établir à 1,4 %.

Au Japon et au Royaume-Uni, la croissance s'établirait respectivement à 0,9 % et 0,5 % en 2024. Pour l'année 2025, il s'établirait à 1,0 % pour le Japon et 1,5 % pour le Royaume-Uni.

Inflation

Dans les économies avancées, l'inflation devrait poursuivre son ralentissement pour les deux années à venir. Elle devrait s'établir à 2,6 % en 2024. En 2025, l'inflation devrait se situer à 2,0 %, soit l'objectif des principales banques centrales de ces économies.

Aux Etats-Unis, l'inflation ralentirait de 1,2 point de pourcentage en 2024 par rapport à son niveau de 2023, pour se chiffrer 2,9 % avant de s'établir à 2,0 % en 2025. Dans la Zone Euro, la même tendance devrait s'observer avec des taux d'inflation attendus de 2,4 % et 2,1 % respectivement en 2024 et 2025.

Dans les trois grandes puissances économiques de la Zone Euro, il s'observerait également des ralentissements. En effet, le taux d'inflation se situerait à 1,7 % en Italie et à 2,4 % pour l'Allemagne et la France. En 2025, les prix devraient progresser à un mêrme rythme en Allemagne et en Italie, soit 2,0 % pendant que l'inflation en France ralentirait à 1,8 %.

Pays émergents et en développement

Activité économique

L'activité économique dans les pays émergents et en développement devrait demeurer stable, avec une croissance économique de 4,2 % en 2024 et 2025. Toutefois, cette croissance resterait inégale au sein de ces économies. Ce rythme de croissance serait tiré par les pays émergents et en développement d'Asie, lesquels enregistreraient pour les années 2024 et 2025 des niveaux de croissance respectifs de 5,2 % et de 4,9 %.

En tant que première économie de ce groupe de pays et deuxième économie mondiale, l'activité économique en Chine influence l'ensemble de ces pays. Sa croissance devrait ralentir de 0,6 point de pourcentage en 2024 et de 0,5 point de pourcentage en 2025, après une croissance de 5,2 % en 2023, en raison notamment de la faiblesse du secteur immobilier.

Néanmoins, l'activité économique serait soutenue par des mesures de relance budgétaire et des exportations. En outre, la croissance de la demande intérieure resterait atone et pourrait le demeurer durant quelque temps à moins que des mesures et des réformes décisives s'attaquent à leurs causes profondes.

S'agissant de l'Inde, son activité économique devrait rester robuste. Elle serait soutenue par des investissements toujours dynamiques, la hausse des taux d'utilisation des capacités de production et la consolidation financière des entreprises et des banques. En effet, la croissance en Inde devrait s'établir à 6,8 % en 2024 pour ralentir de 0,3 point en 2025 alors qu'elle a affiché 7,8 % en 2023. En outre, la confiance des entreprises devrait également alimenter la croissance du PIB réel.

En Afrique subsaharienne, après quatre années de turbulence, l'activité économique devrait se rétablir. Elle devrait connaître une croissance graduelle à mesure que se réduiront les goulets d'étranglement qui freinent la croissance. En effet, son PIB réel progresserait de 3,8 % en 2024 et de 4,0 % en 2025.

Les taux de croissance en 2024 devraient varier considérablement d'un pays à l'autre dans cette Zone. En Afrique du Sud, la croissance s'établirait à 0,9 % du fait de la persistance de la pénurie d'énergie et des difficultés logistiques portuaires et ferroviaires, pour s'accélérer de 0,3 point de pourcentage en 2025. Au Nigéria, son économie, portée par le secteur pétrolier, afficherait une croissance de

3,3 % en 2024, avant de ralentir de 0,3 point de pourcentage l'année suivante.

Inflation

L'inflation devrait se situer à 8,3 % en 2024, correspondant à son niveau de 2023 avant de ralentir de 2,1 points en 2025. Toutefois, bon nombre de ces pays enregistre des signes d'atténuation des pressions inflationnistes.

En Chine et en Inde, l'inflation se situerait, respectivement à 1,0 % et 4,6 % en 2024, avant d'atteindre 2,0 % et 4,2 % en 2025.

Au niveau de l'Afrique subsaharienne, l'inflation ralentirait à 15,3 % et 12,4 %, respectivement en 2024 et 2025 contre 16,2 % en 2023. Ce niveau élevé d'inflation procède de répercussions de la hausse des prix des produits importés, couplée aux dépréciations monétaires. En Angola et au Nigéria, l'inflation projetée se situerait, respectivement à 22,0 % et à 26,3 % en 2024 avant de ralentir à 12,8 % et à 23,0 % en 2025. Pour ce qui est de l'économie sud-africaine, il est prévu un taux d'inflation de 4,9 % en 2024 et 4,5 % en 2025.

Marchés des produits de base

En prévision de la poursuite de la décélération de l'économie chinoise et de la faiblesse de l'activité industrielle en Europe, l'indice des prix énergétiques se replierait à 171,1 points en 2024 et 167,8 points en 2025 contre 189,5 points en 2023. Il convient de préciser que cet indice des prix prend en compte ceux du pétrole, du gaz naturel et du charbon.

En outre, l'augmentation éventuelle de l'offre de pétrole de l'Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole, et certains pays non membres, dont la Russie (OPEP+), conduirait à une baisse du cours moyen du baril à 78,6 USD en 2024 et 73,7 USD en 2025 contre 80,6 USD.

Graphique II|11 Prévisions des cours du pétrole et de l'indice des prix des produits énergétiques

Source : Banque centrale du Congo, sur base des données du FMI (PEM, avril 2024).

Pour ce qui est de l'indice des prix des métaux, il devrait enregistrer une régression en 2024 et 2025, s'établissant respectivement à 185,2 points et 180,5 points contre 188,6 points en 2023.

Graphique II|12 Prévisions de l'indice des prix des métaux (en points)

Source : Banque centrale du Congo, sur base des données du FMI (PEM, avril 2024).

Particulièrement pour le cuivre, produit phare de l'économie congolaise, son prix passerait d'une moyenne de 8.550,72 USD en 2024 à 8.661,23 USD la tonne en 2025. Cette évolution tiendrait de l'augmentation de la demande de ce métal.

Graphique II|13 Prévisions des cours du cuivre (en USD la tonne)

Source : Banque centrale du Congo, sur base des données du FMI (PEM, avril 2024).

Principaux risques pesant sur les perspectives de l'économie mondiale

Les perspectives de l'économie mondiale paraissent relativement maussades à moyen terme. Ainsi, les institutions financières internationales et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) relèvent les risques suivants :

- la détérioration des perspectives de croissance en Chine, résultant notamment de l'absence de solution complète aux multiples difficultés du secteur de l'immobilier, et des autres grands pays émergents ;
- la fragmentation géoéconomique et la persistance des tensions géopolitiques qui pourraient s'amplifier et entraver davantage la circulation des biens, des capitaux et des personnes ;
- l'hétérogénéité du rythme de désinflation parmi les principales puissances économiques qui pourrait également entraîner des variations de taux de change, tout en mettant le secteur financier sous pression ;
- le changement climatique, lequel exacerbe les difficultés que rencontre particulièrement l'Afrique subsaharienne. C'est le cas notamment des inondations et sècheresses inédites qui influencent les rendements agricoles et la productivité du travail dans une région déjà vulnérable.

Par ailleurs, il convient de préciser qu'une mise en œuvre plus rapide que prévue des réformes structurelles pourrait stimuler la croissance de la productivité. Cette dernière devrait contribuer à une croissance à moyen terme plus élevée, tout en favorisant la compensation de certaines pertes de production enregistrées lors de récentes crises, dont la pandémie de Covid-19.

II|3|2 Perspectives intérieures

Perspectives de croissance économique

Le caractère extraverti de l'économie congolaise entraîne une dépendance de celle-ci à l'évolution de l'environnement économique mondial, particulièrement les fluctuations des cours des produits de base. Bien qu'il soit attendu à moyen terme un niveau relativement bas de l'activité économique mondiale, le marché mondial du cuivre demeurerait dynamique en raison de l'augmentation de sa demande pour la transition énergétique.

Les prévisions du FMI renseignent une croissance de 4,7 % en 2024 et 5,1 % en 2025. En 2026, la croissance ralentirait à 4,5 %, mais demeurerait supérieure à la moyenne de l'Afrique subsaharienne et à la croissance démographique. Cependant, la croissance reste exposée à certains risques baissiers relevant des facteurs tant nationaux qu'internationaux. Il s'agit principalement de la persistance de la guerre dans la partie Est du Pays et des contrecoups des tensions géopolitiques au niveau mondial et du dérèglement climatique.

Dans ce cadre, le renforcement de la coordination des politiques conjoncturelles devrait limiter la matérialisation de ces risques. De même, les réformes structurelles et sectorielles devraient rendre l'économie nationale résiliente et diversifiée, nécessaire à la réduction de la pauvreté.

Graphique II|14 Prévision de la croissance du PIB réel 2024-2026

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du cadrage de FMI.

Inflation

Le maintien de l'orientation restrictive de la politique monétaire de la Banque Centrale du Congo devrait contribuer au ralentissement de l'inflation en 2024. Le taux d'inflation devrait décélérer à 11,3 % en 2024 venant de

23,8 % 2023, avant de revenir autour de son objectif de moyen terme de 7,0 % à fin décembre 2025.

Graphique II|15 Prévisions annuelles du taux d'inflation de 2024-2026

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du cadrage de FMI.

Finances publiques

La mobilisation accrue des ressources intérieures, en valeur courante, devrait se poursuivre. Elle découlerait de l'élargissement de l'assiette fiscale, les perspectives d'une hausse des cours du cuivre et aux effets des mesures prises par les services de contrôle. Au cours de la période 2024-2026, les prévisions des recettes renseignent une moyenne de 14,4 % du PIB.

Pour ce qui est des dépenses, elles devraient s'inscrire à la hausse afin de répondre aux défis majeurs notamment ceux liés au développement et à la sécurité. Elles croîtraient en nominale et représenteraient en moyenne 15,6 % du PIB. S'agissant particulièrement des défis liés au développement, il convient de relever la poursuite de la mise en œuvre du Programme de Développement Local de 145 Territoires, de la gratuité de l'enseignement primaire et de la couverture santé universelle.

Ainsi, les opérations financières de l'Etat devraient se clôturer par de légers déficits de 1,4 %, 1,2 % et 1,1 % respectivement en 2024, 2025 et 2026. Ils seraient financés par les ressources tirées des émissions des titres publics et les appuis budgétaires. Ces niveaux des déficits seraient conformes aux critères de convergence établis dans les différents regroupements régionaux dont fait partie la RDC.

Tableau II|9 Prévisions des recettes et des dépenses publiques 2024-2026
(en pourcentage au PIB)

Composantes	2024	2025	2026
Recettes et dons	14,9	14,0	14,2
Recettes fiscales et non fiscales	13,2	13,3	13,6
Recettes fiscales	9,4	9,3	9,5
Recettes non fiscales	3,8	3,9	4,1
Dons	1,7	0,7	0,6
Total dépenses	16,3	15,2	15,3
Dépenses courantes	10,3	9,5	9,4
Dépenses en capital	4,8	5,0	5,3
Dépenses exceptionnelles	1,2	0,7	0,6
Solde général consolidé (base caisse)	-1,4	-1,2	-1,1

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du cadrage du FMI.

Ressources publiques

Les prévisions des recettes et dons pour les prochaines années considérées ne sont pas reluisantes en termes de leurs poids par rapport au PIB. En effet, il est prévu les recettes représentant 14,9 % du PIB en 2024 pendant que pour 2025 et 2026 les projections tablent respectivement 14,0 % et 14,2 % du PIB, soit une baisse tendancielle du poids des recettes dans le PIB.

Pour relever le niveau des recettes publiques le Gouvernement envisage l'élargissement de l'assiette fiscale en procédant, notamment à la fiscalisation du secteur informel ainsi qu'à la promotion du civisme fiscal en vue de prendre en compte les contrecoups que pourraient subir les recettes douanières. Il convient de préciser que la mise en œuvre future de différentes mesures relatives au marché commun dans le cadre des regroupements régionaux auxquels fait partie la RDC, contribueront à la régression significative des recettes douanières.

Dépenses publiques

Les dépenses du Trésor pour la période 2024-2026, en termes du PIB, seraient inférieures à la moyenne des trois années précédentes, où elles s'étaient établies à 16,7 %. En effet, les dépenses projetées de 2024 à 2026 seraient respectivement de 16,3 %, 15,2 % et de 15,3 %.

Par ailleurs, aux défis sécuritaires, le Gouvernement projette de mettre les moyens nécessaires dans le but d'en finir avec le conflit dans la partie Est du pays. Cela devrait occasionner une expansion des dépenses de souveraineté. De même, la carence des infrastructures dans le pays, surtout au niveau des provinces, nécessiterait également une augmentation des dépenses en capital.

Balance des paiements

Les transactions entre la RDC et le reste du monde dégageraient un besoin de financement tout au long de la période considérée dans les prévisions.

Le solde du compte des transactions courantes, rapporté au PIB, devrait globalement s'améliorer de 2024 à 2026.

Quant au solde du compte capital, il devrait demeurer excédentaire en dépit d'une légère baisse prévue en 2025.

Compte des transactions courantes

Structurellement déficitaire, le solde du compte courant en pourcentage du PIB, passerait d'un déficit de 4,1 % à celui de 3,6 % de 2024 à 2025. L'amélioration prévue en 2025 résulterait de l'augmentation de la balance des biens et l'affermissement de la balance du compte des revenus primaires.

Tableau II|10 Prévisions de la balance des paiements 2024-2026

Composantes agrégées	En millions de USD			En pourcentage du PIB		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026
I. Comptes des transactions courantes	-2 989,6	-2 733,2	-2 922,2	-4,1	-3,6	-3,6
Biens nets	1 100,2	2 393,2	2 454,7	1,5	3,1	3,0
Services nets	-5 240,5	-5 932,2	-6 174,5	-7,1	-7,8	-7,6
Balance des revenus primaires	-2 536,7	-1 642,2	-1 749,5	-3,5	-2,2	-2,2
Balance des revenus secondaires	3 687,5	2 448,0	2 547,1	5,0	3,2	3,1
II. Compte de capital	1 059,5	717,5	753,5	1,4	0,9	0,9
Capacité(+)/Besoin(-) de financement	-1 930,1	-2 015,8	-2 168,7	-2,6	-2,6	-2,7
III. Compte financier	-1 930,1	-2 015,8	-2 168,7	-2,6	-2,6	-2,7
- dont investissements directs nets	-1 580,1	-2 703,1	-2 870,6	-2,2	-3,5	-3,5
Erreurs et omissions nettes	0	0	0	0	0	0

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du cadrage de FMI.

Compte de capital

Le solde du compte de capital devrait rester excédentaire. Il représenterait 1,4 % du PIB en 2024 et 0,9 % en 2025 et 2026. La faiblesse du caractère excédentaire durant toute la période sous analyse ne permettrait pas de basculer vers une capacité de financement.

Compte financier

Les flux des Investissements Directs Etrangers (IDE) entrants enregistreraient une augmentation tout au long de la période considérée dans les prévisions. En effet, ils passeraient de 1.580,1 millions USD en 2024 à 2.703,1 millions en 2025 et pourraient s'établir à 2.870,6 millions en 2026. Rapprochés au PIB, ils s'établiraient à 2,2 % en 2024 et 3,5 % pour les deux années suivantes.

Conduite de la politique monétaire

L'orientation monétaire devrait demeurer restrictive en 2024, afin d'ancrer les anticipations d'inflation autour de l'objectif de moyen terme de 7,0 %.

Projection de la base monétaire

L'accroissement de la base monétaire serait de 19,7 % en 2024, puis de 14,4 % et 11,9 %, respectivement en 2025 et 2026. Ces progressions de l'offre de monnaie centrale seraient consécutives à augmentation des Avoirs Extérieurs Nets (AEN) de 37,5 %, 33,8 % et 29,8 % respectivement pour 2024, 2025 et 2026, contrebalancées par la régression des Avoirs Intérieurs Nets (AIN).

Graphique II|16 Prévision de la base monétaire de 2024 à 2026

(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

Source : Banque Centrale du Congo sur base de cadrage de FMI mai 2024.

Projection de l'offre de monnaie

En rythme annuel, l'offre de monnaie enregistrerait une expansion durant toute la période considérée dans les perspectives. D'une année à l'autre, ces progressions seraient de 13,8 %, 21,8 % et de 11,4 % respectivement pour 2024, 2025 et 2026. L'accroissement projeté des Avoirs Extérieurs Nets serait à la base de ces augmentations.

Graphique II|17 Prévision des passifs monétaires au sens large de 2024 à 2026

(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

Source : Banque Centrale du Congo sur base de cadrage de FMI mai 2024.

PARTIE III

ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE

1 | Organes et administration de la Banque

La structure organique et de contrôle, telle que définie par l'article 33 de la loi organique n° 18/027 du 13 décembre 2018 portant organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, est composée du Conseil de la Banque, du Gouverneur et du Collège des Commissaires aux comptes.

1 | 1 Organes

1 | 1 | 1 Conseil de la Banque

Le Conseil de la Banque, à fin 2023, était composé de :

Président

- Mme MALANGU KABEDI MBUYI, Gouverneur ;

Membres

- M. FIKIRI ALIMASI Dieudonné, 1er Vice-Gouverneur ;
- M. PAMBU PAMBU William, 2ème Vice-Gouverneur ;
- M. BATETELE BOLEKI LINKA Thomas, Administrateur ;
- M. KAHASHA NTUMWA Alain, Administrateur ;
- M. N'SA ELONGO ISEMOLI Louis, Administrateur ;
- Mme MUNKENI KIEKIE Eliane, Administrateur ;
- Mme POLIPOLI LUNDA Chimène, Administrateur ;
- M. ELONGO ONGONA Jean, Administrateur ;
- Mme NYANGE NDAMBO Marie, Administrateur ;
- M. LUSAMBA NTUMBA Martin, Administrateur.

Le Conseil est l'organe qui détermine l'orientation des politiques de la Banque, en supervise l'exécution et contrôle sa gestion. En vue de son bon fonctionnement, le Conseil a institué en son sein deux Comités, le Comité d'Audit et le Comité de Gouvernance, tous deux composés uniquement des Administrateurs.

Dans le cadre de ses missions, le Conseil a tenu 19 réunions au cours de l'exercice 2023, sur des sujets variés, ayant notamment abouti aux Décisions ci-après :

- l'adoption des chronogrammes d'activités des Comités d'Audit et de Gouvernance ;
- l'approbation de la convention sur la recapitalisation de la Banque Centrale du Congo ;
- l'approbation du réaménagement du budget de la Banque en cours d'exercice ;
- la désignation de l'Administrateur ELONGO ONGONA en qualité de membre du Comité de Gouvernance, en remplacement de Monsieur TSHILENGI MBUYI SHAMBUYI, Administrateur décédé ;
- l'approbation des comptes annuels de la Banque Centrale du Congo de l'exercice clos le 31 décembre 2022, établis conformément au Nouveau Plan Comptable de la Banque et certifiés par l'Auditeur externe et les Commissaires aux Comptes ;
- l'approbation de la Politique et des Règles de passation des marchés de la Banque Centrale du Congo.

Activités du Comité d'Audit

Suivant la décision n° 001 du 12 novembre 2021 du Conseil de la Banque, les personnes ci-dessous composent le Comité d'Audit :

1° Mme NYANGE NDAMBO Marie, Président ;
2° Mme MUNKENI KIEKIE Eliane, Membre ;
3° M. N'SA ELONGO ISEMOLI Louis, Membre.

Conformément aux prescrits du Règlement Intérieur du Conseil de la Banque, le Comité d'Audit se réunit au moins quatre fois par an, sur convocation préalable de son Président et aussi souvent que nécessaire quand les circonstances l'exigent.

Pour besoin de son fonctionnement, le Comité d'Audit a élaboré et obtenu l'approbation du Conseil sur les termes de référence régissant ses activités. Ceux-ci décrivent la mission légale, le périmètre d'intervention ainsi que les diligences dévolues audit Comité.

Sur base du chronogramme d'activités établi le 06 janvier 2023 par ses soins et validé par le Conseil, le Comité d'Audit a tenu 09 réunions, dont 04 ordinaires, au cours de l'exercice 2023, couvrant l'essentiel des missions lui confiées par le Conseil, dont :

- le suivi du processus d'élaboration des informations comptables et financières au travers des réunions avec l'Auditeur externe, les commissaires aux comptes, l'Audit Interne et les autres entités de la BCC impliqués dans la préparation et la production des informations comptables. A ce sujet, le Comité d'Audit a mis un accent particulier au suivi du traitement, par la Banque Centrale, des réserves formulées tant par les Commissaires aux comptes que par l'Auditeur Externe sur les comptes

arrêtés à fin 2022 ainsi que sur le processus de migration du référentiel comptable vers les IFRS ;

- le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques au travers des échanges et recommandations à l'endroit, essentiellement, de l'Audit Interne et de la direction de la Gestion des Risques sur plusieurs aspects. Ces derniers ont concerné le suivi des recommandations de différentes missions d'audit, la validation du rapport général de la cartographie des risques opérationnels de la BCC et le suivi du processus de mise en place d'un dispositif de gestion des risques, comme une option stratégique de la gouvernance ;
- le suivi de l'Audit externe et du contrôle légal des comptes par les Commissaires aux Comptes, au travers des échanges et des remontées d'informations au Conseil sur : (i) la recapitalisation de la BCC, (ii) la notation non conforme et non efficace du dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, dont la Banque Centrale est un maillon essentiel **et** (iii) la fiscalité et la parafiscalité de la BCC.

Activités du Comité de Gouvernance

Institué par la Décision n°02 du 14 mars 2022 du Conseil de la Banque, le Comité de Gouvernance est composé de :

1° M. BATETELE BOLEKI LINKA Thomas, Président ;
2° M. ELONGO ONGONA Jean, Membre ;
3° Mme POLIPOLI LUNDA Chimène, Membre.

Au nombre de ses activités réalisées en 2023 figurent :

- le développement des outils pour l'autoévaluation du Conseil ;
- le lancement de l'exécution du programme de perfectionnement des administrateurs et des visites des sites de la Banque par les membres du Conseil ;
- les discussions de cadrage avec les Entités organisationnelles en charge de l'élaboration du Statut des Agents et du Code de bonne conduite et d'éthique professionnelle ;
- le suivi des résolutions et recommandations du Conseil ;
- l'examen des questions ponctuelles entrant dans son champ de compétences et la formulation de recommandations ad hoc.

1|1|2 Gouverneur

Dans l'exercice de ses fonctions, le Gouverneur prépare et met en œuvre les résolutions du Conseil d'Administration. Il assure également la gestion courante de l'Institut d'Emission et la mise en œuvre des politiques de la Banque. Il est assisté de deux Vice-Gouverneurs qui le remplacent en cas d'absence ou d'empêchement.

Le Gouverneur et les Vice-Gouverneurs sont assistés d'un cabinet dont la composition est indiquée dans le chapitre suivant.

Aussi, le Gouverneur est assisté d'un Comité de Direction en ce qui concerne la mise en œuvre de la politique monétaire, l'octroi des crédits spéciaux, les décisions en matière d'agrément des établissements financiers assujettis au contrôle de la Banque, l'édiction des instructions, l'adoption du budget et des comptes annuels, les nominations ainsi que les promotions du personnel et l'organisation du régime complémentaire de retraite du personnel.

1|2 Contrôle des activités de la Banque Centrale du Congo

Le Contrôle des activités de la Banque Centrale du Congo est confié au Collège des Commissaires aux comptes et à l'Auditeur Externe. Ce double contrôle vise à garantir la fiabilité des états financiers de la Banque Centrale du Congo.

1|2|1 Collège des Commissaires aux comptes

Nommés par un décret du Premier Ministre pour un mandant de 3 ans renouvelable une fois, les Commissaires aux comptes assurent le contrôle des opérations financières de la Banque pour compte de l'Etat. A cet égard, ils vérifient les livres, les caisses, le portefeuille et les valeurs de la Banque. Ils contrôlent également la régularité et la sincérité des inventaires et certifient le bilan annuel et le tableau de formation des résultats.

Le Collège de Commissaires aux comptes est composé de trois comptables inscrits au tableau de l'Ordre des Experts-comptables congolais. A fin décembre 2023, ce Collège a été composé de :

M. AKA LUNDEMVUKILA Augustin ;
M. TSHIPEPELE KAZADI Adolf ;
M. BONGULUMATA LOKELE Cyprien.

1|2|2 L'Auditeur Externe

Les articles 76, 77 et 78 de la loi organique n° 18/027 du 13 décembre 2018 prévoient le recrutement par le Conseil de la

Banque, d'un Auditeur Externe, sur base d'un appel d'offres international parmi les cabinets d'audit de renommée internationale et ayant l'expérience requise dans l'audit des institutions financières. Comme pour les Commissaires aux comptes, le mandat de l'Auditeur Externe est de 3 ans renouvelable une fois. L'Auditeur Externe certifie, confirme aux règles comptables applicables les états financiers de la Banque Centrale du Congo.

En 2023, la certification des comptes de la Banque Centrale du Congo était confiée au Cabinet Ernst & Young.

1|3 Cadres dirigeants de la Banque

A fin 2023, les Cadres dirigeants de la Banque se présentent comme suit :

1|3|1 Haute Direction

- Mme. MALANGU KABEDI MBUYI, Gouverneur ;
- M. FIKIRI ALIMASI Dieudonné, Vice-Gouverneur ;
- M. PAMBU PAMBU William, Vice-Gouverneur.

1|3|2 Cabinet du Gouverneur

M. MWANA NKWARA Willy, Directeur de Cabinet
M. NSUMBU KIBIDIKILA Jephté, Conseiller en charge du Suivi de la politique monétaire, des Relations avec le Gouvernement et les Institutions Financières Multilatérales
M. SIASI MAMONEKENE Yves, Conseiller en charge du Suivi de la Coopération régionale et des assistances techniques
M. BUNGU LAB'NSIK Béni, Conseiller en charge du suivi de la maintenance du système d'information et de l'implémentation des projets informatiques
Mme. LEBUGHE NKOBAFILI Marie-Marthe, Conseillère en charge des Questions de stratégie
M. MBULA ea LOONDO Guy, Conseiller en charge des Questions Juridiques
M. WEMBI LOAMBO Georges, Conseiller en charge du suivi des opérations bancaires et des marchés
M. BAHARANYI NACIYIMBA Séraphin, Conseiller en charge du Suivi de la circulation fiduciaire et des activités des entités provinciales
M. KAKANDA SELEMANI Benjamin, Conseiller en charge du suivi des statistiques et de la mise en cohérence des secteurs de l'économie
M. BAZU DIFUANA Francis, Conseiller en charge du suivi de la supervision bancaire et des institutions de micro-finance
M. TSHIBANGU KALONJI BUKONDA Charles, Conseiller en charge de l'Administration et des Opérations.

1|3|3 Directions et organes du siège

Direction des Analyses Economiques

M. NGONGA NZINGA Vincent, Responsable
M. DIFUMBA LUMUNA Alain, Responsable-Adjoint

Direction de la Recherche et des Statistiques

M. MUSA GALU Victor, Responsable
M. UMBA Gilles Bertrand, Responsable-Adjoint

Direction de la Trésorerie

Mme PALUKU NDUSHIRE Rachel, Responsable
M. NGAMPURU BAZIA Didier Balas, Responsable-Adjoint

Direction des Opérations Bancaires et des Marchés

Mme MULENGEZI CHISHIBANJI Charlotte, Responsable
Mme. DIMUMBE WENYI Annette, Responsable-Adjoint en charge des opérations bancaires
M. BAPEBABO ILUNGA Danny, Responsable-Adjoint en chargé des marchés

Direction du Suivi des Opérations de Change

Mme NKONDI NSALA Marcelline, Responsable
M. KALALA KANYINDA Gabriel, Responsable-Adjoint

Direction de la Surveillance des Systèmes de Paiement

M. LUBOA NGOVO Willy, Responsable
M. MANDA KAPEMBWA Kristel, Responsable-Adjoint

Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers

M. RAMAZANI MWAMBO Valentin Claude, Responsable
M. YUKI MAFUAKADI Simon-Roger, Responsable-adjoint en charge du Contrôle sur pièces
M. BEMBIDE GEKUSA Jean-Pierre, Responsable-adjoint en charge du Contrôle sur place
M. MPUTU NZOU Serge, Responsable-adjoint en charge du Contrôle permanent des activités de Microfinances

Direction des Agréments et de la Règlementation

M. KALUBI KAYEMBE Jean-Marcel, Responsable
M. KUTEKALA MAKAMBU Patient, Responsable-Adjoint

Direction des Ressources Humaines

M. TSHIANGALA NTITA Pierre, Responsable
M. LUBENZO KIATELAMA Esaïe, Responsable-Adjoint

Direction de la Comptabilité et du Budget

Mme MUANJI BAPANGE Pauline, Responsable
M. LUBALA MBATI Félix, Responsable-Adjoint

Direction de la Formation

M. DJAMBA TAMBWE ELUHU Damas, Responsable
M. KUPAPA MOLA Jackin, Responsable-Adjoint

Direction des Services Généraux

Mme. SHABANI ANIFA Annie, Responsable
M. TAMBU MATUNGUL, Responsable-Adjoint en charge de l'Administration
M. BIRHEGA MUHINDO Dieu-Merci, Responsable-Adjoint en charge des Approvisionnements

Direction de l'Informatique

M. BOSONGA EKILA Philippe, Responsable
M. PONGO NSIMBA Jimmy, Responsable-Adjoint en charge du Développement et de la Maintenance
M. LUTUMBA KABAMBA MUEHU Steeve, Responsable- Adjoint en charge des Infrastructures
M. MBELU MUTOBA Bevi David, Responsable-Adjoint en charge des Données.

Direction Juridique

M. GERE KWAGALEME Innocent, Responsable
Mme KASONGO MUSEKA Carine, Responsable-Adjoint

Direction de l'Audit Interne

M. LINDJANDJA BACHAMBALE SAIDI Emmanuel, Auditeur Général
M. MAMBUKU NTIMASI Léon, Superviseur du Collège des Auditeurs
M. BIGHOSHI MUSIMWA Willy, Responsable de la Gestion des Risques

Direction de l'Inspection

M. MPUNGA TSHIYOMBO Gary, Inspecteur Général
M. BASOKO BOWEYA Camille, Inspecteur Général Adjoint

Direction de l'Organisation et de la Planification

M. KABAMBA ILUNGA Richard, Responsable
M. KABURABUZA SINTINYA Fabrice, Responsable-Adjoint

Direction de la Caisse de Retraite

M. KAKESE OKIWA Louis, Responsable a.i.

Direction de la Coordination des Entités Provinciales

M. MULAMBA MUSAFIRI Antoine, Responsable
Mme MUJINGA DIANGANA Hélène, Responsable- Adjoint.

Sous-Direction de la Sécurité SIEGE et Entités Provinciales

M. GAZAMBA GUYINDAMA GHABELL Hubert

Direction de l'Hôtel des Monnaies

Mme NDAYA ILUNGA Marie-Josée, Directeur Responsable

Direction de la Production

M. LYONZE MWILA, Responsable

Sous-Direction de la Production des Billets de banque

M. MBUYI ILUNGA, Responsable

Sous-Direction de la Production des Documents de Sécurité

M. CUNGU KILUNGA, Responsable

Direction Technique

M. MBANGU KASALUMUNA, Responsable

Direction Commerciale

M. KAPOMA KATUTA, Responsable a.i.

Direction Financière

M. OKENDE NGONGO, Responsable

Sous-Direction de Contrôle et Sécurité de l'Hôtel des Monnaies

M. YANGUILE GAMA, Responsable

Directions provinciales

Direction Provinciale de Lubumbashi

M. MATONDO MBWANGI José, Responsable
M. KILONDA MUENGE Maurice, Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Mbuji-Mayi

M. KALOMBO NTUMBA Anaclet, Responsable
M. KABWIKA BANZA Serge, Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Kananga

M. LENGWE BIN KAUMBA Venance, Responsable
M. LAVU TALA TULA Jérôme, Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Matadi

M. KUMBU BADIANGA Willy, Responsable
M. EMUNGU OKENDE Edgard, Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Bandundu

M. MASWA KITENGA Pétillon, Responsable
M. MANGANI MAWAKANI Denis, Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Mbandaka

M. MABAKU KINSUMUNA Daniel, Responsable
M. UMBA DIBWE, Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Kisangani

M. SAIDI KIBANDWA Serge, Responsable
M. LUMALIZA AMALI Bernard, Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Bukavu

M. ILUNGA KAHIMBA Christophe, Responsable
M. RUHIMBASA MULUM'ODERWA Clovis, Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Goma

M. YUMA BIN YUMA Séraphin, Responsable
M. MUSAFIRI KERAKABO, Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Kindu

M. SAKUNGU KAKOLA Déogratias, Responsable
M. MORISHO AMUNDALA Aloïse, Responsable-Adjoint

Agences autonomes

Agence de Boende

M. BOTAKA BOKANGA, Chef d'Agence

Agence de Boma

M. MATOTA MBALA Frédéric, Chef d'Agence

Agence de Bumba

M. TSHIBUYI LUKETE Ghislain, Chef d'Agence

Agence de Buta

M. KOMBO **NGUKA**, Chef d'Agence

Agence de Gbadolite

M. KOYAKONZI AHONZIALA, Chef d'Agence

Agence d'Ilebo

M. **SALUMU TCHALIMBA,** Chef d'Agence

Agence d'Inongo

M. EBENGO IYUMBUTA, Chef d'Agence

Agence de Kalemie

M. KABANGE NGOIE, Chef d'Agence

Agence de Kamina

M. KABALA NSENGA, Chef d'Agence

Agence de Kasumbalesa

M. ONOYA KAHODI Daudet, Chef d'Agence

Agence de Kikwit

M. KABA NGALA MOBY, Chef d'Agence

Agence de Kolwezi

M. SANDUKU MUTOMBO Daniel, Chef d'Agence

Agence de Kongolo

M. MUYUMBA KAHOZI Seth, Chef d'Agence

Agence de Zongo

M. **MOKE TANKOY,** Chef d'Agence

2| Activités de la Banque

2|1 Gestion de la circulation fiduciaire

2|1|1 Emissions et destructions des signes monétaires

Emissions monétaires brutes

En 2023, la programmation des émissions monétaires, comprenant les émissions de croissance et celles de remplacement, tablait sur une valeur totale de 1.710,0 milliards de CDF. Cette dernière devrait être répartie à raison de 70 % pour les provinces et de 30 % pour le siège.

Tableau III|2|1 Evolution des émissions monétaires
(en milliards de CDF)

Année	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	66,6	97,1	133,3	106	126,3	164,3	89,5	110,4	107,7	93,6	135,6	274,4	1505
2022	37,8	59,3	93,6	80	78	82,4	126,6	106,1	128	87,7	141,8	187,2	1208,5
Variation	28,8	37,8	39,7	26	48,3	81,9	-37,1	4,3	-20,3	5,9	-6,2	87,2	296,5

Source : Banque Centrale du Congo.

Les réalisations des émissions monétaires en 2023 se sont établies à 1.505,0 milliards de CDF dont 1.341,0 milliards ont couvert les retraits au niveau du Siège.

Tableau III|2|2 Répartition des billets émis entre Siège et Entités Provinciales
(en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	Siège	22,8	26,7	13,1	11,4	13,7	28	7,5	3,1	5,7	10,1	7,2	14,8	164
	Provinces	43,9	70,5	120,2	94,6	112,6	136,3	82,1	107,4	102	83,5	128,4	259,6	1 341,00
	Total	66,6	97,1	133,3	106	126,3	164,3	89,5	110,4	107,7	93,6	135,6	274,4	1 505,00
2022	Siège	0,1	6,5	18,2	16,6	21,2	21,5	37,1	22,3	13	17	34	31	238,5
	Provinces	37,7	52,8	75,4	63,4	56,8	60,9	89,5	83,8	115	70,7	107,8	156,2	970
	Total	37,8	59,3	93,6	80	78	82,4	126,6	106,1	128	87,7	141,8	187,2	1 208,50
Variation	Siège	22,7	20,2	-5,1	-5,2	-7,5	6,5	-29,6	-19,2	-7,3	-6,9	-26,8	-16,2	-74,5
	Provinces	6,2	17,7	44,8	31,2	55,8	75,4	-7,4	23,6	-13	12,8	20,6	103,4	371
	Total	28,8	37,8	39,7	26	48,3	81,9	-37,1	4,3	-20,3	5,9	-6,2	87,2	296,5

Source : Banque Centrale du Congo.

Les émissions monétaires ont augmenté de 24,5 % par rapport à 2022. Cet accroissement traduit essentiellement le dynamisme de l'activité économique et la préférence pour les espèces.

Tableau III|2|3 Ventilation par coupure des émissions monétaires
(valeur en milliards de CDF, volume en millions de billets de banque)

	2022		2023		Variation	
Coupure	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
20 000 FC	384,1	19,2	369,1	18,5	-14,95	-0,7
10 000 FC	338,7	33,9	326,3	32,6	-12,33	-1,2
5 000 FC	161,2	32,2	391,8	78,4	230,58	46,1
1 000 FC	211,5	211,5	277,9	277,9	66,43	66,4
500 FC	93,6	187,1	121,2	242,3	27,6	55,2
200 FC	11,7	58,3	10,5	52,5	-1,17	-5,8
100 FC	4,8	47,7	5,4	54	0,63	6,3
50 FC	3,1	61,2	2,8	55,1	-0,31	-6,2
Total	1 208,50	651,2	1 505,00	811,3	296,5	160

Source : Banque Centrale du Congo.

Emissions monétaires nettes

En 2023, les émissions monétaires nettes se sont chiffrées à 916,7 milliards de CDF, résultant des émissions brutes de 1.505,0 milliards et des destructions monétaires de 588,3 milliards de CDF.

Tableau III|2|4 Evolution des émissions monétaires nettes
(en milliards de CDF)

Rubrique	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Cumul/an
Emissions brutes	66,6	97,1	133,3	106	126,3	164,3	89,5	110,4	107,7	93,6	135,6	274,4	1505
Flux mensuel BIC/Siège	10,8	13,8	14,8	12	122,6	16,6	11,5	10,4	10,4	10,8	19,1	28,3	281,1
Flux mensuel BIC/Entités Prov.	28,4	24,4	19,3	24,9	30,6	27,7	25,4	28,8	27,6	27,4	21,9	20,8	307,2
Emissions nettes	27,4	58,9	99,2	69,1	-26,9	120	52,6	71,2	69,7	55,4	94,6	225,3	916,7

Source : Banque Centrale du Congo.

2|1|2 Mouvements de fonds aux guichets du siège

Versements

Au cours de l'année 2023, les versements aux guichets du Siège se sont élevés à 1.722,2 milliards de CDF contre 1.909,4 milliards une année auparavant. Ce fléchissement est reflété au niveau des versements des Autres Institutions de Dépôts, lesquels ont baissé de 13,9 %.

Il sied de relever que 89,2 % du total des versements enregistrés aux guichets Siège durant l'année 2023 proviennent des banques agréées, soit 1.536,9 milliards de CDF.

Tableau III|2|5 Evolution des versements
(en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	des Banques	178	104	109,6	112,6	183	181,3	204,1	107,9	105,1	122,5	61,3	67,5	1536,9
	du Trésor Public	4,5	10,9	5,2	6,8	11,5	13,7	6,7	5,9	4,9	6	6	5,9	88
	de la BCC	0,4	0,5	0,9	0,2	0,2	0,3	7,8	8,7	12,5	0,6	13,1	8,1	53,3
	des Particuliers	8,3	3,4	4,6	8,7	1,2	3,7	0,8	0,4	2,9	1,3	7,5	1,2	44
	Total	191,2	118,8	120,3	128,3	195,9	199	219,4	122,9	125,4	130,4	87,9	82,7	1722,2
2022	des Banques	205,9	112,7	137,8	154,3	134,8	152,6	131,1	167	189,7	146,9	126	126,5	1785,3
	du Trésor Public	4,3	9,6	7,2	4,1	7,7	5,1	11,9	7,8	5,1	5,8	6,6	18,8	94
	de la BCC	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,4	0,3	0,3	0,5	0,2	0,3	3,3
	des Particuliers	0,6	0,9	4,8	0,8	2,1	0,9	0,7	1,9	0,8	0,3	11,1	1,9	26,8
	Total	211	123,4	150	159,5	144,8	158,8	144,1	177	195,9	153,5	143,9	147,5	1909,4
Variation	des Banques	-27,9	-8,7	-28,2	-41,7	48,2	28,7	73	-59,1	-84,6	-24,4	-64,7	-59	-248,4
	du Trésor Public	0,2	1,3	-2	2,7	3,8	8,6	-5,2	-1,9	-0,2	0,2	-0,6	-12,9	-6
	de la BCC	0,2	0,3	0,7	-0,1	0	0,1	7,4	8,4	12,2	0,1	12,9	7,8	50
	des Particuliers	7,7	2,5	-0,2	7,9	-0,9	2,8	0,1	-1,5	2,1	1	-3,6	-0,7	17,2
	Ecart	-19,8	-4,6	-29,7	-31,2	51,1	40,2	75,3	-54,1	-70,5	-23,1	-56	-64,8	-187,2

Source : Banque Centrale du Congo.

Ces versements ont été composés des coupures de 1.000 CDF et 500 CDF, lesquelles ont principalement été versées aux guichets du Siège.

Tableau III|2|6 Ventilation par coupure des versements
(en millions de CDF et en millions de billets)

	2022		2023		Variation	
Coupure	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
20 000 FC	375545,5	18,8	218 558,40	11	-156 987,10	-7,8
10 000 FC	379467,4	37,9	282 327,50	28,3	-97 139,90	-9,6
5 000 FC	179882,8	36	268 738,20	53,8	88 855,40	17,8
1 000 FC	618836,5	618,8	537 519,10	537,5	-81 317,40	-81,3
500 FC	346497,4	693	399 635,50	799,3	53 138,10	106,3
200 FC	5868,5	29,3	11 488,30	57,4	5 619,80	28,1
100 FC	2244,1	22,4	3 372,50	33,7	1 128,40	11,3
50 FC	1057,8	21,2	556,7	11,1	-501,1	-10,1
Total	1 909 400,00	1477,5	1 722 196,20	1532,1	-187203,8	54,6

Source : Banque Centrale du Congo.

Retraits

Les retraits aux guichets du Siège se sont chiffrés à 2.257,6 milliards de CDF, soit une baisse de 8,1 % par rapport à l'année 2022. Ce recul est expliqué principalement par les mesures de restriction des paiements aux guichets de la Banque au profit des virements bancaires.

Tableau III|2|7 Evolution des retraits
(en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	des Banques	58	101,4	97,1	81	104,6	134,2	90,5	111,1	136,4	99,1	150,1	157,7	1321,2
	du Trésor Public	90,3	115,8	63,5	73,1	134,5	146,6	70,8	6,9	9,7	25,2	30,4	23	789,8
	de la BCC	16,9	14,6	11,2	13,9	14,1	17,5	3,6	13,2	9,8	10,9	4,4	5,3	135,4
	des Particuliers	0,7	1,7	0,6	0,9	1,1	0,8	0,3	0,4	0,8	0,4	1,7	1,8	11,2
	Total	165,9	233,5	172,4	168,9	254,3	299,1	165,2	131,6	156,7	135,6	186,6	187,8	2257,6
2022	des Banques	25,9	66,3	81,3	42,9	65,3	51,8	64	88,9	68,2	51,2	85,9	109,7	801,4
	du Trésor Public	69,3	82,8	135,8	118,7	135,2	128,6	144	139,1	89,6	118,6	144,5	201,6	1507,8
	de la BCC	7	9,8	9	12,9	9,5	11,7	16,6	9,7	9,1	10,6	9,8	20,7	136,4
	des Particuliers	0,5	0,5	1	0,7	0,8	1,5	1,1	1,2	0,9	0,3	1,5	1,1	11,1
	Total	102,7	159,4	227,1	175,2	210,8	193,6	225,7	238,9	167,8	180,7	241,7	333,1	2456,7
Variation	des Banques	32,1	35,1	15,8	38,1	39,3	82,4	26,5	22,2	68,2	47,9	64,2	48	519,8
	du Trésor Public	21	33	-72,3	-45,6	-0,7	18	-73,2	-132,2	-79,9	-93,4	-114,1	-178,6	-718
	de la BCC	9,9	4,8	2,2	1	4,6	5,8	-13	3,5	0,7	0,3	-5,4	-15,4	-1
	des Particuliers	0,2	1,2	-0,4	0,2	0,3	-0,7	-0,8	-0,8	-0,1	0,1	0,2	0,7	0,1
	Ecart	63,2	74,1	-54,7	-6,3	43,5	105,5	-60,5	-107,3	-11,1	-45,1	-55,1	-145,3	-199,1

Source : Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, la coupure de 1.000 CDF a été la plus sollicitée aux guichets du Siège avec une part de 32,3 % du montant total retiré.

Tableau III|2|8 Ventilation par coupure des retraits aux guichets du Siège
(en millions de CDF et en millions de billets)

	2022		2023		Variation	
Coupure	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
20 000 FC	470 633,80	23,5	344 010,10	17,2	-126 623,70	-6,3
10 000 FC	475 452,40	47,5	381 641,50	38,2	-93 810,90	-9,4
5 000 FC	230 664,10	46,1	307 775,30	61,6	77 111,20	15,4
1 000 FC	822 148,30	822,1	729 755,60	729,8	-92 392,70	-92,4
500 FC	445 945,00	891,9	482 838,40	965,7	36 893,40	73,8
200 FC	8 348,90	41,7	6 941,40	34,7	-1 407,50	-7
100 FC	2 143,30	21,4	3 051,20	30,5	907,9	9,1
50 FC	1 364,20	27,3	1 537,00	30,7	172,8	3,5
Total	2 456 700,00	1 921,70	2 257 550,50	1 908,30	-199 149,50	-13,4

Source : Banque Centrale du Congo.

2|2 Operations bancaires dénouées à la Banque Centrale du Congo

La Banque Centrale du Congo dénoue les opérations, avec le système bancaire, à travers le système d'informations interbancaire « l'Automaticated Transfer System », ATS en sigle. Ces opérations impactent les comptes de règlement de banques commerciales agréées et opérationnelles logés dans l'ATS et le Core banking de la Banque Centrale du Congo, à travers : (i) les opérations de retraits et versements des espèces aux guichets de la Banque Centrale du Congo, (ii) les différents recours aux guichets de refinancement offerts par cette dernière et (iii) toutes les autres transactions passées au cours d'une journée d'échange dans l'ATS. Les agrégations respectives de toutes les opérations des banques dégagent

des soldes des opérations de la journée, qui impactent les différents comptes des banques agréées ouverts en les livres de la Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, la Banque Centrale du Congo dénoue également des opérations pour d'autres clients dont l'Etat congolais, à travers le Compte général du Trésor et autres sous comptes de l'Etat, certaines entreprises publiques et semi-publiques, certaines entreprises du secteur privé, les institutions financières non bancaires et les tiers ; à partir de leurs comptes de dépôts à vue ouverts en ses livres.

2|2|1 Transactions des banques aux guichets de la Banque Centrale du Congo

Les transactions dénouées aux guichets de la Banque Centrale du Congo se sont accrues en 2023. En effet, le volume global des transactions des banques commerciales à la BCC a atteint 56.375.905,9 millions de CDF en 2023, soit une augmentation annuelle de 108,3 %. Cette hausse est reflétée par les opérations initiées par la BCC et les banques commerciales, à l'exception de facilités permanentes accordées aux banques.

Tableau III|2|9 Volume des transactions des banques effectuées aux guichets de la BCC
(en millions de CDF)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Variation en %
Transactions effectuées via ATS	4 080 099,1	10 462 301,9	10 938 119,8	18 961 940,5	14 917 388,6	20 515 739,0	37,5
Transactions initiées par les banques	187 021,2	325 941,1	806 166,2	9 135 428,2	14 431 944,4	16 693 255,4	15,7
Transactions initiées par la BCC	3 893 077,9	10 136 360,7	10 131 953,6	7 945 972,3	12 752 764,6	15 203 059,3	19,2
dont pour compte du Trésor Public	7 937 498,3	9 067 166,6	9 905 286,0	9 826 512,3	485 444,2	3 822 483,5	687,4
Transactions effectuées en espèces	5 149 365,9	5 710 322,6	6 382 049,7	5 882 089,5	7 229 274,1	12 885 466,9	78,2
Retraits des espèces	2 699 272,3	2 989 531,2	3 468 632,8	2 719 124,5	3 257 591,7	6 970 490,8	114,0
Versements des espèces	2 450 093,5	2 720 791,3	2 913 416,9	3 162 965,1	3 971 682,4	5 914 976,1	48,9
Refinancement	173 500,0	25 000,0	2 038 429,6	10 859 146,5	4 921 500,0	22 974 700,0	366,8
Facilités permanentes accordées	-	-	-	-	687 500,0	19 483 700,0	2 734,0
Prêts à court terme octroyés	173 500,0	25 000,0	2 038 429,6	10 859 146,5	4 234 000,0	3 491 000,0	- 17,5
Prêts à moyen terme octroyés	-	-	-	-	-	-	-
Autres transactions des banques	-	-	-	-	-	-	-
Total volume des transactions	9 402 965,0	16 197 624,4	19 358 599,1	35 703 176,5	27 068 162,7	56 375 905,9	108,3

Source : Banque Centrale du Congo.

2|2|2 Transactions des autres clients aux guichets de la Banque Centrale du Congo

Virements bancaires effectués aux guichets de la Banque Centrale du Congo

Au cours de l'année 2023, les virements bancaires ordonnés par les autres clients de la Banque se sont chiffrés à 15.879.810,6 millions de CDF, soit une hausse de 25,5 % par rapport à l'année précédente. Ces virements bancaires sont constitués à 93 % des opérations sur les comptes de l'Etat.

Tableau III|2|10 Volume des virements bancaires effectués aux guichets de la Banque Centrale du Congo
(en millions de CDF)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Variation en %
Virements bancaires ordonnés par l'Etat	4 820 547,0	2 924 356,9	5 792 871,5	7 424 023,9	11 815 074,2	14 791 711,7	25,2
Virements bancaires ordonnés par la BCC	50 788,3	55 966,2	73 026,8	272 006,0	245 841,9	430 999,6	75,3
Virements bancaires ordonnés par autres clients	93 866,6	52 454,9	35 381,7	137 044,8	594 329,0	657 099,2	10,6
Total virements bancaires	4 965 202,0	3 032 778,0	5 901 280,0	7 833 074,7	12 655 245,1	15 879 810,6	25,5

Source : Banque Centrale du Congo.

Transferts d'espèces effectués aux guichets de la Banque Centrale du Congo

En 2023, les transferts des fonds effectués par les tiers en utilisant les guichets de la BCC, se sont chiffrés à 76.947,0 millions de CDF, soit une hausse de 41,8 % par rapport à 2022. Ces transferts de fonds ont été réalisés essentiellement en espèces, soit 72,6 %.

Tableau III|2|11 Volume des transferts effectués aux guichets de la Banque Centrale du Congo
(en millions de CDF)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Variation en %
Transferts payés via la compensation	27 269,9	24 850,8	39 736,3	21 527,1	10 567,6	21 078,1	99,5
dont transferts des Messageries financières	19 101,3	21 292,2	38 816,8	20 354,7	10 146,5	18 492,0	82,2
Transferts payés en espèces	19 995,0	23 626,2	27 463,8	33 784,7	43 707,0	55 868,9	27,8
Total	47 264,9	48 476,9	67 200,1	55 311,8	54 274,6	76 947,0	41,8

Source : Banque Centrale du Congo.

2|3 Gestion des réserves de change

La gestion des réserves de change s'articule autour d'un cadre fonctionnel et organisationnel répondant aux exigences internationales ainsi que d'un portefeuille de devises, dont l'allocation stratégique est fonction de la priorité des besoins en devises du pays.

2|3|1 Cadre fonctionnel et structurel

En 2023, l'organisation générale de la gestion des réserves est toujours tenue par trois organes de la Banque repartis à trois niveaux de gestion, à savoir :

- Niveau stratégique : Conseil de la Banque, présidé par le Gouverneur ;
- Niveau tactique : Comité de gestion des réserves de change ;
- Niveau opérationnel : Direction des Opérations Bancaires et des Marchés.

Par ailleurs, avec l'accompagnement du FMI, la BCC s'est engagée dans la révisitation de son cadre de gestion des réserves internationales en intégrant les aspects liés au dispositif de gestion des risques financiers. Il s'agit notamment de la mise en place d'une politique de gestion des réserves de change, de l'actualisation des instructions ad hoc et du règlement d'ordre intérieur du comité de gestion des réserves de change.

2|3|2 Gestion des réserves de change par la Banque Centrale du Congo

Le panier de réserves de change est principalement constitué du dollar américain. Les devises constitutives de ces réserves sont déposées auprès de la Banque des Règlements Internationaux (BRI).

Volume des avoirs extérieurs de la Banque Centrale du Congo

Les avoirs extérieurs détenus par la BCC ont atteint 5.583,8 millions de USD, soit une accumulation de 505,3 millions de USD par rapport à 2022.

Toutefois, les réserves internationales se sont situées à 5.131,1 millions d'USD à fin 2023. Elles représentent 91,9 % des avoirs extérieurs, le reste étant détenu en compte RME auprès des banques locales.

Signalons que les rachats des devises issues des recettes publiques, principale source des réserves de la République, ont constitué 81,42 % des recettes en devises de la Banque Centrale du Congo en 2023, contre 67 % en 2022. Aussi, les rachats nets auprès du Trésor public congolais (Rachats des recettes publiques encaissées en monnaies étrangères déduits des dépenses de l'Etat payées en devises) ont été positifs de 934,5 millions d'USD en 2023.

Tableau III|2|12 Evolution des réserves de la BCC (en millions d'USD)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Variation en %
Avoirs extérieurs bruts	879,0	1193,0	1414,1	4143,2	5078,6	5583,8	9,9
Réserves internationales	665,3	1141,3	708,9	2751,3	4382,9	5131,1	17,1
Réserves de change	647,8	1058,9	669,7	1999,9	3465,7	4681,8	35,1
Rachats nets auprès du Trésor Public	-142,3	-1086,5	-916,0	-21,0	272,4	934,5	243,1

Source : Banque Centrale du Congo.

Composition des réserves internationales

En 2023, les réserves internationales de la RDC ont été constituées à 82 % du Dollar américain et 17 % en Droits de tirages spéciaux.

La détention majoritaire de dollar américain permet de prévenir la survenance du risque de change, tous les besoins en devises de l'Etat et de la BCC étant principalement exprimés en dollar américain.

Tableau III|2|13 Composition des réserves de la BCC (en valeur relative)

	Code ISO	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Dollar américain	USD	97 %	93 %	95 %	64 %	81 %	82 %
Dollar australien	AUD	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Droits de tirage spéciaux	XDR	2 %	5 %	3 %	35 %	18 %	17 %
Euro	EUR	1 %	2 %	2 %	1 %	1 %	1 %
Total		100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Source : Banque Centrale du Congo.

2|4 Système national de paiement

Au cours de l'exercice 2023, le bon fonctionnement des infrastructures des marchés financiers, placées sous la surveillance de la Banque Centrale du Congo, et l'adoption continue des moyens de paiement modernes par les agents économiques, ont permis de soutenir le processus de transformation digitale de l'économie. Ces derniers ont également contribué à la stabilité du système financier, en assurant notamment la célérité des paiements, la bonne maitrise de risques de défaillance financière et la préservation de la confiance des agents économiques.

2|4|1 Evolution des systèmes de paiement

L'année 2023 a été marquée par l'entrée en activité d'un nouveau participant dans le système ATS et la sortie d'une banque commerciale, transformée en établissement de micro finance. Ainsi, le nombre des participants au marché

de paiements domestique organisé à travers la plateforme ATS[1] s'est maintenu à seize (16) institutions.

Le nombre d'opérations réglées dans le système SAREC[2] (RTGS) de la Banque Centrale du Congo est ressorti à 115.728 pour une valeur de 12.815,83 milliards de CDF, représentant des variations de 8 % en volume et de 83,19 % en valeur par rapport à l'année précédente. Cette évolution résulte de l'accroissement des virements pour compte des clients et pour compte propre des institutions financières, mettant en exergue l'intensification des échanges financiers à la faveur de la croissance de l'activité économique.

Dans le système ACH[3], le volume des échanges s'est établi à 140.733 opérations au cours de l'année 2023 pour un montant de 950,95 milliards de CDF contre un volume de 84.144 transactions enregistrées l'année précédente pour une valeur de 3.699,68 milliards de CDF. Cette baisse des transactions dans l'ACH relève du processus d'abandon, par les agents économiques, du chèque comme instrument de paiement des petits montants.

Tableau III|2|14 Evolution des transactions dans les systèmes de paiement de la BCC (valeur en millions de CDF)

Participants	Transactions Clientèle		Transactions entre IF		TOTAL	
RTGS	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
Banques Commerciales	26.910	24.508.658,6	45.963	18.804.736,8	72.873	43.313.395,4
BCC	19.123	16.207.516,1	23.732	68.637.392,9	42.855	84.844.909,0
Total 1	46.033	40.716.174,7	69.695	87.442.129,7	115.728	128.158.304,4
ACH						
Banques Commerciales	140.625	949.673,9	0	0	140.625	949.673,9
BCC	108	1.275,7	0	0	108	1.275,7
Total 2	140.733	950.949,6			140.733	950.949,6
Total général	186.766	41.667.124,3	69.695	87.442.129,7	256.461	129.109.254,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Au titre de la répartition des instruments de paiement traités dans le système de télé-compensation en 2023, les virements en volume ont représenté 94,23 % du volume des échanges contre 5,77 % pour les chèques. D'une année à l'autre, les virements ont augmenté de 48,32 % et les chèques ont enregistré un repli sensible de 46,23 %. Cette évolution confirme la préférence du virement par rapport au chèque.

Il y a lieu de relever que les prélèvements et les effets de commerce, notamment le billet à ordre et la lettre de change, restent des instruments qui ne sont pas encore activés dans le système ATS dans son compartiment ACH comme le montre le tableau ci-dessous :

Tableau III|2|15 Evolution des instruments traités dans ATS (valeur en millions de CDF)

Participants	Chèque		Virement		Prélèvement	
	Nombre	Valeur (millions de CDF)	Nombre	Valeur (millions de CDF)	Nombre	Valeur
Banques Commerciales	8 120	438.468,4	132.505	511.205,5	0	0,00
BCC	0	0,00	108	1.275,7	0	0
TOTAL	8 120	438.468,4	132.613	512.481,2	0	0

Source : Banque Centrale du Congo.

Pour la plateforme de traitement et de gestion des titres dématérialisés CSD en l'occurrence, la Banque Centrale du Congo est restée le gestionnaire des titres émis pour son compte propre et pour celui du Trésor. Cette plateforme a fonctionné normalement dans le respect du principe de livraisons contre paiement pour mitiger les risques des participants.

A fin 2023, la RDC compte deux infrastructures de marché financier gérées par les acteurs privés, à savoir le switch du consortium Multipay et celui de Paycode Fintech Congo. En outre, plusieurs initiatives ont permis de mettre en place des systèmes de paiement fonctionnant sur une base bilatérale. Ces derniers offrent notamment des services de transfert entre compte bancaire et porte-monnaie électronique.

Pour sa part, les indicateurs de suivi de l'activité et de fonctionnement du système de paiement MULTIPAY sont restés globalement satisfaisants. En effet, tout au long de l'exercice 2023, aucun incident majeur n'a été enregistré.

S'agissant du volume des transactions traitées dans le système de paiement MULTIPAY, il a atteint 241.593 opérations en 2023, soit une régression de 56 % par rapport à l'exercice précédent. En valeur, les opérations de retrait et de paiement traitées se sont situées à 8 millions de USD et 21,3 milliards de CDF, soit une régression respective de 77,7 % et 22 % comparativement à 2022.

Par ailleurs, le réseau MULTIPAY compte à fin 2023, 1,3 millions de cartes de paiement en circulation dont 533.531 cartes internationales et 777.477 cartes locales, 734 DAB[4] et 3.138 TPE[5] marchands déployés à travers 89 villes de la RDC.

[1] ATS : Système de Transfert Automatisé
[2] SAREC : Système Automatisé de Règlement du Congo
[3] ACH : Chambre de Compensation Automatisée
[4] DAB : Distributeur Automatique des Billets
[5] TPE : Terminal de Paiement Electronique

2|4|2 Evolution des services de paiement mobile

En ce qui concerne l'évolution des services de paiement mobile, l'industrie affiche une augmentation des comptes mobile money enregistrés de l'ordre de 19 %, passant de 37 à 44 millions de comptes à la clôture de l'exercice 2023. Il sied de relever que le réseau d'agents s'est densifié davantage et compte 722.801 inscrits pour une part d'agents actifs de 47 %, soit 339.921 agents. La forte concentration du réseau d'agents est observée dans les provinces de Kinshasa (172.122), Nord-Kivu (136.085), Haut Katanga (95.844), Sud-Kivu (58.808) et Kongo Central (29.048).

Pour ce qui est des paiements des biens et services par monnaie électronique, l'évolution notée en 2023 montre l'amélioration du réseau d'acception comptant 23.289 marchands dont 86 % sont actifs, soit 20.062 marchands même si ce niveau reste faible par rapport au potentiel du pays. Les 5 provinces ayant enregistré la plus forte concentration des marchands accepteurs sont Kinshasa (12.947), Sud Kivu (2.785), Nord Kivu (2.515), Haut Katanga (1.523) et le Kongo Central (846). Les 5 provinces dotées du plus faible réseau des marchands sont le Bas-Uele (9), la Tshuapa (40), le Sankuru (57), le Nord-Ubangi (54) et la Mongala (70).

2|4|3 Surveillance des systèmes, moyens et services de paiement

La surveillance des IMF[6], des prestataires de services de paiement et des agrégateurs a été renforcée au cours de la période sous revue, par la mise en place de nouveaux modèles de rapport sur les services de paiement pour faciliter la collecte des données pertinentes nécessaires à la surveillance des infrastructures de marchés financiers, des moyens et des services de paiement.

Dans le même élan de renforcement du cadre de surveillance, les travaux réalisés au cours de l'exercice sous revu ont permis entre autres d'aboutir aux résultats ci-après :

- La finalisation et la transmission au projet TRANSFORME d'un cahier de charges pour l'acquisition d'une plateforme électronique de surveillance devant permettre la collecte automatique des données des IMF, des moyens et services de paiements fournis par les Prestataires ;
- La finalisation du projet d'instruction sur la surveillance des opérateurs et participants des infrastructures des marchés financiers ;
- La finalisation d'un projet d'instruction sur l'organisation de l'interopérabilité des services financiers numériques en RDC et la mise en place de sa gouvernance ;
- La publication de l'instruction n° 52 sur la Centrale d'Incident de Paiement.

S'agissant de l'analyse des données collectées en 2023 auprès des assujettis, le taux de déclaration moyen est ressorti à 38 %. Pour améliorer la situation, la BCC prévoit au cours de l'exercice 2024 des actions d'encadrement en « one to one » de tous les assujettis pour expliquer les différentes rubriques de reporting mis en place, avant d'envisager le processus d'application des pénalités pour transmission erronée des données.

En dépit de contraintes autour des déclarations des données, les travaux réalisés au titre de contrôle hors site des IMF, des moyens et des services de paiement ont permis de souligner de nombreux points des forces en lien avec (i) le faible niveau de fraude sur les instruments de paiement garantissant la confiance du public dans les moyens de paiement, (ii) l'accélération de la volumétrie des paiements digitaux et la consolidation des instruments et de solution de paiement innovants, (iii) le fonctionnement continu des IMF permettant le traitement et le bon déroulement des échanges dans l'économie nationale et (iv) l'incidence positive des infrastructures de paiement ayant permis l'amélioration du taux d'inclusion financière à la faveur de l'accroissement des activités par la monnaie électronique.

Par ailleurs, la BCC a organisé des activités de contrôle sur place ayant ciblé les agrégateurs qui offrent des services permettant d'acheminer des flux financiers auprès des institutions financières. Ces contrôles ont mis en lumière le développement rapide des activités des agrégateurs dont le nombre a atteint 23 entités en 2023. La majorité opère dans le domaine de paiements.

Ces activités ont également relevé les efforts devant être fournis par cette nouvelle catégorie d'acteurs du marché pour rester dans les limites de l'acte d'autorisation de prester en qualité d'agrégateur, tout en veillant aux points d'attention qui ont été identifiés pour assurer la maitrise des risques liés aux activités de cette catégorie. Dans ce cadre, les agrégateurs qui ont été encore inactifs au moment des contrôles ont été mis en demeure pour un ultime délai de 6 mois pour le lancement des services.

[6] IMF : Infrastructures des Marchés Financiers

2|4|4 Participation aux systèmes de paiements régionaux

La RDC compte 3 participants dont la BCC, au système régional de règlement brut en temps réel SADC-RTGS qui couvre 16 pays membres de la SADC. Aussi, elle participe au système Règlement REPSS du COMESA, permettant aux institutions financières de régler leurs transactions avec les 21 pays membres du COMESA, en devise forte. A fin 2023, le volume des paiements entre la RDC et les pays de ces deux sous-régions est resté très faible.

La BCC entend initier en 2024 des actions de vulgarisation auprès des banques et de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC), pour l'utilisation accrue de ces deux systèmes de paiement régionaux qui ont l'avantage de garantir le dénouement des opérations régionales à faible coût et à courte durée.

Par ailleurs, la SADC a mis en place un nouveau système de petit montant dénommé SADC-TCIB. Cette solution n'est pas encore utilisée par les acteurs congolais à fin décembre 2023.

2|4|5 Contribution des systèmes et services de paiement a une inclusion financière accrue

Les actions de la Banque Centrale visant les aspects de l'inclusion financière relatifs aux paiements ont porté sur l'accompagnement des institutions de microfinances et des coopératives d'épargne et de crédit dans leur processus d'amélioration et de digitalisation de leurs activités. Les travaux réalisés ont permis à la BCC de rédiger en faveur des deux associations de microfinance deux cahiers de charges pour l'acquisition d'une plateforme financière commune clé en main ayant un ERP[7] et d'un CBS[8] couplé à un module d'autorisation et d'acquisition des cartes biométriques devant être intégrés au switch monétique national et l'acquisition de 10 mille TPE.

Le processus de consultation de marché pour cette réforme devrait se concrétiser au cours de l'exercice 2024 par la sélection d'un fournisseur devant implémenter la plateforme technique en faveur de ces deux associations et livrer lesdits TPE.

2|4|6 Projets en développement au sein de l'écosystème de paiement à l'initiative de la BCC

La BCC poursuit la reforme qu'elle a initiée sur l'interopérabilité des services financiers numériques dans la juridiction congolaise.

L'exercice 2023 est marqué par la poursuite de la gestion par la BCC de la plateforme commune d'interopérabilité qu'est le switch monétique national avec 6 participants dont un établissement de microfinance. L'activité de cette infrastructure est restée encore extrêmement faible en raison de l'absence des flux initiés par les participants connectés.

Pour accélérer le processus d'adhésion et accroitre les flux d'échange via le switch monétique national, la BCC a mené plusieurs actions dont l'organisation des rencontres avec les banques commerciales, les systèmes financiers décentralisés, les établissements de monnaie électronique et les agrégateurs dans l'objectif de partager la vision de la BCC en matière d'interopérabilité, à savoir une infrastructure commune et mutualisée pour faciliter les échanges de compte à compte quel que soit le type de compte et l'intégration de tous les instruments, services et canaux utilisés. Ces rencontres ont permis d'identifier plusieurs différents facteurs de frein du processus pour lesquels les réponses ont été apportées de manière à accélérer et clôturer au cours de l'exercice 2024 le processus d'intégration des participants et la création de la nouvelle société devant être issue de la participation des acteurs du marché.

Aussi, la BCC entend finaliser le processus de mise en place d'une centrale des Incidents de paiement par l'acquisition d'un logiciel dédié conçu pour la gestion des incidents de paiement. Ce projet devrait être appuyé en 2024 par la Banque Africaine de Développement qui s'est dite prête à accompagner la BCC pour l'implémentation de cette infrastructure.

2|5 Audit interne

2|5|1 Activités de l'Audit Interne

A la suite de l'exécution à 68 % des missions d'audit prévues dans la tranche annuelle 2022 et du glissement en 2023 des missions diligentées au Siège, un nouveau Plan Pluriannuel d'audit contenant 77 objets d'audit repartis sur les exercices 2023 à 2026 a été entériné par le Comité d'Audit.

[7] ERP : système de Gestion d'Entreprise
[8] CBS : Système Bancaire Central

Sur un total de 525 recommandations formulées en 2022 au niveau des entités provinciales, 270 d'entre elles demeurent en attente d'opérationnalisation, soit un taux de prise en main s'élevant à 48,5 %.

S'agissant des audits des Entités Provinciales, conformément à la tranche annuelle 2023 du Plan Pluriannuel d'audit 2023-2026, vingt-et-une missions d'audit ont été diligentées. Pour les Entités Organisationnelles du Siège, en plus de la reconduction de cinq missions de la tranche 2022, quatre nouveaux objets d'audit ont été retenus au Siège.

Aussi, globalement et de manière transversale, les missions diligentées auprès des Entités Provinciales, avec un taux d'exécution de 95 %, ont-elles mis en évidence quelques vulnérabilités ayant entrainé un certain nombre de recommandations pour les améliorations.

Interfaçage des missions d'audit externe et de révision comptable

Au courant de l'année 2023, deux Revues des données dans le cadre du programme économique du gouvernement appuyé par le FMI ont connu un dénouement satisfaisant : la 4ème pour la période de Juillet à décembre 2022 et la 5ème sur la période allant de janvier à juin 2023.

A cet effet, le travail, à ce niveau, a consisté en la validation des données monétaires pour l'évaluation des critères relatifs au *plancher des avoirs extérieurs nets (AEN)*, *au plafond sur la variation des Avoirs Intérieurs Nets (AIN)*, *au plafond sur la variation du Crédit Net à l'État (CNE), au plancher sur la variation des Réserves Internationales Nettes (RIN) et aux plafonds sur les variations des dépôts de la BCC.*

Par ailleurs, dans le cadre de l'exécution des diligences de pré-clôture comptable de l'exercice 2023, les Commissaires aux comptes, avec l'accompagnement des auditeurs internes, ont procédé successivement, au niveau de certaines entités provinciales sélectionnées, aux travaux de prise d'inventaire physique des encaisses au 30/12/2023 ainsi qu'à la revue des procédures de contrôle interne et à la réalisation des tests de validation comptable de fin de période.

En outre, au courant de l'exercice 2023, l'Audit Interne a assuré le suivi de la mise en œuvre des recommandations de la mission des sauvegardes du Fonds Monétaire International exécutée en 2020.

Pour mémoire, vingt-deux (22) recommandations majeures ont été formulées à l'endroit de la BCC, l'Audit Interne ayant la responsabilité du suivi de l'exécution desdites recommandations. De 2020 à 2022, Huit (08) recommandations ont été mises en œuvre et clôturées par les services du FMI.

Durant l'exercice 2023, sur les quatorze recommandations restantes, sept ont été mises en œuvre et sept autres sont en cours de traitement.

Professionnalisation et amélioration continue de l'audit interne

De par la nouvelle loi organique de la BCC, d'une part, et des normes internationales, qui exigent, notamment, la révision régulière des textes régissant le fonctionnement de la fonction « audit interne », d'autre part, l'Audit interne a transmis à la Haute Direction, pour compétence et validation, les projets de textes de fonctionnement de l'Audit interne, composés de : *(i) la Charte d'audit interne, (ii) le Statut particulier des Auditeurs internes et (iii) le Code de déontologie des Auditeurs internes*.

Par Décision du Conseil n°005/2023 du 15 juin 2023, la Charte d'audit interne a été approuvée par le Conseil et publiée par l'Ordre de service n° 196/23 du 08/09/2023 du Gouverneur.

Il est à noter que les versions actuelles de deux autres textes en cours de révision ont été successivement diffusées par les Ordres de services n° 0382 du 04/03/2003 pour le Statut particulier de l'Audit Interne et n° 095/11 du 06/06/2011 pour la Déontologie de l'Auditeur Interne.

Il convient de relever que, s'appuyant sur les exigences des normes internationales de la fonction d'audit, notamment la norme « 1210 - Compétence » et plus spécialement la norme « 1230 – Formation professionnelle continue », et sur recommandation du Fonds Monétaire International, l'Audit Interne a élaboré et fait valider par le Comité d'Audit, au mois de mai, le Plan Pluriannuel 2023-2026 de formation des Auditeurs internes, lequel a été entériné par la Haute Direction.

Réalisation d'un programme d'assurance et d'amélioration qualité

Consécutivement à la mission d'évaluation des Sauvegardes de la Banque Centrale en 2020 au titre du décaissement dans le cadre de la Facilité de Crédit Rapide (FCR) en faveur de la RDC par le Fonds Monétaire International et dans le cadre son examen-diagnostic de 5 grands volets du

cadre de gouvernance et de contrôle de la BCC (dispositif ELRIC), plus précisément dans son volet « mécanisme d'audit interne », la réalisation d'une évaluation qualité a été suggérée à la Banque.

En vue de mettre en œuvre cette recommandation, la Haute Direction a décidé qu'une évaluation externe de l'Audit Interne soit lancée en 2024 avec l'accompagnement de l'IFACI Certification, une filiale de l'*Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne.*

Par ailleurs, il est à noter que cette évaluation sera basée sur le Référentiel Professionnel de l'Audit Interne (RPAI - version 2020), lui-même articulé autour des dispositions du Cadre des Références Internationales de Pratiques Professionnelles (CRIPP) diffusé par l'IIA Global.

2|5|2 Activités de la cellule conformité

En lien avec l'objectif stratégique n°3 qui vise à renforcer la capacité institutionnelle, organisationnelle et opérationnelle de la Banque, l'Audit Interne y contribue à travers le projet destiné à « implémenter les dispositifs de lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme, la prolifération des armes (LCB/FT), l'alerte éthique (Déontologie) et la lutte contre la fraude ».

Dans le cadre de la mise en œuvre de ces dispositifs, une Cellule en charge de la Conformité à la Banque a été mise en place par la Directive n° 0001/23 du 03/03/2023, l'objectif visé étant la rédaction d'une politique globale de conformité à faire valider par le Conseil de la Banque et, d'autre part, la mise en place, à moyen terme, d'une entité autonome en charge de la Conformité au sein de la Banque.

2|5|3 Évaluation des risques de blanchiment

Dans le cadre des travaux du Groupe de Travail chargé de la mise en place du dispositif interne de Lutte Anti-Blanchiment à la Banque (GTLAB), en sa qualité d'assujettie, un projet de Lettre Collective relative à l'identification et à l'acceptation du client à la BCC a été élaboré et soumis à la Haute Direction.

Se conformant aux standards définis par le Groupe d'Action Financière (GAFI) mais aussi aux recommandations du Comité de Bâle, cette Lettre Collective s'articule autour des points suivants : *(i) les obligations d'identification et vérification de l'identité du client, (ii) l'acceptation du client, (iii) les acteurs en matière d'identification et (iv) les responsables en matière d'identification.*

En vertu de l'article 21 de la loi n° 22/068 du 27/12/2022 portant LBC/FT qui enjoint la Banque d'identifier et d'évaluer son exposition aux risques BC/FT proportionnellement à sa nature et sa taille ainsi qu'au volume de ses activités, des missions d'évaluation auprès de 20 entités provinciales ont été diligentées**.**

Cette évaluation vise à déterminer le profil de risques de chaque client de la Banque et les mesures d'atténuation à appliquer, d'une part, et à actualiser les politiques et les procédures de vigilance à l'égard de la clientèle, d'acceptation et d'identification des clients ainsi que de surveillance de la relation d'affaires et des opérations, d'autre part.

2|6 Autres activités de la Banque

2|6|1 Gestion courante

Dans le cadre de la gestion courante de la Banque, le Gouverneur a signé plusieurs Ordres de Services dont les plus importants sont :

1. Ordre de Service n°019/23 du 18 janvier 2023 relatif à la désignation d'un « Commissaire à la Résolution » auprès de AFRILAND FIRST BANK CD S.A. dont la durée du mandat est de six mois renouvelable.
2. Ordre de Service n°026/23 du 25 janvier ayant trait à la nouvelle codification des Entités Organisationnelles et indices de correspondance.
3. Ordre de Service n°154/23 du 20 juillet 2023 relatif à la prorogation du mandat du Commissaire à la Résolution auprès de AFRILAND FIRST BANK CD S.A.
4. Ordre de Service n°232/23 du 31 octobre 2023 portant désignation des membres de « l'équipe dédiée » chargée de la mise en œuvre des normes internationales d'informations financières IFRS au sein de la Banque Centrale du Congo. La durée du mandat de cette équipe est de douze mois renouvelables.

2|6|2 Participation de la haute Direction aux réunions internationales

Le Gouverneur

Avril 2023, Washington DC (Etats-Unis d'Amérique) : Participation aux Assemblées annuelles du Fonds Monétaire International et du Groupe de la Banque Mondiale. Les

réunions ont principalement porté sur les points suivants: (i) les perspectives économiques mondiales et régionales, (ii) les réunions consultatives du groupe Afrique II du FMI et de la Banque mondiale, et (iii) les réunions bilatérales entre la RDC et les services du FMI. À l'issue de ces réunions, le FMI et la Banque mondiale ont encouragé les autorités congolaises à maintenir la coordination des politiques macroéconomiques et à entreprendre toutes les réformes nécessaires en vue d'instaurer une bonne gouvernance et d'améliorer le climat des affaires, éléments essentiels pour garantir une croissance durable et soutenue.

Le 1er Vice-gouverneur

Janvier 2023, Dakar (Sénégal) : Participation au sommet sur «Nourrir l'Afrique: Souveraineté alimentaire et résilience». L'objectif central de cet événement était de trouver des solutions concrètes pour améliorer la production agricole et alimentaire en Afrique, dans le but ultime d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, dans un contexte mondial caractérisé par la perturbation d'approvisionnement des denrées alimentaires consécutive à la pandémie de Covid-19, au changement climatique et au conflit en Ukraine. Après discussions, il a été retenu que les principaux obstacles entravant le développement de l'agriculture en Afrique sont étroitement liés aux questions de financement, à la régulation des marchés financiers des produits agricoles et au manque d'infrastructures adéquates.

Mars 2023, Gambie: Participation à la réunion du Bureau de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA). Les discussions du Bureau ont porté sur les points suivants: (i) l'état de mise en œuvre des décisions du Conseil, (ii)l'évaluation de la mise en œuvre du Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA), (iii) la proposition de sous-thème pour le Séminaire Continental et le Symposium de l'ABCA de l'année 2023, (v) les propositions d'utilisations des fonds de réserves, (vi) les offres des opérateurs du secteur privé et (vii) les dates des prochaines rencontres. Au cours de cette réunion, il a été constaté que les performances macroéconomiques des pays africains étaient faibles, en grande partie en raison des récents chocs externes. Ainsi, aucun pays n'a réussi à respecter les huit critères de convergence macroéconomique. Cette situation souligne la nécessité pour les sous-régions qui n'ont pas encore élaboré de cadre de politique monétaire de présenter une feuille de route avant la prochaine réunion du Conseil, comme l'a vivement encouragé le Bureau.

Mai 2023, Luanda (Angola) : Participation à la 56ème Réunion du Comité des Gouverneurs des banques Centrales de la SADC(CCBG). L'ordre du jour de cette réunion était principalement axé sur l'examen et l'approbation de divers rapports, ainsi que sur les recommandations formulées par les sous-comités concernant les progrès réalisés dans la mise en œuvre des domaines d'intervention stratégiques du Comité, à savoir la promotion de l'intégrité financière, l'amélioration de l'inclusion financière, le maintien de la stabilité financière, la promotion de l'intégration des marchés financiers et la convergence macroéconomique (MEC). À l'issue de ces discussions, toutes les recommandations émises par les Comités des Officiels des Banques Centrales (CCBO) ont été examinées et adoptées par les gouverneurs. Il a été rappelé aux banques centrales l'importance de travailler en vue de respecter les critères de convergence. Cela souligne l'engagement envers la stabilité macroéconomique et la coordination des politiques monétaires dans la région. Par ailleurs, la Banque Centrale de la Madagascar a invité les participants à prendre part à la célébration de ses 50ème anniversaire.

Le 2ème Vice-gouverneur

Juin 2023, Nairobi (Kenya) : Participation à la 88ème réunion su Comité Exécutif de l'Association Africaine de Crédit Rural et Agricole «AFRACA». La 88ème réunion, organisée par le Secrétariat Général, avait pour principaux points à l'ordre du jour: (i) l'examen du procès-verbal de la 87ème réunion du Comité Exécutif de l'AFRACA, (ii) la présentation du rapport d'audit, (iii) la présentation du rapport de gestion du Secrétariat Général, et (iv) la discussion sur la 22ème Assemblée Générale de l'AFRACA prévue en juillet 2023.

Au cours de cette réunion, le procès-verbal de la 87ème réunion du Comité Exécutif a été examiné et jugé conforme. Le rapport d'audit a confirmé l'absence de fautes ou d'irrégularités dans les opérations, et l'auditeur a donné son approbation quant à la gestion du Secrétariat Général.

Juin 2023, Victoria (Seychelles) : Participation à la 12ème Table Ronde Annuelle des décideurs de l'Initiative Politique Africaine d'Inclusion financière et à l'atelier technique. Ces événements se sont déroulés selon trois formats différents: (i) des séances plénières regroupant tous les participants, (ii) des travaux en groupes et (iii) une table ronde réservée aux décideurs.

Au cours de ces rencontres, il a été souligné que l'utilisation du cash représente un obstacle à l'inclusion financière. Par conséquent, il est impératif de prendre des mesures pour lutter contre la circulation de la monnaie fiduciaire,

car cette circulation entrave, dans une certaine mesure, les progrès de l'inclusion financière. C'est pourquoi il est essentiel que les Banques Centrales s'engagent dans la numérisation des services financiers de manière générale, et plus particulièrement dans la création d'une monnaie numérique de banque centrale.

3|6|3 Mouvement du Personnel, Formation des Agents et encadrement des stagiaires.

Personnel

Effectif de la Banque

A la clôture de l'année 2023, l'effectif de la Banque s'est chiffré à 1 684 agents à raison de 1 219 agents du Siège, soit 72 %, et 465 agents, soit 28 % répartis dans les Entités Provinciales.

En comparaison de l'année 2022 où la Banque comptait 1 670 agents dont 1 195, soit 72 %, au Siège et 475 agents, soit 28 %, en Province, il se dégage une augmentation globale des effectifs de l'ordre de 14 unités.

Tableau III|2|16 Evolution de l'effectif de la Banque

Localisation	Déc. 2022		Déc. 2023		Variation	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Siège	1 195	71,56 %	1 219	72,39 %	24	1,43 %
Entités Provinciales	475	28,44 %	465	27,61 %	-10	0,59 %
Total	1 670	100 %	1 684	100 %	14	0,83 %

Source : Banque Centrale du Congo

Sur les 1 684 agents dénombrés à la fin de l'année 2023 à la Banque, dont 76 % pour les hommes. Comparativement à l'année 2022, il se dégage une augmentation de 08 agents féminins et de 06 agents masculins, comme l'indique le tableau ci-dessous :

Tableau III|2|17 Evolution du Personnel par Sexe

Sexe	Déc. 2022		Déc. 2023		Variation en	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Féminin	400	23,95 %	408	24,23 %	8	0,48 %
Masculin	1 270	76,05 %	1 276	75,77 %	6	0,36 %
Total	1 670	100 %	1 684	100 %	14	0,83 %

Source : Banque Centrale du Congo

Répartition du Personnel par Organes

La répartition des effectifs de la Banque au niveau de ses Structures Organisationnelles se présente comme suit :

Tableau III|2|18 Répartition du personnel du Siège

STRUCTURES DU SIEGE		EFFECTIF PAR SEXE				
Indice	Noms	F	M	Total	%	% BCC
Cab.	Cabinet de la Haute Direction	8	50	58	4,76 %	3,44 %
D.000.1	S/Dir. Sécurité du Siège et des Entités Provinciales	4	31	35	2,87 %	2,08 %
D.000.2	Cellule Technique de Passation des Marchés	5	5	10	0,82 %	0,59 %
D.020	Audit Interne	12	36	48	3,94 %	2,85 %
D.022	Audit Interne / Gestion des Risques	3	11	14	1,15 %	0,83 %
D.030	Dir. Inspection	14	46	60	4,92 %	3,56 %
D.040	Dir. Organisation et Planification	4	13	17	1,39 %	1,01 %
D.050	Structure de Suivi des Projets et Réformes	1	4	5	0,41 %	0,30 %
D.060	Dir. Analyses Economiques	8	20	28	2,30 %	1,66 %
D.070	Dir. Recherche et des Statistiques	10	28	38	3,12 %	2,26 %
D.080	Dir. Operations Bancaires et des Marchés	26	37	63	5,17 %	3,74 %
D.090	Dir. Trésorerie	38	60	98	8,04 %	5,82 %
D.100	Dir. Suivi des Opérations de Change	23	19	42	3,45 %	2,49 %
D.110	Dir. Surveillance des Intermédiaires Financiers	18	45	63	5,17 %	3,74 %
D.120	Dir. Agréments et de la Règlementation	4	8	12	0,98 %	0,71 %
D.130	Dir. Surveillance des Systèmes de Paiement	6	14	20	1,64 %	1,19 %
D.140	Dir. Ressources Humaines	44	88	132	10,83 %	7,84 %
D.150	Dir. juridique	12	18	30	2,46 %	1,78 %
D.160	Dir. Hotel des Monnaies	10	50	60	4,92 %	3,56 %
D.161	Dir. Production	6	56	62	5,09 %	3,68 %
D.162	Dir. Commerciale	3	12	15	1,23 %	0,89 %
D.163	Dir. Technique		23	23	1,89 %	1,37 %
D.164	Dir. Financière	1	6	7	0,57 %	0,42 %
D.170	Dir. Services Généraux	22	67	89	7,30 %	5,29 %
D.180	Dir. Comptabilité et du Budget	20	28	48	3,94 %	2,85 %
D.190	Dir. Informatique	7	93	100	8,20 %	5,94 %
D.200	Dir. Formation	7	8	15	1,23 %	0,89 %
D.210	Dir. Caisse de Retraite	6	7	13	1,07 %	0,77 %
D.220	Dir. Coord. du Réseau des Entités Provinciales	5	9	14	1,15 %	0,83 %
TOTAL DU SIEGE		327	892	1219	100 %	72,39 %

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau III|2|19 Répartition du personnel des entités provinciales

STRUCT. ORGANISATIONNELLE DES PROVINCES		EFFECTIF PAR SEXE				
Indice	Noms	F	M	Total	%	% BCC
DP.010	DP BUKAVU	8	28	36	7,74 %	2,14 %
DP.020	DP MBANDAKA	4	17	21	4,52 %	1,25 %
DP.020.1	AA ZONGO		10	10	2,15 %	0,59 %
DP.020.2	AA BUMBA	1	7	8	1,72 %	0,48 %
DP.020.3	AA BOENDE	4	7	11	2,37 %	0,65 %
DP.020.4	AA GBADOLITE		9	9	1,94 %	0,53 %
DP.030	DP KANANGA	7	27	34	7,31 %	2,02 %
DP.030.1	AA ILEBO		8	8	1,72 %	0,48 %
DP.040	DP KISANGANI	9	31	40	8,60 %	2,38 %
DP.040.1	AA BUTA		6	6	1,29 %	0,36 %
DP.050	DP LUBUMBASHI	25	48	73	15,70 %	4,33 %
DP.050.1	AA KASUMBALESA	2	8	10	2,15 %	0,59 %
DP.050.2	AA KOLWEZI		9	9	1,94 %	0,53 %
DP.050.3	AA KALEMIE	2	7	9	1,94 %	0,53 %
DP.050.4	AA KAMINA	1	7	8	1,72 %	0,48 %
DP.050.5	AA KONGOLO		8	8	1,72 %	0,48 %
DP.060	DP MATADI	5	28	33	7,10 %	1,96 %
DP.060.1	AA BOMA	3	11	14	3,01 %	0,83 %
DP.070	DP BANDUNDU		17	17	3,66 %	1,01 %
DP.070.1	AA INONGO		7	7	1,51 %	0,42 %
DP.070.2	AA KIKWIT		8	8	1,72 %	0,48 %
DP.080	DP MBUJI MAYI	4	27	31	6,67 %	1,84 %
DP.090	DP GOMA	6	26	32	6,88 %	1,90 %
DP.100	DP KINDU		23	23	4,95 %	1,37 %
TOTAL PROVINCE		81	384	465	100 %	27,61 %

Source : Banque Centrale du Congo.

Répartition du Personnel par Grade

En ce qui concerne la répartition des effectifs suivant les grades, les sous-totaux des effectifs par catégorie des grades indiquent ce qui suit :

- 54,99 % des agents, soit près de 2/3, sont porteurs des grades de la 3ème catégorie,
- 33,37 % des agents sont porteurs des grades de la 2ème catégorie,
- 6,06 % des agents sont porteurs des grades de la 4ème catégorie,
- 4,99 % des agents, exclusivement des Cadres de Direction et Assimilés, sont porteurs des grades de la 1ère catégorie,
- 0,59 % des agents sont porteurs des grades de la 5ème catégorie.

Tableau III|2|20 Répartition du Personnel actif par grade

CATEGORIE DES GRADES	CADRE DE DIRECTION			NON CADRE DE DIRECTION			TOTAL GENERAL	%
	F	M	Total	F	M	Total		
Catégorie 1 (111 à 133)	11	73	84	-	-	0	84	4,99 %
Catégorie 2 (211 à 243)	6	53	59	152	351	503	562	33,37 %
Catégorie 3 (311 à 343)	-	3	3	229	694	923	926	54,99 %
Catégorie 4 (411 à 433)	-	-	0	10	92	102	102	6,06 %
Catégorie 5 (511 à 523)	-	-	0	-	10	10	10	0,59 %
TOTAL GENERAL	17	129	146	391	1 147	1 538	1 684	100 %
%	1,01 %	7,66 %	8,67 %	23,22 %	68,11 %	91,33 %	100 %	

Source : Banque Centrale du Congo

Durant l'année 2023, la Banque a enregistré 81 départs pour raisons diverses contre 95 engagement tel que détaillés dans le tableau ci-dessous.

Tableau III|2|21 Mouvements du personnel

MOUVEMENT	EFFECTIF PAR MOIS												
	Janv	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Total
Retraite normale	3	1	6	5	8	5	3	8	5	7	6	6	63
Retraite anticipée	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	1	4
Décès	1	1	1	-	-	-	1	-	1	1	-	2	8
Détachement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Mise en Dispo	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	3
Démission	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1
Licenciement	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Total Sortie	4	3	7	6	9	5	5	8	7	9	8	10	81
Engagement	3	-	-	2	1	4	-	-	-	44	37	4	95
ECART	-1	-3	-7	-4	-8	-1	-5	-8	-7	35	29	-6	14

Source : Banque Centrale du Congo

Répartition du personnel par niveau d'études

Le tableau ci-dessous nous renseigne que 1.065 agents, soit 63 %, sur l'effectif global du personnel actif, ont au moins un diplôme de niveau supérieur et/ou universitaire contre 619 agents, soit près de 37 %, n'ayant pas de titre académique ou supérieur.

Tableau III|2|22 Répartition du personnel de la Banque par niveau d'études

NIVEAU D'ETUDES		EFFECTIF PAR SEXE			
		F	M	Total	%
Universitaire	Licence et plus (Bac + 5 & Plus)	171	569	740	43,94 %
	Graduat (BAC + 3)	94	231	325	19,30 %
Sous-total 1		265	800	1 065	63,24 %
Non Universitaire	Diplôme d'Etat	103	323	426	25,30 %
	Brevet Aptitude Professionnel	1	13	14	0,83 %
	Secondaire	36	95	131	7,78 %
	Primaires	2	27	29	1,72 %
	Autres	1	18	19	1,13 %
Sous-total 2		143	476	619	36,76 %
Total général		408	1 276	1 684	100 %

Source : Banque Centrale du Congo

Répartition du personnel par catégorie professionnel

Au regard du caractère « élitiste » de l'Institut d'Emission, la répartition de l'effectif global de l'Institut d'Emission suivant les catégories professionnelles d'appartenance répond aux standards, étant donné que la base de la pyramide est, en principe, constituée des agents qui exercent des emplois catégorisés « Techniciens ».

Tableau III|2|23 Répartition du personnel actif de la Banque par catégorie professionnelle

CATEGORIE PROFESSIONNELLE		EFFECTIF PAR SEXE			
CATEGORIE	POSITIONNEMENT / FONCTION	Féminin	Masculin	Total	%
MANAGERS	Cadre de Direction & Assimilé	11	79	90	5,34 %
	Responsable de Service	49	166	215	12,77 %
Total MANAGERS		60	245	305	18,11 %
PROFESSIONNELS	Assimilé au Cadre de Direction	6	50	56	3,33 %
	Principal non Cadre de Direction	-	1	1	0,06 %
	Autres	106	310	416	24,70 %
Total PROFESSIONNELS		112	361	473	28,09 %
TECHNICIENS		227	569	796	47,27 %
SOUTIENS ADMINISTRATIFS OU TECHNIQUES		9	87	96	5,70 %
METIERS NON SPECIALISES		-	14	14	0,83 %
TOTAL GENERAL		408	1 276	1 684	100 %

Source : Banque Centrale du Congo

Répartition du personnel selon l'âge et par ancienneté à la Banque

La comparaison des effectifs de la Banque Centrale du Congo selon l'âge renseigne que plus du tiers des agents de la Banque, c'est-à-dire 619 personnes (36,76 %), sont âgés de plus de 55 ans. S'agissant de l'ancienneté, le tiers de l'effectif global, soit 460 personnes (27,32 %) est composé des agents de plus de 25 ans de carrière.

Tableau III|2|24 Répartition du personnel actif selon l'âge et par ancienneté à la Banque

TRANCHE D'AGE	TRANCHE D'ANCIENNETE A LA BANQUE										
	0 à 5	06 à 10	11 à 15	16 à 20	21 à 25	26 à 30	31 à 35	36 à 40	41 et plus	Total	%
20 à 24 ans	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0,06 %
25 à 29 ans	24	2	-	-	-	-	-	-	-	26	1,54 %
30 à 34 ans	43	48	1	-	-	-	-	-	-	92	5,46 %
35 à 39 ans	47	127	84	7	-	-	-	-	-	265	15,74 %
40 à 44 ans	12	90	148	20	2	-	-	-	-	272	16,15 %
45 à 49 ans	9	77	69	69	18	-	-	-	-	242	14,37 %
50 à 54 ans	3	29	19	54	44	-	18	-	-	167	9,92 %
55 à 59 ans	1	12	10	37	52	14	115	7	-	248	14,73 %
60 à 64 ans	-	3	1	28	33	22	216	65	3	371	22,03 %
Total	140	388	332	215	149	36	349	72	3	1 684	100 %
%	8,31 %	23,04 %	19,71 %	12,77 %	8,85 %	2,14 %	20,72 %	4,28 %	0,18 %	100 %	

Source : Banque Centrale du Congo

Formation des Agents et encadrement des stagiaires.

En 2023, au total **72** actions de formation, dont **42** localement, ont été organisées. Elles ont connu une participation totale de **1.259** agents, cadres et cadres de direction, dont **1.192** pour les actions locales et **67** pour les actions à l'étranger.

Tableau III|2|25 Personnel formé au pays

N°	Intitulé	Période	Lieu	Institution	Nombre
1	Contrôle sur place du risque de crédit	9 au 20 janvier 2023	Kinshasa	FMI/AFRITAC CENTRE	40
2	Formation des OPJ	6 au 10 février 2023	Kinshasa	BCC	20
3	Formation « ANGLAIS » chez CALI		Kinshasa	CALI	6
4	Fondamentaux de la Gestion des Risques	17 au 28 avril 2023	Kinshasa	Setym International	25
5	Sécurité Incendie	22 mai au 09 juin 2023	Kinshasa	Maison IKOKO	48
6	Elaboration et suivi des indicateurs	13 au 24 juillet 2023	Kinshasa	BCC	25
7	Points Focaux du Plan Opérationnel	03 au 07 juillet 2023	Kinshasa	BCC	50
8	Evaluation de l'efficacité des formations et la mise en place des indicateurs	18 au 22 juillet 2023	Kinshasa	BCC	9
9	Swift version 7.6	19 au 25 juillet 2023	Kinshasa	BCC	20
10	Contrôle des Opérations dans Navision	03 au 07 juillet 2023	Kinshasa	BCC	16
11	BCC ForEx	19 au 21 juillet 2023	Kinshasa	BCC	103
12	Séminaire sur la Connaissance de la Banque des Membres du Conseil	03 au 07 juillet 2023	Kinshasa	BCC	8
13	Formation des Délégués Syndicaux	11 au 20 juillet 2023	Kinshasa	BCC	23
14	Formation SWIFT version 7.6 (Groupe 2 Audit & Inspection)	28 août au 01 septembre 2023	Kinshasa	BCC	15
15	Formation BIVAC	08 au 09 août 2023	Kinshasa	BCC	36
16	Opérations de la Salle des Marchés	04 au 08 septembre 2023	Kinshasa	BCC	20
17	Mission d'Assistance Technique du FMI sur les IFRS	07 au 18 août 2023	Kinshasa	BCC	72
18	Programmation et Politiques financières	21 août au 01 septembre 2023	Kinshasa	BCC	24
19	Partage d'expérience sur l'Exercice de l'activité de surveillance avec la BEAC	28 août au 01 septembre 2023	Kinshasa	BCC	20
20	Formation SEGUCE	08-août-23	Kinshasa	SEGUCE	10
21	Opérations de la Salle des Marchés	4 au 8 septembre	Kinshasa	BCC	17
22	Applicatif Navision	05 au 08 septembre 2023	Kinshasa	BCC	17
23	Comptabilité Analytique	04 au 15 septembre	Kinshasa	BCC	42
24	Supervision bancaire basée sur le risque (Module I)	18 au 29 septembre	Kinshasa	BCC	10
25	Normes IFRS	25 au 29 septembre 2023	Kinshasa	BCC	72
26	Projet d'implémentation du système de prévention (QPM)	25 septembre au 4 octobre	Kinshasa	BCC	10
27	MS Project	02 au 06 octobre	Kinshasa	BCC	25
28	Cobit 2019	09 au 14 octobre	Kinshasa	BCC	23
29	Santé et Sécurité au travail	10 au 11 octobre	Kinshasa	BCC	20
30	ERP Navision	16 au 20 octobre	Kinshasa	BCC	18
31	Outils de développement RH	18 au 27 octobre 2023	Kinshasa	BCC	20
32	Connaissance de la Banque	19 octobre au 03 novembre	Kinshasa	BCC	46
33	Navision Approfondie	24 octobre au 03 novembre	Kinshasa	BCC	15
34	Gestion des projets de développement SCRUM	02-nov-23	Kinshasa	BCC	22
35	Contrôle sur place du risque de crédit	13 au 24 novembre 2023	Kinshasa	BCC	19

N°	Intitulé	Période	Lieu	Institution	Nombre
36	Optimisation et gestion des placements et des risques financiers	6 au 13 novembre	Kinshasa	BCC	20
37	Navision		Kinshasa	BCC	60
38	DYNAMIC NAV	4 au 8 décembre	Kinshasa	BCC	20
39	SYSPAIE	28 déc. 2023 au 5 janvier 2024	Kinshasa	BCC	30
40	La Bureautique	12-juin-23	Kinshasa	BCC	54
41	Déroulement et la Comptabilisation des Opérations Titres	14 au 27 juin 2023	Kinshasa	BCC	32
42	Applicatif Navision	14 au 21 juin 2023	Kinshasa	BCC	10
Total					1 192

Tableau III|2|26 Personnel formé à l'étranger

N°	Intitulé	Période	Lieu	Institution	Nombre
1	Eléments fondamentaux de la supervision bancaire	07 au 22 janvier 2023	Maurice	FMI	1
2	Cyber-sécurité	17 au 19 janvier 2023	USA	FMI	2
3	techniques de prévision immédiate ou Nowcasting	21 au 29 janvier 2023	Maurice	FMI	1
4	L'Application d'un logiciel économétrique aux données d'enquêtes transversales à l'aide de données d'inclusion financière et ses conséquences pour la stabilité financières	20 au 24 février 2023	Kenya	COMESA	2
5	Planification et exécution des opérations de titres publics	27 février au 02 mars	Cameroun	FMI	1
6	Restructuration et la Résolution des Banques	27 au 31 mars	Maurice	IFA et FMI	2
7	Building African Financial Markets sur les marchés financiers africains	12 au 14 avril 2023	Zimbabwe	Zimbabwe Stock Exchange Limited	2
8	Politiques et Programmation Financières	13 au 28 mai 2023	Maurice	FMI	2
9	Ortea Sirius Advanced 200Kva		Italie	Maison Ortea	3
10	Statistique de la Dette Extérieure	17 au 21 juillet 2023	Maurice	FMI	1
11	Politique Monétaire	31 juillet au 11 août 2023	Maurice	FMI	1
12	Formation sur "ISO20022"	06 au 12 août 2023	Kenya	EAC	2
13	Analyse de la viabilité de la dette extérieure pour les pays à faible revenus	9 au 17 septembre	Maurice	IBFI	1
14	Politique Monétaire dans un environnement d'incertitude	9 au 15 septembre	Paris	IBFI	1
15	Surveillance des Systèmes de placements des paiements et des règlements dans le cadre du Système de paiement de la CAE	23 au 30 septembre	Ouganda	EAC	2
16	Règlementation et Surveillance des Fintech		Maurice	FMI	1
17	Digitalisation et risques informatiques/cyber : pour une approche efficace de la régulation et de la supervision bancaires	6 au 10 novembre	Cameroun	FMI	5
18	Swift Security Bootcamp	5 au 11 novembre	Belgique		5
19	lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	19 au 25 novembre	Paris	IBFI	2
20	Programmation et Politiques Financières	21 octobre au 05 novembre		FMI	1
21	Règlementation et la Surveillance des Fin Tech	30 octobre au 03 novembre	Maurice	FMI	1
22	Techniques Swift Scope Oracle Database	21 au 10 octobre	Egypte	Global Academy	4
23	Fintech Market Development and Policy implications	2 au 10 décembre 2023	Maurice	FMI	2
24	Formation ALLOT	07 au 18 décembre 2023	Espagne	Firme ALLOT	4
25	Compilation des statistiques sur les envois de fonds	02 au 10 décembre 2023	Ouganda		1
26	Système mondial de communication i24/7 d'Interpol	04 au 08 décembre 2023	Cameroun	Interpol	3
27	Améliorer la responsabilité et la transparence et freiner la corruption et les flux financiers illicites en Afrique	09 au 17 décembre 2023	Nigeria		3
28	Technologie Angular 15	16 au 23 décembre 2023	Tunisie	Firme IPL	2
29	Route to ISO 20022	05 au 06 décembre 2023	Paris		5
30	Fiber Monitoring Solution	6 au 17 décembre 2023	Paris		4
Total					67

Accueil des stagiaires

Au cours de cette année 2023, 1.285 étudiants ont été admis en stage académique au sein de notre Institution. Ils ont été répartis comme suit :

Tableau III|2|27 Nombre des stagiaires reçus

N°	Noms des directions	Nombre des stagiaires reçus
01	DIRECTION DES OPERATIONS BANCAIRES ET DES MARCHES	233
02	DIRECTION DE L'INFORMATIQUE	284
03	DIRECTION DES RECHERCHES ET DES STATISTIQUES	133
04	DIRECTION DES SUIVIS DES OPERATIONS DE CHANGE	53
05	DIRECTION DES RESSOURCS HUMAINES	98
06	DIRECTION DES ANALYSES ECONOMIQUES	135
07	DIRECTION JURIDIQUE	68
08	DIRECTION DES SERVICES GENERAUX	56
09	DIRECTION DE LA SURVEILLANCE DES SYSTEMES INTERMEDIAIRES FINANCIERS	62
10	DIRECTION DE LA SURVEILLANCE DES SYSTEMES DE PAIEMENT	52
11	DIRECTION DE LA CAISSE DE RETRAITE	55
12	DIRECTION DE LA COORDINATION DU RESEAU DES ENTITES PROVINCIALES	27
13	DIRECTION DE LA FORMATON	25
14	DIRECTION DE LA TRESORERIE	2
15	DIRECTION DE L'ORGANISATION ET PLANIFICATION	2
	TOTAL	1285

Ces étudiants nous ont été recommandés par les Universités et Instituts Supérieurs ci-après :

Tableau III|2|28 Provenance des stagiaires reçus

N°	Noms des institutions de Provenance	Nombre des stagiaires reçus
01	UNIVERSITE WILLIAM BOOTH	7
02	ITP POTO POTO	2
03	CYPRUS INTERNATIONAL UNIVERSITY	2
04	LEADERSHIP ACADEMIA UNIVERSITY	47
05	UNIVERSITE LIBRE DE KINSHASA	34
06	COLLEGE BOBOTO	4
07	INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION	1
08	UNIVERSITE PROTESTANTE DU CONGO	129
09	UNIVERSITE DE KINSHASA	229
10	UNIVERSITE CATHOLIQUE DU CONGO	184
11	UNIVERSITE BEL CAMPUS	2
12	UNIVERITE PEDAGOGIQUE NATIONALE	137
13	INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION, PROGRAMMATION ET D'ANALYSE	14
14	UNIVERSITE CATHOLIQUE CARDINAL MALULA	41
15	UNIVERSITE DE LUBUMBASHI	1
16	ECOLE DES FINANCES	1
17	ECOLE SUPERIEUR DES METIERS, D'INFORMATION ET DE COMMERCE	1
18	UNIVERSITE SAINT DOMINIQUE	1
19	UNIVERSITE FRANCOPHONE DU CONGO	1
20	UNIVERSITE FRANCO-AMERICAINE	1
21	INSTITUT NATIONAL DES ARTS	1
22	UNIVERSITE DE KISANGANI	2
23	INSTITUT BOBOKOLI	8
24	COMPLEXE SCOLAIRE ELIKYA	6
25	GROUPE SCOLAIRE DU MONT AMBA	2
26	COKLLEGE EMERITE	1
27	INSTITUT SUPERIEUR DE COMMERCE	126
28	INSTITUT SUPERIEUR PEDAGOGIQUE DE LA GOMBE	86
29	UNIVERSITE REVEREND KIM	56
30	UNIVERSITE LOYOLA DU CONGO	25
31	INSTITUT SUPERIEUR DE TECHNIQUES APPLIQUEES	26
32	UNIVERSITE DU BANDUNDU	4
33	AMERICAN UNIVERSITY OF KINSHASA	3

34	INSTITUT SUPERIEUR DES ARTS ET METIERS	6
35	UNIVERSITE DE SORBONNE	2
36	ECOLE SUPERIEUR DE FORMATION DES CADRES	5
37	EPI BUSINESS SCHOOL	2
38	TIME UNIVERSITY	2
39	UNIVERSITE PCP-CONGO-CENTER	1
40	INSTITUT SUPERIEUR PEDAGOGIQUE ET TECHNIQUE	2
41	UNIVERSITE SUPERIEUR DE GESTION	4
42	UNIVERSITE DU QUEBEC	2
43	UNIVERSITE DE MAZENOD	4
44	UNIVERSITE DU CEPROMAD	6
45	UNIVERSITE MAPON	3
46	COLLEGE BONSOMI	12
47	COMPLEXE SCOLAIRE CHRIST SAUVEUR	10
48	ITC KAMO	5
49	COLLEGE SAINT RAPHAEL	3
50	ECOLE REVEREND KIM	2
51	COMPLEXE SCOLAIRE CARDINAL MALULA	1
52	ECOLE D4APPLICATION EDAP	1
53	COMPLEXE SCOLAIRE LE FIGIEUR	1
54	FINAL UNIVERSITY	2
55	INSTITUT FACULTAIRE DES SCIENCES DE L4INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	2
56	UNIVERSITE ULPA/KINSHASA	1
57	ENDAT STANDARD INDEXES LTD (ESI UNIVERSITY)	1
58	INSTITUT NATIONAL DES STATISTIQUES	1
59	INSTITUT SUPERIEUR DES STATISTIQUES	4
60	ECOLE INFORMATIQUE DE FINANCE	12
61	INSTITUT DU PETROLE ET GAZ	1
62	UNIVERSITE LIBRE PROTESTANTE EN AFRIQUE	1
63	INSTITUT NATIONAL DE PREPARATION PROFESSIONNELLE	3
64	UNIVERSITE DE WUHAN	1
65	TSHWAME UNIVERSITY	1
	TOTAL	1285

GENRES

Tableau III|2|29 Stagiaires reçus selon le genre

Genres	Nombre des stagiaires
MASCULIN	692
FEMININ	593
TOTAL	1285

NIVEAUX

Tableau III|2|30 Stagiaires reçus selon le niveau d'études

Niveau d'étude	Nombre des stagiaires
4ème GRADE	1
3ème GRADE	1
M2	15
L2	469
L1	87
G3	580
G2	57
G1	6
6ème HUMANITES	56
TOTAL	1285

3| Comptes de la Banque

Les comptes annuels de la BCC à la fin de l'exercice comptable 2023 ont été marqués par :

- l'encaissement des ressources attendues du Trésor Public notamment celles découlant de la signature par la BCC et le Gouvernement, en décembre 2021, du Protocole d'accord sur la régularisation des créances sur l'Etat et de son Avenant d'avril 2022 ;
- l'arrêt de l'essentiel des dépôts à terme auprès de AFREXIM Bank ;
- les appuis à la balance des paiements reçus du FMI dans le cadre du programme FEC ;
- la signature de la convention de recapitalisation fixant les modalités de libération du capital social de la Banque Centrale par l'Etat.

3|1 Bilan

La taille bilantaire est passée de 15.346.226 millions de CDF au 31 décembre 2022 à 20.661.939 millions en 2023, soit un accroissement de 5.315.713 millions.

3|1|1 Actif

Du point de vue de l'actif, l'accroissement du bilan s'explique par l'augmentation des avoirs et créances en or et en ME hors DTS de 4.222.220 millions de CDF, des avoirs et créances en DTS de 522.196 millions de CDF, des avoirs et créances en MN de 244.000 millions de CDF et des autres actifs de 327.297 millions de CDF.

- L'accroissement des « Avoirs et créances en ME » résulte essentiellement d'un effet conjugué de l'augmentation des disponibilités à vue auprès des non-résidents de 4.496.554 millions de CDF, d'une part, ainsi que de la diminution des « Avoirs et créances en ME sur les Résidents » de 274.334 millions de CDF observée sur les postes « placements à CT en ME auprès des correspondants étrangers » de 330.088 millions de CDF et « des avoirs et créances à CT en ME sur les résidents » de 197.870 millions de CDF, d'autre part.
- La hausse positive observée dans les avoirs et créances en DTS est expliquée par la variation des cours de change.
- Concernant les avoirs et créances en MN, leur variation est expliquée par le concours accordé par la Banque Centrale aux Etablissements de crédit sur les différents guichets de refinancement, notamment celui des facilités permanentes, à hauteur de 234.000 millions de CDF.
- L'augmentation constatée dans les autres actifs est expliquée d'une part, par l'accroissement des postes « immobilisations » de 73.540 millions de CDF, « avoirs et créances divers » de 59.909 millions de CDF ainsi que du poste « régularisation et suspens » de 181.125 millions de CDF et d'autre part, par l'amenuisement du poste des « autres actifs divers» de 12.723 millions de CDF.

Tableau III|3|1 Actif du bilan de la Banque Centrale du Congo
(en millions de CDF)

ACTIF	2022	2023	Variation
AVOIRS ET CREANCES EN OR ET ME HORS DTS	**8**	**12**	**4**
Avoirs et créances en Or	-	-	-
Avoirs et créances en ME	8	12	**4**
Titres en ME	-	-	-
AVOIRS ET CREANCES EN DTS	**1**	**2**	**522**
Avoirs et créances en DTS auprès du FMI	1	2	**522**
Avoirs et créances à vue en DTS auprès d'autres IFNR	-	-	-
AVOIRS ET CREANCES EN MN	**3**	**3**	**244**
Concours en MN aux établissements de crédit	65	309	**244**
Titres en MN	3	3	-
AUTRES ACTIFS	**1**	**1**	**327**
Immobilisations	551	624	**73**
Avoirs et créances divers	155	215	**59**
Régularisations et suspens	198	379	**181**
Autres actifs divers	419	432	**12**
TOTAL ACTIF	**15**	**20**	**5**

Source : Banque Centrale du Congo.

3|1|2 Passif

Le Passif du bilan de la Banque au 31 décembre 2023 a affiché un accroissement de 5.315.713 millions de CDF, expliqué par l'augmentation des engagements en MN de 732.458 millions de CDF, des engagements en DTS de 2.863.038 millions de CDF, des autres passifs de 1.758.891 millions de CDF, des provisions pour risques et charges de 78.853 millions de CDF et des fonds propres de 330.133 millions de CDF, d'une part, et par la diminution des engagements en or et ME hors DTS et du résultat de l'exercice respectivement de 381.611 millions de CDF et 66.048 millions de CDF, d'autre part. Ces évolutions se sont déclinées comme suit :

- la variation positive qui s'est observée sur les Engagements en MN, justifiée par l'accroissement du poste de « Billets

en circulation » de 1.034.877 millions de CDF d'une part, et de la baisse des postes « Dépôts en MN de résidents » de 284.418 millions de CDF et « Reprises de liquidités » de 18.000 millions de CDF, d'autre part ;

- la variation négative constatée au poste des Engagements en or et en ME hors DTS est justifiée principalement par la régression des dépôts de Pouvoirs Publics de 367.657 millions de CDF ;
- la hausse des Engagements en DTS est expliquée principalement par l'augmentation des engagements envers le FMI de 2.859.458 millions de CDF ;
- la progression des autres passifs résulte de l'effet conjugué de l'augmentation des postes « Engagements divers » et « Autres passifs divers » chiffrée respectivement à 153.739 millions de CDF et 1.753.078 millions d'une part, et de la diminution du poste « Régularisations et suspens » de 147.596 millions, d'autre part ;
- l'accroissement des fonds propres de 330.133 millions de CDF découle de la constitution d'une réserve générale de 91.238 millions lors de la répartition du résultat de l'exercice 2022, conformément aux dispositions de l'article 51 de la Loi n°005/2002 portant constitution, organisation et fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, ainsi que de la réévaluation des immobilisations et des actifs en ME pour des montants respectifs de 76.357 millions et 162.538 millions ;
- le résultat a affiché une baisse 66.048 millions de CDF, passant de 316.581 millions en 2022 à 250.533 millions en 2023.

Tableau III|3|2 Passif du bilan de la Banque Centrale du Congo
(en millions de CDF)

PASSIF	2022	2023	Variation
ENGAGEMENTS EN MN	**7**	**8**	**732**
Billets et pièces en circulation	3	4	1
Dépôts en MN des résidents	3	3	-284
Dépôts en MN des non-résidents	76	75	-1
Reprises de liquidité	208	190	-18
ENGAGEMENTS EN OR ET ME HORS DTS	**510**	**128**	**-381**
Engagements en Or	-	-	-
Engagements en ME	510	128	-381
ENGAGEMENTS EN DTS	**5**	**7**	**2**
Engagements en DTS envers le FMI	5	7	2
Engagements en DTS envers les autres IFNR	10	13	3
AUTRES PASSIFS	**1**	**2**	**1**
Engagements divers	96	249	153
Régularisations et suspens	430	282	-147
Autres passifs divers	597	2	1
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**144**	**223**	**78**
FONDS PROPRES	**331**	**661**	**330**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**316**	**250**	**-66**
TOTAL PASSIF	**15**	**20**	**5**

Source : Banque Centrale du Congo.

3|2 Tableau de formation du résultat

L'exercice comptable 2023 a dégagé un résultat positif de 250.533 millions de CDF. Comparé à celui de l'exercice précédent, il s'est observé une baisse de 66.048 millions de CDF, soit 20,86%.

En résumé, les produits se sont situés à 1.895.289 millions de CDF contre les charges de 1.644.756 millions.

Tableau III|3|3 Tableau de formation du résultat
(en millions de CDF)

	2022	2023	Variation
1. Produits d'exploitation monétaire	267	251	-15
2. Charges d'exploitation monétaire	80	207	102
3. MARGE D'EXPLOITATION MONETAIRE (3)=(1)-(2)	**187**	**44**	**-142**
4. Produits d'exploitation bancaire	879	1	516
5. Charges d'exploitation bancaire	118	177	58
6. MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE (6)=(4)-(5)	760	1	450
7. Matières et fournitures consommées	13	29	15
8. Services consommés	57	100	43
9. VALEUR AJOUTEE (9)=(3)+(6)-(7)-(8)	**877**	**1**	**247**
10. Produits divers	9	40	31
11. Subvention d'exploitation	-	-	-
12. Reprises sur provisions exigibles	56	143	87
13. Charges diverses	96	124	27
14. Charges du personnel	333	540	207
15. Dotation aux provisions exigibles	143	222	77
16. RESULTAT BRUT D'EXPL. (16)=(9)+(10)+(11)+(12)-(13)-(14)-(15)	**368**	**422**	**53**
17. Reprises s/amortissement et provisions N-exigibles	5	2	-3
18. Dotation amortissement et provision N-exigibles	49	46	31
19. RESULTAT COURANT D'EXPL. (19)=(16)+(17)-(18)	**324**	**378**	**53**
20. Produits exceptionnels et hors-exploitation	14	69	43
21. Charges exceptionnelles et hors-exploitation	22	196	165
22. RESULTAT EXCEPT. ET H-EXPL. (22)=(20)-(21)	**-8**	**-127**	**-119**
23. RESULTAT DE LA PERIODE A AFFECTER (23)=(19)+(22)	**316**	**250**	**-66**

Source : Banque Centrale du Congo.

L'analyse par palier du résultat de l'exercice 2023 se présente de la manière suivante :

3|2|1 Marge d'exploitation monétaire

En 2023, la marge d'exploitation monétaire de 44.221 millions de CDF a baissé de 142.941 millions de CDF par rapport à 2022. Cette baisse a été induite par l'expansion des charges d'exploitation monétaire (opération de marchés et d'avances, pertes de change réalisées et charges relatives aux signes monétaires) qui, globalement, sont passées de 80.227 millions de CDF en 2022 à 207.080 millions en 2023. Il s'est dégagé ainsi une dilatation de 258 %, d'une part, et la contraction de 8,56 % des produits d'exploitation monétaire, notamment les profits de change réalisés, qui sont passés de 259.786 millions de CDF en 2022 à 222.290 millions en 2023, d'autre part.

3|2|2 Marge d'exploitation bancaire

Elle est passée de 760.909 millions de CDF en 2022 à 1.211.204 millions en 2023, dégageant ainsi une progression de 450.295 millions. Cette performance est imputable à l'augmentation des produits d'exploitation bancaire de 509.224 millions, passant de 879.057 millions en 2022 à 1.388.281 millions en 2023, d'une part, contre une faible augmentation des charges d'exploitation bancaire de 58.928 millions, passant de 118.148 millions en 2022 à 177.077 millions en 2023, d'autre part.

3|2|3 Valeur ajoutée

Au cours de l'exercice comptable 2023, la valeur ajoutée s'est située à 1.125.095 millions de CDF contre 877.451 millions en 2022. Cette progression est consécutive à l'augmentation sensible des marges d'exploitation bancaire.

3|2|4 Résultat Brut d'exploitation

En 2023, le résultat brut d'exploitation s'est chiffré à 422.554 millions de CDF contre 368.761 millions en 2022, dégageant ainsi une variation positive de 53.792 millions.

3|2|5 Résultat courant d'exploitation

Le résultat courant d'exploitation est passé de 324.583 millions de CDF au 31 décembre 2022 à 378.209 millions au 31 décembre 2023, dégageant ainsi une hausse de 53.626 millions.

3|2|6 Résultat exceptionnel et hors exploitation

En 2023, le résultat exceptionnel et hors exploitation a été négatif de 127.676 millions de CDF contre 8.002 millions une année plus tôt, soit une variation négative de 119.674 millions. Ce résultat a été impacté par des charges exceptionnelles qui sont passées de 22.802 millions de CDF en 2022 à 196.693 millions en 2023.

Ces charges exceptionnelles comprennent notamment :

- les charges sur exercices antérieurs : 167.413 millions de CDF contre 11.930 millions une année auparavant. Elles portent sur la liquidation des engagements fiscaux de 116.148 millions de CDF consécutivement aux contrôles effectués sur les exercices antérieurs à 2021 ainsi que des remboursements des pénalités indûment infligées aux miniers en 2017 pour un montant de 43.363 millions ;
- les amendes et pénalités fiscales de 27.793 millions de CDF contre 5.480 millions en 2022. Ces amendes ont été versées au fisc à la suite des redressements fiscaux ;
- les autres amendes et pénalités : 784 millions de CDF contre 3.834 millions en 2022, soit une baisse de 3.050 millions. Il s'agit des paiements effectués en exécution des condamnations judiciaires.

3|2|7 Résultat de la période à affecter

Le résultat de la période à affecter est passé de 316.581 millions de CDF au 31 décembre 2022 à 250.533 millions en 2023, dégageant ainsi une baisse de 66.048 millions.

3|3 Opinion de l'auditeur externe sur les états financiers de la Banque Centrale du Congo

Banque Centrale du Congo (BCC)

Rapport de l'auditeur indépendant
sur les comptes annuels
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Le 5 septembre 2024

EY
Building a better working world

Building a better working world

Ernst & Young RDC
2ème étage, Immeuble Onze Treize
110, Boulevard du 30 juin
Gombe – Kinshasa
République Démocratique du Congo

Tel: +(243) 999 30 68 68
www.ey.com/cd

Au Conseil de la
BANQUE CENTRALE DU CONGO
« BCC »
563, Boulevard Colonel Tshatshi
Kinshasa/Gombe
République Démocratique du Congo

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT
SUR LES COMPTES ANNUELS
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre organisation, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2023 sur l'audit des états financiers annuels de la Banque Centrale du Congo tels qu'ils sont joints au présent rapport.

AUDIT DES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la Banque Centrale du Congo qui comprennent le bilan au 31 décembre 2023, le tableau de formation du résultat, le tableau de flux de trésorerie, ainsi que les notes annexes.

A notre avis, les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice conformément aux règles et méthodes comptables décrites dans le plan comptable de la banque.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA) conformément aux dispositions du Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur indépendant relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport.

Nous sommes indépendants de la banque conformément au Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit édicté par le Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'OHADA et les règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes N°4.1 (dernier paragraphe) et 10.1 des notes annexes des états financiers annuels, qui décrivent respectivement la situation des immobilisations non comptabilisées par la Banque Centrale du Congo et la situation du capital social non libéré à date.

Building a better working world

Responsabilités de la Gouverneure et du comité d'audit de la banque relatives aux états financiers annuels

Les états financiers annuels ont été établis et arrêtés par la Gouverneure le 13/08/2024 sur base des éléments disponibles à cette date.

La Gouverneure, assisté du Comité de Direction, est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers annuels conformément aux règles et méthodes comptables décrites dans le plan comptable de la banque, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Il incombe au comité d'audit de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur indépendant relatives à l'audit des états financiers annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers annuels sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe 1 du présent rapport de l'auditeur indépendant.

ERNST & YOUNG RDC SARL

ERNST & YOUNG RDC SARL
EY
IMMEUBLE ONZE - TREIZE

Baraka KABEMBA
Associé-Gérant
Expert-comptable agréé ONEC n°EC/16.00112
et agréé Banque Centrale du Congo

Le 5 septembre 2024

EY
Building a better working world

Annexe 1
Responsabilités de l'auditeur indépendant relatives à l'audit des états financiers

Cette annexe fait partie intégrante de notre rapport d'audit indépendant.

Dans le cadre de nos diligences, nous nous conformons successivement :

- aux exigences des Normes Internationales d'Audit (ISA) et ;
- aux obligations spécifiques édictées par l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif aux droits des sociétés commerciales et GIE.

De manière plus détaillée :

- nous nous conformons aux règles d'éthique relatives à l'audit des états financiers annuels édictées Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit édicté par le Règlement N°01/2017/CM/OHADA, ainsi qu'aux règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes ;

- nous faisons preuve d'esprit critique qui implique d'être attentifs aux éléments probants qui contredisent d'autres éléments probants recueillis, aux informations qui remettent en cause la fiabilité de documents et de réponses apportées aux demandes de renseignements à utiliser en tant qu'éléments probants, aux situations qui peuvent révéler une fraude possible, aux circonstances qui suggèrent le besoin de mettre en œuvre des procédures d'audit en supplément de celles requises par les Normes ISA ;

- nous faisons preuve de jugement professionnel lors de la conduite de l'audit en particulier pour les décisions portant sur le caractère significatif et le risque d'audit, la nature, le calendrier et l'étendue des procédures d'audit à mettre en œuvre pour satisfaire les diligences requises par les normes ISA et pour recueillir des éléments probants, le fait de déterminer si des éléments probants suffisants et appropriés ont été recueillis, et si des travaux supplémentaires sont nécessaires pour atteindre les objectifs des normes ISA et, par voie de conséquence, les objectifs généraux de l'auditeur, l'évaluation des jugements de la direction portant sur le suivi du référentiel comptable applicable, le fondement des conclusions tirées des éléments probants recueillis, par exemple l'appréciation du caractère raisonnable des évaluations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers ;

- nous préparons tout au long de l'audit une documentation qui fournisse une trace suffisante et appropriée des travaux, fondements de notre rapport d'audit et des éléments démontrant que l'audit a été planifié et réalisé selon les Normes ISA et dans le respect des exigences législatives et réglementaires applicables ;

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- nous recueillons, le cas échéant, des éléments probants suffisants et appropriés concernant le respect des dispositions des textes législatifs et réglementaires dont il est admis qu'elles ont une incidence directe sur la détermination des données chiffrées significatives enregistrées et l'information fournie dans les états financiers, mettons en œuvre des procédures d'audit spécifiques visant à identifier les cas de non-respect d'autres textes législatifs et réglementaires qui peuvent avoir une incidence significative sur les états financiers, et apporter une réponse appropriée aux cas avérés ou suspectés de non-respect des textes législatifs et réglementaires identifiés au cours de l'audit ;

EY
Building a better working world

- nous fournissons également au Conseil de la Banque une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes. Parmi les points communiqués au Conseil de la Banque, nous déterminons quels ont été les plus importants lors de l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport, sauf si la loi ou la réglementation en empêchent la communication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer un point dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de ce point dépassent les avantages qu'elle aurait au regard de l'intérêt public ;

- nous prenons connaissance du contrôle interne de la société afin de définir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société. Lorsque des faiblesses significatives sont identifiées, nous les communiquons à la direction, le cas échéant, au Conseil de la Banque ;

- nous évaluons l'incidence sur l'audit des anomalies relevées et l'incidence sur les états financiers des anomalies non corrigées, s'il en existe. Nous les communiquons au niveau approprié de la direction, à moins que ceci ne lui soit interdit par la loi ou la réglementation ;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;

- nous identifions les relations et des transactions avec les parties liées, que le référentiel comptable applicable établisse ou non des règles en la matière, pour être en mesure de relever des facteurs de risque de fraudes, s'il en existe, découlant de relations et de transactions avec les parties liées, qui sont pertinents pour l'identification et l'évaluation des risques d'anomalies significatives provenant de fraudes, et conclure, sur la base des éléments probants recueillis, si les états financiers, pour autant qu'ils soient affectés par ces relations et ces transactions sont présentés sincèrement ou ne sont pas trompeurs. En outre, lorsque le référentiel comptable applicable contient des règles concernant les parties liées, nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés pour déterminer si les relations et les transactions avec les parties liées ont été correctement identifiées et comptabilisées dans les états financiers et si une information pertinente les concernant a été fournie dans ceux-ci ;

- nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés montrant que les événements survenus entre la date des états financiers et la date de notre rapport, nécessitant un ajustement des états financiers ou une information à fournir dans ceux-ci, ont fait l'objet d'un traitement approprié dans les états financiers conformément au référentiel comptable applicable ;

- nous recueillons, le cas échéant, des éléments probants suffisants et appropriés concernant le respect des dispositions des textes législatifs et réglementaires dont il est admis qu'elles ont une incidence directe sur la détermination des données chiffrées significatives enregistrées et l'information fournie dans les états financiers, mettons en œuvre des procédures d'audit spécifiques visant à identifier les cas de non-respect d'autres textes législatifs et réglementaires qui peuvent avoir une incidence significative sur les états financiers, et apporter une réponse appropriée aux cas avérés ou suspectés de non-respect des textes législatifs et réglementaires identifiés au cours de l'audit ;

Building a better working world

- nous obtenons des déclarations écrites du Conseil de la Banque et, le cas échéant, du Gouverneur de la Banque, confirmant que celle-ci considère avoir satisfait à ses responsabilités relatives à l'établissement des états financiers ainsi qu'à l'exhaustivité des informations qui nous ont été fournies. En outre, nous confortons d'autres éléments probants relatifs aux états financiers ou à des assertions spécifiques contenues dans ceux-ci au moyen de ces déclarations écrites si nous estimons nécessaire ou si celles-ci sont requises par d'autres normes ISA ;

- nous devons signaler au prochain Conseil de la Banque, les irrégularités et les inexactitudes relevées lors de l'audit. En outre, nous devons signaler au ministère public les faits délictueux dont nous avons a eu connaissance au cours l'audit, sans que notre responsabilité puisse être engagée par cette révélation ;

- nous avons l'obligation du respect du secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont nous avons eu connaissance.

ANNEXES - TABLEAUX

1| Développements économiques et évolution du secteur réel

Tableau I|1|7 Contribution de différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut (en points de croissance, aux prix de 2005)

Branches d'activité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021(p)	2022(e)	2023
Secteur primaire	3,2	5,5	2,0	0,4	2,2	4,7	0,77	3,09	3,41	7,18	6,61
Agriculture, foret, élevage, chasse et pêche	0,8	0,8	0,8	0,5	0,3	0,3	0,49	0,39	0,37	0,36	0,31
Extraction	2,4	4,7	1,3	-0,2	2,0	4,4	0,28	2,70	3,04	6,82	6,30
Secteur secondaire	1,7	1,2	1,2	0,4	1,2	0,70	1,55	-0,82	0,50	0,42	0,85
Industries manufacturières	1,1	1,1	1,5	1,0	0,3	-0,1	0,69	-0,83	0,43	0,25	0,25
Bâtiment et travaux publics	0,6	0,0	-0,3	-0,7	0,8	0,8	0,85	-0,01	0,02	0,02	0,57
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,01	0,01	0,05	0,15	0,03
Secteur tertiaire	3,2	2,6	3,5	1,7	1,2	0,5	2,12	0,08	2,11	1,24	1,06
Commerce	1,2	0,7	1,5	0,9	0,7	0,3	0,59	-0,48	0,54	0,37	0,25
Transports et telecommunications	1,2	0,8	1,2	0,4	0,3	-0,2	0,54	1,16	1,22	0,59	0,61
Autres services hors adm. publique	0,6	1,0	0,7	0,3	0,2	0,4	0,75	-0,43	0,30	0,25	0,22
Services d'administration publique	0,2	0,3	0,1	0,1	0,0	0,0	0,30	-0,21	0,07	0,06	0,03
SIFIM	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0	-0,1	-0,07	0,03	-0,02	-0,04	-0,05
PIB au coût des facteurs	8,1	9,3	6,7	2,5	4,6	5,8	4,44	2,35	6,02	8,84	8,53
Taxes sur les produits	0,4	0,2	0,2	-0,1	-0,9	0,0	-0,05	-0,61	0,18	0,09	0,03
PIB aux prix constants	8,5	9,5	6,9	2,4	3,7	5,8	4,38	1,74	6,20	8,92	8,56

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I|1|8 Parts relatives des composantes de la demande globale dans le PIB réel

Composantes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021(p)	2022(e)	2023(e)
Demande intérieure	125,2	122,0	116,4	112,7	116,1	134,3	123,0	126,5	146,2	154,7	216,0
Consommation	91,8	89,9	89,1	83,5	81,4	78,8	79,7	77,6	77,4	74,4	69,8
Investissements bruts	33,4	32,1	27,3	29,2	34,7	55,5	43,2	48,8	68,8	80,3	146,2
Demande extérieure nette	-25,2	-22,0	-16,4	-12,7	-16,1	-34,3	-23,0	-26,5	-46,2	-54,7	-116,0
Exportations de biens et services	26,0	28,8	28,1	27,2	28,1	30,4	29,5	31,3	31,9	34,8	37,1
Importations de biens et services	-51,2	-50,8	-44,4	-39,8	-44,2	-64,6	-52,5	-57,8	-78,1	-89,6	-153,1
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I|1|9 Evolution de l'inflation (INS) (en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Cible annuelle (a) *	3,70	3,50	4,20	40,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00
Inflation annuelle moyenne (b)	1,2	0,75	2,90	34,23	30,85	4,75	10,99	9,40	9,05	19,58
Inflation en cumul annuel (c)	1,03	0,81	11,24	54,71	7,23	4,59	15,76	5,28	13,13	23,75
Ecart (en points de pourcentage) (d) = (a) – (c)	2,67	2,69	-7,04	-14,71	-0,23	2,41	-8,76	1,72	-6,13	-16,75

Source: Banque Centrale du Congo, sur base de données de l'Institut National de la Statistique.
** Il s'agit d'une cible de moyen terme.*

Tableau I|1|8bis Evolution de l'inflation (BCC) (en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Cible annuelle (a) *	3,70	3,50	4,20	40,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00
Inflation annuelle moyenne (b)	1,2	1,37	5,87	53,46	20,14	4,38	14,11	10,12	6,98	23,50
Inflation en cumul annuel (c)	1,26	1,60	25,04	46,82	7,73	3,91	20,67	4,15	11,55	33,89
Ecart (en points de pourcentage) (d) = (a) – (c)	2,44	1,90	-20,84	-6,82	-0,73	3,09	-13,67	2,48	-4,55	-26,89

Source: Banque Centrale du Congo.
** Il s'agit d'une cible de moyen terme*

Tableau I|1|10 Contribution annuelle à l'inflation par fonction de consommation (BCC)

FONCTIONS DE CONSOMMATION		Pondérations	Fin décembre		Contributions	
Numéro	LIBELLES		2022	2023	En pts	En %
I.	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	52,32	152,52	215,18	22,51	66,41
II.	Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	1,25	125,67	158,90	0,29	0,84
III.	Articles d'habillement et chaussures	6,38	143,53	201,61	2,54	7,51
IV.	Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	11,71	140,85	178,64	3,04	8,96
V.	Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	2,88	128,61	147,53	0,37	1,10
VI.	Santé	4,31	161,75	207,00	1,34	3,95
VII.	Transports	8,09	136,70	172,45	1,99	5,86
VIII.	Communications	0,86	141,13	169,55	0,17	0,49
IX.	Loisir et culture	1,26	137,63	154,69	0,15	0,43
X.	Enseignement	4,66	118,77	126,26	0,24	0,71
XI.	Restaurants et hôtels	3,14	126,14	144,71	0,40	1,18
XII.	Biens et services divers	3,14	147,58	174,07	0,57	1,68
INDICE GENERAL		100,00	145,68	195,06	33,89	100,00

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau I|1|11 Contribution annuelle à l'inflation par fonction de consommation (INS)

FONCTIONS DE CONSOMMATION		Pondérations	Fin décembre		Contributions	
Numéro	LIBELLES		2022	2023	En pts	En %
I.	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	70,02	313,93	380,38	13,85	58,30
II.	Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	2,16	222,98	253,43	0,20	0,82
III.	Articles d'habillement et chaussures	4,53	336,76	425,89	1,20	5,06
IV.	Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	3,80	764,85	977,50	2,41	10,13
V.	Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	3,61	263,54	348,39	0,91	3,84
VI.	Santé	1,96	399,70	521,08	0,71	2,98
VII.	Transports	4,42	292,23	385,96	1,23	5,19
VIII.	Communications	0,48	255,06	314,18	0,08	0,36
IX.	Loisir et culture	2,18	270,47	340,50	0,45	1,91
X.	Enseignement	1,03	330,09	415,10	0,26	1,10
XI.	Restaurants et hôtels	1,49	457,72	645,01	0,83	3,50
XII.	Biens et services divers	4,32	449,69	575,54	1,62	6,81
INDICE GENERAL		100,00	335,97	415,77	23,75	100,00

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données de l'Institut National de la Statistique.

Tableau I|1|12 Evolution mensuelle de l'inflation (INS) (en pourcentage)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Taux mensuel 2023	2,54	1,59	1,47	1,01	0,79	2,29	5,79	0,86	0,54	0,72	2,33	1,65
Taux mensuel 2022	0,47	0,41	1,41	1,03	1,05	1,31	0,96	1,09	1,53	0,89	0,83	1,42
Taux en cumul annuel 2023	2,54	4,17	5,71	6,78	7,63	10,09	16,47	17,48	18,11	18,97	21,74	23,75
Taux en cumul annuel 2022	0,47	0,89	2,31	3,37	4,45	5,82	6,83	8,00	9,65	10,63	11,55	13,13

Source: Banque Centrale du Congo, sur base de données de l'Institut National de la Statistique.

Tableau I|1|11bis Evolution mensuelle de l'inflation (BCC) (en pourcentage)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Taux mensuel 2023	2,34	1,42	2,75	2,24	2,02	2,14	4,19	3,34	2,43	2,19	2,33	2,17
Taux mensuel 2022	0,47	0,35	0,68	0,74	0,80	1,28	0,90	0,95	1,35	0,93	0,99	1,55
Taux en cumul annuel 2023	2,34	3,80	6,64	9,04	11,25	13,63	18,40	22,35	25,32	28,06	31,05	33,89
Taux en cumul annuel 2022	0,47	0,82	1,51	2,26	3,08	4,39	5,34	6,34	7,78	8,78	9,85	11,55

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau I|1|13 Evolution des prix des produits pétroliers (en CDF le litre)

Date de révision des prix	ESSENCE				PETROLE				GASOIL				FUEL OIL	GPI GAZ	JET A1		
	OUEST	EST	SUD	NORD (1)	OUEST	EST	SUD	NORD (1)	OUEST	EST	SUD	NORD (1)	OUEST	OUEST	OUEST	EST	SUD
2013																	
30 janvier	1 370,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 365,0	1 570,0	1 630,0		730,9	1 100,0	-	-	-
06 février	1 370,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 365,0	1 570,0	1 630,0	-	730,9	1 100,0	-	-	-
18 avril	1 370,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 365,0	1 570,0	1 630,0	-	887,3	1 100,0	-	-	-
09 août	1 400,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 390,0	1 570,0	1 630,0	-	683,7	1 100,0	-	-	-
20 novembre	1 400,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 390,0	1 570,0	1 630,0	-	683,7	1 100,0	-	-	-
2014												-					
11 juillet	1 475,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 465,0	1 570,0	1 630,0		751,0	1 100,0	-	-	-
01 septembre	1 525,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 515,0	1 570,0	1 630,0	-	687,0	1 100,0	-	-	-
2015												-					
26 janvier	1 440,0	1 500,0	1 440,0	-	1 100,0	1 350,0	1 400,0	-	1 430,0	1 480,0	1 430,0		466,1	1 050,0	-	-	-
2016												-					
29 août	1 490,0	1 500,0	1 440,0	-	1 150,0	1 350,0	1 400,0	-	1 480,0	1 480,0	1 430,0		466,1	1 050,0	-	-	-
30 août	1 540,0	1 320,0	1 280,0	-	1 200,0	1 180,0	1 140,0	-	1 530,0	1 330,0	1 270,0	-	461,6	1 150,0	-	-	-
2017												-					
25 février	1 615,0	1 380,0	1 340,0	-	1 250,0	1 230,0	1 200,0	-	1 605,0	1 390,0	1 330,0		659,6	1 200,0	-	-	-
10 mars	1 650,0	1 380,0	1 340,0	-	1 285,0	1 230,0	1 200,0	-	1 640,0	1 390,0	1 330,0	-	659,0	1 200,0	-	-	-
08 juin	1 730,0	1 420,0	1 400,0	-	1 340,0	1 260,0	1 255,0	-	1 720,0	1 430,0	1 390,0	-	703,9	1 250,0	-	-	-
2018												-					
26 janvier	1 810,0	1 450,0	1 415,0	-	1 400,0	1 290,0	1 260,0	-	1 800,0	1 460,0	1 395,0		705,1	1 300,0	-	-	-
19 mars	1 890,0	1 510,0	1 485,0	-	1 465,0	1 350,0	1 320,0	-	1 880,0	1 520,0	1 465,0	-	706,2	1 350,0	-	-	-
29 avril	1 980,0	1 580,0	1 555,0	-	1 535,0	1 410,0	1 380,0	-	1 970,0	1 590,0	1 530,0	-	706,2	1 350,0	-	-	-
30 septembre	2 110,0	1 790,0	1 750,0	-	1 665,0	1 640,0	1 540,0	-	2 100,0	1 800,0	1 740,0	-	885,3	1 400,0	-	-	-
18 novembre	2 240,0	1 810,0	1 760,0	-	1 795,0	1 660,0	1 550,0	-	2 230,0	1 820,0	1 750,0	-	1 014,0	1 450,0	-	-	-
2020												-					
07 mai	1 995,0	1 500,0	1 390,0	-	1 420,0	1 400,0	1 300,0	-	1 985,0	1 540,0	1 450,0		1 091,2	2 824,6	-	-	-
12 août	1 995,0	1 950,0	1 820,0	1 800,0	1 430,0	1 630,0	1 700,0	1 500,0	1 985,0	1 970,0	1 920,0	1 850,0	1 148,7	3 242,4	1519,62	1 991,3	2 052,1
2021																	
28 juillet	1 995,0	2 150,0	2 100,0	1 880,0	1 430,0	1 860,0	1 870,0	1 550,0	1 985,0	2 110,0	2 260,0	1 900,0	1 301,9	3 242,4	1 575,4	2 416,1	2 277,2
2022																	
21 janvier	-	2 450,00	-	-	-	1 950,00	-	-	-	2 400,00	-	-	-	-	-	-	-
22 janvier	-	-	2 495,00	-	-	-	2 050,00	-	-	-	2 490,00	-	-	-	-	-	-
26 janvier	2 095,00	-	-	2 450,00	1 700,00	-	-	1 950,00	2 085,00	-	-	2 400,00	1 462,27	4 053,21	-	-	-
16 avril	2 195,00	2 650,00	2 695,00	-	1 800,00	2 150,00	2 250,00	-	2 185,00	2 650,00	2 690,00	-	-	-	-	-	-
30 mai	2 345,00	2 800,00	2 845,00	2800	1 950,00	2 300,00	2 400,00	2300	2 335,00	2 750,00	2 840,00	2750	-	-	1725,43	2566,1	2427,18
07 juillet	2 495,00	3 100,00	3 145,00	3100	2 100,00	2 600,00	2 700,00	2600	2 485,00	3 050,00	3 140,00	3050	1462,27	4053,21	1875,43	2866,1	2727,18
16 septembre	2 695,00	3 400,00	3 345,00	3400	2 300,00	2 750,00	2 850,00	2750	2 685,00	3 350,00	3 335,00	3350	-	-	2075,43	3016,1	2877,18
28 novembre	2 855,00	3 400,00	3 345,00	3400	2 450,00	2 900,00	3 000,00	2900	2 845,00	3 450,00	3 485,00	3450	-	-	2855,56	2952,64	3110,05
2023																	
08 juin	2 995,00	3 540,00	3 485,00	3540	2 450,00	2 900,00	3 000,00	2900	2 985,00	3 590,00	3 665,00	3590	2061,06	4831,57	2855,56	2952,64	3110,05
23 octobre	3 225,00	3 970,00	3 915,00	3540	2 650,00	3 200,00	3 300,00	2900	3 215,00	4 020,00	4 145,00	3590	2061,06	4831,57	2855,56	2952,64	3110,05

Source : Ministère de l'Economie et Commerce (Structure des prix des produits pétroliers).
(1) : A partir du 12 août 2020, création de la zone Nord par le Ministère de l'Economie.

Tableau I|1|14 IDH

	Valeur de l'IDH	Espérance de vie à la naissance (années)	Durée attendue de scolrarisation (années)	Durée moyenne de scolarisation (années)	R.N.B/Habitant (S de 2017 PPA)
Développement humain très élevé	0,902	79,3	16,6	12,3	44 958
Développement humain élevé	0,764	75,2	14,5	8,6	15 484
Développement humain moyen	0,640	68,0	12,3	6,7	6 444
Développement humain faible	0,517	61,6	9,3	4,7	3 186
Pays développés	0,694	70,5	12,5	7,6	11 125
Afrique subsaharienne	0,549	60,6	10,3	6,0	3 666
RDC	0,481	59,7	9,6	7,2	1 080

Tableau I|1|15 Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut (Valeurs ajoutées en millions de CDF aux prix de 2005)

Branches d'activité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021(p)	2022(e)	2023(e)
Secteur primaire	3 850 312,1	4 357 309,9	4 564 150,9	4 603 663,6	4 849 291,9	5 383 386,8	5 477 271,8	5 868 579,8	6 307 307,8	7 289 096,9	8 274 143,2
Agriculture, foret, élevage, chasse et pêche	1 623 832,3	1 700 798,4	1 780 002,3	1 838 031,4	1 867 631,5	1 897 024,4	1 956 662,5	2 006 207,5	2 053 374,4	2 102 398,3	2 148 931,7
Agriculture	1 562 980,1	1 624 998,6	1 699 109,5	1 751 841,8	1 781 700,3	1 812 154,3	1 868 838,6	1 926 082,8	1 980 689,9	2 027 763,8	2 094 221,1
vivrière	1 541 027,6	1 600 768,6	1 673 552,5	1 724 827,7	1 754 149,8	1 783 970,3	1 838 628,6	1 894 726,8	1 952 536,7	2 002 347,6	2 063 441,1
rente	21 952,5	24 230,0	25 557,0	27 014,1	27 550,5	28 184,0	30 210,0	31 356,0	28 153,2	25 416,2	30 780,0
sylviculture	58 097,9	72 938,7	77 816,8	83 021,1	82 667,4	81 508,1	84 360,9	76 557,6	69 010,2	70 864,3	50 827,1
elevage, peche et chasse	2 754,4	2 861,1	3 076,0	3 168,5	3 263,8	3 361,9	3 463,0	3 567,1	3 674,3	3 770,1	3 883,5
Extraction	2 226 479,7	2 656 511,5	2 784 148,6	2 765 632,2	2 981 660,4	3 486 362,4	3 520 609,3	3 862 372,3	4 253 933,4	5 186 698,7	6 125 211,5
Secteur secondaire	1 444 709,1	1 551 625,9	1 672 750,0	1 713 350,6	1 843 837,4	1 923 817,3	2 111 770,7	2 007 621,3	2 072 609,6	2 130 361,6	2 257 355,3
Industries manufacturières	990 025,7	1 088 390,4	1 237 851,7	1 344 870,4	1 378 148,7	1 366 482,5	1 450 009,0	1 345 497,0	1 400 821,4	1 434 931,1	1 472 435,3
Industries alimentaires,boissons et tabac	814 907,6	922 882,5	1 044 717,0	1 142 128,9	1 158 376,9	1 138 128,3	1 206 360,2	1 126 501,9	1 178 716,7	1 207 983,9	1 238 774,8
Autres industries manufacturières	175 118,1	165 507,9	193 134,7	202 741,5	219 771,8	228 354,2	243 648,7	218 995,0	222 104,7	226 947,2	233 660,5
Bâtiment et travaux publics	390 908,0	395 452,1	370 176,5	297 717,7	391 201,1	478 975,4	582 205,9	581 353,9	587 865,0	608 730,5	694 211,6
Electricité, gaz, vapeur et eau	63 775,4	67 783,4	64 721,8	70 762,5	74 487,6	78 359,3	79 555,8	80 770,5	83 923,1	86 700,0	90 708,5
Secteur tertiaire	3 636 116,2	3 880 315,4	4 232 857,0	4 421 320,2	4 552 969,8	4 605 408,4	4 861 953,1	4 872 045,0	5 144 016,2	5 313 316,2	5 471 894,2
Commerce	1 350 938,3	1 415 698,1	1 569 026,6	1 669 686,1	1 749 343,7	1 780 599,5	1 852 713,8	1 792 231,0	1 862 043,9	1 912 840,0	1 950 524,1
Transports et telecommunications	1 150 781,0	1 220 218,4	1 339 108,5	1 386 116,7	1 422 861,3	1 402 765,7	1 468 162,5	1 615 436,3	1 773 124,1	1 853 737,8	1 944 147,7
Autres services hors adm. publique	835 326,1	926 120,3	997 374,1	1 028 076,9	1 049 135,3	1 100 546,6	1 191 994,7	1 137 795,3	1 176 791,1	1 211 545,0	1 244 728,8
Services d'administration publique	355 261,1	382 750,0	397 088,9	412 481,9	408 471,9	406 818,0	443 487,2	417 264,4	425 649,9	434 326,7	439 004,6
SIFIM	-56 190,2	-64 471,5	-69 741,1	-75 041,4	-76 842,4	-85 321,5	-94 405,0	-90 682,0	-93 592,9	-99 133,3	-106 510,9
PIB au coût des facteurs	8 931 137,3	9 789 251,2	10 469 757,9	10 738 334,4	11 246 099,0	11 912 612,5	12 450 995,5	12 748 246,1	13 523 933,5	14 732 774,7	16 003 392,7
Taxes sur les produits	288 570,0	303 589,0	321 122,1	311 459,7	215 515,1	216 196,1	209 604,2	132 068,5	154 980,4	166 906,8	171 830,0
PIB à prix constants	9 219 707,4	10 092 840,2	10 790 880,0	11 049 794,1	11 461 614,2	12 128 808,6	12 660 599,7	12 880 314,6	13 678 914,0	14 899 681,5	16 175 222,8

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I|1|16 Croissances sectorielles et globale de l'activité économique (Variations en pourcentage, aux prix de 2005)

Branches d'activité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021(p)	2022(e)	2023(e)
Secteur primaire	7,6	13,2	4,7	0,9	5,34	11,01	1,74	7,14	7,48	15,57	13,51
Agriculture, foret, élevage, chasse et pêche	4,2	4,7	4,7	3,3	1,61	1,57	3,14	2,53	2,35	2,39	2,21
Agriculture	4,3	4,0	4,6	3,1	1,70	1,71	3,13	3,06	2,84	2,38	3,28
vivrière	4,3	3,9	4,5	3,1	1,70	1,70	3,06	3,05	3,05	2,55	3,05
rente	3,3	10,4	5,5	5,7	1,99	2,30	7,19	3,79	-10,21	-9,72	21,10
sylviculture	2,5	25,5	6,7	6,7	-0,43	-1,40	3,50	-9,25	-9,86	2,69	-28,28
elevage, peche et chasse	2,8	3,9	7,5	3,0	3,01	3,01	3,01	3,01	3,01	2,61	3,01
Extraction	10,1	19,3	4,8	-0,7	7,81	16,93	0,98	9,71	10,14	21,93	18,09
Secteur secondaire	11,0	7,4	7,8	2,4	7,62	4,34	9,77	-4,93	3,24	2,79	5,96
Industries manufacturières	10,1	9,9	13,7	8,6	2,47	-0,85	6,11	-7,21	4,11	2,43	2,61
Industries alimentaires,boissons et tabac	14,2	13,2	13,2	9,3	1,42	-1,75	6,00	-6,62	4,64	2,48	2,55
Autres industries manufacturières	-5,8	-5,5	16,7	5,0	8,40	3,91	6,70	-10,12	1,42	2,18	2,96
Bâtiment et travaux publics	14,1	1,2	-6,4	-19,6	31,40	22,44	21,55	-0,15	1,12	3,55	14,04
Electricité, gaz, vapeur et eau	7,2	6,3	-4,5	9,3	5,26	5,20	1,53	1,53	3,90	3,31	4,62
Secteur tertiaire	8,1	6,7	9,1	4,5	2,98	1,15	5,57	0,21	5,58	3,29	2,98
Commerce	8,2	4,8	10,8	6,4	4,77	1,79	4,05	-3,26	3,90	2,73	1,97
Transports et telecommunications	9,5	6,0	9,7	3,5	2,65	-1,41	4,66	10,03	9,76	4,55	4,88
Autres services hors adm. publique	6,5	10,9	7,7	3,1	2,05	4,90	8,31	-4,55	3,43	2,95	2,74
Services d'administration publique	4,3	7,7	3,7	3,9	-0,97	-0,40	9,01	-5,91	2,01	2,04	1,08
SIFIM	-6,0	14,7	8,2	7,6	2,40	11,03	10,65	-3,94	3,21	5,92	7,44
PIB au coût des facteurs	8,3	9,6	7,0	2,6	4,73	5,93	4,52	2,39	6,08	8,94	8,62
Taxes sur les produits	14,1	5,2	5,8	-3,0	-30,80	0,32	-3,05	-36,99	17,35	7,70	2,95
PIB aux prix constants	8,48	9,47	6,92	2,40	3,73	5,82	4,38	1,74	6,20	8,92	8,56

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I|1|17 Contribution de différents secteurs à la croissance économique (en points de croissance)

Branches d'activité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (e)	2023 (e)
Secteur primaire	3,2	5,5	2,0	0,4	2,2	4,7	0,8	3,1	3,4	7,2	6,6
Agriculture, foret, élevage, chasse et pêche	0,8	0,8	0,8	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3
Agriculture	0,8	0,7	0,7	0,5	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	0,3	0,4
vivrière	0,8	0,6	0,7	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4
rente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sylviculture	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0	-0,1
Elevage, peche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	2,4	4,7	1,3	-0,2	2,0	4,40	0,28	2,7	3,0	6,8	6,3
Secteur secondaire	1,7	1,2	1,2	0,4	1,2	0,7	1,5	-0,8	0,5	0,4	0,9
Industries manufacturières	1,1	1,1	1,5	1,0	0,3	-0,1	0,7	-0,8	0,4	0,2	0,3
Industries alimentaires,boissons et tabac	1,2	1,2	1,2	0,9	0,1	-0,2	0,6	-0,6	0,4	0,2	0,2
Autres industries manufacturières	-0,1	-0,1	0,3	0,1	0,2	0,1	0,1	-0,2	0,0	0,0	0,0
Bâtiment et travaux publics	0,6	0,0	-0,3	-0,7	0,8	0,8	0,9	0,0	0,1	0,2	0,6
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur tertiaire	3,2	2,6	3,5	1,7	1,2	0,5	2,1	0,1	2,1	1,2	1,1
Commerce	1,2	0,7	1,5	0,9	0,7	0,3	0,6	-0,5	0,5	0,4	0,3
Transports et telecommunications	1,2	0,8	1,2	0,4	0,3	-0,2	0,5	1,2	1,2	0,6	0,6
Autres services hors adm. publique	0,6	1,0	0,7	0,3	0,2	0,4	0,8	-0,4	0,3	0,3	0,2
Services d'administration publique	0,2	0,3	0,1	0,1	0,0	0,0	0,3	-0,2	0,1	0,1	0,0
SIFIM	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
PIB au coût des facteurs	8,1	9,3	6,7	2,5	4,6	5,8	4,4	2,3	6,0	8,8	8,5
Taxes sur les produits	0,4	0,2	0,2	-0,1	-0,9	0,0	-0,1	-0,6	0,2	0,1	0,0
PIB aux prix constants	8,5	9,5	6,9	2,4	3,7	5,8	4,4	1,7	6,2	8,9	8,6

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I|1|18 Contribution de différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut (en pourcentage)

Branches d'activité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (e)	2023 (e)
Secteur primaire	37,5	58,1	29,6	15,3	59,6	80,1	17,7	178,1	54,9	80,4	77,2
Agriculture, foret, élevage, chasse et pêche	9,2	8,8	11,3	22,4	7,2	4,4	11,2	22,5	5,9	4,0	3,6
Agriculture	9,0	7,1	10,6	20,4	7,3	4,6	10,7	26,1	6,8	3,9	5,2
vivrière	8,9	6,8	10,4	19,8	7,1	4,5	10,3	25,5	7,2	4,1	4,8
rente	0,1	0,3	0,2	0,6	0,1	0,1	0,4	0,5	-0,4	-0,2	0,4
Sylviculture	0,2	1,7	0,7	2,0	-0,1	-0,2	0,5	-3,6	-0,9	0,2	-1,6
Elevage, peche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	28,3	49,3	18,3	-7,2	52,5	75,6	6,4	155,5	49,0	76,4	73,6
Secteur secondaire	19,9	12,2	17,4	15,7	31,7	12,0	35,3	-47,4	8,1	4,7	10,0
Industries manufacturières	12,5	11,3	21,4	41,3	8,1	-1,7	15,7	-47,6	6,9	2,8	2,9
Industries alimentaires,boissons et tabac	14,1	12,4	17,5	37,6	3,9	-3,0	12,8	-36,3	6,5	2,4	2,4
Autres industries manufacturières	-1,5	-1,1	4,0	3,7	4,1	1,3	2,9	-11,2	0,4	0,4	0,5
Bâtiment et travaux publics	6,7	0,5	-3,6	-28,0	22,7	13,2	19,4	-0,4	0,8	1,7	6,7
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,6	0,5	-0,4	2,3	0,9	0,6	0,2	0,6	0,4	0,2	0,3
Secteur tertiaire	37,7	28,0	50,5	72,8	32,0	7,9	48,2	4,6	34,1	13,9	12,4
Commerce	14,2	7,4	22,0	38,9	19,3	4,7	13,6	-27,5	8,7	4,2	3,0
Transports et telecommunications	13,9	8,0	17,0	18,2	8,9	-3,0	12,3	67,0	19,7	6,6	7,1
Autres services hors adm. publique	7,1	10,4	10,2	11,9	5,1	7,7	17,2	-24,7	4,9	2,8	2,6
Services d'administration publique	2,0	3,1	2,1	5,9	-1,0	-0,2	6,9	-11,9	1,1	0,7	0,4
SIFIM	0,5	-0,9	-0,8	-2,0	-0,4	-1,3	-1,7	1,7	-0,4	-0,5	-0,6
PIB au coût des facteurs	95,1	98,3	97,5	103,7	123,3	99,9	101,2	135,3	97,1	99,0	99,6
Taxes sur les produits	4,9	1,7	2,5	-3,7	-23,3	0,1	-1,2	-35,3	2,9	1,0	0,4
PIB aux prix constants	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I|1|19 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit

Branches d'activité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (e)	2023 (e)
Secteur primaire	41,8	43,2	42,3	41,7	42,3	44,4	43,3	45,6	46,1	48,9	51,2
Agriculture, foret, élevage, chasse et pêche	17,6	16,9	16,5	16,6	16,3	15,6	15,5	15,6	15,0	14,1	13,3
Agriculture	17,0	16,1	15,7	15,9	15,5	14,9	14,8	15,0	14,5	13,6	12,9
vivrière	16,7	15,9	15,5	15,6	15,3	14,7	14,5	14,7	14,3	13,4	12,8
rente	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Sylviculture	0,6	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6	0,5	0,5	0,3
Elevage, peche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	24,1	26,3	25,8	25,0	26,0	28,7	27,8	30,0	31,1	34,8	37,9
Secteur secondaire	15,7	15,4	15,5	15,5	16,1	15,9	16,7	15,6	15,2	14,3	14,0
Industries manufacturières	10,7	10,8	11,5	12,2	12,0	11,3	11,5	10,4	10,2	9,6	9,1
Industries alimentaires,boissons et tabac	8,8	9,1	9,7	10,3	10,1	9,4	9,5	8,7	8,6	8,1	7,7
Autres industries manufacturières	1,9	1,6	1,8	1,8	1,9	1,9	1,9	1,7	1,6	1,5	1,4
Bâtiment et travaux publics	4,2	3,9	3,4	2,7	3,4	3,9	4,6	4,5	4,3	4,1	4,3
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Secteur tertiaire	39,4	38,4	39,2	40,0	39,7	38,0	38,4	37,8	37,6	35,7	33,8
Commerce	14,7	14,0	14,5	15,1	15,3	14,7	14,6	13,9	13,6	12,8	12,1
Transports et telecommunications	12,5	12,1	12,4	12,5	12,4	11,6	11,6	12,5	13,0	12,4	12,0
Autres services hors adm. publique	9,1	9,2	9,2	9,3	9,2	9,1	9,4	8,8	8,6	8,1	7,7
Services d'administration publique	3,9	3,8	3,7	3,7	3,6	3,4	3,5	3,2	3,1	2,9	2,7
SIFIM	-0,6	-0,6	-0,6	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7
PIB au coût des facteurs	96,9	97,0	97,0	97,2	98,1	98,2	98,3	99,0	98,9	98,9	98,9
Taxes sur les produits	3,1	3,0	3,0	2,8	1,9	1,8	1,7	1,0	1,1	1,1	1,1
PIB aux prix constant	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I|1|20 Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut (en millions de CDF courants)

Branches d'activité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (e)	2023 (e)
Secteur primaire	11 861 979,9	13 493 927,3	13 628 921,6	14 232 480,4	21 071 943,5	29 950 539,3	28 617 139,9	31 306 292,2	42 638 371,1	53 877 178,8	59 861 655,1
Agriculture, Sylviculture, Chasse et Pêche	5 804 886,3	6 167 208,5	6 450 068,6	6 978 142,6	10 969 692,2	14 577 353,2	16 580 795,0	18 832 886,0	20 969 845,0	23 422 138,6	28 214 837,8
Agriculture	5 572 388,3	5 873 448,9	6 203 304,2	6 702 671,5	10 544 749,2	14 028 207,4	15 948 008,4	18 191 575,9	20 333 051,2	22 688 415,1	27 537 256,2
Vivrière	5 494 122,5	5 785 871,2	6 115 548,75	6 605 460,6	10 391 392,0	13 823 003,7	15 702 943,9	17 909 252,5	20 055 795,6	22 407 031,9	27 106 787,5
Rente	78 265,8	87 577,7	87 755,42	97 210,9	153 357,2	205 203,7	245 064,5	282 323,4	277 255,6	281 383,2	430 468,7
Sylviculture	222 678,1	283 418,2	235 524,02	263 336,9	405 608,8	523 096,3	603 210,8	607 593,3	599 052,1	691 534,2	626 565,4
Elévage, pêche et chasse	9 819,9	10 341,4	11 240,43	12 134,2	19 334,2	26 049,5	29 575,8	33 716,8	37 741,7	42 189,2	51 016,2
Industrie extractive	6 057 093,6	7 326 718,8	7 178 852,97	7 254 337,8	10 102 251,3	15 373 186,1	12 036 344,8	12 473 406,2	21 668 526,1	30 455 040,3	31 646 817,3
Secteur secondaire	6 349 940,2	6 952 901,0	7 464 236,0	8 188 339,3	13 388 447,9	18 011 456,6	21 792 349,3	24 693 446,4	28 259 741,2	32 644 514,0	43 814 246,3
Industries manufacturières	4 623 444,0	5 167 796,6	6 014 081,6	6 852 323,8	10 849 621,5	14 057 288,7	16 617 421,0	17 126 489,9	19 513 313,7	22 471 713,2	29 127 035,0
Agro industrielles	3 883 780,6	4 459 077,8	5 177 956,19	5 932 477,8	9 307 232,0	11 961 059,2	14 125 460,3	14 640 449,5	16 755 541,6	19 303 895,4	25 006 957,8
Autres industries manufacturières	739 663,4	708 718,8	836 125,38	919 846,0	1 542 389,5	2 096 229,5	2 491 960,7	2 486 040,4	2 757 772,1	3 167 817,8	4 120 077,2
Batiments et Travaux publics	1 448 504,5	1 485 564,5	1 163 849,56	980 965,9	1 993 879,7	3 193 154,3	4 324 446,1	6 898 122,7	7 629 473,3	8 881 304,4	13 066 489,5
Electricité, gaz et eau	277 991,7	299 539,9	286 304,91	355 049,6	544 946,7	761 013,6	850 482,2	668 833,7	1 116 954,2	1 291 496,4	1 620 721,7
Secteur tertiaire	9 513 006,7	10 296 062,0	11 364 783,1	12 399 597,8	18 328 996,3	24 887 364,8	29 765 942,3	31 319 927,4	35 543 979,0	41 095 003,5	52 795 548,7
Commerce de gros et de détail	3 110 794,7	3 304 903,4	3 703 175,77	4 129 905,8	6 693 143,4	8 911 052,1	10 330 426,6	11 566 451,5	13 143 851,9	15 179 104,5	19 552 555,6
Transports et communications	2 985 169,9	3 208 974,4	3 582 392,00	3 859 941,4	4 766 172,0	6 238 320,1	7 128 199,2	8 083 828,9	9 274 479,4	10 822 920,4	13 871 124,0
Services marchands	2 027 802,5	2 279 221,3	2 514 884,15	2 716 312,2	4 287 753,1	5 881 942,3	7 097 366,4	7 519 222,7	8 506 256,0	9 843 810,6	12 773 242,3
Services non marchands	1 592 494,0	1 739 391,0	1 822 899,93	1 985 013,0	3 043 776,0	4 526 806,5	6 036 841,6	5 032 023,4	5 614 612,7	6 434 203,2	8 207 013,1
SIFIM	-203 254,4	-236 428,1	-258 568,8	-291 574,6	-461 848,2	-670 756,1	-826 891,4	-881 599,1	-995 221,0	-1 185 035,2	-1 608 386,3
PIB au coût des facteurs	27 724 926,8	30 742 890,3	32 457 940,7	34 820 417,4	52 789 387,8	72 849 360,7	80 175 431,5	87 319 665,9	106 442 091,3	127 616 696,3	156 471 450,0
Droits et Taxes sur les produits	2 326 252,4	2 481 098,07	2 653 285,3	2 696 975,0	2 886 705,4	4 331 177,9	5 138 716,5	2 861 381,9	3 672 655,2	4 447 010,0	5 782 580,4
PIB aux prix du marché	30 051 179,2	33 223 988,4	35 111 226,0	37 517 392,4	55 676 093,2	77 180 538,6	85 314 148,0	90 181 047,8	110 114 746,4	132 063 706,3	162 254 030,4

'Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I|1|21 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit (en pourcentage du PIB à prix courants)

Branches d'activité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (e)	2023 (e)
Secteur primaire	39,5	40,6	38,8	37,9	37,8	39,3	33,5	34,7	38,7	40,8	55,4
Agriculture, Sylviculture, Chasse et Pêche	19,3	18,6	18,4	18,6	19,7	19,2	19,4	20,9	19,0	17,7	0,3
Agriculture	18,5	17,7	17,7	17,9	18,9	18,5	18,7	20,2	18,5	17,2	0,3
Vivrière	18,3	17,4	17,4	17,6	18,7	18,2	18,4	19,9	18,2	17,0	0,3
Rente	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,0
Sylviculture	0,7	0,9	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,0
Elévage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Industrie extractive	20,2	22,1	20,4	19,3	18,1	20,1	14,1	13,8	19,7	23,1	55,1
Secteur secondaire	21,1	20,9	21,3	21,8	24,0	23,7	25,5	27,4	25,7	24,7	0,5
Industries manufacturières	15,4	15,6	17,1	18,3	19,5	18,5	19,5	19,0	17,7	17,0	0,3
Agro industrielles	12,9	13,4	14,7	15,8	16,7	15,7	16,6	16,2	15,2	14,6	0,3
Autres industries manufacturières	2,5	2,1	2,4	2,5	2,8	2,8	2,9	2,8	2,5	2,4	0,0
Batiments et Travaux publics	4,8	4,5	3,3	2,6	3,6	4,2	5,1	7,6	6,9	6,7	0,1
Electricité, gaz et eau	0,9	0,9	0,8	0,9	1,0	1,0	1,0	0,7	1,0	1,0	0,0
Secteur tertiaire	31,7	31,0	32,4	33,1	32,9	32,0	34,9	34,7	32,3	31,1	44,0
Commerce de gros et de détail	10,4	9,9	10,5	11,0	12,0	11,7	12,1	12,8	11,9	11,5	10,4
Transports et communications	9,9	9,7	10,2	10,3	8,6	8,2	8,4	9,0	8,4	8,2	33,4
Services marchands	6,7	6,9	7,2	7,2	7,7	7,7	8,3	8,3	7,7	7,5	0,1
Services non marchands	5,3	5,2	5,2	5,3	5,5	5,2	7,1	5,6	5,1	4,9	0,1
SIFIM	-0,7	-0,7	-0,7	-0,8	-0,8	-0,9	-1,0	-1,0	-0,9	-0,9	0,0
PIB au coût des facteurs	92,3	92,5	92,4	92,8	94,8	95,0	94,0	96,8	96,7	96,6	99,9
Droits et Taxes sur les produits	7,7	7,5	7,6	7,2	5,2	5,0	6,0	3,2	3,3	3,4	0,1
PIB aux prix du marché	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I|1|22 Utilisation du Produit Intérieur Brut (en millions de CDF aux prix de 2005)

Composantes	2019	2020	2021 (p)	2022 (e)	2023 (e)
Demande intérieure	15 567 621,2	16 288 626,9	19 998 789,6	23 053 170,0	34 936 776,7
Consommation	10 577 856,6	9 999 472,1	10 584 883,7	11 089 494,6	11 285 366,6
Secteur public	747 175,6	777 963,9	947 149,0	1 157 256,4	1 502 111,9
Secteur privé	9 830 681,0	9 221 508,2	9 637 734,7	9 932 238,2	9 783 254,7
Investissements bruts	4 989 764,6	6 289 154,9	9 413 905,9	11 963 675,5	23 651 410,0
FBCF	4 960 714,0	6 232 736,6	9 349 759,1	11 939 100,2	23 633 982,8
Secteur public	359 247,6	373 132,2	577 143,1	1 186 960,3	1 006 841,6
Secteur privé	4 601 466,5	5 859 604,3	8 772 616,0	10 752 139,9	22 627 141,3
Variation des stocks	29 050,5	56 418,3	64 146,8	24 575,3	17 427,2
Demande extérieure nette	-2 907 021,5	-3 408 312,3	-6 319 875,7	-8 153 488,5	-18 761 553,9
Exportations de biens et services	3 734 347,6	4 032 961,7	4 364 947,2	5 190 507,5	6 006 665,5
Exportations des biens	3 689 195,8	3 982 131,4	4 306 299,8	5 169 188,9	5 986 848,2
Produits miniers	3 269 088,9	3 586 435,6	3 950 022,7	4 816 149,0	5 687 612,3
Autres produits	420 106,9	395 695,8	356 277,2	353 039,8	299 235,9
Exportations des services	45 151,9	50 830,3	58 647,4	21 318,6	19 817,3
Importations de biens et services	-6 641 369,1	-7 441 274,0	-10 684 822,8	-13 343 995,9	-24 768 219,4
Importations des biens	-5 663 240,1	-6 263 361,7	-8 987 536,0	-11 507 544,1	-21 067 800,4
Consommations	-994 514,3	-698 813,9	-1 129 082,8	-1 327 044,1	-1 879 985,2
Equipements	-1 371 152,1	-1 230 852,1	-1 910 077,2	-2 560 775,6	-4 068 919,8
Intermédiaires	-3 297 573,8	-4 333 695,7	-5 948 376,0	-7 619 724,4	-15 118 895,4
Importations des services	-978 129,0	-1 177 912,3	-1 697 286,8	-1 836 451,9	-3 700 419,0
Produit Intérieur Brut	12 660 599,7	12 880 314,6	13 678 914,0	14 899 681,5	16 175 222,8

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I|1|23 Croissance de différentes composantes de la demande globale (en pourcentage)

Composantes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (e)	2023 (p)
Demande intérieure	7,9	6,7	2,0	-0,8	6,9	22,4	-4,4	4,6	22,8	15,3	51,5
Consommation	11,4	7,2	6,0	-4,1	1,1	18,8	-4,5	-5,5	5,9	4,8	1,8
Consommation publique	4,6	4,9	2,6	-29,6	-32,8	10,2	6,6	4,1	21,7	22,2	29,8
Consommation privée	12,7	7,6	6,5	0,1	5,0	19,4	-5,3	-6,2	4,5	3,1	-1,5
Investissements bruts	-0,7	5,2	-9,1	9,7	23,3	30,9	-4,2	26,0	49,7	27,1	97,7
FBCF	-0,8	5,4	-9,4	10,5	23,3	30,9	-4,7	25,6	50,0	27,7	98,0
Secteur public	3,9	14,3	-43,3	-23,8	-29,7	-0,3	15,3	3,9	54,7	105,7	-15,2
Secteur privé	-2,1	2,7	1,9	16,8	29,7	33,5	-6,0	27,3	49,7	22,6	110,4
Variation des stocks	6,8	-27,2	73,8	-95,1	-100,0	-	2 729,2	94,2	13,7	-61,7	-29,1
Demande extérieure nette	-5,5	4,5	20,3	20,7	-31,6	-125,5	30,1	-17,2	-85,4	-29,0	-130,1
Exportations de biens et services	10,5	21,4	4,1	-0,9	7,3	14,2	1,4	8,0	8,2	18,9	15,7
Exportations des biens	12,4	23,0	4,8	-0,5	7,4	14,7	1,4	7,9	8,1	20,0	15,8
Produits miniers	14,1	23,3	5,4	-0,7	8,2	16,9	1,0	9,7	10,1	21,9	18,1
Autres produits	2,7	20,6	1,2	0,3	2,2	-0,5	4,4	-5,8	-10,0	-0,9	-15,2
Exportations des services	-21,6	-17,9	-22,0	-18,0	2,0	-15,6	8,2	12,6	15,4	-63,6	-7,0
Importations de biens et services	8,0	8,7	-6,5	-8,2	15,1	54,7	-15,3	12,0	43,6	24,9	85,6
Importations des biens	4,1	5,6	-2,1	-12,6	14,6	63,3	-14,1	10,6	43,5	28,0	83,1
Consommations	8,2	4,8	8,1	23,5	4,4	8,9	-13,1	-29,7	61,6	17,5	41,7
Equipements	-0,5	3,0	-9,3	-10,9	14,0	0,1	-20,0	-10,2	55,2	34,1	58,9
Intermédiaires	8,5	9,5	1,9	-33,6	25,5	193,3	-11,7	31,4	37,3	28,1	98,4
Importations des services	31,7	23,2	-24,4	15,0	17,0	21,1	-21,6	20,4	44,1	8,2	101,5
Produit Intérieur Brut	8,5	9,5	6,9	2,4	3,7	5,8	4,4	1,7	6,2	8,9	8,6

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I|1|24 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande globale (en pourcentage du PIB aux prix de 2005)

Composantes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (e)	2023 (e)
Demande intérieure	125,2	122,0	116,4	112,7	116,1	134,3	123,0	126,5	146,2	154,7	216,0
Consommation	91,8	89,9	89,1	83,5	81,4	91,3	83,5	77,6	77,4	74,4	69,8
Secteur public	13,6	13,0	12,5	8,6	5,6	5,8	5,9	6,0	6,9	7,8	9,3
Secteur privé	78,2	76,9	76,6	74,9	75,8	85,6	77,6	71,6	70,5	66,7	60,5
Investissements bruts	33,4	32,1	27,3	29,2	34,7	42,9	39,4	48,8	68,8	80,3	146,2
FBCF	33,2	32,0	27,1	29,2	34,7	42,9	39,2	48,4	68,4	80,1	146,1
Secteur public	7,6	8,0	4,2	3,2	2,1	2,6	2,8	2,9	4,2	8,0	6,2
Secteur privé	25,5	24,0	22,8	26,0	32,6	40,4	36,3	45,5	64,1	72,2	139,9
Variation des stocks	0,2	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,2	0,4	0,5	0,2	0,1
Demande extérieure nette	-25,2	-22,0	-16,4	-12,7	-16,1	-34,3	-23,0	-26,5	-46,2	-54,7	-116,0
Exportations de biens et services	26,0	28,8	28,1	27,2	28,1	30,4	29,5	31,3	31,9	34,8	37,1
Exportations des biens	25,0	28,1	27,5	26,7	27,7	30,0	29,1	30,9	31,5	34,7	37,0
Produits miniers	21,5	24,2	23,9	23,1	24,2	26,7	25,8	27,8	28,9	32,3	35,2
Autres produits	3,5	3,9	3,7	3,6	3,5	3,3	3,3	3,1	2,6	2,4	1,8
Exportations des services	1,0	0,8	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,1	0,1
Importations de biens et services	-51,2	-50,8	-44,4	-39,8	-44,2	-64,6	-52,5	-57,8	-78,1	-89,6	-153,1
Importations des biens	-42,2	-40,7	-37,3	-31,9	-35,2	-54,3	-44,7	-48,6	-65,7	-77,2	-130,2
Consommations	-7,8	-7,5	-7,6	-9,1	-9,2	-9,4	-7,9	-5,4	-8,3	-8,9	-11,6
Equipements	-19,6	-18,4	-15,6	-13,6	-14,9	-14,1	-10,8	-9,6	-14,0	-17,2	-25,2
Intermédiaires	-14,9	-14,9	-14,2	-9,2	-11,1	-30,8	-26,0	-33,6	-43,5	-51,1	-93,5
Importations des services	-8,9	-10,0	-7,1	-8,0	-9,0	-10,3	-7,7	-9,1	-12,4	-12,3	-22,9
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I|1|25 Utilisation du Produit Intérieur Brut (en millions de CDF, à prix courants)

Composantes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (e)	2023 (e)
Demande intérieure	31 425 787,0	36 179 668,3	37 313 914,8	40 611 582,1	57 905 517,5	81 055 895,5	88 517 369,1	91 630 685,2	110 191 718,1	136 208 582,7	166 747 307,3
Consommation	24 861 881,2	28 186 017,6	30 558 945,4	33 995 405,9	43 874 240,7	64 995 053,7	70 729 940,3	69 150 442,7	79 489 995,1	94 117 748,0	114 639 233,7
Secteur public	2 459 701,0	4 209 047,8	4 162 819,4	3 748 853,4	4 516 025,1	6 888 670,8	11 122 973,7	8 139 702,4	11 249 714,3	18 533 255,8	19 172 633,5
Secteur privé	22 402 180,2	23 976 969,8	26 396 126,0	30 246 552,6	39 358 215,6	58 106 382,9	59 606 966,5	61 010 740,3	68 240 280,7	75 584 492,2	95 466 600,2
Investissements bruts	6 563 905,8	7 993 650,7	6 754 969,4	6 616 176,2	14 031 276,9	16 060 841,8	17 787 428,8	22 480 242,5	30 701 723,0	42 090 834,7	52 108 073,6
FBCF	6 532 886,8	7 954 748,7	6 689 573,4	6 528 002,2	13 912 163,1	15 899 931,6	17 570 056,1	22 186 594,7	30 305 035,7	41 554 951,9	51 384 152,3
Secteur public	617 054,0	1 899 120,3	1 746 314,9	1 644 672,7	2 988 561,9	2 955 359,2	3 887 359,7	4 599 756,5	5 292 395,8	7 278 122,2	8 373 034,5
Secteur privé	5 915 832,8	6 055 628,4	4 943 258,5	4 883 329,5	10 923 601,2	12 944 572,4	13 682 696,3	17 586 838,2	25 012 639,9	34 276 829,8	43 011 117,8
Variation des stocks	31 019,0	38 901,9	65 396,0	88 174,0	119 113,8	160 910,2	217 372,8	293 647,8	396 687,3	535 882,8	723 921,3
Demande extérieure nette	-1 374 607,8	-2 916 778,0	-2 137 292,8	-3 006 015,7	-2 110 310,6	-3 714 446,7	-2 985 848,3	-1 155 989,6	319 715,6	-3 608 993,6	-4 493 276,8
Exportations de biens et services	10 952 411,2	11 691 156,8	9 684 064,1	8 987 832,4	19 626 113,6	25 124 988,5	22 068 778,1	25 796 245,0	44 470 753,8	60 086 278,9	71 790 902,3
Exportations des biens	10 680 107,0	11 399 897,9	9 523 545,7	8 887 353,8	19 467 596,3	24 938 731,4	21 819 085,9	25 530 316,7	44 135 158,0	59 945 652,7	71 675 945,2
Produits miniers	9 559 650,4	10 173 720,5	8 964 237,4	8696219,26	19256823,77	24 718 717,7	21 635 177,7	25250358,86	43 726 082,8	59 508 015,8	71 378 785,2
Autres produits	1 120 456,6	1 226 177,4	559 308,3	191134,58	210772,54	220 013,7	183 908,2	279957,89	409 075,2	437 636,9	297 160,0
Exportations des services	272 304,2	291 258,9	160 518,4	100478,58	158517,25	186 257,1	249 692,2	265928,25	335 595,8	140 626,2	114 957,0
Importations de biens et services	-12 327 019,0	-14 607 934,7	-11 821 357,0	-11 993 848,2	-21 736 424,1	-28 839 435,1	-25 054 626,4	-26 952 234,6	-44 151 038,2	-63 695 272,5	-76 284 179,1
Importations des biens	-9 940 207,4	-11 756 200,0	-9 791 929,3	-9 589 064,2	-18 866 814,9	-24 293 546,3	-21 326 432,0	-21 968 989,6	-36 297 215,5	-53 848 151,7	-62 438 288,8
Consommations	-2 255 855,8	-3 477 772,8	-2 603 773,5	-2781766,40	-6154016,09	-7 567 262,3	-6882000,91	-5367377,20	-9 485 341,2	-12 918 627,9	-12 771 024,4
Equipements	-5 405 102,2	-6 897 624,7	-6 319 750,4	-6058749,57	-10889465,88	-11 554 304,9	-9664779,11	-9629617,69	-16 344 840,3	-25 392 481,8	-28 154 837,6
Intermédiaires	-2 279 249,3	-1 380 802,5	-868 405,5	-748548,24	-1823332,92	-5 171 979,1	-4779652,00	-6971994,75	-10 467 033,9	-15 537 042,0	-21 512 426,8
Importations des services	-2 386 811,6	-2 851 734,8	-2 029 427,6	-2404783,95	-2869609,25	-4 545 888,9	-3728194,37	-4983244,98	-7 853 822,7	-9 847 120,8	-13 845 890,3
Produit Intérieur Brut	30 051 179,2	33 262 890,3	35 176 622,0	37 605 566,4	55 795 206,9	77 341 448,8	85 531 520,8	90 474 695,6	110 511 433,7	132 599 589,1	162 254 030,4

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I|1|26 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande globale (en pourcentage du PIB à prix courant)

Composantes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021(p)	2022(e)	2023(e)
Demande intérieure	104,6	108,8	106,1	108,0	103,8	104,8	103,5	101,3	99,7	102,7	102,8
Consommation	82,7	84,7	86,9	90,4	78,6	84,0	82,7	76,4	71,9	71,0	70,7
Secteur public	8,2	12,7	11,8	10,0	8,1	8,9	13,0	9,0	10,2	14,0	11,8
Secteur privé	74,5	72,1	75,0	80,4	70,5	75,1	69,7	67,4	61,7	57,0	58,8
Investissements bruts	21,8	24,0	19,2	17,6	25,1	20,8	20,8	24,8	27,8	31,7	32,1
FBCF	21,7	23,9	19,0	17,4	24,9	20,6	20,5	24,5	27,4	31,3	31,7
Secteur public	2,1	5,7	5,0	4,4	5,4	3,8	4,5	5,1	4,8	5,5	5,2
Secteur privé	19,7	18,2	14,1	13,0	19,6	16,7	16,0	19,4	22,6	25,8	26,5
Variation des stocks	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
Demande extérieure nette	-4,6	-8,8	-6,1	-8,0	-3,8	-4,8	-3,5	-1,3	0,3	-2,7	-2,8
Exportations de biens et services	36,4	35,1	27,5	23,9	35,2	32,5	25,8	28,5	40,2	45,3	44,2
Exportations des biens	35,5	34,3	27,1	23,6	34,9	32,2	25,5	28,2	39,9	45,2	44,2
Produits miniers	31,8	30,6	25,5	23,1	34,5	32,0	25,3	27,9	39,6	44,9	44,0
Autres produits	3,7	3,7	1,6	0,5	0,4	0,3	0,2	0,3	0,4	0,3	0,2
Exportations des services	0,9	0,9	0,5	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1
Importations de biens et services	-41,0	-43,9	-33,6	-31,9	-39,0	-37,3	-29,3	-29,8	-40,0	-48,0	-47,0
Importations des biens	-33,1	-35,3	-27,8	-25,5	-33,8	-31,4	-24,9	-24,3	-32,8	-40,6	-38,5
Consommations	-7,5	-10,5	-7,4	-7,4	-11,0	-9,8	-8,0	-5,9	-8,6	-9,7	-7,9
Equipements	-18,0	-20,7	-18,0	-16,1	-19,5	-14,9	-11,3	-10,6	-14,8	-19,1	-17,4
Intermédiaires	-7,6	-4,2	-2,5	-2,0	-3,3	-6,7	-5,6	-7,7	-9,5	-11,7	-13,3
Importations des services	-7,9	-8,6	-5,8	-6,4	-5,1	-5,9	-4,4	-5,5	-7,1	-7,4	-8,5
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I|1|27 Produit Intérieur Brut

Années	Estimations aux prix de 2005				Estimations à prix courants				Déflateur du PIB (2005 = 100)	Variation du déflateur du PIB (en %)
	en millions de CDF	en millions de USD	Indice (2005 = 100)	Variations annuelles (en %)	en millions de CDF	en millions de USD	Indice (2005 = 100)	Variations annuelles (en %)		
1990	8 186 454,9	17 279,0	144,4	-6,6	0,0000373	15 559,58	0,0000000	94,8	0,0000000	108,5
1991	7 497 155,4	15 824,1	132,2	-8,4	0,0007735	14 887,19	0,0000000	1 975,4	0,0000000	2 166,3
1992	6 709 954,0	14 162,6	118,3	-10,5	0,0293734	13 650,42	0,0000005	3 697,5	0,0000004	4 143,0
1993	5 803 258,9	12 248,8	102,3	-13,5	0,4479538	17 866,21	0,0000079	1 425,0	0,0000077	1 663,3
1994	5 578 636,5	11 774,7	98,4	-3,9	115,3692934	9 662,80	0,0020347	25 654,7	0,0020681	26 691,7
1995	5 618 637,8	11 859,2	99,1	0,7	659,5575702	9 368,04	0,0116323	471,7	0,0117387	467,6
1996	5 556 071,7	11 727,1	98,0	-1,1	4 818,7326349	9 601,95	0,0849855	630,6	0,0867291	638,8
1997	5 255 549,5	11 092,8	92,7	-5,4	12 983,8400118	9 885,31	0,2289893	169,4	0,2470501	184,9
1998	5 164 264,5	10 900,1	91,1	-1,7	16 620,2208301	10 344,58	0,2931222	28,0	0,3218313	30,3
1999	4 943 744,8	10 434,7	87,2	-4,3	86 223,5289069	21 460,37	1,5206797	418,8	1,7440934	441,9
2000	4 602 626,4	9 714,7	81,2	-6,9	494 251,7814340	22 650,39	8,7168627	473,2	10,7384727	515,7
2001	4 505 970,9	9 510,7	79,5	-2,1	2 341 846,2277081	11 334,25	41,3019291	373,8	51,9720675	384,0
2002	4 662 260,0	9 840,5	82,2	3,5	3 198 119,2920301	9 230,20	56,4035737	36,6	68,5959011	32,0
2003	4 932 264,5	10 410,4	87,0	5,8	3 824 458,6933104	9 443,13	67,4499974	19,6	77,5396110	13,0
2004	5 259 764,4	11 101,7	92,8	6,6	4 327 493,6419573	10 864,97	76,3217642	13,2	82,2754269	6,1
2005	5 670 065,0	11 967,7	100,0	6,1	5 670 065,0000000	11 967,70	100,0000000	31,0	100,0000000	21,5
2006	5 971 768,0	12 604,5	105,3	5,3	6 767 519,5454000	14 459,04	119,3552375	19,4	113,3252254	13,3
2007	6 345 569,5	13 393,5	111,9	6,3	8 648 878,5137204	16 739,32	152,5357913	27,8	136,2979088	20,3
2008	6 740 637,9	14 227,3	118,9	6,2	11 067 568,5144426	19 724,03	195,1929742	28,0	164,1917073	20,5
2009	6 933 087,5	14 633,5	122,3	2,9	15 101 187,9014711	18 725,46	266,3318304	36,4	217,8133188	32,7
2010	7 425 889,7	15 673,7	131,0	7,1	19 536 676,9254905	21 567,21	344,5582533	29,4	263,0887034	20,8
2011	7 936 395,2	16 751,2	140,0	6,9	23 759 424,6000000	25 841,18	419,0326672	21,6	299,3730034	13,8
2012	8 498 839,5	17 938,3	149,9	7,1	26 954 556,8000000	29 318,77	475,3835591	13,4	317,1557347	5,9
2013	9 219 707,4	19 459,9	162,6	8,5	30 051 179,2000000	32 676,03	529,9970847	11,5	325,9450438	2,8
2014	10 092 840,2	21 302,8	178,0	9,5	33 223 988,4618189	35 909,04	585,9542785	10,6	329,1837359	1,0
2015	10 790 877,9	22 776,1	190,3	6,9	35 111 225,9719369	37 917,71	619,2385091	5,7	325,3787716	-1,2
2016	11 049 794,1	23 322,6	194,9	2,4	37 517 392,3916505	37 134,86	661,6748202	6,9	339,5302393	4,3
2017	11 461 614,2	24 191,8	202,1	3,7	55 676 093,1273583	37 980,58	981,9304210	48,4	485,7613629	43,1
2018	12 128 808,6	25 600,1	213,9	5,8	77 180 538,6890554	47 568,21	1 361,1931907	38,6	636,3406437	31,0
2019 (p)	12 660 599,7	26 722,5	223,3	4,4	85 314 148,0143706	51 775,83	1 504,6414462	10,5	673,8555042	5,9
2020(p)	12 880 314,6	27 186,2	227,2	1,7	90 181 047,8030943	48 641,98	1 590,4764373	5,7	700,1463110	3,9
2021(e)	13 678 914,0	28 871,8	241,2	6,2	110 114 746,4358120	55 351,01	1 942,0367568	22,1	804,9962632	15,0
2022(e)	14 899 681,5	31 448,5	262,8	8,9	132 063 706,3456350	65 817,29	2 329,1391959	19,9	886,3525462	10,1
2023(e)	16 175 222,8	34 140,7	285,3	8,6	162 254 030,4282610	69 662,37	2 861,5903068	22,9	1 003,1022919	13,2

Source : Banque centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I|1|28 Produit national brut et revenu national (en millions de CDF courants)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021(e)	2022(e)	2023(e)
Produit intérieur brut	30 051 179,2	33 223 988,4	35 111 226,0	37 517 392,4	55 676 093,2	77 180 538,6	85 314 148,0	90 181 047,8	110 114 746,4	132 063 706,3	162 254 030,4
Revenu des facteurs du reste du Monde	133 183,1	101 219,2	131 988,1	16 907,0	17 982,7	117 928,4	136 553,5	357 352,3	299 275,5	301 855,6	402 189,4
Revenu des facteurs au reste du Monde (-)	2 781 685,0	659 177,8	1 132 526,2	636 680,8	1 602 234,8	2 890 369,3	2 201 244,1	2 704 532,6	4 116 377,3	4 151 865,2	5 531 903,4
Revenu national brut (1)	27 402 677,5	32 666 029,9	34 110 687,8	36 897 618,6	54 091 841,0	74 408 097,7	83 249 457,4	87 833 867,5	106 297 644,7	128 213 696,7	157 124 316,4
Consommation de capital fixe (-)	901 535,4	996 728,4	1 075 494,8	1 247 784,9	1 810 998,3	2 494 502,3	2 575 856,5	2 863 229,8	3 182 664,8	3 209 717,5	3 237 000,0
Revenu national net	26 501 142,1	31 669 301,5	33 035 193,0	35 649 833,7	52 280 842,7	71 913 595,4	80 673 601,0	84 970 637,7	103 114 979,9	125 003 979,2	153 887 316,3
Transferts courants du reste du Monde	2 178 713,7	2 338 736,7	2 235 751,0	1 889 314,2	2 825 943,1	4 629 155,6	4 427 769,9	3 478 725,9	4 641 110,6	4 681 122,5	6 237 080,4
Transferts courants au reste du Monde (-)	1 014 678,5	457 808,5	471 858,9	541 455,3	999 884,8	1 823 506,7	1 958 469,0	1 923 618,5	2 171 020,1	2 189 736,9	2 917 583,3
Revenu National disponible	27 665 177,3	33 550 229,6	34 799 085,2	36 997 692,6	54 106 900,9	74 719 244,2	83 142 901,9	86 525 745,1	105 585 070,4	127 495 364,9	157 206 813,4
Consommation finale (-)	24 861 881,2	28 186 017,6	30 558 945,4	33 995 405,9	43 874 240,7	64 995 053,7	70 729 940,3	69 150 442,7	79 489 995,1	94 117 748,0	114 639 233,7
Epargne nette	2 803 295,9	5 366 544,5	4 678 818,9	11 113 878,9	10 281 349,2	10 693 831,5	12 412 961,6	17 375 302,4	26 030 076,0	33 377 616,9	42 567 579,8

Source : Banque centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I|1|29 Evolution des indices d'activité économique et des prix à la consommation des ménages (base 2015 = 100)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (p)	2021 (p)	2022 (e)	2023 (e)
I. VOLUME DE PRODUCTION										
1. Production agricole, forêt, élevage, chasse et pêche	87,88	100,00	102,99	98,38	102,59	103,90	106,26	109,10	108,01	120,73
2. Production agricole	93,53	100,00	102,83	105,48	108,19	111,22	115,25	120,94	115,80	123,25
3. Production agricole vivrière	86,75	100,00	101,82	96,34	101,48	103,03	105,25	107,98	107,39	123,30
4. Production agricole de rente	83,75	100,00	101,38	92,29	98,51	99,41	100,83	102,25	103,66	120,44
5. Sylviculture	92,65	100,00	107,90	107,95	108,02	108,10	111,15	114,47	111,24	65,32
6. Elevage, pêche et chasse	92,38	100,00	108,29	94,54	97,26	100,08	102,11	105,11	102,43	126,25
7. Extraction	113,82	100,00	98,42	125,13	144,73	146,69	161,08	176,42	221,96	220,00
8. Extraction des métaux non ferreux	126,45	100,00	99,08	135,14	158,08	164,42	185,07	206,75	271,36	220,86
9. Autres produits d'extraction	84,23	100,00	96,87	101,68	113,46	105,13	104,85	105,34	106,20	107,07
10. Production de pétrole brut	101,39	100,00	95,03	91,37	101,76	98,96	105,93	102,52	103,33	120,43
11. Production manufacturière	102,92	100,00	99,16	96,08	96,55	102,44	104,65	108,31	112,84	118,95
12. Production industries alimentaires, boissons et tabacs	100,07	100,00	102,15	101,46	98,31	108,06	110,50	115,75	121,00	118,58
13. Production d'autres industries manufacturières	105,78	100,00	96,15	90,68	94,78	96,80	98,77	100,83	104,63	120,98
14. Production de ciment	82,56	100,00	63,50	225,59	293,08	346,78	322,00	408,61	532,24	576,35
15. Production d'eau	95,92	100,00	104,25	103,21	98,45	91,86	94,82	92,02	104,28	110,38
16. Production d'électricité	97,74	100,00	99,56	105,90	118,27	128,20	138,82	147,24	164,28	151,48
II. VOLUME DE CONSOMMATION										
1. Consommation d'eau	95,92	100,00	98,54	95,55	97,39	97,43	87,04	91,92	97,17	97,13
2. Consommation intérieure d'électricité	105,99	100,00	96,11	99,51	104,66	119,04	87,04	113,72	126,21	105,61
3. Consommation intérieure de ciment	79,63	100,00	57,78	221,56	288,67	236,30	318,44	386,39	587,19	643,03
4. Consommation des produits pétroliers	105,99	100,00	96,11	99,51	104,66	118,91	121,32	118,96	160,06	240,03
III. VOLUME D'ACTIVITE DE TRANSPORT										
1. Manutention dans les principaux ports	101,05	100,00	79,32	50,51	50,06	53,28	55,85	57,27	57,67	54,70
2. Trafic des marchandises et des personnes	95,50	100,00	106,11	136,10	140,25	148,59	152,67	162,10	169,78	179,22
IV. PRIX										
1. Indice des prix moyens à la consommation des produits pétroliers	105,22	100,00	82,80	84,23	109,89	118,91	121,32	118,96	160,06	240,03
3. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, IRES	96,00	100,00	105,53	117,12	128,04	132,12	139,93	150,45	157,73	169,31
4. Indice des prix de détail dans les magasins de Kinshasa, IRES	98,87	100,00	101,04	105,81	110,75	112,39	114,31	116,80	119,98	123,69
V. Indice de volume du P.I.B.	93,53	100,00	102,40	106,22	112,40	117,33	119,36	126,80	137,59	149,90

Source : Banque centrale du Congo sur base des données fournies par les structures contributrices.

Tableau I|1|30 Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse
(en milliers de tonnes, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (e)	2021 (e)	2022 (e)	2023 (e)
I. CULTURES VIVRIERES										
Céréales										
Maïs grains	2 035	2 086	2 138	2 191	2 245	2 301	2 186	2 234	2 241	2 220
Riz paddy	1 020	1 282	1 295	1 365	1 378	1 500	1 476	1 581	1 519	1 525
Millet & sorgho	46	46	46	47	48	48	48	49	48	48
Blé & orge	35	41	49	52	57	61	65	67	64	65
Racines et tubercules										
Manioc tubercules	34 868	35 823	36 804	37 813	38 848	39 913	42 769	45 673	42 785	43 743
Patate douce	478	491	504	505	533	533	558	575	555	563
Taro	68	68	68	68	68	68	69	69	68	69
Pomme de terre	100	100	101	102	105	108	104	105	106	105
Oignons, ails...	190	205	211	228	246	266	274	282	274	277
Igname	100	103	106	110	113	116	115	118	116	117
Légumes et légumineuses										
Haricots	249	250	251	252	253	253	260	264	259	261
Vandzou	11	11	11	12	12	12	14	14	13	14
Feuille de manioc	1 053	1 108	1 141	1 162	1 197	1 233	1 256	1 293	1 261	1 270
Tomates	169	181	187	197	211	226	233	240	233	235
Piments et poivre	120	132	146	161	178	196	216	223	212	217
Autres légumes	352	387	399	410	422	435	447	460	447	451
Oléagineux										
Arachides	422	430	439	447	456	465	465	476	469	470
Soja	21	21	22	23	23	24	26	26	25	26
Noix de palme (palmier à huile)	4 184	4 683	4 824	4 844	4 864	4 869	5 293	5 452	5 205	5 317
Autres oléagineux	142	148	155	161	168	176	183	189	183	185
Fruits										
Bananes plantains	4 960	5 551	5 718	5 779	5 952	5 977	4 867	4 884	5 243	4 998
Bananes douces	832	855	879	903	927	953	806	807	855	823
Autres fruits	741	747	754	761	783	787	751	752	763	755
II. ELEVAGE										
Bovins (en milliers de têtes)	1 003	1 064	1 127	1 195	1 267	1 343	1 344	1 490	1 392	1 409
Ovins (en milliers de têtes)	908	909	910	910	911	911	914	916	914	915
Caprins (en milliers de têtes)	4 074	4 079	4 083	4 087	4 091	4 091	4 119	4 126	4 112	4 119
Porcins (en milliers de têtes)	993	997	1 001	1 005	1 006	1 006	1 000	1 003	1 003	1 002
Volailles (en milliers de têtes)	20 309	20 370	20 430	20 492	20 512	20 533	18 676	18 793	19 334	18 934
Oeufs (en millions d'oeufs)	968	1 084	1 083	1 087	1 116	1 119	1 151	1 185	1 152	1 163
Lait (en millions de litres)	82	91	101	113	126	141	145	149	145	146
III. SYLVICULTURE										
Bois de chauffage	85 189	91 887	99 111	99 131	99 181	99 230	102 187	105 253	102 223	103 221
Charbon de bois	3 334	3 656	4 010	4 026	4 040	4 057	4 074	4 196	4 109	4 127
IV. PECHE ET CHASSE										
Poissons frais	456	469	483	498	512	529	539	555	541	545
Gibier	326	336	346	356	367	377	387	399	388	391

Source : Banque centrale du Congo.

Tableau I|1|31 Production agro-industrielle (en tonnes)

PRODUITS	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (e)	2023 (e)
PLANTES STIMULANTES										
Café robusta	30 115	37 782	37 906	37 660	44 414	55 723	55 904	55 030	23 130	25 605
exportations : Source ONC	3 490	2 887	4 726	4 744	5 415	5 010	5 712	4 437	2 679	2 965
Café arabica	6 601	17 014	7 471	9 517	7 071	8 320	8 599	9 268	8 390	6 753
exportations	5 909	15 229	6 687	8 518	6 329	7 447	8 251	8 296	8 050	6 480
Cacao	7 570	13 230	18 402	6 146	19 511	32 543	45 957	69 534	38 809	56 720
exportations	6 340	11 081	15 413	5 148	16 342	27 257	38 492	58 238	32 505	47 506
Thé	4 330	4 349	4 368	4 387	4 407	4 426	4 446	4 608	4 629	4 649
Tabac	3 279	3 181	3 086	2 993	2 903	2 816	2 732	2 650	2 570	2 493
BOIS										
Grumes (m^3)	520 513	528 359	502 271	504 429	506 596	508 772	510 957	513 152	515 357	517 570
exportations	234 811	250 515	238 145	110 168	196 220	248 065	250 133	106 977	109 851	110 323
OLEAGINEUX (1)	15 497	16 668	17 480	18 079	18 959	19 609	20 564	21 269	22 304	23 069
Huile de palme	13 113	13 423	13 339	13 356	13 587	13 999	16 377	46 998	50 659	50 659
Huile de palmistes	1 438	1 654	2 077	2 072	2 072	2 053	9 489	30 431	33 272	21 795
exportations	1 319	1 361	1 360	1 358	1 358	1 345	6 216	19 934	21 795	14 277
Tourteaux de palmistes	10 136	10 477	10 831	11 195	11 573	11 963	12 366	12 386	12 895	13 309
PLANTES TEXTILES ET DERIVEES										
Coton-fibres	2 990	2 531	2 142	1 984	1 860	1 754	1 746	1 776	1 631	1 555
Huile de coton	42	39	36	32	29	25	25	26	22	20
Tourteaux de coton	228	210	193	176	160	144	153	155	138	129
PLANTES MEDICINALES										
Quinquina	2 413	2 293	2 304	2 316	2 327	2 339	2 351	2 362	2 374	2 385
PLANTES A CAOUTCHOUC										
Caoutchouc	2 108	2 355	2 596	2 536	17 414	19 119	7 990	6 517	7 260	7 004
exportations	1 075	1 346	1 324	1 293	14 914	16 375	6 843	5 582	6 218	5 999
PLANTES SACCHARIFERES										
Canne à sucre	2 118 156	2 181 700	2 247 151	2 252 769	2 258 401	2 264 047	2 269 028	2 280 982	2 285 409	2 291 244

Sources : Banque Centrale du Congo, ONC, Ministère de l'Agriculture, OCC et Fonds de Reconstruction du Capital Forestier.
(1) Production exportée.

Tableau I|1|32 Production minière et métallurgique

Produits	Unité	2017	2018	2019 (p)	2020 (p)	2021 (p)	2022 (e)	2023 (p)
Cuivre	tonnes	1 094 638	1 221 648	1 420 386	1 601 208	1 802 897	2 359 824	2 842 022
dont : - Gécamines	tonnes	15 864	18 037	2 974	3 515	3 996	4 562	6 210
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	1 078 773	1 203 611	1 417 412	1 597 693	1 798 902	2 355 263	2 835 812
Zinc	tonnes	12 337	1 047	6 134	15 305	16 079	12 309	11 287
dont : - Gécamines	tonnes	9 163	777	3 669	4 868	4 820	3 538	3 770
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	3 174	269	2 465	10 438	11 259	8 771	7 517
Cobalt	tonnes	82 461	111 358	77 964	86 591	93 144	111 309	139 838
dont : - Gécamines	tonnes	184	241	1 509	14 339	15 419	19 907	23 371
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	82 277	111 117	76 455	72 252	77 726	91 402	116 467
Or fin (1)	kilos	31 586	36 777	31 586	31 501	31 903	32 337	34 526
Diamant	milliers de carats	18 891	15 131	18 891	16 560	12 179	14 088	8 306
dont : - MIBA et autres industriels	milliers de carats	3 488	3 202	3 488	6 484	4 525	5 576	3 149
- Artisanal	milliers de carats	15 404	11 929	15 404	10 076	7 654	8 511	5 157
Cassitérite	tonnes	17 682	16 273	19 984	26 678	29 023	29 239	29 239
Wolframite	tonnes	248	380	406	226	209	205	205
Colombo-tantalite	tonnes	1 996	2 267	1 256	1 712	2 422	2 500	2 500
Pétrole brut	milliers de barils	7 536	8 393	8 162	8 737	8 499	8 499	8 430
Indice de la production minière								
et hydrocarbure (2015=100)		102,4	122,1	90,7	129,6	149,0	125,3	220,1

Source : Ministère des mines.
(1) Y compris la production artisanale.

Tableau I|1|33 Principales productions manufacturières

	Unité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (e)	2021 (e)	2022 (e)	2023 (e)
A. INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS ET TABACS												
Industries alimentaires :												
Lait pasteurisé	10^3 litres	74	77	79	81	84	86	89	90	89	90	89
Farine de maïs	tonnes	17 626	18 155	18 700	19 261	19 838	20 434	21 047	21 365	22 836	23 181	24 777
Farine de froment	tonnes	193 526	195 051	202 703	239 903	240 612	213 107	203 302	194 945	204 936	211 516	222 355
Riz décortiqué	tonnes	207	213	219	223	221	222	223	249	213	224	229
Sucre	tonnes	111 663	115 013	118 463	120 863	120 761	121 844	122 678	127 682	118 202	121 637	122 573
Chocolaterie, biscuiterie	tonnes	202	208	214	220	196	202	198	216	191	201	201
Pain	tonnes	210 300	217 661	225 279	233 164	241 325	249 771	258 513	263 089	272 328	281 349	289 302
Graisses et huiles de table	tonnes	1 509	1 554	1 601	1 649	1 544	1 518	1 456	1 635	1 504	1 505	1 520
Huiles de palme	tonnes	9 543	13 113	13 423	13 339	13 356	13 564	13 999	16 377	46 998	50 659	50 659
Margarine	tonnes	729	751	774	797	821	845	871	884	893	922	942
Aliments pour animaux	tonnes	26 772	27 575	28 402	29 254	30 132	31 036	31 967	32 451	32 781	33 853	34 574
Pêche lacustre	tonnes	1 040	1 071	1 103	1 136	1 170	1 205	1 242	1 260	1 273	1 315	1 343
Industries des boissons :												
Boissons alcoolisées	10^3 d'hl	4 838	5 095	4 850	4 679	4 464	4 250	4 804	5 396	5 625	6 080	4 868
Boissons gazeuses	10^3 d'hl	2 044	2 226	2 224	2 133	2 131	2 088	2 893	2 592	2 619	2 628	2 798
Industries du tabac :												
Cigarettes	10^6 d'unités	3 050	639	...	...	...	...	...	...	...	...	...
B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES												
Industries de tissu, confection												
et bonneterie :												
Bonneterie	10^3 de pièces	69	67	65	63	61	59	57	55	56	54	53
Couvertures	10^3 de pièces	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sacs	10^3 de pièces	1 428	1 142	914	731	585	468	374	299	301	235	192
Toiles d'emballages	milliers de m	10	11	11	11	12	12	12	13	13	14	14
Tissus de coton (écrus, blanchis, teints)	milliers de m^2	143	144	144	145	146	146	147	148	151	151	152
Tissus imprimés	milliers de m^2	88	44	22	11	5	3	1	1	1	0	0
Tissus polyesther	milliers de m^2	19	10	5	2	1	1	0	0	0	0	0
Filatures	tonnes	55	44	35	28	22	18	14	11	12	9	7
Industries des chaussures et cuirs :												
Chaussures	10^3 de paires	988	593	356	213	129	124	74	76	69	58	41
Industries de la chimie												
de consommation :												
Savons	tonnes	9 802	10 097	10 399	10 711	11 033	11 364	11 705	12 056	12 406	12 781	13 163
Peintures, vernis, émaux	tonnes	47 092	48 505	49 960	51 459	53 002	54 592	56 230	57 917	59 600	61 401	63 234
Allumettes	cartons	148 992	153 462	158 066	162 808	151 196	153 499	149 113	153 114	170 466	166 852	167 964
Explosifs	tonnes	7	6	5	4	3	5	10	11	12	25	29
Acétylène	kilos	6 659	12 815	13 443	12 394	13 403	18 472	31 209	30 011	29 515	47 839	57 873
Oxygène	10^3 de m^3	10	13	13	9	11	...	...	...	...	...	...
Chaux	kilos	5 500	4 000	4 050	4 331	4 100	4 385	4 151	4 439	3 425	3 703	3 534
Industries de fabrication des												
produits pétroliers et raffinés :												
Lubrifiants	litres	507 689	522 920	538 608	554 766	571 409	588 551	606 208	624 394	499 755	539 837	539 097
Industries du plastique :												
Pneus pour automobiles	10^3 de pièces	92	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Casiers et bacs de 32 litres	10^3 de pièces	301	360	431	515	436	521	442	528	609	636	611
Divers articles plastiques	10^3 de pièces	2 817	2 902	2 989	3 266	3 368	3 738	3 992	4 624	5 241	5 714	6 340
Industries des fabrications												
métalliques légères :												
Articles galvanisés	10^3 de pièces	173	193	216	214	185	182	173	167	191	180	175
Machettes et houes	10^3 de pièces	193	199	205	211	199	196	193	187	204	197	196
Pelles et bêches	10^3 de pièces	27	28	28	29	28	27	27	26	28	27	27
Tôles galvanisées	10^3 de pièces	386	398	410	422	398	392	386	375	329	330	319
Articles de ménage en aluminium	tonnes	61	63	65	67	63	62	61	59	58	57	56
Valises et malles	pièces	157	161	166	170	161	159	157	153	149	147	145
Bouchons couronnes	10^6 de pièces	738	760	783	806	814	809	794	766	774	761	744
Industries d'édition, d'imprimeries												
et reproduction :												
Imprimés	10^3 de pièces	430	449	461	476	484	496	511	529	600	603	634
Industries de fabrication de papier,												
carton et d'articles en papier et carton												
Papiers et cartons	tonnes	534	550	569	584	597	614	629	644	744	743	776
Papiers hygiéniques	Sach. (30 roul.)	75 816	78 090	80 433	82 846	85 331	87 891	90 528	93 244	95 911	98 818	101 761

Source : Banque Centrale du Congo , Enquêtes économiques et conjoncturelles.

Tableau I|1|34 Principales productions manufacturières

	Unité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (e)	2021 (e)	2022 (e)	2023 (e)
B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES												
Industries des fabrications métal. lourdes :												
Charpentes et constructions métalliques	tonnes	423,5	435,9	465,7	497,4	533,4	549,6	556,3	567,1	607,7	615,6	628,7
Chaudronnerie	tonnes	237,6	238,8	239,9	241,0	242,4	243,6	245,0	246,3	248,4	249,6	251,1
Fonderie fonte et acier	tonnes	103,4	106,7	113,4	120,3	127,8	132,3	134,8	138,6	139,0	143,8	146,4
Fonderie métaux non ferreux	tonnes	4,1	3,2	3,0	2,6	2,8	3,5	3,5	3,8	3,9	4,6	4,7
Industrie du matériel de transport :												
Réparations navales	pièces	36,1	41,0	47,3	33,0	32,7	24,9	25,2	26,8	26,3	21,8	23,3
Constructions navales	pièces	11,0	19,0	19,5	22,0	21,2	22,8	23,2	24,4	24,1	25,7	26,2
Industries des minéraux non métalliques :												
Ciment Portland normal	10^3 de tonnes	446,61	329,21	398,7	253,2	899,5	1 169,5	1 382,8	1 284,9	1 558,0	1 949,5	2 298,2
Ciment métallurgique	10^3 de tonnes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits en béton	tonnes	1 346,2	1 399,1	1 454,4	1 511,8	1 573,7	1 637,5	1 704,0	1 772,0	1 832,1	1 909,1	1 984,0
Carrelages	milliers de m^2	25,2	27,1	29,9	30,5	32,8	33,4	35,4	38,9	40,6	42,1	45,5
Fibro-ciment	milliers de m^2	224,9	235,9	247,6	248,0	259,2	265,5	281,0	300,1	287,7	304,6	320,2
Concassés	10^3 de tonnes	361,2	285,1	306,8	326,1	340,8	396,8	324,0	323,2	410,6	402,2	356,3
Bouteilles	10^3 de pièces	44 580	38 860	28 263,9	23 677,1	20 527,1	23 853,4	26 978,0	26 407,3	26 978,3	31 288,1	32 748,0
Industries de transformation de bois :												
Tranchages	m^3	4 069,4	4 215,3	4 368,8	4 526,7	4 690,9	4 860,7	5 036,9	4 860,0	4 885,8	5 056,7	5 078,2
Contreplaqués	m^3	773,0	797,4	822,7	848,8	875,7	903,5	932,1	875,7	916,1	933,7	931,7
Bois sciés	m^3	39 980,97	40 370,59	43 070,5	43 973,9	24 681,7	36 572,1	39 971,0	37 093,0	34 741,3	34 794,1	34 848,5
Matelas	10^6 de pièces	3 751,0	3 863,5	3 979,4	4 098,8	4 221,7	4 348,4	4 478,9	4 348,4	4 428,7	4 544,5	4 569,4
Stylo à billes	10^3 de pièces	8 221,9	9 059,1	9 982,8	11 000,0	12 121,1	13 356,4	14 717,6	15 249,6	15 495,2	17 283,0	18 336,3
Menuiserie métallique	tonnes	71,6	73,8	76,0	78,3	80,6	83,1	85,5	88,1	99,5	100,4	105,0
Mobiliers métalliques	pièces	774,6	816,6	861,6	908,7	958,6	1 011,1	1 066,5	1 086,9	1 088,2	1 156,7	1 194,3

Source : Banque Centrale du Congo , Enquêtes économiques et conjoncturelles.

Tableau I|1|35 Indice de la production des industries manufacturières (base 2015 = 100)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (e)	2021 (e)	2022 (e)	2023 (e)
A. INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS ET TABACS	86,7	100,1	100,0	102,2	101,5	98,3	108,1	110,5	115,7	121,0	122,8
Produits alimentaires	93,8	96,6	100,0	108,0	109,7	107,0	107,3	108,1	114,9	118,9	122,5
Boissons	97,3	103,5	100,0	96,3	93,2	89,6	108,8	112,9	116,5	123,1	123,1
Tabacs	68,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	114,3	105,8	100,0	96,1	90,7	94,8	96,8	98,8	100,8	104,6	107,8
Confection et bonneterie, tissage et impression de tissu	151,5	122,2	100,0	82,9	69,6	59,1	50,8	44,1	44,7	38,7	35,0
Chaussures et cuirs	277,8	166,7	100,0	60,0	36,1	34,7	20,8	21,4	19,4	16,2	11,5
Chimie de consommation	92,4	97,0	100,0	102,4	98,6	102,7	107,0	109,2	116,7	124,0	129,6
Fabrication des produits pétroliers raffinées	94,3	97,1	100,0	103,0	106,1	109,3	112,6	115,9	92,8	100,2	100,1
Plastique	93,9	95,4	100,0	110,6	111,3	124,6	129,7	150,7	171,1	185,7	203,3
Fabrications métalliques légères	92,6	96,2	100,0	102,5	98,7	97,6	95,6	92,6	92,6	90,8	88,8
Edition, imprimérie et reproduction	93,3	97,5	100,0	103,2	105,0	107,6	110,9	114,9	130,3	130,9	137,5
Fabrication des papiers, cartons et d'articles en papier et carton	94,3	97,1	100,0	103,0	106,1	109,3	112,5	115,9	119,3	122,9	126,6
Fabrication métalliques lourdes	93,5	95,4	100,0	104,8	110,3	113,0	114,3	116,3	121,5	123,3	125,4
Matériel de transport	70,6	89,8	100,0	82,4	80,8	71,4	72,4	76,8	75,4	71,1	74,0
Minéraux non métalliques	153,0	134,0	100,0	84,8	77,0	89,1	100,0	98,1	101,3	116,9	123,0
Transformation de bois	92,9	94,0	100,0	102,3	62,7	87,7	95,2	88,7	84,0	84,5	84,7
Autres non classées ailleurs	86,0	92,7	100,0	108,0	116,7	126,2	136,6	139,4	141,7	154,9	162,5
C. INDICE GLOBAL	100,5	102,9	100,0	99,2	96,1	96,6	102,4	104,7	108,3	112,8	115,3

Source : Banque Centrale du Congo , Enquêtes économiques et conjoncturelles.

Tableau I|1|36 Production, exportation et consommation intérieure de ciment (en tonnes)

ANNEES	PRODUCTION			CONSOMMATION			Variation des stocks
	Ciment Portland Normand	Ciment métallurgique (1)	Total production ciment	Exportation	(1) Consommation locale(2)	Total	
2011	456 612	...	456 612	37 958	417 983	455 941	670
2012	413 181	...	413 181	29 807	385 206	415 012	-1 831
2013	446 610	...	446 610	26 894	420 975	447 868	-1 258
2014	329 205	...	329 205	12 573	316 911	329 484	-279
2015	398 749	...	398 749	1 122	397 970	399 092	-343
2016	253 201	...	253 201	-	229 967	229 967	23 234
2017	899 533	...	899 533	-	881 733	881 733	17 800
2018	1 168 643	...	1 168 643	-	1 148 800	1 148 800	19 842
2019 (p)	1 382 769	...	1 382 769	-	940 414	940 414	442 355
2020 (p)	1 283 968	...	1 283 968	-	1 267 277	1 267 277	16 692
2021 (p)	1 629 327	...	1 629 327	-	1 537 714	1 537 714	91 613
2022 (e)	2 122 295	...	2 122 295	-	2 386 253	2 386 253	-263 957
2023 (p)	2 298 206	...	2 298 206	-	2 559 063	2 559 063	-260 857

Source : Banque Centrale du Congo , Enquêtes économiques et conjoncturelles.
(1) Uniquement ciment Portland normal.
(2) Y compris ciment métallurgique.

Tableau I|1|37 Consommation de produits pétroliers (en m³)

Produits	2015	2016	2017	2018	2019	2020 (p)	2021 (p)	2022 (p)	2023 (p)
Essence auto	407 197	362 760	357 980	388 868	484 574	497 149	478 862	499 933	521 930
Carburant aviation	152 802	142 381	144 337	153 349	165 969	122 787	150 310	99 601	65 999
Pétrole	2 029	1 100	1 040	2 558	3 525	16 671	7 323	8 740	10 430
Gasoil	637 604	482 290	503 611	777 800	791 607	838 082	809 908	1 331 075	2 187 606
Fuel oil	16 876	18 754	17 743	14 318	897	1 238	8 039	12 271	18 731
Total	1 216 519	1 007 285	1 024 711	1 336 893	1 446 775	1 475 927	1 454 442	1 951 619	2 804 698

Source : SEP-Congo.

Tableau I|1|38 Production et consommation d'électricité par province (en milliers de Mwh)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (r)	2020 (p)	2021 (p)	2022 (p)	2023 (p)
I. Production brute (1)										
dont:										
centrales hydroélectriques	8 718	8 918	8 881	9 440	10 548	11 433	12 382	13 134	13 073	13 512
centrales thermiques	10	12	10	16	13	14	15	15	15	15
- Kinshasa, Kongo Central et Bandundu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Province Orientale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kivu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kasai Oriental et Kasaï Central	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Equateur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Katanga	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	8 728	8 930	8 891	9 457	10 561	11 448	12 397	13 149	13 088	13 527
II. Consommation										
intérieure nette :										
- Kinshasa, Kongo Central et Bandundu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
dont : ville de Kinshasa	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
haute tension	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
basse tension	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
éclairage public	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Province Orientale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kivu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kasai Oriental et Kasaï Central	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Equateur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Katanga	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Ajustements	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	7 716	7 265	6 983	7 230	7 604	8 648	6 323	8 262	9 169	7 672
III. Exportations (3)	369	422	395	409	412	420	416	414	416	416
IV. Importations et Achats locaux (4)	20	20	20	20	22	23	24	22	23	23
V. Pertes (4)	664	1 262	1 533	1 852	2 568	2 402	5 633	4 451	3 481	5 461

Source: S.N.EL.
(1) I = II + III - IV + V non compris les auto producteurs.
(2) Exportations nettes vers la Zambie, le Burundi, la République du Congo (Brazza), l'Angola et le Rwanda.
(3) En provenance notamment de la Zambie et de la SINELAC.
(4) Pertes en lignes et aux différents niveaux du système de distribution.

Tableau I|1|39 Production et consommation d'eau et d'electricité

PERIODES	REGIDESO (Eau potable)			S. N . EL . (Electricité)		
	Production (en mios de m3)	Consommation (en mios de m3)	Nombre d'abonnés	Production (en milliers de MWh)	**Consommation** (1) (en milliers de MWh)	Nombre d'abonnés
2012	271 760	166 868	528 182	7 547	6 678	528 182
2013	288 073	68 416	536 903	8 349	7 424	596 691
2014	298 329	176 377	552 735	8 728	7 716	777 122
2015	311 021	181 450	580 263	8 930	7 265	825 842
2016	324 241	178 798	600 759	8 891	6 983	864 088
2017	320 993	173 376	610 128	9 457	7 230	613 163
2018	306 199	176 715	619 280	10 561	7 604	662 704
2019 (r)	285 690	176 779	628 569	11 448	8 648	715 720
2020 (p)	294 910	176 442	722 854	12 397	6 323	844 550
2021 (p)	286 213	176 181	831 283	13 149	8 262	996 569
2022 (p)	324 327	176 311	955 975	13 088	9 169	1 175 951
2023 (p)	343 292	176 246	956 981	13 527	7 672	1 177 189

Sources : REGIDESO et SNEL.
(1): Il s'agit de la consommation intérieure et de l'exportation.

Tableau I|1|40 Activité de principaux organismes de transport (en millions d'unités)

Marchandises (tkm)	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (r)	2020 (p)	2021 (p)	2022 (p)	2023 (p)
I. TRANSPORT FLUVIAL	84,79	83,62	86,95	84,04	84,66	84,91	84,57	85,96	83,94	84,85	85,08
1. ONATRA	84,79	83,62	86,95	84,04	84,66	84,91	84,57	85,96	83,94	84,85	85,08
Voies fluviales	81,40	79,81	83,61	80,50	80,97	81,29	81,17	82,33	80,48	81,24	81,46
Bas-fleuve	3,39	3,80	3,34	3,54	3,69	3,61	3,40	3,64	3,46	3,61	3,61
II. TRANSPORT FERROVIAIRE	70,23	68,85	55,58	55,64	89,11	94,01	48,05	35,26	28,59	33,17	35,84
1. S.N.C.C. (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réseau Sud (OCS)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réseau Est (SFE)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. ONATRA (CFMK)	70,23	68,85	55,58	55,64	89,11	94,01	48,05	35,26	28,59	33,17	35,84
III. TRANSPORT AERIEN	61,28	67,00	71,27	76,81	95,53	118,84	142,04	158,41	147,12	157,04	162,30
IV. TRANSPORT ROUTIER	6 035,07	6 516,94	6 784,87	7 190,16	9 410,80	9 679,86	10 319,27	10 609,62	11 343,57	11 898,75	12 597,47
Total transport marchandises	6 251,37	6 736,40	6 998,66	7 406,65	9 680,10	9 977,61	10 593,94	10 889,25	11 603,22	12 173,81	12 880,69
Voyageurs (Voyageurs km)											
I. TRANSPORT FLUVIAL	0,23	0,22	0,23	0,22	0,23	0,26	0,25	0,25	0,26	0,28	0,29
1. ONATRA	0,23	0,22	0,23	0,22	0,23	0,26	0,25	0,25	0,26	0,28	0,29
Voies fluviales	0,19	0,18	0,19	0,18	0,19	0,21	0,20	0,21	0,21	0,22	0,23
Bas-fleuve	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,06
II. TRANSPORT FERROVIAIRE	192,83	184,36	190,24	153,93	143,12	152,50	150,96	144,07	142,91	143,06	144,15
1. S.N.C.C.	139,61	139,61	141,27	139,33	140,21	140,52	140,74	141,09	140,26	141,13	141,30
Réseau Sud (OCS)	139,61	139,61	141,27	139,33	140,21	140,52	140,74	141,09	140,26	141,13	141,30
2. ONATRA	53,22	44,75	48,96	14,61	2,91	11,98	10,22	2,98	2,64	1,93	2,85
Voie ferrée (CFMK)	-	-	1,25	2,23	0,14	3,45	3,45	0,75	0,70	0,73	1,26
T.U.K.	53,22	44,75	47,71	12,37	2,77	8,53	6,77	2,23	1,94	1,20	1,59
III. TRANSPORT AERIEN	649,79	750,12	874,94	984,88	994,56	1 007,35	1 018,78	1 031,11	1 012,29	1 009,09	998,21
IV. TRANSPORT ROUTIER	174,98	202,00	235,61	280,52	322,58	339,97	373,48	402,17	437,23	473,17	513,19
Total transport voyageurs	1 017,83	1 136,69	1 301,02	1 419,56	1 460,49	1 500,07	1 543,47	1 577,61	1 592,69	1 625,59	1 655,84
Indice de trafic des marchandises et des personnes (2015 = 100)	88,38	95,50	100,00	106,11	136,10	140,25	148,59	152,67	162,10	169,78	179,22

Sources : Rapports des sociétés de Transport.
(1) Données indisponibles depuis 2005.

Tableau I|1|41 Marchandises manutentionnées dans les principaux ports (en milliers de tonnes)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020 (p)	2021 (p)	2022 (p)	2023 (p)
Port de Matadi	2 944,2	2 331,6	1 435,2	1 400,0	1 532,1	1 638,1	1 724,0	1 851,8	2 609,0
Entrées	2 538,0	1 968,8	1 216,2	1 166,9	1 308,6	1 391,6	1 443,5	1 568,8	2 238,5
Sorties	406,2	362,8	219,1	233,1	223,5	246,5	280,6	283,0	370,5
Port public de Kinshasa	187,1	179,9	167,6	225,4	163,5	138,8	139,5	88,1	216,7
Réseau fluvial	142,6	134,5	101,4	139,7	118,5	101,5	103,8	67,1	216,7
Chargement	54,2	44,1	28,0	20,7	26,1	18,2	11,3	8,1	40,8
Déchargement	88,4	90,4	73,4	119,0	92,4	83,3	92,5	58,9	176,0
C.F.M.K.	44,4	45,4	66,2	85,6	45,0	37,3	35,7	21,0	0,0
Chargement	9,5	14,3	11,3	8,7	6,1	2,1	6,0	2,1	0,0
Déchargement	34,9	31,1	54,9	77,0	38,9	35,1	29,7	18,9	0,0
Port de Boma	192,9	135,2	119,9	102,0	96,8	92,3	43,1	38,7	23,0
Chargement	16,0	16,1	12,2	12,8	10,1	8,6	8,7	6,3	12,4
Déchargement	176,9	119,1	107,7	89,2	86,7	83,6	34,4	32,4	10,6
Total	3 324,2	2 646,8	1 722,7	1 727,3	1 792,4	1 869,2	1 906,6	1 978,6	2 848,8
Indice de manutention (1) (2015 = 100)	100,0	79,3	50,5	50,1	53,3	55,9	57,0	59,7	86,9

Sources : Rapports de l'ONATRA et de la S.N.C.C.
(1) Indice calculé par la Banque Centrale du Congo. Il ne comprend pas C.F.M.K.

Tableau I|1|42 Communication téléphonique (en milliers)

	PERIODES	Unités consommées	Sms	Mégas
	Janvier	1 019 106	1 097 500	2 404 046
	Février	975 697	1 019 411	2 465 778
	Mars	1 155 174	1 194 621	2 926 658
	Avril	1 114 078	1 198 894	3 077 179
	Mai	1 209 704	1 332 156	3 239 826
	Juin	1 235 292	1 389 765	3 505 502
2018	Juillet	1 316 659	1 549 229	3 800 875
	Août	1 321 653	1 569 633	4 055 155
	Septembre	1 202 333	1 486 784	4 028 359
	Octobre	1 226 908	1 567 944	4 406 959
	Novembre	1 148 742	1 533 732	4 454 201
	Décembre	1 082 656	987 870	4 810 307
	Total 2018	14 008 001	15 927 540	43 174 846
	Janvier	1 058 292	33 529	2 065 934
	Février	882 762	49 445	4 632 791
	Mars	979 470	51 369	5 292 274
	Avril	955 671	833 298	5 603 841
	Mai	980 678	995 983	6 097 829
	Juin	972 756	972 344	6 680 082
2019	Juillet	1 045 907	1 028 993	7 387 443
	Août	1 029 368	998 314	7 509 251
	Septembre	1 081 019	906 918	7 332 911
	Octobre	1 126 212	892 028	7 574 644
	Novembre	1 173 448	877 962	7 824 346
	Décembre	1 222 819	864 601	8 082 280
	Total 2019	12 508 403	8 504 784	76 083 624
	Janvier	1 075 266	1 007 168	9 388 351
	Février	1 036 318	1 018 456	6 488 146
	Mars	1 148 588	1 176 749	12 025 805
	Avril	1 002 664	1 171 121	12 643 312
	Mai	1 049 167	1 125 974	12 215 698
	Juin	1 042 579	1 123 328	17 615 932
2020	Juillet	1 099 668	1 152 410	14 460 674
	Août	1 101 302	1 230 620	14 347 956
	Septembre	1 111 575	1 315 878	14 423 469
	Octobre	1 139 850	1 340 747	15 390 956
	Novembre	1 084 194	1 326 026	15 866 037
	Décembre	1 157 354	1 382 896	18 004 155
	Total 2020	13 048 525	14 371 374	162 870 491
	Janvier	1 112 834	1 129 526	11 922 608
	Février	1 071 562	1 087 635	11 480 431
	Mars	1 216 724	1 234 975	13 035 665
	Avril	1 209 084	1 227 220	12 953 806
	Mai	1 284 670	1 303 940	13 763 617
	Juin	1 346 625	1 366 824	14 427 380
2021	Juillet	1 359 754	1 380 150	14 568 041
	Août	1 373 795	1 394 402	14 718 474
	Septembre	1 367 084	1 387 591	14 646 581
	Octobre	1 374 597	1 395 216	14 727 075
	Novembre	1 302 515	1 322 053	13 954 800
	Décembre	1 410 812	1 431 975	15 115 071
	Total 2021	15 430 056	15 661 506	165 313 549

	PERIODES	Unités consommées	Sms	Mégas
	Janvier	1 344 578	1 160 153	12 585 505
	Février	1 238 785	1 068 871	12 118 742
	Mars	1 394 628	1 203 339	13 760 448
	Avril	1 325 997	1 144 121	13 674 037
	Mai	1 319 803	1 138 777	14 528 874
	Juin	1 346 810	1 162 079	15 229 542
2022	Juillet	1 330 870	1 148 326	15 378 025
	Août	1 332 494	1 149 727	15 536 821
	Septembre	1 336 725	1 153 377	15 460 930
	Octobre	1 333 363	1 150 477	15 545 900
	Novembre	1 334 194	1 151 194	14 730 687
	Décembre	1 334 760	1 151 683	15 955 469
	Total 2022	15 973 007	13 782 126	174 504 982
	Janvier	1 624 581	1 191 611	13 285 259
	Février	1 432 104	1 050 431	12 792 545
	Mars	1 598 544	1 172 513	14 525 529
	Avril	1 454 215	1 066 649	14 434 314
	Mai	1 355 897	994 535	15 336 680
	Juin	1 346 995	988 004	16 076 305
2023	Juillet	1 302 600	955 441	16 233 043
	Août	1 292 436	947 986	16 400 668
	Septembre	1 307 039	958 698	16 320 558
	Octobre	1 293 365	948 668	16 410 252
	Novembre	1 366 644	1 002 417	15 549 713
	Décembre	1 262 808	926 255	16 842 594
	Total 2023	16 637 229	12 203 208	184 207 459

'Source : Commission d'Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN), sur base des données de l'ARPTC.

2| Finances publiques

Tableau I|2|11 Structures des différentes catégories des recettes [1] (en pourcentage du total des dépenses)

	2019	2020	2021	2022	2023
1. Recettes fiscales	77,5	66,5	67,8	71,0	63,2
Recettes des impôts sur le commerce extérieur	20,3	16,8	16,3	13,5	14,4
'- Recettes des impôts sur les revenus	33,1	25,4	29,2	39,7	30,7
'- Recettes des impôts sur les biens et services	22,5	22,1	20,6	16,3	16,8
'- Autres recettes fiscales	1,6	2,2	1,7	1,4	1,3
2. Recettes non fiscales	19,7	14,9	16,1	11,1	12,8
3. Recettes exceptionnelles	2,8	18,6	16,2	17,9	23,9
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) Cfr tableau II.9.

Tableau I|2|12 Structure des dépenses courantes par ministère et institution [1] (en pourcentage du total)

	2019	2020	2021	2022	2023
Autres services	82,9	84,1	75,6	61,4	69,4
dont Dépenses communes	63,2	67	54,2	38,9	41,5
Dépenses pour ordre	0,1	0,1	0,2	6,1	5,2
Dette Publique	11,5	5,7	12,6	5,9	2,8
Ministères	9,9	9,4	11,7	21,0	16,6
Finances	1,3	1	1,4	5,3	3,7
Défense Nationale	2,9	1,9	3,6	4,7	2,3
Education Nationale	0,6	2,2	2,6	4,4	5,7
Intérieur & Aff. Coutumières	1,2	1	1	1,7	2,4
Institutions Politiques	7,1	6,5	12,6	17,6	14,1
TOTAL	100	100	100	100	100

Source : Banque Centrale Congo.

Tableau I|2|13 Besoin de financement des opérations du cadre budgétaire (en millards de CDF)

Année	Solde des opérations du Cadre budgétaire	Ajustement statistiques	Besoins de financement
2019	-594,8	-52,0	-646,9
2020	-788,6	1,2	-787,4
2021	2012,5	-3963,1	-1950,6
2022	2452,9	-1529,2	923,7
2023	5239,9	-6707,6	-1467,7

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|2|14 Opérations à financement extérieur spécifique [1]
(en millions de CDF)

Année	Ressources	Dépenses courantes	Dépenses en capital
2019	977,8	137,9	839,8
2020	1609,9	323,5	1286,4
2021	2242,1	180,6	2061,4
2022	6675,5	680,3	5995,2
2023	6302,6	779,9	5522,7

Source : Banque Centrale Congo.

Tableau I|2|15 Arriérés de paiements par nature des dépenses
(en milliards de CDF)

Rubrique	Engagements (a)	Liquidations (b)	Ordonnancements (c)	Paiements (d)	Arriérés = (b) - (d)	En % du total
Dette publique en capital	534,7	534,7	531,6	473,0	61,6	0,8
Frais financiers	54,1	54,1	54,1	45,5	8,6	0,1
Dépenses du personnel	8 128,3	8 128,3	8 099,2	7 548,7	579,6	7,1
Biens et services	832,9	833,0	813,2	587,3	245,7	3,0
Dépenses de prestations	5 595,8	5 595,8	5 510,6	2 108,9	3 486,9	42,7
Transferts et intervention de l'Etat	9 127,0	9 127,0	8 892,0	5 769,9	3 357,1	41,1
Equipement	1 452,1	1 452,1	1 441,0	1 222,6	229,5	2,8
Construction, refection, réhabilitation addition d'ouvrage	839,5	839,5	836,1	636,9	202,7	2,5
TOTAL	26 564,3	26 564,4	26 177,9	18 392,8	8 171,6	100,0

Source: Etat de suivi Budgétaire.

Tableau I|2|16 Arriérés de paiements par fonction des dépenses
(en pourcentage de CDF)

Rubrique	Engagements (a)	Liquidations (b)	Ordonnancemnts (c)	Paiements(d)	Arrièrés=(b)-(d)	En % du total
Administration centrale publique	10642,7	10638,5	10477,6	7420,6	3217,9	39,4
Défense	2121,8	2122,0	2121,2	1518,8	603,2	7,4
Ordre et sécurité	5039,1	4992,7	5016,5	1822,7	3170,0	38,8
Affaires économiques	1800,1	1799,2	1717,3	1287,8	511,4	6,3
Protection de l'environnement	144,5	142,0	137,5	131,8	10,2	0,1
Logement et équipements collectifs	277,6	279,5	261,7	206,0	73,5	0,9
Santé	1592,9	1588,9	1536,7	1434,5	154,4	1,9
Réligion, culture, sports et loisirs	430,2	429,2	420,6	320,6	108,6	1,3
Enseignement	4226,0	4284,2	4207,3	4055,3	228,9	2,8
Protection sociale et affaires sociales	289,4	288,1	281,6	194,7	93,5	1,1
TOTAL	26564,3	26564,4	26177,9	18392,8	8171,6	100,0

Source: Etat de suivi Budgétaire.

Tableau I|2|17 Importance relative des finances publiques dans l'économie (en millions de CDF)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
1. Produit intérieur brut	33 224 281,1	35 111 230,0	37 517 392,4	55 124 325,3	75 984 953,3	83 048 338,6	92 313 558,6	110 179 745,8	124 683 188,7	162 254 030,4	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2. Dépenses publiques	5 791 807,4	5 285 980,8	5 393 526,1	7 504 587,0	9 844 030,0	15 010 333,7	12 739 458,9	16 542 110,1	23 190 088,3	23 027 363,3	4,6	4,2	4,3	6,0	7,9	12,0	10,2	13,3	18,6	18,5
Consommation publique	3 828 016,7	4 083 731,0	3 672 843,5	4 412 466,0	6 760 346,3	11 007 572,2	8 019 931,9	11 089 076,1	15 563 279,4	14 463 987,1	8,2	7,5	7,1	12,9	12,7	16,8	19,8	22,8	67,1	62,4
Formation brute de capital	1 899 120,3	1 746 314,9	1 644 672,7	2 988 561,9	2 955 359,2	3 887 359,7	4 599 756,5	5 292 395,8	7 278 122,2	8 373 034,5	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,7	31,4	36,1
Transferts à d'autres secteurs	64 670,4	79 088,4	76 009,9	103 559,1	128 324,4	115 401,7	119 770,4	160 638,2	348 686,7	190 341,7	15,6	16,6	13,5	15,8	24,1	24,7	24,7	40,6	1,5	0,8
3. Charge fiscale brute (Pression fiscale)	3 615 470,7	3 850 292,6	3 128 520,5	3 656 755,0	5 599 638,4	5 723 510,4	5 738 636,0	9 403 829,1	15 325 663,0	16 740 258,9	10,9	11,0	8,3	6,6	7,4	6,9	6,2	8,5	12,3	10,3
Commerce extérieur	1 449 722,5	1 452 753,1	990 976,5	963 915,7	1 352 180,0	1 498 041,1	1 447 524,5	2 260 498,1	2 915 050,6	3 805 389,6	40,1	37,7	31,7	26,4	24,1	26,2	25,2	24,0	19,0	22,7
Exportations	16 873,4	10 161,2	8 700,7	12 758,3	15 745,1	15 588,2	14 675,6	83 125,1	40 097,7	49 679,8	1,2	0,7	0,9	1,3	1,2	1,0	1,0	3,7	1,4	1,3
Importations	1 432 849,1	982 275,8	982 275,8	951 157,4	1 336 435,0	1 482 452,9	1 432 848,9	2 177 373,0	2 874 952,9	3 755 709,8	98,8	67,6	99,1	98,7	98,8	99,0	99,0	96,3	98,6	98,7
Divers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Activités intérieures	2 165 748,2	2 397 539,4	2 137 544,0	2 692 839,3	4 247 458,4	4 225 469,3	4 291 111,5	7 143 330,9	12 410 612,4	12 934 869,3	59,9	62,3	68,3	73,6	75,9	73,8	74,8	76,0	81,0	77,3
Revenus	1 102 055,7	1 249 961,5	987 123,7	1 433 916,9	2 594 345,9	2 442 454,5	2 192 928,6	4 053 261,1	8 579 925,6	8 129 705,6	50,9	52,1	46,2	53,2	61,1	57,8	51,1	56,7	69,1	62,9
Biens et Services	1 012 073,5	1 097 215,1	1 106 568,1	1 199 688,8	1 561 411,7	1 661 814,9	1 905 662,5	2 860 488,9	3 522 680,4	4 453 179,8	46,7	45,8	51,8	44,6	36,8	39,3	44,4	40,0	28,4	34,4
Autres recettes fiscales	51 619,1	50 362,8	43 852,2	59 233,6	91 700,8	121 199,8	192 520,4	229 580,9	308 006,4	351 984,0	2,4	2,1	2,1	2,2	2,2	2,9	4,5	3,2	2,5	2,7
Cotisations sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Charge fiscale nette (1)	3 550 800,3	3 771 204,1	3 052 510,6	3 553 195,9	5 471 314,0	5 608 108,7	5 618 865,6	9 243 190,9	14 976 976,3	16 549 917,2	10,7	10,7	8,1	6,4	7,2	6,8	6,1	8,4	12,0	10,2
5. Solde global (2)	-52 456,0	-216 148,0	-479 051,0	14 556,5	-105 798,3	-646 857,7	-787 387,7	-1 950 634,8	923 665,0	-1 467 675,8	-0,2	-0,6	-1,3	0,0	-0,1	-0,8	-0,9	-1,8	0,7	-0,9
6. Contribution des administrations publiques	1 447 346,4	1 123 161,4	1 102 508,7	1 889 838,3	1 279 912,0	2 989 692,8	4 018 499,2	3 763 735,5	5 995 206,5	5 522 710,2	4,4	3,2	2,9	3,4	1,7	3,6	4,4	3,4	4,8	4,4
7. Acquisition directe des biens de capital	1 447 346,4	1 123 161,4	1 102 508,7	1 889 838,3	1 279 912,0	2 989 692,8	4 018 499,2	3 763 735,5	5 995 206,5	5 522 710,2	4,4	3,2	2,9	3,4	1,7	3,6	4,4	3,4	4,8	3,4
8. Transferts d'équipements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) Charge fiscale brute diminuée des transferts à d'autres secteurs.
(2) Cfr tableau II.8.

Tableau I|2|18 Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques (en millions de CDF)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
1.Recettes totales plus dons	6 022 222,9	5 725 725,9	4 962 421,1	7 510 844,0	9 703 579,2	14 415 516,1	11 950 882,5	18 554 615,8	28 264 240,1	32 785 585,4
a) Recettes des administrations publiques (1)	4 362 631,5	4 438 795,2	3 656 554,0	5 336 242,0	7 937 124,0	7 382 107,2	7 025 529,9	13 877 502,5	21 588 724,5	26 483 004,1
Cadre budgétaire	4 362 631,5	4 438 795,2	3 656 554,0	5 336 242,0	7 937 124,0	7 382 107,2	7 025 529,9	13 877 502,5	21 588 724,5	26 483 004,1
Recettes courantes	4 347 496,5	4 415 544,2	3 655 157,0	4 552 402,0	7 086 586,0	7 174 441,2	7 025 529,9	11 635 460,0	17 718 252,2	20 141 868,8
Sécurité Sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Donations	1 659 591,4	1 286 930,7	1 305 867,1	2 174 602,1	1 766 455,2	7 033 408,8	4 925 352,6	4 677 113,3	6 675 515,7	6 302 581,3
Courantes (2)	212 245,0	163 769,3	203 358,4	284 763,8	486 543,2	4 043 716,0	906 853,4	913 377,8	680 309,1	779 871,1
En capital (3)	1 447 346,4	1 123 161,4	1 102 508,7	1 889 838,3	1 279 912,0	2 989 692,8	4 018 499,2	3 763 735,5	5 995 206,5	5 522 710,2
2.Dépenses courantes	4 209 047,8	4 162 819,4	3 748 853,4	4 516 025,1	6 888 670,8	11 122 973,7	8 139 702,4	11 249 714,3	18 533 255,8	19 172 633,5
Cadre budgétaire (4)	3 996 802,8	3 999 050,1	3 545 495,0	4 231 261,3	6 402 127,6	7 079 257,7	7 232 849,0	10 336 336,5	17 852 946,7	18 392 762,4
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A financement extérieur spécifique (5)	212 245,0	163 769,3	203 358,4	284 763,8	486 543,2	4 043 716,0	906 853,4	913 377,8	680 309,1	779 871,1
3.Epargne budgétaire (6)	350 693,7	416 494,1	109 662,0	321 140,7	684 458,4	95 183,5	-207 319,1	1 299 123,4	-134 694,5	1 749 106,4
4.Dépenses en capital	1 899 120,3	1 746 314,9	1 644 672,7	2 988 561,9	2 955 359,2	3 887 359,7	4 599 756,5	5 292 395,8	7 278 122,2	8 373 034,5
Cadre budgétaire (7)	451 773,9	623 153,5	542 164,0	1 098 723,6	1 675 447,2	897 666,9	581 257,3	1 528 660,3	1 282 915,6	2 850 324,4
A financement extérieur spécifique(8)	1 447 346,4	1 123 161,4	1 102 508,7	1 889 838,3	1 279 912,0	2 989 692,8	4 018 499,2	3 763 735,5	5 995 206,5	5 522 710,2
5.Total dépenses= 2 + 4	6 108 168,2	5 909 134,3	5 393 526,1	7 504 587,0	9 844 030,0	15 010 333,5	12 739 458,9	16 542 110,2	25 811 378,0	27 545 668,0
Cadre budgétaire	4 448 576,8	4 622 203,6	4 087 659,0	5 329 984,9	8 077 574,8	7 976 924,6	7 814 106,3	11 864 996,9	19 135 862,3	21 243 086,8
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A financement extérieur spécifique(8)	1 659 591,4	1 286 930,7	1 305 867,1	2 174 602,1	1 766 455,2	7 033 408,8	4 925 352,6	4 677 113,3	6 675 515,7	6 302 581,3
6.Solde (1 - 5)	-85 945,3	-183 408,4	-431 105,0	6 257,0	-140 450,8	-594 817,4	-788 576,4	2 012 505,6	2 452 862,2	5 239 917,4
Cadre budgétaire	-85 945,3	-183 408,4	-431 105,0	6 257,0	-140 450,8	-594 817,4	-788 576,4	2 012 505,6	2 452 862,2	5 239 917,4
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A financement extérieur spécifique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7.Ajustement statistique (9)	33 489,3	-32 739,6	-47 946,0	8 299,5	34 652,5	-52 040,3	1 188,7	-3 963 140,4	-1 529 197,1	-6 707 593,2
8.Solde global	-52 456,0	-216 148,0	-479 051,0	14 556,5	-105 798,3	-646 857,7	-787 387,7	-1 950 634,8	923 665,0	-1 467 675,8
9.Financement	52 456,0	216 148,0	479 051,0	-14 556,5	105 798,3	646 857,7	787 387,7	1 950 634,8	-923 665,0	1 467 675,8
Intérieur monétaire net	52 456,0	216 148,0	479 051,0	-14 556,5	105 798,3	534 857,7	220 587,7	1 694 766,8	-1 111 665,0	996 675,8
A.Financement intérieur monétaire (1)	4 644,0	194 469,0	511 006,0	-25 792,8	213 230,4	549 763,0	280 264,3	1 954 272,5	-344 546,7	685 875,6
Banque Centrale du Congo	47 812,0	21 679,0	-31 955,0	11 236,3	-107 432,1	-14 905,3	-59 676,6	-259 505,6	-767 118,3	310 800,2
Int. non monét. net	-	-	-	-	-	112 000,0	566 800,0	255 868,0	188 000,0	471 000,0
Extérieur net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) Cfr tableau II.10.
(2) Charges de la coopération technique supportées par le gouvernement et autres organismes publics donateurs ainsi que les dons divers provenant du secteur privé étranger : cfr tableaux III.19 et III.20.
(3) Donations destinées au financement des projets économiques et sociaux déterminés : cf tableaux III.19 & III.20.
(4) Cfr tableau II.18.
(5) Comprend les achats à crédit de matériel militaire et les charges de la coopération technique non supportées par l'Etat congolais.
(6) Différence entre les recettes et les dépenses courantes du cadre budgétaire.
(7) Cfr tableau II.21.
(8) Comprend les achats à crédit ou à l'aide des donations du matériel et d'équipement, autres que militaires. Les dépenses en monnaie locale liées à ces projets se retrouvent dans les opérations du cadre budgétaire.
(9) Montant à ajouter au point 6 pour avoir le montant du point 8. Pour l'année 2022. La forte augmentation du solde et de l'ajustement statistique est du à la prise en compte des créances titrisées de l'Etat dans les engagements au bilan de la BCC .

Tableau I|2|19 Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat(1) (en millions de CDF)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
A.RECETTES FISCALES	4 584 763,7	5 138 613,0	3 633 913,0	5 333 077,8	5 360 272,1	6 817 966,3	4 996 256,1	8 773 027,5	11 820 897,8	18 714 580,6
1.Impôts sur le commerce extérieur(2)	1 911 942,4	1 973 944,4	1 396 407,4	2 066 771,9	2 072 062,9	2 045 978,0	1 281 874,4	2 235 092,5	3 411 208,8	3 341 573,6
-Droits de sortie	16 640,6	104 261,7	16 891,5	8 168,5	11 200,1	15 997,9	6 935,9	13 031,5	126 933,7	85 835,4
-Droits d'entrée	1 895 301,8	1 869 682,7	1 379 516,0	2 058 603,4	2 060 862,8	2 029 980,1	1 274 938,6	2 222 061,0	3 284 275,1	3 255 738,2
-Divers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.Impôts sur les revenus (3)	1 137 756,5	1 460 235,8	995 499,3	1 630 638,3	1 716 177,3	2 685 120,6	1 784 064,5	3 616 687,3	4 625 301,2	10 398 123,6
-Personnes physiques	702 637,3	772 670,7	573 034,3	1 107 440,2	942 371,0	1 145 108,4	1 081 026,0	1 616 241,4	2 069 752,7	2 326 313,2
-Sociétés et entreprises	390 899,9	687 565,1	422 465,1	523 198,1	773 806,3	1 540 012,2	703 038,5	2 000 445,9	2 555 548,5	8 071 810,5
-Amendes et accroissements	44 219,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.Impôts sur biens et services. (4)	1 294 877,5	1 444 101,5	1 128 605,1	1 477 310,2	1 397 450,9	1 818 389,2	1 694 222,2	2 575 698,4	3 381 320,6	4 490 578,6
4.Autres recettes fiscales	240 187,3	260 331,2	113 401,2	158 357,5	174 581,1	268 478,5	236 095,0	345 549,3	403 067,1	484 304,8
a. I.E.R à charge des employeurs	67 480,7	72 009,9	50 749,5	59 426,8	63 627,2	105 500,1	142 642,9	240 425,7	278 369,1	305 214,4
b. Impôts sur le patrimoine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Impôts sur propriété immobilière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
c. Fonds spéciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds de relance économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Taxes sur produits pétroliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d. Divers	3 186,0	3 816,2	1 840,9	2 419,4	1 882,8	1 808,3	285,3	277,2	688,1	874,5
e. Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
f. Pétroliers	169 520,7	184 505,1	60 810,8	96 511,2	109 071,0	161 170,0	93 166,7	104 846,4	124 009,9	178 215,9
B.RECETTES NON FISCALES	895 631,3	865 577,5	659 727,8	168 052,3	163 606,5	282 488,2	300 622,3	194 090,0	398 129,6	218 668,7
1.Recettes adm, ,judiciaires et domaniales	565 978,0	615 522,0	586 930,5	56 560,0	59 203,7	97 086,1	54 392,6	57 898,6	131 733,8	79 128,9
2.Portefeuille	240 914,3	250 055,5	72 797,2	111 492,3	104 402,8	185 402,1	246 229,7	136 191,4	266 395,8	139 539,8
3.Divers(5)	88 739,0	-	0,0							
C.RECETTES EXCEPTIONNELLES	1 968 609,2	1 582 028,5	1 203 830,8	3 932 375,1	2 324 708,0	1 311 014,1	3 450 750,7	4 444 553,9	5 374 555,6	8 153 099,3
1 Dons projets	184 042,6		372 838,1	1 889 842,9	143 279,6	281 659,5	302 253,5	918 065,3	500 733,3	779 871,1
2.Prêts projets	1 587 193,3	1 531 043,3	606 238,1	1 951 297,6	1 372 527,1	879 354,6	1 734 248,5	2 523 138,6	3 870 472,3	5 522 710,2
3.Ressources PPTE	40 373,3	50 985,2	30 406,7	6 134,3	8 541,3					
4.Appui budgétaire	-		101 002,6		725 360,0		1 064 248,6	1 003 350,0	1 003 350,0	1 850 518,0
5.Autres(Remboursement BCC)	157 000,0	-	93 345,0	85 100,0						
6.Produit des emprumts intérieurs					75 000,0	150 000,0	350 000,0			
D.BUDGETS POUR ORDRE(6)	-	-	-	-	-	-	-			
TOTAL (A+B+C+D)	7 449 004,2	7 586 219,0	5 497 471,6	9 433 505,2	7 848 586,6	8 411 468,7	8 747 629,2	13 411 671,4	17 593 582,9	27 086 348,6

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget (Loi de Finances).
(1) Non compris le fonds de contrepartie.
(2) Cfr tableau II.11.
(3) Cfr tableau II.13.
(4) Cfr tableau II.15.
(5) Bonus sur le contrat chinois, Pas de porte minier et vente de participations (CCT, CILU, CINAT, OKIMO).
(6) Il s'agit des recettes des provinces.

Tableau I|2|20 Recettes des Administrations Publiques (en millions de CDF)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
I.RECETTES DU CADRE BUDGET	4 362 631,5	4 438 795,2	3 656 554,0	5 336 242,0	7 937 124,0	7 382 107,2	8 635 438,2	13 877 502,5	21 588 724,5	26 483 004,1
I.1 RECETTES COURANTES (1)	4 347 496,5	4 415 544,2	3 655 157,0	4 552 402,0	7 086 586,0	7 174 441,2	7 025 529,9	11 635 460,0	17 718 252,2	20 141 868,8
A.RECETTES FISCALES	3 615 470,7	3 850 292,6	3 128 520,5	3 656 755,0	5 599 638,4	5 723 510,4	5 739 814,9	9 403 829,1	15 325 663,0	16 740 258,9
1.Impôts sur le commerce extérieur [2]	1 449 722,5	1 452 753,1	990 976,5	963 915,7	1 352 180,0	1 498 041,1	1 448 703,4	2 260 498,1	2 915 050,6	3 805 389,6
-Droits de sortie	16 873,4	10 161,2	8 700,7	12 758,3	15 745,1	15 588,2	14 675,6	83 125,1	40 097,7	49 679,8
-Droits d'entrée	1 432 849,1	1 442 592,0	982 275,8	951 157,4	1 336 435,0	1 482 452,9	1 432 848,9	2 177 373,0	2 874 952,9	3 755 709,8
-Divers	-	-	-	-	-	-	1 178,86	-	-	-
2.Impôts s/revenus	1 102 055,7	1 249 961,5	987 123,7	1 433 916,9	2 594 345,9	2 442 454,5	2 192 928,6	4 053 261,1	8 579 925,6	8 129 705,6
-Revenus des personnes physiques	582 680,4	568 227,9	562 374,4	799 422,1	1 083 552,4	936 451,2	1 474 291,9	1 809 669,5	2 318 720,5	2 645 141,1
-Revenus des sociètés et entreprises	491 190,6	681 733,6	424 749,3	634 494,9	1 510 793,5	1 506 003,3	718 636,7	2 243 591,6	6 261 205,0	5 484 564,4
-Amendes et accroiss.	28 184,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.Impôts s/biens et services[3]	1 012 073,5	1 097 215,1	1 106 568,1	1 199 688,8	1 561 411,7	1 661 814,9	1 905 662,5	2 860 488,9	3 522 680,4	4 453 179,8
4.Autres recettes fiscales	51 619,1	50 362,8	43 852,2	59 233,6	91 700,8	121 199,8	192 520,4	229 580,9	308 006,4	351 984,0
a. I.E.R à charge des employeurs	50 661,8	48 502,5	43 342,9	59 172,6	91 488,1	121 125,1	138 714,7	229 128,3	307 227,6	351 434,8
b. Impôts sur le patrimoine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Impôts sur propriété immobilière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
c. Fonds spéciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds de relance économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds agricole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds promotion touris.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Taxes pétrolières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b. Divers	957,3	1 860,3	509,3	61,0	212,8	74,7	53 805,7	452,6	778,7	549,2
c. Gécamines	-	-	-	-	-	-	-			
B.RECETTES NON FISCALES	732 025,8	565 251,6	526 636,5	895 647,0	1 486 947,6	1 450 930,9	1 285 715,0	2 231 630,9	2 392 589,2	3 401 609,9
1.Recettes administratives, judiciaires et domaniales	505 619,0	450 442,5	436 230,7	709 387,5	1 199 695,7	1 218 456,7	1 140 927,6	1 893 098,3	1 938 150,0	3 092 541,7
2.Portefeuille	103 473,2	86 708,8	28 866,1	92 509,3	120 508,8	173 968,5	111 292,3	248 741,6	322 705,4	229 939,4
3.Royalties	58 676,6	28 100,3	11 918,6	48 008,7	45 194,1	58 503,7	33 495,1	89 791,0	131 733,8	79 128,9
4.O.GE.DE.P.	-	-	-	-	1,00	2,00				
5.Divers[4]	64 257,0	-	49 621,0	45 741,5	121 548,0					
I.2 RECETTES EXCEPTIONNELLES	15 135,0	23 251,0	1 397,0	783 840,0	850 538,0	207 666,0	1 609 908,3	2 242 042,5	3 870 472,3	6 341 135,3
1 Dons projets	-	-	-	-	-	207 666,0	323 485,5	202 143,0	500 733,3	779 871,1
2.Prêts projets	120,0	-	-	-	-	-	1 286 422,8	2 039 899,5	3 870 472,3	5 522 710,2
3.Ressources PPTE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4.Dons budgétaires	15 015,0	23 251,0	1 397,0	783 840,0	850 538,0					38 554,0
II.RECETTES DE LA SECURITE SOCIALE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A.Cotisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B.Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total (I + II)	4 362 631,5	4 438 795,2	3 656 554,0	5 336 242,0	7 937 124,0	7 382 107,2	8 635 438,2	13 877 502,5	21 588 724,5	26 483 004,1

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère des Finances.
(1) Encaissements enregistrés dans les comptes du Trésor à la Banque non compris les recettes de fonds de contrepartie (A+B)
(2) Non compris la Gécamines.
(3) Cfr tableau II.16.
(4) Bonus sur le contrat chinois,vente de participation et reliquat paie.

Tableau I|2|21 Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur(1) (en millions de CDF)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
A.DROITS DE SORTIE	16 640,6	104 261,7	16 891,5	8 168,5	11 200,1	15 997,9	6 935,9	13 031,5	126 933,7	85 835,4
1. Droits de sortie ordinaire .	14 674,8	104 160,6	16 790,3	7 120,3	10 151,8	14 010,1	6 911,3	12 653,4	21 554,4	45 577,2
-Produits minéraux	7 417,2	95 564,0	14 503,3	5 251,0	7 135,3	7 994,6	606,5	4 372,8	5 791,0	32 813,2
-Produits végétaux	7 242,6	8 596,5	2 287,0	1 869,2	3 016,5	6 015,5	6 304,8	8 280,6	15 763,4	12 764,0
-Autres produits	15,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. T.V.A à l'exportation(2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Amendes	1 965,8	101,1	101,1	1 048,3	1 048,3	1 987,8	24,5	378,0	105 379,3	40 258,3
B.DROITS D'ENTREE	1 895 301,8	1 869 682,7	1 379 516,0	2 058 603,4	2 060 862,8	2 029 980,1	1 274 938,6	2 222 061,0	3 284 275,1	3 255 738,2
1.Droits de douane	720 344,9	764 011,9	593 892,2	973 577,8	842 249,4	764 426,5	482 236,3	856 697,4	1 196 324,2	1 496 131,1
2. T.V.A à l'importation	1 174 933,5	1 097 326,1	784 738,7	1 082 763,2	1 216 351,1	1 263 741,8	792 019,4	1 364 499,7	2 016 252,7	1 703 633,7
3.Taxe statistique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4.Amendes	23,4	8 344,7	885,0	2 262,3	2 262,3	1 811,8	682,8	864,0	71 698,2	55 973,3
C. ENTREPOTS (3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL(A+B+C)	1 911 942,4	1 973 944,4	1 396 407,4	2 066 771,9	2 072 062,9	2 045 978,0	1 281 874,4	2 235 092,5	3 411 208,8	3 341 573,6

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget (Loi de Finances).
(1) Non compris la Gécamines.
(2) A partir de 2012, Taxe sur la valeur ajoutée
(3) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts partibuliers et la taxe d'entreposage d'office.

Tableau I|2|22 Recettes des impôts sur le commerce extérieur(1) (en millions de CDF)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
A.DROITS DE SORTIE	16 873,4	10 161,2	8 700,7	12 758,3	15 745,1	15 588,2	14 675,6	83 125,1	40 097,7	49 679,8
1. Droits de sortie ordinaire.	7 340,0	5 445,7	4 529,4	7 782,0	9 505,0	8 357,2	10 216,1	10 640,8	28 756,3	14 744,3
-Produits minéraux	2 870,0	3 238,1	2 774,1	5 917,6	4 780,2	2 673,3	1 933,4	804,1	17 196,9	3 155,9
-Produits végétaux	4 470,0	2 207,6	1 755,3	1 864,4	4 724,8	5 683,9	8 282,7	9 836,7	11 559,4	11 588,5
-Autres produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. T.V.A à l'exportation (2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3.Taxe statistique	7 356,9	4 500,8	1 909,0	4 082,7	6 158,0	6 791,7	4 399,5	7 159,6	10 960,6	10 329,5
4. Amendes	2 176,5	214,6	2 262,3	893,6	82,1	439,2	60,0	65 324,7	380,8	24 606,0
B.DROITS D'ENTREE	1 432 849,1	1 442 592,0	982 275,8	951 157,4	1 336 435,0	1 482 452,9	1 432 848,9	2 177 373,0	2 874 952,9	3 755 709,8
1. Droits de douane	559 649,2	559 242,6	420 135,0	410 536,8	568 422,5	675 640,3	549 396,9	763 240,0	1 441 555,7	1 981 741,6
2. T.V.A à l'importation	873 054,8	879 549,0	561 977,7	538 173,2	766 231,7	805 491,4	882 273,1	1 366 036,6	1 424 852,1	1 756 210,2
3.Taxe statistique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Amendes	145,1	3 800,4	163,1	2 447,3	1 780,8	1 321,2	1 178,9	48 096,5	8 545,1	17 758,0
C.ENTREPOTS (3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	1 449 722,5	1 452 753,1	990 976,5	963 915,7	1 352 180,0	1 498 041,1	1 447 524,5	2 260 498,1	2 915 050,6	3 805 389,6

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère des Finances.
(1) Non compris la Gécamines.
(2) à partir de 2012, Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A).
(3) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.

Tableau I|2|23 Prévisions des recettes des impôts sur les revenus(1) (en millions de CDF)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
A.REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES	702 637,3	772 670,7	573 034,3	1 107 440,2	942 371,0	1 145 108,4	1 081 026,0	1 616 241,4	2 069 752,7	2 326 313,2
1.Rémunérations	647 235,6	700 820,5	522 982,6	988 546,6	787 906,4	961 419,6	921 870,7	1 246 728,0	1 642 940,2	1 733 917,3
2.Revenus locatifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3.Revenus mobiliers	55 401,8	71 850,2	50 051,7	56 747,2	81 548,0	92 466,6	87 072,8	188 957,4	270 340,3	406 312,8
4.Professions libérales	0,0	0,0	0,0	62 146,3	72 916,7	91 222,2	72 082,5	180 555,9	156 472,3	186 083,0
B.REVENUS DES SOCIETE ET ENTREPRISE	390 899,9	687 565,1	422 465,1	523 198,1	773 806,3	1 540 012,2	703 038,5	2 000 445,9	2 555 548,5	8 071 810,5
1.Sociétés	324 749,4	614 311,2	351 482,7	476 308,0	730 459,3	1 520 735,7	695 981,0	1 991 425,9	2 542 238,2	8 053 802,1
2.Entreprises	66 150,5	73 253,9	70 982,4	46 890,1	43 347,0	19 276,5	7 057,5	9 020,0	13 310,3	18 008,4
C.AMENDES ET ACCROISSEMENTS	44 219,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	1 137 756,5	1 460 235,8	995 499,3	1 630 638,3	1 716 177,3	2 685 120,6	1 784 064,5	3 616 687,3	4 625 301,2	10 398 123,6

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget
(1) Cfr note 1, tableau II.12.

Tableau I|2|24 Recettes des impôts sur les revenus (1) (en millions de CDF)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
A.REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES	582 680,4	568 227,9	562 374,4	799 422,1	1 083 552,4	936 451,2	1 474 291,9	1 809 669,5	2 318 720,5	2 645 141,1
1.Rémunérations	532 023,7	515 016,4	508 929,3	659 395,3	816 379,2	726 149,8	983 789,1	1 301 942,5	1 449 207,1	1 811 743,0
2.Revenus locatifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3.Revenus mobiliers	50 656,7	53 211,5	53 445,1	65 016,6	164 488,2	119 766,4	386 033,9	343 684,1	657 500,8	548 632,0
4.Professions libérales	0,0	0,0	0,0	75 010,1	102 685,0	90 535,0	104 468,9	164 042,8	212 012,6	284 766,1
B.REVENUS DES SOCIETE ET ENTREPRISE	491 190,6	681 733,6	424 749,3	634 494,9	1 510 793,5	1 506 003,3	718 636,7	2 243 591,6	6 261 205,0	5 484 564,4
1.Sociétés	435 020,3	632 854,1	376 430,5	627 904,4	1 501 627,3	1 499 255,8	710 543,1	2 235 071,2	6 249 789,4	5 469 969,1
dont -Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Pétroliers	42 253,2	25 849,9	10 964,1	23 448,1	35 367,6	1 499 255,8	710 543,1	2 235 071,2	6 249 789,4	5 469 969,1
2.Entreprises	56 170,4	48 879,6	48 318,8	6 590,4	9 166,2	6 747,5	8 093,5	8 520,4	11 415,7	14 595,3
C.AMENDES ET ACCROISSEMENTS	28 184,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	1 102 055,7	1 249 961,5	987 123,7	1 433 916,9	2 594 345,9	2 442 454,5	2 192 928,6	4 053 261,1	8 579 925,6	8 129 705,6

Source: BCC sur base des données du Ministère des Finances.
(1) Cfr note 1, tableau II.12.

Tableau I|2|25 Prévisions des recettes des impôts sur biens et services (1) (en millions de CDF)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
A. T.V.A. A L'INTERIEUR (2)	747 667,7	788 176,7	652 289,3	955 766,4	880 722,0	1 173 818,1	1 074 454,4	1 749 042,4	2 160 140,7	2 718 851,4
B. DROITS DE CONSOMMATION	543 809,8	604 134,7	438 865,7	462 601,8	478 257,2	599 404,2	592 053,9	762 642,7	1 154 691,2	1 607 886,2
1.Bières	138 245,1	160 002,1	142 128,1	146 685,5	144 993,0	212 125,2	178 417,4	222 421,0	341 539,1	449 784,3
2.Huiles minérales	-	3 858,7	1 729,8	2 494,5	9 517,8	9 889,7	10 606,4	16 603,1	28 178,6	35 426,3
3.Tabacs et allumettes	101 118,9	118 178,1	65 552,2	88 610,8	88 861,0	130 434,6	92 244,1	93 942,8	149 268,2	165 349,9
4.Autres produits (3)	304 122,2	320 694,8	228 054,5	224 741,0	234 815,2	246 796,6	310 785,8	429 602,2	631 760,1	792 126,3
5.Amendes	323,5	1 401,1	1 401,1	70,1	70,1	158,1	0,3	73,7	3 945,2	165 199,4
C. IMPOTS SUR VEHICULES (4)	3 400,1	51 790,2	37 450,1	58 941,9	38 471,7	45 167,0	27 714,0	64 013,3	66 488,7	163 841,1
TOTAL (A+B+C)	1 294 877,5	1 444 101,5	1 128 605,1	1 477 310,2	1 397 450,9	1 818 389,2	1 694 222,2	2 575 698,4	3 381 320,6	4 490 578,6

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget.
(1) Cfr note 1, tableau II.12.
(2) à partir de 2012, Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A).
(3) Alcools et vins, eaux gazeuses et limonades, sucre, ciments, allumettes, parfums, liquides alcooliques.
(4) Vignette, plaques et taxe spéciale de circulation routière.

Tableau I|2|26 Recettes des impôts sur biens et services (en millions de CDF)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
A. T.V.A. A L'INTERIEUR [1]	582 746,0	640 137,8	622 186,6	705 823,6	944 230,3	1 022 753,6	1 231 605,6	1 802 294,8	2 206 464,3	2 776 256,4
B. DROITS DE CONSOMMATION	350 508,0	393 247,9	422 887,0	426 604,4	483 117,0	518 125,6	583 193,0	778 834,5	950 779,4	1 220 375,9
1. Bières	130 537,1	134 904,0	124 979,4	154 497,9	180 445,6	175 457,9	187 987,1	189 574,4	274 085,0	329 959,7
2. Huiles	-	1 388,9	5 560,6	6 906,2	7 557,5	7 495,9	10 535,3	9 241,2	20 542,4	21 298,9
3. Tabacs fabriqués	58 685,1	62 064,3	55 597,6	67 195,8	60 704,6	73 706,9	80 764,4	44 183,9	110 244,3	146 759,6
4. Autres produits [2]	161 260,6	194 812,7	236 649,4	197 644,8	234 362,4	261 393,8	298 982,1	532 475,6	543 789,2	720 152,6
5. Amendes	25,2	78,0	100,0	359,6	47,0	71,1	4 924,0	3 359,4	2 118,4	2 205,1
C. SOCIETES PETROLIERES[3]	77 319,7	47 303,0	20 063,4	42 908,0	64 719,7	71 380,0	46 237,8	75 245,7	115 193,8	108 560,8
C. IMPOTS SUR VEHICULES [4]	1 499,8	16 526,4	41 431,1	24 352,7	69 344,7	49 555,7	44 626,2	204 114,0	250 243,0	347 986,6
TOTAL	1 012 073,5	1 097 215,1	1 106 568,1	1 199 688,8	1 561 411,7	1 661 814,9	1 905 662,5	2 860 488,9	3 522 680,4	4 453 179,8

Source: BCC sur base des données du Ministère des Finances.
(1) Cfr note 2, tableau II.12.
(2) Cfr note 3, tableau II.15.
(3) Taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés pétrolières
(4) Cfr note 4, tableau II.15.

Tableau I|2|27 Budget des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution (en millions de CDF)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (p)
I.Institutions politiques	345 889,1	341 929,2	205 727,4	271 744,3	332 998,0	380 538,3	489 871,9	838 596,0	993 096,0	1 259 897,4
Présidence de la République	63 191,5	65 694,7	43 028,5	50 694,7	58 056,7	64 520,9	121 777,8	240 633,8	262 497,4	235 948,2
Assemblée Nationale & Sénat	142 809,9	148 161,3	91 711,0	112 368,3	121 403,0	134 920,3	228 100,2	402 883,2	469 813,8	708 971,85
Primature[1]	19 140,6	19 814,9	12 078,9	23 812,9	34 319,4	37 284,7	53 505,6	97 563,5	101 492,4	84 277,71
Organismes auxiliaires[2]	15 656,9	15 822,1							2 509,8	1 756,83
Autres[3]	3 273,6	15 822,1	12 947,7	32 754,6	47 028,5	62 091,4	30 643,0	29 661,9	40 818,0	92 787,60
Magistrature, Cours & Tribunaux	101 816,6	76 614,2	45 961,3	52 113,8	72 190,3	81 721,0	55 845,3	67 853,6	115 964,6	136 155,23
Comité Directeur CPP	-	-								
Dialogue Inter Congolais	-	-	-							
II.Ministères	628 670,5	662 699,6	461 070,9	501 494,0	600 000,0	674 187,7	581 800,0	855 636,5	1 459 141,7	1 947 627,7
Administration du territoire	102 571,6	108 277,9	77 584,3	78 326,7	83 717,6	13 752,2	65 946,1	78 309,2	90 116,5	132 802,30
Affaires Etrangères	2 300,0	23 300,0	15 862,6	14 911,0	16 966,5	102 367,7	10 181,8	14 281,8	22 056,7	27 056,66
Commerce	3 800,0	2 126,7	1 239,1	4 696,8	5 619,7	6 100,0	3 952,1	3 952,1	4 514,5	4 514,46
Défense Nationale	212 469,6	214 078,0	140 206,6	134 312,7	135 235,5	145 536,7	121 973,9	187 902,1	339 618,9	547 984,60
Anciens Combattants	800,0	801,8	563,7	1 163,7	1 860,1	2 500,0	2 854,4	2 715,6	3 013,8	3 013,82
Justice	21 750,0	23 119,1	13 832,7	13 075,6	13 998,5	14 713,1	8 547,5	40 547,7	38 486,0	38 486,02
Finances	25 517,4	25 849,6	13 753,9	12 861,7	13 789,5	21 893,8	22 015,5	30 001,7	34 638,3	51 638,35
Economie Nationale	3 050,0	3 015,5	2 415,7	3 023,5	3 946,3	4 531,6	2 974,4	3 974,4	4 219,4	4 219,37
Education Nationale [4]	90 200,0	92 741,0	63 899,7	65 790,8	118 482,2	114 932,1	101 283,2	175 108,8	572 076,3	697 105,40
Information et presse	2 377,0	2 036,4	1 344,3	1 952,1	2 874,9	3 700,0	2 306,4	2 806,4	2 979,1	7 979,14
Agriculture , Pêche & Elevage	10 850,0	9 745,5	10 164,0	17 989,5	20 078,8	23 721,9	40 104,3	40 104,3	43 380,3	43 380,34
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	3 708,0	8 473,8	6 030,3	5 801,9	9 347,0	7 415,6	4 871,5	15 761,4	17 660,7	17 660,66
Mines & Hydrocarbure	8 286,1	8 139,5	5 359,6	6 575,2	8 420,8	9 890,0	6 896,7	7 396,7	8 063,8	8 063,84
Transports et Communications.	3 500,0	3 519,7	2 051,4	2 659,2	3 808,4	5 000,0	3 293,3	3 333,3	3 473,4	3 473,39
Fonction Publique	6 976,0	6 981,9	5 294,2	5 902,0	6 824,8	9 250,0	5 142,6	6 177,4	7 012,6	7 012,65
Affaires sociales	2 500,0	2 019,9	4 013,8	4 621,6	5 544,4	8 357,4	10 669,0	10 831,8	6 827,4	6 827,42
Postes, Télégraphes,Télégrammes	2 700,0	2 139,4	1 525,9	2 133,6	3 282,9	3 388,6	2 798,4	3 799,4	4 360,5	4 360,46
Santé Publique	30 000,0	31 413,6	24 897,0	25 504,8	26 427,6	28 902,5	53 448,6	53 448,6	52 202,3	75 548,57
Culture et Arts	2 180,0	3 197,4	2 061,7	2 669,5	3 592,3	3 708,0	3 691,3	3 691,3	4 077,4	4 077,36
Energie	1 450,0	1 513,6	4 599,2	5 207,0	6 129,8	6 463,8	3 517,9	3 517,9	3 981,8	3 981,83
Sports & Jeunesse	11 909,2	11 839,6	7 432,1	8 681,9	10 824,7	13 575,1	9 035,2	21 035,2	18 175,5	18 175,52
Affaires Foncières	1 450,0	1 609,2	1 250,6	1 998,3	3 034,4	4 000,0	2 599,5	2 599,5	2 770,0	2 770,02
Travail et Prévoyance Sociales	4 286,2	4 145,6	2 234,3	4 117,6	6 416,1	8 569,5	5 556,7	6 238,7	22 729,5	47 729,50

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (p)
Portefeuille	1 860,0	1 870,9	1 697,2	2 304,9	3 227,8	4 500,0	3 190,3	3 191,3	3 053,2	3 053,16
Environnement	4 700,0	3 905,3	2 859,4	3 467,2	3 583,2	4 200,0	3 388,1	6 061,6	6 400,1	6 400,10
Développement rural	6 400,0	7 882,7	8 843,9	9 451,7	10 844,5	11 200,0	16 094,8	16 094,8	18 491,5	18 491,48
Plan	5 841,3	5 816,8	4 696,4	5 304,2	6 227,0	8 609,3	10 941,2	18 100,1	17 181,8	27 181,79
Recherche scientifique	2 000,0	3 235,8	2 209,4	2 817,2	3 740,0	4 104,1	5 355,1		8 909,3	18 909,32
Condition Féminine & Famille	2 100,0	1 667,1	3 635,8	4 243,6	5 166,4	5 332,8	3 324,2	4 835,5	4 987,9	4 987,90
Droits et libertés du Citoyen										
Droits humains	1 300,0	1 122,0	1 030,9	3 003,6	3 931,4	4 000,0	2 288,4	3 088,4	3 260,8	3 260,80
Budget	23 514,6	22 960,9	13 870,3	12 928,1	13 850,9	24 827,7	16 689,5	41 325,0	33 500,5	34 916,29
Urbanisme et Habitat	4 500,0			3 223,9	4 146,7	4 500,0	3 004,9	10 293,2	7 887,1	7 887,08
Reconstruction	250,0	249,7	403,0	1 003,0	0,0	1 754,2	2 288,4	2 288,4	2 407,8	2 407,78
Coopération internationale	11 850,0	11 955,2	7 281,0	8 409,4	10 758,8	14 447,9	6 255,4	10 067,7	11 196,7	11 240,05
Relations avec le Parlement	1 387,0	2 079,4	1 340,3	2 248,1	3 170,9	3 517,7	2 180,7	2 769,7	3 369,7	3 369,74
Réformes Institutionnelles	300,0		439,8	1 039,8	1 731,2	2 400,0	1 559,7	1 559,7	2 085,3	5 085,26
Relations avec partis politiques	350,0	744,8	466,1	966,1	1 458,6	1 712,8	1 144,2	1 144,2	1 445,3	1 445,34
Petites et Moyennes Entreprises	1 955,0	2 880,4	1 846,0	2 513,8	3 549,8	3 664,2	3 416,4	3 432,9	4 392,4	4 392,44
Tourisme et hôtellerie	600,0	1 788,8	1 415,1	2 022,9	2 945,7	4 077,0	3 253,3	5 286,6	5 467,7	5 467,69
Industrie	2 800,0	2 105,3	1 419,8	2 027,6	2 950,4	3 045,4	2 288,4	2 288,4	2 636,4	12 636,39
Ministères non identifiés	2 331,5	2 349,9		10 542,4	8 493,7	6 025,0	1 476,8	6 273,8	16 033,4	18 633,41
III.Autres services	3 627 879,0	3 716 632,5	3 521 120,3	5 021 017,6	5 374 468,8	5 666 428,3	6 266 659,6	8 480 307,4	17 956 093,0	15 924 110,3
Dette Publique	369 067,8	341 301,5	225 937,0	537 411,5	791 005,3	836 454,4	440 549,3	946 727,6	1 217 236,7	1 637 522,50
Villes et Provinces	212 400,0	241 698,1	212 400,0	240 000,0	240 000,0	240 000,0	414 246,5	392 278,3	447 837,4	738 321,98
Dépenses communes [5]	1 694 425,3	2 055 684,9	2 030 189,5	2 577 543,2	2 942 932,8	3 697 772,2	4 911 542,9	5 727 171,9	6 452 130,1	7 394 538,21
Budgets annexes	437 326,1	364 841,3	221 235,6	71 000,0	76 500,0	477 201,7	23 310,3	684 818,8	492 862,6	1 606 953,42
Dépenses pour ordre	-	-							1 346 983,3	1 256 903,12
Dépenses exceptionnelles	864 383,7	203 637,8	323 200,0	1 202 950,6	977 536,0	410 000,0	100 000,0	268 000,0	850 000,0	1 224 000,00
Autres services	50 276,1	509 468,9	508 158,1	392 112,3	346 494,8	5 000,0	377 010,6	461 310,9	7 149 043,0	2 065 871,09
TOTAL	4 602 438,6	4 721 261,3	4 187 918,6	5 794 255,9	6 307 466,9	6 721 154,3	7 338 331,5	10 174 539,9	20 408 330,7	19 131 635,4

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget.
(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement.
(2) Principalement les Services de Sécurité.
(3) Cour des Comptes, Commission Nationale Electorale Indépendante, Conseil Economique et social, Conseil Superieur de l'Audio-visuel et de la Communication, Commission Nationale des Droits de l'homme Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.
(4) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.
(5) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses communes.
(p) : Données Provisoires.

Tableau I|2|28 Exécution des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution (en millions de CDF)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
I.Institutions politiques	329 974,7	306 351,8	347 482,4	429 890,7	841 329,0	504 539,7	469 372,0	1 303 559,5	3 135 624,4	2 590 000,2
Présidence de la République	124 582,6	102 489,8	123 825,9	192 589,4	411 953,6	200 723,1	150 186,2	457 200,5	1 481 825,9	651 911,1
Assemblée Nationale & Sénat	114 111,8	105 938,9	92 941,2	120 482,8	158 124,5	143 434,6	191 965,1	416 983,0	705 348,2	870 422,7
Primature[1]	50 705,4	42 658,5	57 782,4	52 448,6	83 419,7	50 026,8	75 954,9	135 567,1	265 011,8	149 496,9
Organismes auxiliaires	17 499,8	20 435,6	-	-	-	-	-	-	232,52	465,04
Autres[2]	2 862,2	1 332,9	49 879,0	37 906,3	140 043,1	45 775,2	9 054,8	221 337,7	569 317,5	743 651,5
Services Techniques de la Présidence	-	-	-	-						
Magistrature, Cours & Tribunaux	20 213,0	33 496,2	23 053,8	26 463,6	47 788,2	64 580,0	42 211,0	72 471,1	113 888,5	174 052,9
Ministère délégué à la Présidence	-	-	-	-						
II.Ministères	382 815,3	425 406,9	526 988,5	544 655,0	1 004 468,8	702 890,3	678 532,1	1 213 343,8	3 747 361,4	3 046 330,8
Droits et Libertés	-	-	-	-						
Droits humains	59,3	301,4	62,6	1 145,4	3 486,5	1 295,3	1 617,4	2 260,7	5 154,3	2 641,2
Intérieur, affaires coutumières	37 752,2	47 123,1	76 859,3	69 401,7	142 047,3	82 728,3	72 131,8	107 316,6	296 114,5	440 111,2
Affaires Etrangères	18 077,6	25 072,3	34 405,0	55 318,8	68 855,2	51 371,9	32 440,7	71 412,1	153 310,9	68 618,7
Défense Nationale	119 240,0	136 377,0	139 932,3	172 406,3	362 627,6	202 091,0	139 875,6	373 158,0	847 772,5	673 461,6
Anciens Combattants	49,2	39,1	39,8	79,7	301,3	1 154,9	1 868,5	269,9	1 025,5	1 358,3
Justice	11 952,5	15 090,1	17 679,0	12 271,6	40 416,0	24 521,6	17 808,4	48 318,0	97 340,8	84 256,2
Finances	71 176,8	50 135,8	67 115,0	56 949,1	98 157,0	91 628,0	70 109,4	142 204,9	945 794,2	416 586,2
Economie Nationale	2 018,9	2 064,7	1 011,4	812,1	861,7	581,4	1 682,1	1 157,4	19 088,6	5 977,8
Petites et moyennes entreprises	144,6	1 497,7	1 090,6	531,2	796,3	768,1	2 248,5	3 267,2	7 354,2	3 270,7
Education Nationale	24 807,2	12 648,4	14 544,3	7 911,5	25 197,1	43 455,4	156 383,7	268 994,5	794 145,6	1 048 649,7
Information et Presse	1 943,9	3 204,5	5 088,3	2 518,7	6 650,9	1 019,0	2 704,4	8 149,1	28 988,5	20 935,4
Agriculture, pèche etélévage	1 749,7	825,2	8 000,1	721,2	2 739,9	1 935,2	13 961,1	2 949,0	47 807,6	6 461,9
Travaux Publics [3]	708,0	1 097,0	3 161,8	6 984,2	3 267,1	2 287,0	8 698,9	11 057,7	9 543,6	12 246,7
Mines, Industrie et Artisanat	1 212,8	2 376,2	491,6	474,9	2 081,7	719,2	3 282,6	2 411,3	7 611,9	6 559,9
Transports et Communications	2 349,8	3 524,4	4 901,5	2 121,5	4 775,9	3 651,0	1 734,2	733,5	45 089,9	5 474,5
Fonction Publique	1 357,5	1 459,1	804,0	2 494,3	10 282,9	2 438,0	1 929,3	10 093,4	15 240,2	3 241,1
Postes, Téléphones Télégrammes	950,8	1 526,8	343,8	722,9	11 523,2	467,2	896,5	1 114,9	9 941,1	9 651,7
Santé Publique	22 114,2	21 767,8	30 803,1	12 097,7	29 275,7	12 996,5	15 184,8	8 842,3	32 807,8	11 038,0
Développement rural	783,8	1 725,1	1 333,1	512,6	2 625,8	872,9	4 834,9	2 625,9	6 797,6	3 483,1
Culture et Arts	695,5	3 041,5	721,9	1 399,1	1 528,8	1 145,5	1 785,3	1 682,1	3 575,7	5 278,3
Travail et Prévoyance Sociale	1 794,1	1 040,2	379,2	1 021,8	2 016,2	2 543,0	2 745,0	2 070,2	3 763,7	3 070,9
Energie et hydrocarbure	2 312,6	2 677,0	1 485,2	1 839,6	3 141,0	4 094,5	5 452,3	12 393,0	83 416,9	16 091,0
Tourisme et hôtellerie	62,3	1 164,0	762,8	549,4	1 055,8	410,6	1 036,8	1 280,4	2 116,7	1 521,2
Sports, Loisirs et Jeunesse	11 646,4	22 801,9	25 933,3	35 102,1	59 156,6	73 552,3	5 818,5	15 278,3	17 837,0	15 793,1
Urbanisme,Habitat et Affaires Foncières	1 014,0	2 234,2	1 405,4	1 658,0	5 078,1	1 931,9	3 939,2	13 905,3	36 163,6	12 195,8
Plan	2 390,0	2 185,1	6 674,9	2 257,9	4 072,4	2 419,3	6 983,4	4 224,3	6 836,5	2 550,8
Reconstruction	16,6	34,8	3,3	4,7	59,6	19,0	133,0	38,0	159,9	40,0
Portefeuille	467,3	265,2	137,2	115,8	976,3	529,8	1 581,8	1 429,2	5 095,7	2 523,0
Commerce	78,7	675,1	462,5	1 403,9	2 243,0	956,4	1 258,4	1 541,8	5 968,7	3 570,7
Environnement	1 098,7	972,5	1 522,5	811,6	791,1	796,1	1 577,6	3 767,9	4 391,1	2 498,4
Affaires sociales	670,4	990,9	643,1	995,2	3 010,7	4 735,0	3 180,7	3 257,8	9 059,3	5 268,7
Recherche scientifique	297,5	1 315,4	576,5	290,5	495,8	466,0	1 698,2	1 184,2	3 227,3	9 857,3
Condition Féminine & Famille	773,9	961,4	342,7	1 219,4	1 965,9	1 833,3	3 006,4	1 336,8	6 691,2	3 670,6
Budget	25 605,4	42 744,0	76 328,4	79 853,1	99 318,7	78 982,4	82 031,6	77 690,8	155 308,6	129 641,3
Coopération internationale	8 892,7	4 194,0	384,2	-	1 280,6	1 616,5	3 371,0	4 432,6	18 381,4	174,0
Relations avec le Parlement	108,0	1 349,3	1 347,4	2 235,4	2 206,6	838,9	854,4	1 414,5	6 886,7	3 076,3
Réformes institutionnelles	14,7	45,9	0,9	-	52,6	19,0	1 982,4	38,0	164,8	735,4
Rélation avec les Partis Politiques	99,5	150,6	0,8	-	49,7	19,0	156,9	42,4	137,4	65,3
Ministères non identifiés	6 328,1	8 708,2	209,7	8 422,1		0,0	546,4	0,0	7 249,8	4 684,6
III.Autres services	3 284 012,8	3 267 291,4	2 671 024,0	3 256 715,5	4 556 329,7	5 871 827,7	6 084 944,9	7 819 433,2	10 969 960,9	12 756 431,5
Villes et Provinces	170 100,4	236 283,1	164 904,2	134 712,4	199 704,0	151 178,1	257 975,2	251 845,1	327 350,9	286 008,2
Dette Publique	255 656,2	266 267,3	204 100,1	353 621,2	444 116,9	814 474,9	411 358,9	1 305 377,9	1 056 028,3	519 414,6
Dépenses communes [4]	1 609 074,7	2 384 279,0	1 987 697,2	2 261 275,4	2 819 097,0	4 471 326,8	4 844 407,3	5 604 547,5	6 948 360,0	7 630 211,4
Dépenses à ventiler	694 497,1	152 914,7	72 121,9	-	-	-	411 559,2		182 714,9	69 422,5
Subventions et transferts	303 989,0	177 883,4	198 044,5	186 084,2	443 745,2	384 476,4	91 105,5	587 367,1	101 655,2	87 826,5
Budget pour ordre	-	-		25 210,6	8 569,8	6 192,4	7 656,8	18 772,1	1 084 433,3	964 318,2
Dépenses exceptionnelles	250 695,4	49 664,0	44 156,1	295 811,7	641 096,8	44 179,1	60 882,1	51 523,5	169 217,5	418 171,8
Autres services (PPTE)	-	-	-	-	-	-	-	-	1 100 200,7	2 781 058,2
TOTAL	3 996 802,8	3 999 050,1	3 545 495,0	4 231 261,3	6 402 127,6	7 079 257,7	7 232 849,0	10 336 336,5	17 852 946,7	18 392 762,4

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget.
(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement.
(2) Cour des Comptes, Commission Nationale Electorale Indépendante, Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.
(3) Y compris les dépenses de l'Office des Routes.
(4) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses centralisées, et la TVA remboursable.

Tableau I|2|29 Dépenses courantes de l'Etat par nature (en millions de CDF)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
I.Biens et services	3 399 221,6	3 403 022,6	3 014 862,4	3 025 477,3	4 307 751,6	4 859 083,8	5 740 632,8	8 697 382,5	9 257 517,9	11 941 431,5
1.Rémunérations	1 577 880,8	1 802 647,6	1 957 119,0	2 083 863,0	2 694 080,0	3 616 181,7	4 758 328,0	5 386 458,3	6 731 759,0	7 548 733,4
2.Autres biens et services	1 821 340,8	1 600 375,0	1 057 743,4	941 614,3	1 613 671,6	1 242 902,1	982 304,8	3 310 924,2	2 525 758,9	4 392 698,1
Fournitures et matériel (1)	167 808,8	196 565,3	153 497,5	152 037,4	359 065,2	233 879,4	213 988,8	298 737,1	770 401,6	587 252,6
Frais généraux et divers	108 244,7	121 984,9	251 592,9	378 562,2	949 421,9	208 733,4	173 219,4	404 446,6	959 141,3	1 880 573,2
Dépenses extérieures (2)	12 109,8	11 978,1	8 288,4	15 374,4	23 475,5	16 167,5	20 848,8	19 071,1	37 354,0	26 793,3
Provinces et villes	170 100,4	236 283,1	162 529,2	137 094,7	199 704,0	151 178,1	81 516,3	251 845,1	327 350,9	286 008,2
Organismes médicaux	-	-	-	-						4 139,1
Enseignement	-	-	-	-						
Voyages	61 546,9	49 248,6	59 962,6	38 462,9	82 005,0	65 306,7	24 461,1	73 387,0	248 796,2	144 349,6
A ventiler	1 301 530,1	984 315,1	421 872,8	220 082,7		567 637,0	468 270,4	2 263 437,3	182 714,9	1 463 582,1
II.Versements d'intérêts	139 559,1	156 078,5	259 582,1	89 882,4	140 245,9	175 309,8	22 694,5	153 303,3	164 642,5	473 030,1
1.Sur dette intérieure	117 050,9	138 928,6	242 427,7	66 690,0	108 571,8	149 496,5	5 056,3	58 211,3	114 861,2	352 985,6
Découvert journalier(3)	117 050,9	138 928,6	242 427,7	66 690,0	108 571,8	149 496,5	5 056,3	58 211,3	114 861,2	352 985,6
Bons du Trésor	-	-	-	-						
Dette consolidée	-	-	-	-						
2.Sur dette extérieure	22 508,2	17 150,0	17 154,4	23 192,4	31 674,1	25 813,3	17 638,3	95 092,0	49 781,3	120 044,5
Dette financière	22 508,2	17 150,0	17 154,4	23 192,4	31 674,1	25 813,3	17 638,3	95 092,0	49 781,3	120 044,5
Dette commerciale	-	-	-	-						
A ventiler	-	-	-	-						
III.Subventions et transferts	470 320,4	439 949,0	271 050,6	1 115 901,6	1 954 130,1	2 044 864,2	1 469 521,6	1 485 650,7	5 809 496,6	1 459 996,0
1.Organismes publics (4)	405 650,0	360 860,5	195 040,7	1 012 342,5	1 825 805,7	1 929 462,5	1 349 751,2	1 325 012,5	5 460 809,9	1 269 654,3
2.Entreprises	16 949,5	17 113,6	11 721,7	12 054,0	8 569,8	6 192,4	7 656,8	4 766,4	5 522,3	4 336,0
3.Ménages	30 448,0	49 893,9	46 333,6	58 285,3	98 151,7	88 171,7	90 406,4	127 287,4	332 340,0	159 212,3
Bourses d'études	-	168,6	429,5	72,9	26,0	112,4	105,2	88,3	1 739,1	682,2
Pensions civiles et militaires	17 514,6	24 155,1	25 808,7	26 824,2	31 624,8	41 251,9	50 443,4	71 528,6	186 546,4	101 027,9
Soins médicaux	7 855,9	13 707,4	15 463,5	20 400,5	35 644,8	32 082,4	16 154,4	36 788,2	71 009,8	44 416,9
Divers (5)	5 077,5	11 862,8	4 632,0	10 987,8	30 856,1	14 725,1	23 703,4	18 882,3	73 044,8	13 085,3
4.A l'étranger (6)	17 273,0	12 080,9	17 954,5	33 219,8	21 602,9	21 037,5	21 707,3	28 584,4	10 824,4	26 793,3
Total	4 009 101,1	3 999 050,1	3 545 495,0	4 231 261,3	6 402 127,5	7 079 257,9	7 232 848,9	10 336 336,5	15 231 657,0	13 874 457,6

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget.
(1) Non compris les achats de matériel civil durable. Y compris les achats d'équipements militaires.
(2) Principalement les représentations diplomatiques.
(3) A partir de 2010, il enregistre aussi les intérêts sur créances titrisées et les commissions.
(4) Organismes publics autres que les écoles et les formations médicales. A partir de 2005, il s'agit des subventions, retrocessions et autres interventions de l'Etat.
(5) Essentiellement les frais des transports pris en charge par l'Etat.
(6) Concerne les cotisations à des organismes internationaux.

Tableau I|2|30 Budget des dépenses en capital de l'Etat : Répartition par ministère et institution (en millions de CDF)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
I.Institutions politiques	32 960,5	12 305,2	17 406,4	11 631,1	42 836,0	44 515,9	5 309,2	38 774,5	202 583,2	264 740,2
Présidence de la République	6 746,7	2 726,2	6 996,8	3 338,9	7 575,6	12 421,2	2 361,6	20 400,9	61 636,3	45 866,54
Assemblée Nationale & Sénat	10 772,5	5 434,2	9 395,3	2 553,2	9 965,2	12 604,0	1 164,8	10 230,8	32 429,9	60 713,39
Primature[1]	3 979,3	2 144,8	1 014,3	4 150,0	4 600,0	3 601,6	702,9	2 018,3	7 482,5	5 163,38
Organismes auxiliaires[2]					0,0		166,5			
Autres[3]					18 926,1	5 517,7	200,8	975,9	53 751,7	75 500,76
Magistrature, Cours & Tribunaux	11 462,0	2 000,0	-	1 589,0	1 769,2	10 371,4	712,6	5 148,6	47 282,8	77 496,13
Comité Directeur CPP										
Dialogue Inter Congolais										
II.Ministères	1 496 914,1	1 718 376,1	1 292 146,6	574 998,3	2 143 148,6	1 998 228,6	2 292 922,6	3 911 232,2	5 625 085,1	7 971 764,3
Administration du territoire	10 643,5	316 797,3	43 649,8	10 051,9	116 140,7	342 591,8	49 347,6	90 336,9	101 722,8	143 835,86
Affaires Etrangères	3 252,0	3 700,0	2 223,9	237,4	2 591,5	4 913,7	123,1	14 643,1	9 116,8	9 567,46
Commerce	1 943,0	7 909,1	1 956,0	495,8	7 237,7	12 778,2	9 990,6	11 290,1	25 552,0	72 074,76
Défense Nationale	72 569,4	21 688,6	10 452,9	2 784,0	3 700,0	8 006,4	3 861,7	69 936,0	357 694,1	591 095,76
Anciens Combattants	516,0	0,0	70,3	313,7	500,0	425,0	76,4	2 258,1	3 705,7	2 386,62
Justice	8 074,3	9 958,3	4 985,8	5 840,6	4 777,9	15 043,4	2 737,9	6 720,7	8 140,7	7 914,07
Finances	149 078,5	38 219,6	107 130,5	960,6	52 753,8	21 989,9	53 595,8	61 924,4	128 103,1	179 834,09
Economie Nationale	934,2	911,0	3 211,6	204,5	2 304,5	4 460,2	13 590,2	169 463,1	168 889,8	495 212,13
Education Nationale [4]	76 004,8	47 191,8	82 744,3	95 879,6	171 586,2	97 675,3	287 116,1	582 729,1	431 168,4	886 425,11
Information et presse	243,4	797,3	71 847,6	50,0	8 646,0	7 018,2	1 369,9	2 036,4	14 685,7	17 508,99
Agriculture , Pêche & Elevage	182 970,4	57 406,5	265 113,2	14 431,5	71 861,7	252 555,7	123 886,5	242 161,1	564 668,6	748 037,23
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	88 419,9	231 415,5	181 565,4	122 328,5	271 271,5	100 940,3	173 704,9	222 188,1	990 886,3	1 189 349,33
Mines & Hydrocarbure	27 743,1	74 925,9	6 068,6	1 010,3	44 721,4	85 014,5	11 938,8	27 107,5	26 951,7	18 943,84
Transports et Communications	77 883,2	332 045,5	63 513,8	5 806,7	200 475,4	134 086,1	181 203,7	256 430,3	395 783,7	208 882,37
Fonction Publique	97 600,7	45 578,8	14 102,7	1 879,0	101 930,6	63 314,3	41 229,9	77 872,3	94 809,3	137 921,93
Affaires sociales	19 555,0	6 855,5	9 346,4	6 104,6	25 934,6	14 211,5	94 324,6	93 817,2	12 960,9	238 990,17
Postes, Télégraphes,Télégrammes	70 278,1	86 820,4	24 832,0	0,0	28 844,0	6 625,3	6 107,4	24 626,7	45 942,9	47 286,80
Santé Publique	328 211,3	132 115,5	147 623,4	53 018,6	267 355,2	452 307,2	390 569,1	805 507,1	758 744,2	1 458 602,08
Culture et Arts	1 294,5	1 799,0	1 463,9	862,9	29 629,4	5 701,0	496,7	5 279,6	9 624,0	35 012,02
Energie	0,0	162 601,9	119 265,6	3 954,7	399 711,8	163 401,9	281 160,1	303 625,0	380 090,7	368 446,39
Sports & Jeunesse	1 398,8	3 602,1	4 355,8	24 185,4	6 023,6	10 520,5	2 693,7	5 472,0	30 378,6	51 070,73
Affaires Foncières					3 055,8	2 937,4	143,0	1 862,9	1 870,7	3 036,77
Travail et Prévoyance Sociales	4 818,6	3 624,0	3 199,8	4 717,1	12 286,3	15 018,1	6 542,6	9 830,1	21 240,6	23 731,69
Portefeuille	7 063,7	3 598,3	5 693,8	888,8	12 708,2	14 387,0	908,7	2 201,5	18 629,6	11 995,84
Environnement	47 543,8	0,0	70 902,1	2 227,4	38 180,9	16 375,0	17 600,8	25 608,1	98 626,4	107 265,66
Développement rural	165 991,5	42 187,6	12 953,3	136 352,7	40 689,8	30 602,5	31 225,6	62 421,3	193 037,0	160 794,97
Plan	31 185,8	12 317,4	10 808,0	4 510,1	40 783,5	23 316,8	240 401,5	262 157,7	54 812,4	82 095,99
Recherche scientifique	2 414,9	3 154,5	4 465,1	1 218,6	6 548,7	12 946,6	19 505,7	30 500,7	39 054,9	149 740,22
Condition Féminine & Famille	8 969,6	42 427,6	14 641,4	1 516,5	39 758,3	7 867,0	8 866,3	10 418,4	249 247,4	57 027,33
Droits et libertés du Citoyen							812,63			
Droits humains					500,0	461,6		3 475,0	4 494,5	8 223,05
Budget	5 000,0	4 739,9	3 819,7	9 287,8	11 042,2	11 476,7	60 529,4	86 103,2	29 374,9	28 443,71
Urbanisme et Habitat	4 812,1	21 084,8	0,0	456,1	49 877,0	13 132,0	26 329,7	28 864,1	42 468,1	70 823,14
Reconstruction	0,0	1 630,6	140,0	50,0	0,0	450,0	10,6	845,9	660,5	660,48
Coopération internationale						790,0	20,6	22,0	4 692,9	3 373,77
Relations avec le Parlement					500,0	700,0	9,2	51,1	451,8	451,82
Réformes Institutionnelles						466,9	6,8	43,0	518,3	4 909,97
Relations avec partis politiques					200,0	500,0	15,1	1 130,8	1 674,9	355,74
Petites et Moyennes Entreprises	500,0	1 271,7	-	63 373,0	27 636,5	12 750,0	52 288,0	97 951,9	151 125,5	153 664,58
Tourisme et hôtellerie					7 281,4	13 875,0	1 237,1	1 517,3	9 419,0	10 599,89
Industrie					24 787,6	5 043,5	44 408,7	48 327,0	45 365,6	44 806,35
Ministères non identifiés					9 315,0	11 552,5	52 936,1	162 475,4	98 700,0	141 365,63
III.Autres services	1 316 691,1	1 134 276,4	-	3 842 427,2	434 424,3	566 919,6	151 969,3	1 206 835,0	1 340 374,7	2 931 491,8
Villes et Provinces					374 424,3	566 919,6	136 969,3	1 176 835,0	1 321 374,7	2 931 491,76
Budgets annexes										
Dépenses exceptionnelles										
Autres services	1 316 691,1	1 134 276,4	-	3 842 427,2	60 000,0	0,0	15 000,0	30 000,0	19 000,0	0,00
TOTAL	2 846 565,7	2 864 957,6	1 309 553,0	4 429 056,7	2 620 408,9	2 609 664,1	2 450 201,1	5 156 841,8	7 168 043,0	11 167 996,3

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget.
(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement
(2) Principalement les Services de Sécurité.
(3) Cour des Comptes, Commission Nationale Electorale Indépendante, Conseil Economique et social, Conseil Superieur de l'Audio-visuel et de la Communication, Commussion Nationale des Droits de l'homme
Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.
(4) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.
(5) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses communes.

Tableau I|2|31 Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat - Répartition par ministère et institution (en millions de CDF)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
I.Institutions politiques	17 217,5	3 026,8	2 909,2	1 036,3	85 517,2	18 488,0	21 294,3	26 043,5	181 400,6	275 584,6
Présidence de la République	9 677,2	1 850,2	2 857,1	1 036,3	17 470,3	9 172,0	8 256,3	25 306,4	155 853,3	95 685
Assemblée Nationale & Sénat	0,0	905,3	0,0	0,0	2 751,5	3 727,7	3 445,8		23 889,9	33 928
Primature(1)	7 540,3	271,2	52,1	0,0	1 900,8	3 822,2	9 350,2	600,0		1 783
Organismes auxiliaires(2)							0,0			0
Autres(3)					63 324,6	756,0	6,0			144 022
Magistrature, Cours & Tribunaux					70,0	1 010,1	236,0	137,0	1 657,4	167
Comité Directeur CPP										
Dialogue Inter Congolais										
II.Ministères	281 515,5	502 893,6	539 254,9	999 216,0	731 400,1	849 442,2	559 963,0	1 502 616,9	889 852,8	2 181 870,8
Intérieur et Administration du territoire	6 277,0	19 290,0	28 013,3	64 358,7	36 990,0	40 217,9	7 584,1	67 585,9	17 006,1	182 032
Affaires Etrangères	120,1	537,5	1 705,2	154,4	2 213,4	1 707,7	550,2	122,0	5 011,5	17 191
Commerce	0,0	2 184,6	601,8	0,0	284,9	342,3	2 191,8	14 551,8	1 145,2	11 852
Défense Nationale	13 290,7	4 975,6	5 911,8	11 739,0	20 773,8	1 553,9	10 800,1	27 919,7	54 346,5	101 786
Anciens Combattants	0,0	0,0	0,0	0,0	787,5	595,6	0,0		305,5	0
Justice	297,1	4 071,7	12 830,8	8 203,9	0,0	14 670,4	8 673,8		98,0	189
Finances	33 855,1	10 059,1	33 729,9	28 942,9	56 245,3	57 844,0	24 081,7	337 401,0	21 996,0	130 444
Economie Nationale				-	160,5	0,0	37,7		5 615,4	3 000
Education Nationale (4)	30 603,1	33 968,4	30 360,2	20 523,5	71 654,5	82 579,3	39 934,8	60 597,3	74 465,6	307 286
Information et presse	0,0	1 081,5	574,5	0,0	4 761,6	1 020,0	531,6	3 847,1	17 491,5	24 338
Agriculture , Pêche & Elevage	73 157,2	27 467,8	9 995,2	6 282,0	49 510,6	60 094,2	32 617,8	75 163,2	44 635,4	142 418
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	32 810,3	131 282,9	67 128,1	138 463,3	115 154,8	196 962,5	89 460,8	110 075,1	254 373,1	203 856
Mines & Hydrocarbure	120,0	2 978,0	0,0	15 510,8	8 950,6	11 017,5	28,1	16 398,6	11 608,4	1 195
Transports et Communications.	41 426,8	102 657,8	258 638,7	54 193,6	71 386,4	43 710,4	42 247,1	48 189,9	62 500,3	7 521
Fonction Publique	644,3	11 835,6	6 977,9	47 967,8	33 398,4	28 304,3	35 228,3	41 261,2	35 577,3	220 946
Affaires sociales	0,0	0,0	468,9	0,0	1 326,9	2 203,1	392,1	2 946,4	13 107,5	37 261
Postes, Télégraphes,Télégrammes	672,1	801,8	5 415,8	7 288,2	5 616,7	5 300,5	15 996,0	8 985,8	21,6	0
Santé Publique	33 324,3	10 337,4	12 874,7	204 335,8	97 376,0	153 886,9	171 440,4	344 085,9	8 567,9	401 502
Culture et Arts	1 364,5	1 414,6	339,3	30,0	537,6	346,1	200,0	9 406,8	903,2	1 795
Energie	0,0	99 966,0	17 065,3	271 662,4	54 794,1	22 310,2	9 620,8	92 083,2	37 917,0	36 156
Sports & Jeunesse	6 170,8	4 807,4	5 362,5	0,0	1 815,8	580,0	20 463,6	56 200,7	76 620,2	52 820
Affaires Foncières.					243,0	93,0	0,0	81,4	291,4	0
Travail et Prévoyance Sociales					1 103,0	1 629,9	1 393,3		7 988,3	15 253
Portefeuille					1 245,3	2 308,6	670,4	978,4	4 031,4	952
Environnement	0,0	5 088,9	11 805,6	20 255,9	34 297,7	15 738,3		16 138,5	26 502,9	94 374
Développement rural	57,1	7 968,1	9 102,8	46 213,6	8 220,8	3 363,5	4 560,6	16 541,2	54 341,7	26 844
Plan	6 029,1	3 575,4	10 425,2	17 957,6	10 842,8	13 536,0	8 558,1	4 305,7	2 016,8	2 855
Recherche scientifique	0,0	0,0	566,9	0,0	367,3	210,7	3 253,1	2 432,9	7 021,6	7 321
Condition Féminine & Famille	356,7	1 465,5	7 621,6	15 529,9	6 487,7	208,3	10 443,2	39 986,7	536,2	6 777
Droits et libertés du Citoyen						-				
Droits humains					0,0		1 685,5	996,6	425,1	336
Budget	814,2	2 306,9	650,5	1 634,9	2 407,9	1 052,5	1 206,6	4 293,4	6 633,1	4 011
Urbanisme et Habitat	125,0	12 771,0	1 088,2	17 968,1	17 823,4	79 900,3	5 935,4	16 276,5	8 039,3	78 341
Reconstruction						0,0	49,0			
Coopération internationale						0,0	0,0		883,8	1 480
Relations avec le Parlement					0,0	0,0	166,2			0
Réformes Institutionnelles					0,0	0,0	0,0			0
Relations avec partis politiques					0,0	0,0	0,0			0
Petites et Moyennes Entreprises					1 188,3	4 278,0	5 753,4	72 042,5	13 533,0	30 773
Tourisme et hôtellerie					604,4	125,0	46,5		35,8	0
Industrie					9 695,3	789,6	4 161,0	11 721,3	8 978,7	23 611
Ministères non identifiés					3 133,8	961,9	0,0		5 280,7	5 354
III.Autres services	153 040,9	117 233,1	0,0	98 471,4	858 529,9	29 736,8	0,0	0,0	211 662,2	392 869,0
Villes et Provinces					37 964,1	29 736,8			28 947,4	323 603
Budgets annexes										
Dépenses exceptionnelles										
Autres services	153 040,9	117 233,1	0,0	98 471,4	820 565,8				182 714,9	69 266
TOTAL	451 773,9	623 153,5	542 164,0	1 098 723,6	1 675 447,2	897 666,9	581 257,3	1 528 660,3	1 282 915,6	2 850 324,4

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget.
(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement
(2) Principalement les Services de Sécurité.
(3) Cour des Comptes, Commission Nationale Electorale Indépendante, Conseil Economique et social, Conseil Superieur de l'Audio-visuel et de la Communication, Commussion Nationale des Droits de l'homme Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.
(4) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.
(5) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses communes.

Tableau I|2|32 Encours de la dette publique libellé en monnaie nationale (en millions de CDF)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (p)
A.Auprès des institutions monétaires	-767 836,0	-551 688,0	17 793,7	3 237,2	109 035,5	643 893,2	864 480,9	2 559 247,7	1 447 582,7	2 444 258,5
Banque Centrale du Congo	-631 259,0	-436 790,0	142 941,7	117 148,9	330 379,3	880 142,4	1 160 406,7	3 114 679,1	2 770 132,4	3 456 008,0
Banques commeciales	-136 577,0	-114 898,0	-125 148,0	-113 911,7	-221 343,9	-236 249,2	-295 925,8	-555 431,4	-1 322 549,7	-1 011 749,5
B.Auprès des institutions financières et des organismes sociaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	-767 836,0	-551 688,0	17 793,7	3 237,2	109 035,5	643 893,2	864 480,9	2 559 247,7	1 447 582,7	2 444 258,5

Source : Banque Centrale du Congo.
(p) Données provisoires.

3| Relations économiques extérieures

Tableau I|3|21 Cours de principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise

Produits et Marchés		Cotation	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Cuivre	New York	USD/tm	6 873,0	5 523,0	4 854,0	6 197,7	6 462,8	6 003,6	6 181,1	9 366,2	8 841,0	8 517,5
	Londres	USD/tm	6 859,9	5 509,0	4 861,8	6 155,0	6 527,6	6 003,7	6 157,4	9 299,3	8 827,9	8 511,1
	Paris	EUR/tm	5 344,2	5 169,4	4 596,9	5 632,9	5 697,3	5 564,4	5 570,1	8 061,2	8 539,0	7 840,8
Etain	Londres	USD/tm	21 897,2	16 085,7	17 953,2	20 120,6	20 148,5	18 664,2	17 121,6	32 500,6	31 459,8	25 884,6
Zinc	Londres	USD/tm	2 160,9	1 933,0	2 084,4	2 889,2	2 926,2	2 548,5	2 263,7	3 003,0	3 489,3	2 653,2
Diamant	Kinshasa (CEEC)[1]	USD/carat	14,5	15,0	15,6	25,4	13,5	11,6	8,1	10,9	13,6	10,2
Cobalt	Londres (LME) [2]	USD/lb	14,7	13,5	11,7	26,0	37,6	17,6	15,8	22,7	31,8	16,4
	Londres (LME) [2]	USD/tonne	32 538,6	29 823,4	25 805,7	57 372,2	82 933,8	38 745,7	34 843,7	50 019,6	70 299,8	36 160,8
	Londres (Boursorama)[3]	USD/tonne	32 000,0	24 700,0	32 483,0	57 713,4	74 054,3	33 265,4	31 450,6	51 169,6	63 879,9	34 343,1
Coltan	Londres	USD/lb	92,3	78,0	59,6	69,4	95,0	66,6	60,0	75,9	102,1	103,8
Or	New York	USD/o.t.	1 266,4	1 161,1	1 247,7	1 258,1	1 270,3	1 391,9	1 770,3	1 800,6	1 813,8	1 943,8
Pétrole	New York [3]	USD/baril	93,4	48,9	43,6	51,3	64,7	57,1	39,7	67,9	94,2	77,6
Argent	New York	Cts/o.t.	1 908,8	1 572,0	1 708,4	1 705,3	1 571,6	1 620,4	2 057,0	2 514,8	2 181,5	2 350,9

Sources : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Bourse Les Echos et du CEEC.
(1) Prix implicite dégagé par le rapport de la valeur et le volume exportés.
(2) Il s'agit du cobalt cathode dont la teneur est de 99,80 %.
(3) Il s'agit du cobalt brut.

Tableau I|3|22 Cours de principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise

Produits et Marchés		Cotation	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Café												
Robusta	Londres	USD/tonne	2 004,5	1 714,2	1 730,9	2 034,7	1 689,9	1 388,7	1 287,3	1 762,1	2 103,8	2 442,8
Arabica	New York	Cts/lb	176,4	132,9	136,4	133,0	113,1	101,6	111,0	168,2	215,1	172,1
Cacao	New York	USD/tonne	2 210,0	2 918,7	3 163,0	2 831,3	2 310,5	2 384,3	2 519,8	2 496,5	2 454,5	3 238,1
Huile												
de palme	Kuala Lumpur	EUR/tm	611,8	441,0	528,9	552,2	451,3	436,8	557,3	889,1	1 067,1	819,7
de palmistes	Kuala Lumpur	EUR/tm	894,5	774,6	857,5	951,1	758,3	865,5	720,1	1 127,8	1 168,7	916,8
Coton	New York	Cts/lb	76,6	63,3	65,6	73,6	82,1	67,4	64,1	93,4	111,5	83,0
Caoutchouc [1]	Londres C.I.F.	Cts/Kg	196,5	155,6	163,9	199,6	155,8	165,6	176,1	208,9	182,5	158,8
Bois Sapelli												
Bois dur grume	Cameroun F.O.B.	USD/m³	282,0	246,0	299,0	384,2	461,0	371,3	367,6	365,5	391,4	278,8
Bois dur Scié	Cameroun F.O.B.	USD/m³	897,9	833,3	738,9	786,1	727,9	616,2	578,9	540,0	594,0	667,7

Sources : Bourse Les Echos et Marchés Tropicaux et Méditerranéens.
1) Avant 2011, Pence/kg.

Tableau I|3|23 Evolution des indices des cours des matières premières (Base 2012 = 100)

	Données exprimées en USD		
Périodes	Indice de produits minéraux	Indice de produits végétaux	Indice global [1]
2014	86,6	96,2	86,7
2015	65,2	78,9	65,3
2016	59,2	89,5	59,4
2017	72,5	93,0	72,6
2018	78,3	76,3	78,2
2019	71,6	72,3	71,6
2020	70,9	84,7	71,0
2021	107,8	123,9	107,9
2022	107,4	141,2	107,6
2023	101,6	120,7	101,7

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) Indice pondéré suivant l'importance de chaque produit exporté.

Tableau I|3|24 Répartition des exportations par principaux pays de destination (1) (en millions de USD)

PAYS	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)	2023 (p)
1. Union Européenne	494,2	230,2	159,7	141,7	150,3
Belgique et Luxembourg	360,4	106,0	96,1	97,8	76,5
France	4,0	3,5	2,6	6,0	5,0
Italie	3,6	1,8	1,4	3,2	5,1
Allemagne	12,2	6,7	3,9	8,0	8,8
Pays-Bas	5,5	8,7	5,0	11,7	29,6
Royaume-Uni	79,5	10,5	7,8	8,8	9,8
Irlande, Danemark et Grèce	0,4	1,4	0,0	0,2	0,4
Portugal	2,0	0,9	0,9	0,9	4,0
Espagne	4,3	2,7	0,8	2,8	9,0
Autres pays de l'U.E.	22,3	87,9	41,1	2,3	2,1
2. Amérique du Nord	272,8	15,8	13,7	9,8	3,9
3. Japon	1,1	1,8	0,1	0,2	0,3
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	209,2	348,8	158,4	798,7	313,6
Sous-total (1+2+3+4)	977,3	596,6	331,8	950,5	468,1
5. Destinations diverses	12 206,2	13 192,1	21 853,4	27 611,5	29 132,8
Chine (2)	4 428,6	7 030,6	11 635,0	16 780,9	16 950,0
Brésil (3)	-	-	-	-	-
Afrique du Sud (3)	3 491,3	1 967,4	3 255,9	4 279,3	2 442,4
Autres pays	4 286,3	4 194,1	6 962,5	6 551,4	9 740,5
Total	13 183,5	13 788,7	22 185,3	28 562,0	29 600,9

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction of Trade Statistics (IMF) et des Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.
(1) Avant 2013, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.
(1) A partir de 2013, les estimations sont faites sur base des données de ISYS-DDR (Integrated System des Déclarations des Dépenses et des Recettes).
(2) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.
(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroirs.

Tableau I|3|24bis Répartition des exportations par principaux pays de destination [1]

(en millions de CDF)

PAYS	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)	2023 (p)
1. Union Européenne	814 264,9	426 161,7	317 690,0	284 390,8	350 333,8
Belgique et Luxembourg	593 812,0	196 279,4	191 219,3	196 164,7	178 412,4
France	6 551,7	6 571,8	5 224,9	11 978,9	11 680,6
Italie	5 886,8	3 290,9	2 764,4	6 517,8	11 784,5
Allemagne	20 157,8	12 396,4	7 788,8	16 003,3	20 413,0
Pays-Bas	9 063,5	16 039,9	9 957,7	23 436,5	68 950,9
Royaume-Uni	131 046,8	19 508,8	15 555,1	17 686,1	22 860,0
Irlande, Danemark et Grèce	578,7	2 567,0	71,1	412,0	880,1
Portugal	3 364,1	1 635,7	1 734,4	1 869,3	9 423,9
Espagne	7 101,1	5 037,4	1 588,8	5 684,8	20 932,1
Autres pays de l'U.E.	36 702,4	162 834,4	81 785,6	4 637,4	4 996,2
2. Amérique du Nord	449 494,8	29 269,5	27 176,3	19 753,1	9 055,5
3. Japon	1 816,3	3 290,9	117,8	463,6	699,7
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	344 712,3	645 829,6	315 117,1	1 602 578,2	730 937,1
Sous-total (1+2+3+4)	1 610 288,3	1 104 551,7	660 101,1	1 907 185,7	1 091 026,1
5. Destinations diverses	20 112 945,8	24 425 765,1	43 475 050,9	55 403 723,4	67 900 513,6
Chine [2]	7 297 240,8	13 017 501,3	23 146 634,3	33 671 517,7	39 505 680,5
Brésil [3]	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Afrique du Sud [3]	5 752 890,9	3 642 788,9	6 477 303,2	8 586 543,4	5 692 549,6
Autres pays	7 062 814,0	7 765 474,9	13 851 113,4	13 145 662,3	22 702 283,5
Total	21 723 234,0	25 530 316,7	44 135 152,0	57 310 909,1	68 991 539,7
Taux de change moyen USD/CDF	1 647,8	1 851,5	1 989,4	2 006,5	2 330,7

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction of Trade Statistics (IMF) et des Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.
(1) Avant 2013, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.
(1) A partir de 2013, les estimations sont faites sur base des données de ISYS-DDR (Integrated System des Déclarations des Dépenses et des Recettes).
(2) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.
(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroirs.

Tableau I|3|25 Répartition des importations par principaux pays de provenance [1] (en millions de USD)

PAYS	2019	2020	2021 [p]	2022 [p]	2023 [p]
1. Union Européenne	1 691,3	1 193,8	1 795,4	2 107,8	2 693,8
Belgique et Luxembourg	554,9	350,2	588,9	652,4	760,3
France	328,8	206,7	360,1	317,2	441,2
Italie	83,8	58,3	60,3	59,6	96,0
Allemagne	134,3	68,5	118,3	149,3	166,2
Pays-Bas	259,2	150,5	192,0	210,5	249,4
Royaume-Uni	100,3	101,6	163,0	244,3	239,2
Irlande, Danemark et Grèce	54,6	48,1	42,1	19,1	55,4
Portugal	11,4	7,4	15,5	28,0	24,6
Espagne	54,3	82,9	66,1	58,5	83,5
Autres pays de l'U.E.	109,8	119,5	189,0	368,7	578,1
2. Amérique du Nord	327,6	187,4	198,9	202,8	331,1
3. Japon	34,2	21,2	10,9	28,9	61,4
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	349,1	291,4	278,5	318,5	604,2
Sous-total (1+2+3+4)	2 402,2	1 693,8	2 283,7	2 658,1	3 690,5
5. Provenances diverses	10 540,5	10 171,4	15 961,7	24 040,2	24 309,8
Chine [2]	2 098,9	2 013,1	2 757,3	5 117,6	6 678,6
Brésil [3]	44,5	94,1	125,2	107,3	191,8
Afrique du Sud [3]	1 842,8	1 580,3	2 739,9	4 706,4	4 451,6
Autres pays	6 554,2	6 483,8	10 339,3	14 108,9	12 987,7
Total	12 942,7	11 865,3	18 245,4	26 698,3	28 000,3

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction of Trade Statistics (IMF) et des Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.
(1) Avant 2013, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.
(1) A partir de 2013, les estimations sont faites sur base des données de ISYS-DDR (Integrated System des Déclarations des Dépenses et des Recettes).
(2) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.
(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroirs.

Tableau I|3|25bis Répartition des importations par principaux pays de provenance [1] (en millions de CDF)

PAYS	2019	2020	2021 [p]	2022 [p]	2023 [p]
1. Union Européenne	**2 786 861,4**	**2 210 453,3**	**3 571 697,8**	**4 229 411,8**	**6 278 550,8**
Belgique et Luxembourg	914 375,5	648 434,6	1 171 528,7	1 309 091,2	1 772 025,6
France	541 745,6	382 770,3	716 478,4	636 456,4	1 028 422,0
Italie	138 049,0	107 998,4	119 951,0	119 673,9	223 674,1
Allemagne	221 290,0	126 894,8	235 367,3	299 595,7	387 299,3
Pays-Bas	427 024,0	278 615,6	382 059,8	422 475,4	581 208,4
Royaume-Uni	165 322,5	188 184,9	324 340,5	490 247,5	557 459,5
Irlande, Danemark et Grèce	89 939,1	89 082,9	83 748,3	38 352,9	129 102,0
Portugal	18 840,2	13 662,5	30 843,8	56 217,0	57 416,2
Espagne	89 420,3	153 541,4	131 422,4	117 479,0	194 644,0
Autres pays de l'U.E.	180 855,3	221 267,9	375 957,7	739 823,0	1 347 299,8
2. Amérique du Nord	**539 790,0**	**346 891,0**	**395 642,0**	**407 018,2**	**771 752,4**
3. Japon	**56 287,6**	**39 299,0**	**21 676,8**	**57 903,0**	**142 994,2**
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	**575 290,5**	**539 583,4**	**554 109,9**	**639 164,8**	**1 408 242,9**
Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)	**3 958 229,6**	**3 136 226,7**	**4 543 126,5**	**5 333 497,8**	**8 601 540,3**
5. Provenances diverses	**17 368 202,5**	**18 832 762,9**	**31 754 084,1**	**48 237 744,1**	**56 659 443,3**
Chine [2]	3 458 439,3	3 727 404,0	5 485 374,2	10 268 664,0	15 566 036,9
Brésil [3]	73 399,2	174 233,9	249 084,0	215 305,6	447 147,7
Afrique du Sud [3]	3 036 557,1	2 926 048,7	5 450 811,4	9 443 595,4	10 375 526,2
Autres pays	10 799 807,0	12 005 076,3	20 568 814,5	28 310 179,0	30 270 732,4
Total	**21 326 432,0**	**21 968 989,6**	**36 297 210,5**	**53 571 241,9**	**65 260 983,5**
Taux de change moyen USD/CDF	1 647,8	1 851,5	1 989,4	2 006,5	2 330,7

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction of Trade Statistics (IMF) et des Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.
(1) Avant 2013, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.
(1) A partir de 2013, les estimations sont faites sur base des données de ISYS-DDR (Integrated System des Déclarations des Dépenses et des Recettes).
(2) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.
(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroirs.

Tableau I|3|26 Balance des biens

	Millions de CDF			Millions de USD		
Périodes						
	Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde
2014	11 399 897,9	11 756 200,0	-356 302,0	12 321,2	12 706,3	-385,1
2015	9 523 545,7	9 791 929,3	-268 383,7	10 284,8	10 574,6	-289,8
2016	12 007 977,4	12 273 954,6	-265 977,2	11 885,5	12 148,8	-263,3
2017	16 928 563,1	16 623 429,7	305 133,4	11 548,2	11 340,0	208,2
2018	25 906 589,1	24 293 546,3	1 613 042,8	15 966,8	14 972,7	994,2
2019	21 723 234,0	21 326 432,0	396 802,0	13 183,5	12 942,7	240,8
2020	25 530 316,3	21 968 989,3	3 561 327,1	13 788,7	11 865,3	1 923,4
2021 [p]	44 135 152,0	36 297 210,5	7 837 941,5	22 185,3	18 245,4	3 939,9
2022	57 310 909,1	53 571 241,9	3 739 667,2	28 562,0	26 698,3	1 863,7
2023	55 055 916,8	53 571 241,9	1 484 674,9	29 600,9	28 000,3	1 600,6

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|3|27 Cours interbancaires des devises (Moyennes mensuelles en CDF)

PERIODES	1	1	1	1	100	100	1	1	1	1	100	100	100	1	100	100	1
	USD	GBP	CAD	CHF	JPY	XAF	DTS	EUR	ZAR	AUD	AOA	BIF	RWF	ZMW	TZS	UGX	CNY
2022																	
Janvier	1 999,42	2 711,00	1 584,05	2 179,87	1 741,67	345,50	2 798,48	2 266,33	129,22	1 439,21	366,44	99,69	195,60	116,41	86,65	56,65	314,73
Février	2 000,28	2 711,62	1 574,59	2 168,95	1 736,51	346,15	2 803,34	2 270,59	131,28	1 432,99	382,18	99,64	193,94	110,25	86,41	56,93	315,01
Mars	1 999,97	2 639,36	1 577,16	2 153,31	1 697,14	336,08	2 767,07	2 204,53	132,85	1 470,73	424,29	99,06	196,52	111,60	86,36	55,82	315,34
Avril	2 003,24	2 593,71	1 590,87	2 129,15	1 594,85	332,14	2 730,16	2 175,58	134,26	1 484,37	469,01	98,65	195,66	114,68	86,30	56,50	312,55
Mai	2 004,60	2 485,75	1 558,48	2 046,10	1 553,55	322,91	2 689,49	2 118,19	126,14	1 413,16	488,21	98,39	196,26	117,14	86,19	55,46	299,64
Juin	2 004,62	2 479,82	1 567,70	2 042,03	1 504,39	323,97	2 687,14	2 125,14	127,19	1 415,30	469,64	98,02	191,31	127,43	86,04	53,45	299,82
Juillet	2 004,95	2 405,68	1 549,39	2 067,84	1 464,95	312,29	2 643,50	2 048,46	119,04	1 372,96	468,18	97,74	195,13	121,21	85,99	53,03	298,01
Août	2 007,85	2 413,10	1 555,93	2 100,06	1 487,11	310,17	2 643,04	2 035,11	120,27	1 405,85	468,81	98,10	194,55	124,50	86,11	52,36	292,38
Septembre	2 012,41	2 289,94	1 517,32	2 066,68	1 411,32	304,53	2 600,21	1 997,61	114,97	1 352,00	469,88	97,98	193,02	128,20	86,31	52,67	288,11
Octobre	2 012,58	2 266,05	1 467,04	2 022,57	1 369,52	296,82	2 576,97	1 976,97	110,98	1 279,77	453,64	97,95	190,77	126,34	86,34	52,60	280,37
Novembre	2 013,36	2 359,39	1 498,05	2 081,49	1 410,71	312,36	2 639,92	2 050,69	114,76	1 325,79	405,25	97,99	189,70	121,98	86,36	53,49	280,36
Décembre	2 014,44	2 449,60	1 481,56	2 156,14	1 488,46	324,16	2 675,18	2 126,34	116,67	1 357,04	395,72	97,74	188,21	114,76	86,37	54,62	288,27
2023																	
Janvier	2 025,93	2 473,54	1 507,59	2 189,71	1 543,04	332,36	2 720,57	2 180,15	120,78	1 402,14	398,02	98,00	188,89	109,74	86,93	54,91	297,55
Février	2 034,71	2 462,35	1 514,60	2 201,28	1 535,19	332,45	2 725,43	2 180,74	113,93	1 407,95	400,15	98,31	187,40	105,09	87,03	55,24	298,41
Mars	2 036,66	2 466,56	1 501,15	2 196,23	1 520,98	331,65	2 718,38	2 175,51	111,33	1 359,66	400,55	98,14	186,30	100,09	87,06	54,48	295,17
Avril	2 061,36	2 570,52	1 537,20	2 278,87	1 554,28	343,54	2 779,44	2 257,65	115,48	1 379,95	410,78	99,35	186,87	110,89	87,87	55,24	301,37
Mai	2 282,89	2 851,51	1 689,20	2 546,07	1 671,65	379,41	3 064,61	2 494,59	120,51	1 518,82	434,06	95,78	203,46	123,72	97,09	61,25	327,36
Juin	2 367,91	2 975,82	1 762,02	2 618,06	1 676,08	389,29	3 148,21	2 553,56	125,87	1 582,24	350,41	84,05	207,02	125,22	99,04	63,48	330,31
Juillet	2 444,68	3 146,75	1 849,38	2 753,76	1 731,05	411,93	3 283,96	2 702,06	134,11	1 646,96	293,80	86,43	209,63	132,76	100,24	66,69	340,10
Août	2 454,99	3 116,58	1 820,08	2 792,80	1 700,13	407,68	3 267,25	2 674,23	130,75	1 592,86	293,85	86,44	207,01	126,68	98,35	66,47	338,38
Septembre	2 444,10	3 037,40	1 771,31	2 727,71	1 657,18	398,76	3 227,66	2 615,66	127,34	1 570,33	293,35	86,22	203,55	118,08	97,56	65,42	335,29
Octobre	2 528,95	3 078,94	1 848,56	2 796,27	1 691,63	407,08	3 316,53	2 670,27	132,66	1 607,17	303,64	89,06	207,10	117,68	100,96	67,37	347,15
Novembre	2 621,47	3 236,33	1 902,86	2 926,04	1 742,71	429,79	3 457,78	2 819,23	139,55	1 692,59	312,31	92,04	211,67	114,23	104,36	69,13	361,55
Décembre	2 653,84	3 357,95	1 972,86	3 058,39	1 838,69	441,10	3 542,82	2 893,93	142,15	1 771,81	314,99	93,21	211,97	107,92	105,72	70,16	371,86

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|3|28 Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles (Données à fin période)

Périodes	Cours interbancaires		Cours Parallèles[1]		Ecart en %	
	USD	Euro	USD	Euro	USD	Euro
2014						
Janvier	926,74	1 255,62	938,25	1 197,15	1,2	-4,7
Février	929,39	1 274,02	937,25	1 196,48	0,8	-6,1
Mars	921,93	1 271,32	934,50	1 191,44	1,4	-6,3
Avril	924,00	1 280,32	933,75	1 191,94	1,1	-6,9
Mai	925,87	1 255,29	931,25	1 235,56	0,6	-1,6
Juin	926,12	1 260,99	931,25	1 188,94	0,6	-5,7
Juillet	924,16	1 235,65	931,00	1 165,30	0,7	-5,7
Août	922,66	1 219,04	932,25	1 165,95	1,0	-4,4
Septembre	925,80	1 174,06	932,25	1 161,61	0,7	-1,1
Octobre	925,54	1 169,67	928,75	1 142,96	0,3	-2,3
Novembre	925,32	1 154,86	931,50	1 137,96	0,7	-1,5
Décembre	924,51	1 127,80	932,25	1 138,27	0,8	0,9
2015						
Janvier	925,32	1 044,50	932,00	1 105,01	0,7	5,8
Février	924,13	1 050,46	931,50	1 086,65	0,8	3,4
Mars	925,19	1 004,62	932,00	1 049,33	0,7	4,5
Avril	926,62	1 028,96	932,00	1 058,66	0,6	2,9
Mai	926,06	1 010,56	932,00	1 026,03	0,6	1,5
Juin	925,79	1 035,30	932,25	1 026,30	0,7	-0,9
Juillet	924,23	1 010,89	931,75	1 016,43	0,8	0,5
Août	927,65	1 041,32	933,00	1 016,97	0,6	-2,3
Septembre	925,45	1 038,58	932,25	1 016,97	0,7	-2,1
Octobre	928,02	1 014,27	931,25	1 016,43	0,3	0,2
Novembre	925,73	979,70	931,75	1 002,44	0,7	2,3
Décembre	927,92	1 018,29	936,25	1 005,06	0,9	-1,3
2016						
Janvier	929,51	1 014,39	939,63	1 012,45	1,1	-0,2
Février	933,97	1 023,76	943,88	1 019,39	1,1	-0,4
Mars	941,58	1 069,73	958,43	1 060,03	1,8	-0,9
Avril	949,49	1 076,18	978,33	1 091,82	3,0	1,5
Mai	954,95	1 063,85	986,63	1 091,22	3,3	2,6
Juin	983,76	1 084,83	1 032,00	1 137,26	4,9	4,8
Juillet	997,17	1 105,60	1 065,87	1 174,59	6,9	6,2
Août	1 024,00	1 138,35	1 078,03	1 195,54	5,3	5,0
Septembre	1 060,98	1 183,52	1 198,83	1 334,30	13,0	12,7
Octobre	1 120,56	1 225,20	1 204,37	1 319,99	7,5	7,7
Novembre	1 175,91	1 240,51	1 245,67	1 354,04	5,9	9,2
Décembre	1 215,59	1 270,92	1 269,13	1 365,59	4,4	7,4
2017						
Janvier	1280,59	1 361,87	1302,50	1 400,19	1,7	2,8
Février	1314,94	1 390,46	1334,17	1 400,88	1,5	0,7
Mars	1370,01	1 465,57	1371,17	1 453,44	0,1	-0,8
Avril	1405,89	1 525,75	1410,33	1 537,26	0,3	0,8
Mai	1440,37	1 610,70	1451,97	1 604,42	0,8	-0,4
Juin	1507,78	1 707,75	1545,30	1 746,19	2,5	2,3
Juillet	1565,97	1 934,31	1585,33	1 846,91	1,2	-4,5
Août	1555,62	1 852,76	1570,33	1 860,85	0,9	0,4
Septembre	1568,04	1 861,16	1582,33	1 859,24	0,9	-0,1
Octobre	1574,64	1 828,01	1586,00	1 839,76	0,7	0,6
Novembre	1586,28	1 877,42	1607,30	1 896,61	1,3	1,0

Périodes	Cours interbancaires		Cours Parallèles[1]		Ecart en %	
	USD	Euro	USD	Euro	USD	Euro
Décembre	1592,19	1 902,10	1615,53	1 914,41	1,5	0,6
2018						
Janvier	1604,98	1 996,36	1636,83	1 876,02	2,0	-6,0
Février	1615,97	1 986,77	1633,17	1 953,27	1,1	-1,7
Mars	1616,53	1 991,44	1638,33	1 987,30	1,3	-0,2
Avril	1620,00	1 959,17	1638,83	2 013,72	1,2	2,8
Mai	1620,98	1 880,65	1647,83	1 931,26	1,7	2,7
Juin	1625,67	1 882,28	1647,00	1 925,34	1,3	2,3
Juillet	1626,93	1 904,68	1644,33	1 923,87	1,1	1,0
Août	1628,14	1 899,29	1649,00	1 924,38	1,3	1,3
Septembre	1630,65	1 907,19	1649,11	1 926,90	1,1	1,0
Octobre	1632,46	1 855,94	1648,00	1 905,09	1,0	2,6
Novembre	1633,04	1 859,94	1649,33	2 187,02	1,0	17,6
Décembre	1635,62	1 864,22	1675,00	1 930,44	2,4	3,6
2019						
Janvier	1638,00	1 868,93	1658,00	1 905,04	1,2	1,9
Février	1637,01	1 864,47	1660,83	1 883,76	1,5	1,0
Mars	1639,00	1 841,00	1667,00	1 885,38	1,7	2,4
Avril	1638,88	1 827,29	1663,50	1 874,76	1,5	2,6
Mai	1637,68	1 837,80	1667,00	1 878,71	1,8	2,2
Juin	1645,89	1 869,87	1672,67	1 972,07	1,6	5,5
Juillet	1650,19	1 835,64	1676,33	1 880,85	1,6	2,5
Août	1653,96	1 830,31	1678,33	1 875,71	1,5	2,5
Septembre	1652,69	1 808,79	1682,83	1 864,58	1,8	3,1
Octobre	1654,40	1 838,37	1686,67	1 880,63	2,0	2,3
Novembre	1663,89	1 827,27	1717,50	1 908,14	3,2	4,4
Décembre	1672,95	1 865,85	1725,67	1 919,98	3,2	2,9
2020						
Janvier	1683,88	1 857,04	1744,17	1 941,26	3,6	4,5
Février	1695,01	1 860,02	1751,67	1 944,35	3,3	4,5
Mars	1706,91	1 880,13	1761,83	1 948,59	3,2	3,6
Avril	1738,50	1 878,37	1866,67	2 064,53	7,4	9,9
Mai	1822,00	1 996,70	1931,17	2 137,80	6,0	7,1
Juin	1906,76	2 137,22	1977,50	2 224,69	3,7	4,1
Juillet	1976,97	2 318,26	2033,67	2 336,68	2,9	0,8
Août	1960,92	2 333,61	2011,00	2 330,75	2,6	-0,1
Septembre	1961,10	2 295,91	2014,17	2 322,33	2,7	1,2
Octobre	1964,96	2 303,76	2019,17	2 350,31	2,8	2,0
Novembre	1965,87	2 350,22	2016,83	2 369,78	2,6	0,8
Décembre	1971,81	2 421,16	2020,00	2 403,80	2,4	-0,7
2021						
Janvier	1979,00	2 395,87	2016,33	2 358,71	1,9	-1,6
Février	1980,75	2 423,59	2023,83	2 404,31	2,2	-0,8
Mars	1982,36	2 324,27	2023,83	2 369,91	2,1	2,0
Avril	1990,25	2 408,00	2012,00	2 384,22	1,1	-1,0
Mai	1989,99	2 420,97	2024,67	2 417,45	1,7	-0,1
Juin	1988,54	2 372,92	2024,83	2 381,20	1,8	0,3
Juillet	1994,68	2 348,64	2020,17	2 359,55	1,3	0,5
Août	1990,99	2 347,97	2035,33	2 377,27	2,2	1,2
Septembre	1995,11	2 276,06	2038,67	2 371,78	2,2	4,2
Octobre	1999,70	2 319,60	2038,50	2 366,70	1,9	2,0
Novembre	1999,15	2 263,36	2037,50	2 316,64	1,9	2,4
Décembre	1999,97	2 262,43	2044,67	2 332,96	2,2	3,1
2022						
Janvier	1999,74	2 229,73	2026,83	2 320,72	1,4	4,1
Février	2000,97	2 269,93	2028,83	2 333,16	1,4	2,8
Mars	1999,75	2 226,15	2032,83	2 276,77	1,7	2,3

Périodes	Cours interbancaires		Cours Parallèles[1]		Ecart en %	
	USD	Euro	USD	Euro	USD	Euro
Avril	2004,84	2 110,98	2029,17	2 232,08	1,2	5,7
Mai	2004,77	2 160,58	2034,00	2 217,06	1,5	2,6
Juin	2004,74	2 112,48	2035,17	2 177,63	1,5	3,1
Juillet	2005,41	2 037,49	2057,50	2 098,65	2,6	3,0
Août	2011,87	2 015,68	2099,17	2 141,15	4,3	6,2
Septembre	2012,38	1 967,22	2086,67	2 065,80	3,7	5,0
Octobre	2012,58	2 002,70	2085,83	2 085,83	3,6	4,2
Novembre	2013,97	2 085,41	2085,83	2 179,70	3,6	4,5
Décembre	2016,91	2 148,73	2138,33	2 309,40	6,0	7,5
2023						
Janvier	2032,50	2 201,25	2212,50	2 553,33	8,9	16,0
Février	2036,23	2 157,39	2301,67	2 506,67	13,0	16,2
Mars	2036,70	2 204,98	2321,63	2 548,33	14,0	15,6
Avril	2230,64	2 230,64	2338,50	2 600,33	4,8	16,6
Mai	2307,70	2 474,32	2349,50	2 560,00	1,8	3,5
Juin	2411,02	2 628,00	2447,50	2 586,67	1,5	-1,6
Juillet	2430,97	2 674,10	2371,25	2 740,00	-2,5	2,5
Août	2508,26	2 732,46	2481,67	2 563,33	-1,1	-6,2
Septembre	2487,16	2 634,31	2546,67	2 745,25	2,4	4,2
Octobre	2589,93	2 747,54	2592,92	2 602,60	0,1	-5,3
Novembre	2654,56	2 911,71	2674,17	2 740,35	0,7	-5,9
Décembre	2668,95	2 955,72	2686,67	2 745,00	0,7	-7,1

Source: Banque Centrale du Congo.
(1) Cours de change parallèle moyen observé sur les principales places de référence de la Ville province de Kinshasa.

Tableau I|3|29 Balance des paiements [1]
(en millions de USD)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 [p]	2023 [p]
I. COMPTE COURANT OU TRANSACTIONS COURANTES	-1 722,6	-1 483,8	-1 504,1	-1 241,4	-1 672,3	-1 620,3	-1 052,1	-516,4	-3 238,1	-4 182,9
1. Biens et services	-3 152,5	-2 308,1	-2 224,7	-1 406,4	-1 692,8	-1 865,8	-624,3	160,7	-3 044,5	-4 026,3
A. Biens	-385,1	-289,8	-263,3	208,2	994,2	240,8	1 923,4	3 939,9	1 863,7	1 600,6
- Exportations	12 321,2	10 284,8	11 885,5	11 548,2	15 966,8	13 183,5	13 788,7	22 185,3	28 562,0	29 600,9
* Marchandises générales	11 505,0	9 212,5	10 666,1	10 461,4	14 865,9	11 796,3	12 586,7	20 917,3	27 438,2	27 784,3
* Or non monétaire	816,2	1 072,3	1 219,5	1 086,8	1 100,9	1 387,2	1 202,0	1 267,9	1 123,8	1 816,6
- Importations	12 706,3	10 574,6	12 148,8	11 340,0	14 972,7	12 942,7	11 865,3	18 245,4	26 698,3	28 000,3
* Marchandises générales	12 706,3	10 574,6	12 148,8	11 340,0	14 972,7	12 942,7	11 865,3	18 245,4	26 698,3	28 000,3
* Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Services	-2 767,4	-2 018,3	-1 961,5	-1 614,5	-2 686,9	-2 106,6	-2 547,8	-3 779,2	-4 908,2	-5 626,8
- Crédit	314,8	173,3	127,8	108,1	114,8	151,5	143,6	168,7	69,7	49,4
* Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Transports	131,7	90,3	63,9	34,6	18,5	58,8	23,5	19,2	16,0	32,0
* Voyages	45,4	0,1	4,3	6,0	60,5	71,1	80,8	107,7	33,8	0,0
* Services de bâtiment et travaux publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Service de pension et d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services financiers	7,3	5,4	3,9	4,4	2,3	1,4	2,6	2,7	1,3	1,1
* Commissions pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services de télécommunications, d'informatique et d'information	10,9	8,1	5,8	6,6	3,5	2,1	3,8	4,1	1,9	1,7
* Autres services aux entreprises	38,1	9,3	6,7	7,6	4,0	2,4	4,4	4,7	2,2	1,9
* Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0
* Biens et services publics non inclus ailleurs	81,1	60,0	43,1	48,9	25,9	15,7	28,4	30,3	14,4	12,6
- Débit	3 082,2	2 191,6	2 089,3	1 722,7	2 801,7	2 258,2	2 691,4	3 947,9	4 978,0	5 676,2
* Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Transports	1 598,2	1 008,7	772,4	874,2	1 264,0	1 117,4	1 076,1	1 581,1	2 414,9	2 884,7
* Voyages	282,6	127,4	59,8	67,5	114,8	434,7	203,7	219,5	210,7	179,7
* Services de bâtiment et travaux publics	20,0	16,6	19,4	18,1	73,3	16,1	65,4	126,5	135,0	163,1
* Service de pension et d'assurance	474,2	405,0	311,2	373,1	482,6	300,1	476,2	598,2	706,0	848,8
* Services financiers	8,3	34,8	36,0	24,7	116,8	45,0	110,3	160,2	212,4	237,7
* Commissions pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	10,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services de télécommunications, d'informatique et d'information	64,2	20,9	434,8	1,1	4,6	1,2	4,4	7,8	8,8	10,2
* Autres services aux entreprises	255,2	291,7	188,4	183,4	599,3	232,4	551,2	974,9	1 137,9	1 274,2
* Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	2,9	2,5	2,6	2,3	9,6	2,5	9,0	16,1	18,2	20,9
* Biens et services publics non inclus ailleurs	365,7	283,9	264,7	178,2	136,6	108,7	195,2	263,6	133,9	57,0
2. Revenus primaires	-603,1	-1 080,5	-613,5	-1 080,7	-1 708,7	-1 253,0	-1 267,7	-1 918,7	-2 515,2	-2 018,2
- Crédit	109,4	142,5	16,7	12,3	72,7	82,9	193,0	150,4	78,4	358,3
* Rémunérations des salariés	22,4	141,9	16,0	12,0	58,4	66,4	186,7	142,0	56,9	136,9
* Revenus des placements	87,0	0,6	0,8	0,2	14,3	16,5	6,3	8,5	21,5	221,4
- Débit	712,5	1 223,1	630,2	1 093,0	1 781,4	1 335,9	1 460,7	2 069,2	2 593,6	2 376,5
* Rémunérations des salariés	95,1	428,4	28,5	11,8	65,8	74,9	47,6	86,6	125,3	77,6
* Revenus des placements	617,4	794,7	601,7	1 081,2	1 715,6	1 261,0	1 413,1	1 982,6	2 468,3	2 298,8
3. Revenus secondaires	2 032,9	1 904,9	1 334,1	1 245,7	1 729,2	1 498,6	839,9	1 241,6	2 321,6	1 861,6
- Crédit	2 527,7	2 414,5	1 870,0	1 927,8	2 853,1	2 687,1	1 878,8	2 332,9	5 038,0	5 101,6
* Administrations publiques [2]	1 793,7	1 389,8	1 292,6	863,5	1 088,7	593,4	869,5	1 127,0	1 833,1	1 940,3
* Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM [3]	734,0	1 024,7	577,5	1 064,3	1 764,4	2 093,7	1 009,3	1 205,9	3 204,9	3 161,4
- Débit	494,8	509,6	535,9	682,1	1 123,9	1 188,6	1 038,9	1 091,3	2 716,4	3 240,1

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (p)	2023 (p)
* Administrations publiques (2)	139,2	86,8	114,1	161,4	275,9	226,6	340,5	447,3	797,0	1 054,4
* Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM (3)	355,6	422,8	421,9	520,7	848,0	961,9	698,5	644,0	1 919,5	2 185,6
II. COMPTE DU CAPITAL	320,5	252,2	-46,3	465,3	437,1	405,6	626,5	171,3	538,4	760,2
- Crédit	570,9	306,5	1,6	498,5	675,0	639,8	989,9	546,5	903,6	959,9
* Acquisitions d'actifs non financiers non produits	0,7	176,9	0,0	0,0	1,0	1,9	1,1	0,6	1,7	0,6
* Transferts en capital	570,2	129,6	1,6	498,5	673,9	637,9	988,8	545,9	901,9	959,3
Administrations publiques (2)	520,0	129,6	1,5	498,4	523,7	533,7	870,2	325,8	750,1	702,4
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	520,0	129,6	1,5	498,4	523,7	533,7	870,2	325,8	750,1	702,4
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM (3)	50,2	0,0	0,1	0,0	150,3	104,2	118,5	220,2	151,8	256,9
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	50,2	0,0	0,1	0,0	150,3	104,2	118,5	220,2	151,8	256,9
- Débit	250,4	54,4	48,0	33,2	237,9	234,3	363,4	375,2	365,2	199,7
* Cessions d'actifs non financiers non produits	9,9	0,6	0,7	20,3	48,3	24,3	16,9	40,3	33,6	39,7
* Transferts en capital	240,5	53,7	47,3	12,8	189,6	210,0	346,5	334,9	331,7	160,0
Administrations publiques (2)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	182,4	70,5	0,0	0,0
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	182,4	70,5	0,0	0,0
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM (3)	240,5	53,7	47,3	12,8	189,6	210,0	164,1	264,4	331,7	160,0
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	240,5	53,7	47,3	12,8	189,6	210,0	164,1	264,4	331,7	160,0
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (I+II)	-1 402,1	-1 231,6	-1 550,4	-776,1	-1 235,2	-1 214,7	-425,6	-345,1	-2 699,8	-3 422,7
III. COMPTE FINANCIER										
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (1+2+3+4+5)	-1 253,1	-1 300,0	-1 325,1	-926,6	-1 442,1	-1 516,3	-233,5	-679,6	-2 529,7	-3 361,7
1. Investissements directs	-1 499,6	-1 165,7	-932,4	-1 048,0	-1 407,6	-1 354,1	-1 498,1	-1 677,7	-1 409,4	-2 375,3
- Acquisition nette d'actifs finaciers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Actions et parts dans les fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Instrument de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs finaciers	1 499,6	1 165,7	932,4	1 048,0	1 407,6	1 354,1	1 498,1	1 677,7	1 409,4	2 375,3
* Actions et parts dans les fonds de placement	1 843,2	1 673,5	1 204,7	1 340,2	1 616,8	1 488,1	1 646,9	1 870,0	1 845,8	2 576,1
* Instrument de dette	-343,6	-507,8	-272,3	-292,2	-209,2	-133,9	-148,8	-192,4	-436,4	-200,9
2. Investissements de portefeuille	13,6	94,1	13,2	10,6	38,3	46,1	39,4	48,0	34,0	3,4
- Acquisition nette d'actifs finaciers	13,6	94,1	13,2	0,4	30,9	27,3	33,9	45,3	34,6	3,8
* Actions et parts dans les fonds de placement	13,6	94,1	13,2	0,4	30,9	27,3	33,9	45,3	34,6	3,8
* Titre de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs finaciers	0,0	0,0	0,0	-10,2	-7,4	-18,8	-5,6	-2,7	0,7	0,4
* Actions et parts dans les fonds de placement	0,0	0,0	0,0	-10,2	-7,4	-18,8	-5,6	-2,7	0,7	0,4
* Titre de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Dérivés financiers (autres que les réserves) et options sur titres des salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Banque Centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Acquisition nette d'actifs finaciers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs finaciers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Autres Investissements	338,5	116,2	197,0	134,7	-129,2	-644,0	1 515,3	-1 214,1	-2 785,9	-1 976,4
- Acquisition nette d'actifs finaciers	263,5	-593,0	386,5	688,9	-52,3	1 250,6	2 599,7	2 585,5	-637,9	382,5
* Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Numéraire et dépôts	263,5	-593,0	386,5	688,9	-52,3	1 250,6	2 599,7	2 585,5	-637,8	374,2
* Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Systèmes d'assurances, de pensions et de garanties standard	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Avances et crédits commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres comptes à recevoir	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	8,3
- Accroissement net des passifs finaciers	-75,0	-709,1	189,5	554,3	76,9	1 894,6	1 084,4	3 799,5	2 148,0	2 358,9
* Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (p)	2023 (p)
* Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Prêts	-268,5	-235,3	-252,0	-202,1	-287,6	298,6	-75,4	1 676,5	1 689,4	2 210,8
* Systèmes d'assurances, de pensions et de garanties standard	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Avances et crédits commerciaux	197,5	-475,4	444,0	756,6	362,2	1 592,7	1 165,4	1 398,2	276,2	148,6
* Autres comptes à payer	-4,0	1,5	-2,5	-0,2	2,3	3,3	-5,6	0,4	182,4	-0,5
* Droits de tirages spéciaux (accumulation nette de passifs)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	724,4	0,0	0,0
5. Avoirs de réserves	-105,7	-344,6	-603,0	-23,9	56,4	435,8	-290,1	2 164,1	1 631,6	986,6
* Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Droits de tirage spéciaux	-30,9	-59,7	-225,5	-135,6	-72,0	35,4	-14,0	724,4	-777,5	-29,2
* Position de réserve au FMI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres avoirs de réserve	-74,8	-285,0	-377,5	111,6	128,4	400,4	-276,1	1 439,7	2 409,1	1 015,8
Numéraire et dépôts	-74,8	-285,0	-377,5	111,6	128,4	400,4	-276,1	1 439,7	2 409,1	1 015,8
Créances sur les autorités monétaires	-74,8	-285,0	-377,5	111,6	128,4	400,4	-276,1	1 439,7	2 409,1	1 015,8
Créances sur d'autres entités	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Erreurs nettes et omissions	149,0	-68,4	225,3	-150,5	-206,9	-301,6	192,1	-334,5	170,1	-61,0

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) Présentation selon le sixième manuel de la BDP (MBP6) du FMI en convertissant les données du MBP5.
(r) Chiffres rectifiés pour toutes les rubriques de l'année 2010 et les autres années, uniquement le compte financier.
(2) Il s'agit des transferts publics, notamment les dons.
(3) Il s'agit des transferts privés, notamment à titre personnel; ISBLSM : Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages.

Tableau I|3|29bis Balance des paiements (1)

(en millions de CDF)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (p)	2023 (p)
I. COMPTE COURANT OU TRANSACTIONS COURANTES	-1 593 808,4	-1 373 938,9	-1 519 560,6	-1 819 815,6	-2 713 381,1	-2 669 817,2	-1 948 062,5	-1 027 295,4	-6 497 443,3	-9 749 167,2
1. Biens et services	-2 916 778,0	-2 137 292,9	-2 247 644,6	-2 061 621,7	-2 746 589,0	-3 074 427,5	-1 155 989,6	319 715,6	-6 108 938,6	-9 384 087,5
A. Biens	-356 302,0	-268 383,7	-265 977,2	305 133,4	1 613 042,8	396 802,0	3 561 327,1	7 837 941,5	3 739 667,2	3 730 533,1
- Exportations	11 399 897,9	9 523 545,7	12 007 977,4	16 928 563,1	25 906 589,1	21 723 234,0	25 530 316,3	44 135 152,0	57 310 909,1	68 991 516,6
* Marchandises générales	10 644 765,1	8 530 621,7	10 775 926,9	15 335 476,5	24 120 330,1	19 437 430,2	23 304 733,3	41 612 757,2	55 055 916,8	64 757 548,5
* Or non monétaire	755 132,9	992 924,0	1 232 050,5	1 593 086,6	1 786 259,0	2 285 803,9	2 225 583,0	2 522 394,8	2 254 992,3	4 233 968,1
- Importations	11 756 200,0	9 791 929,3	12 273 954,6	16 623 429,7	24 293 546,3	21 326 432,0	21 968 989,3	36 297 210,5	53 571 241,9	65 260 983,5
* Marchandises générales	11 756 200,0	9 791 929,3	12 273 954,6	16 623 429,7	24 293 546,3	21 326 432,0	21 968 989,3	36 297 210,5	53 571 241,9	65 260 983,5
* Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Services	-2 560 475,9	-1 868 909,2	-1 981 667,4	-2 366 755,0	-4 359 631,8	-3 471 229,5	-4 717 316,7	-7 518 225,9	-9 848 605,8	-13 114 620,6
- Crédit	291 258,9	160 518,4	129 124,9	158 517,2	186 257,1	249 692,2	265 928,2	335 595,8	139 903,0	115 034,7
* Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Transports	121 878,1	83 647,4	64 596,7	50 673,9	29 952,7	96 950,8	43 598,1	38 207,2	32 075,4	74 589,1
* Voyages	41 999,8	91,0	4 300,7	8 810,8	98 152,1	117 089,2	149 589,0	214 214,1	67 851,7	27,9
* Services de bâtiment et travaux publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Service de pension et d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services financiers	6 754,0	4 999,5	3 921,7	6 448,4	3 786,5	2 321,5	4 736,5	5 415,8	2 603,0	2 631,8
* Commissions pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services de télécommunications, d'informatique et d'information	10 084,1	7 464,5	5 855,3	9 627,8	5 653,5	3 466,1	7 071,8	8 086,1	3 886,4	3 929,4
* Autres services aux entreprises	35 292,5	8 614,1	6 757,0	11 110,6	6 524,2	3 999,9	8 160,9	9 331,5	4 485,0	4 534,5
* Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	181,1	134,1	105,2	172,9	101,5	62,3	127,0	145,2	69,8	70,6
* Biens et services publics non inclus ailleurs	75 069,3	55 568,0	43 588,4	71 672,7	42 086,5	25 802,6	52 644,9	60 195,8	28 931,8	29 251,4
- Débit	2 851 734,8	2 029 427,6	2 110 792,3	2 525 272,3	4 545 888,9	3 720 921,7	4 983 244,9	7 853 821,6	9 988 508,9	13 229 655,2
* Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Transports	1 478 726,4	934 043,4	780 371,8	1 281 558,3	2 050 945,0	1 841 237,2	1 992 370,9	3 145 392,1	4 845 566,7	6 723 330,9
* Voyages	261 429,0	117 975,2	60 381,0	98 978,0	186 314,1	716 206,7	377 204,5	436 641,6	422 800,7	418 846,2
* Services de bâtiment et travaux publics	18 514,8	15 389,8	19 635,3	26 533,6	118 880,8	26 530,3	121 163,4	251 588,7	270 971,0	380 104,2
* Service de pension et d'assurance	438 749,9	375 056,8	314 390,4	546 979,8	783 016,1	494 464,0	881 696,4	1 189 986,0	1 416 698,7	1 978 222,6
* Services financiers	7 724,5	32 257,8	36 368,4	36 156,5	189 563,8	74 212,7	204 249,0	318 728,5	426 269,6	554 074,0
* Commissions pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	9 933,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services de télécommunications, d'informatique et d'information	59 432,2	19 373,9	439 295,4	1 638,4	7 539,5	2 025,2	8 076,6	15 584,9	17 744,4	23 698,6
* Autres services aux entreprises	236 149,6	270 141,2	190 336,0	268 904,2	972 401,4	383 019,5	1 020 519,8	1 939 475,8	2 283 194,9	2 969 773,3
* Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	2 718,0	2 316,3	2 624,4	3 370,6	15 510,8	4 166,3	16 615,7	32 062,4	36 505,1	48 754,3
* Biens et services publics non inclus ailleurs	338 356,7	262 873,2	267 389,7	261 152,8	221 717,2	179 059,8	361 348,6	524 361,7	268 757,7	132 851,2
2. Revenus primaires	-557 958,6	-1 000 538,2	-619 772,8	-1 584 252,1	-2 772 441,0	-2 064 690,6	-2 347 180,3	-3 817 101,2	-5 046 839,1	-4 703 927,3
- Crédit	101 219,2	131 988,1	16 907,0	17 982,7	117 928,4	136 553,5	357 352,3	299 275,5	157 365,0	834 994,5
* Rémunérations des salariés	20 705,0	131 404,3	16 147,5	17 649,4	94 683,2	109 441,3	345 745,5	282 401,9	114 250,5	319 063,3
* Revenus des placements	80 514,1	583,8	759,5	333,3	23 245,1	27 112,2	11 606,8	16 873,5	43 114,5	515 931,2
- Débit	659 177,8	1 132 526,2	636 679,8	1 602 234,8	2 890 369,3	2 201 244,1	2 704 532,6	4 116 376,6	5 204 204,1	5 538 921,9
* Rémunérations des salariés	87 944,7	396 691,7	28 796,4	17 299,4	106 762,0	123 433,6	88 054,2	172 225,4	251 486,6	180 953,8
* Revenus des placements	571 233,0	735 834,6	607 883,4	1 584 935,4	2 783 607,3	2 077 810,5	2 616 478,3	3 944 151,3	4 952 717,5	5 357 968,0
3. Revenus secondaires	1 880 928,2	1 763 892,2	1 347 856,9	1 826 058,2	2 805 648,8	2 469 300,9	1 555 107,4	2 470 090,2	4 658 334,5	4 338 847,6
- Crédit	2 338 736,7	2 235 751,0	1 889 311,3	2 825 943,0	4 629 155,6	4 427 769,9	3 478 725,9	4 641 110,0	10 109 002,9	11 890 517,4
* Administrations publiques (2)	1 659 591,0	1 286 930,7	1 305 865,0	1 265 841,3	1 766 455,2	977 773,0	1 609 942,0	2 242 052,2	3 678 158,4	4 522 241,9
* Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM (3)	679 145,7	948 820,4	583 446,3	1 560 101,7	2 862 700,4	3 449 996,9	1 868 783,8	2 399 057,8	6 430 844,4	7 368 275,5
- Débit	457 808,5	471 858,9	541 454,4	999 884,8	1 823 506,7	1 958 469,0	1 923 618,5	2 171 019,8	5 450 668,4	7 551 669,9

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (p)	2023 (p)
* Administrations publiques (2)	128 774,4	80 373,1	115 251,0	236 641,4	447 573,6	373 415,7	630 366,8	889 834,9	1 599 176,7	2 457 620,1
* Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM (3)	329 034,1	391 485,8	426 203,5	763 243,4	1 375 933,1	1 585 053,2	1 293 251,7	1 281 184,9	3 851 491,7	5 094 049,7
II. COMPTE DU CAPITAL	296 574,1	233 505,3	-46 812,7	682 085,1	709 227,5	668 251,9	1 160 042,6	340 805,5	1 080 257,3	1 771 915,2
- Crédit	528 241,4	283 856,4	1 656,9	730 684,4	1 095 157,2	1 054 244,4	1 832 811,9	1 087 272,7	1 813 127,3	2 237 322,9
* Acquisitions d'actifs non financiers non produits	631,2	163 816,9	0,0	0,0	1 685,1	3 162,0	2 063,6	1 254,4	3 385,1	1 372,5
* Transferts des capitaux	527 610,1	120 039,5	1 656,9	730 684,4	1 093 472,2	1 051 082,4	1 830 748,3	1 086 018,3	1 809 742,2	2 235 950,3
Administrations publiques (2)	481 156,4	120 039,5	1 534,4	730 627,4	849 674,1	879 384,5	1 611 299,5	648 046,9	1 505 111,8	1 637 121,4
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	481 156,4	120 039,5	1 534,4	730 627,4	849 674,1	879 384,5	1 611 299,5	648 046,9	1 505 111,8	1 637 121,4
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM (3)	46 453,7	0,0	122,6	57,0	243 798,1	171 697,9	219 448,7	437 971,4	304 630,4	598 828,9
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	46 453,7	0,0	122,6	57,0	243 798,1	171 697,9	219 448,7	437 971,4	304 630,4	598 828,9
- Débit	231 667,3	50 351,1	48 469,6	48 599,3	385 929,8	385 992,5	672 769,3	746 467,2	732 869,9	465 407,7
* Cessions d'actifs non financiers non produits	9 161,9	584,9	689,3	29 824,5	78 296,7	40 039,8	31 245,5	80 129,4	67 376,1	92 470,2
* Transferts des capitaux	222 505,3	49 766,2	47 780,3	18 774,8	307 633,1	345 952,7	641 523,8	666 337,8	665 493,8	372 937,5
Administrations publiques (2)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	337 758,1	140 255,3	0,0	0,0
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	337 758,1	140 255,3	0,0	0,0
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM (3)	222 505,3	49 766,2	47 780,3	18 774,8	307 633,1	345 952,7	303 765,7	526 082,5	665 493,8	372 937,5
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	222 505,3	49 766,2	47 780,3	18 774,8	307 633,1	345 952,7	303 765,7	526 082,5	665 493,8	372 937,5
										0,0
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (I+II)	-1 297 234,2	-1 140 433,6	-1 566 373,2	-1 137 730,5	-2 004 153,6	-2 001 565,3	-788 019,9	-686 489,9	-5 417 185,9	-7 977 252,1
III. COMPTE FINANCIER										
Capacité (+) / Besoin (-) de financement du compte financier	-1 159 311,1	-1 204 080,3	-1 462 508,9	-1 361 395,7	-2 128 969,9	-2 498 455,8	-432 308,8	89 154,6	-5 075 943,6	-7 835 132,4
1. Investissements directs	-1 387 443,6	-1 079 439,2	-941 979,2	-1 536 243,2	-2 283 805,0	-2 231 279,7	-2 773 762,1	-3 337 549,5	-2 827 968,3	-5 536 068,0
- Acquisition nette d'actifs finaciers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Actions et parts dans les fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Instrument de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs finaciers	1 387 443,6	1 079 439,2	941 979,2	1 536 243,2	2 283 805,0	2 231 279,7	2 773 762,1	3 337 549,5	2 827 968,3	5 536 068,0
* Actions et parts dans les fonds de placement	1 705 352,3	1 549 635,9	1 217 118,5	1 964 618,1	2 623 287,7	2 451 955,3	3 049 338,2	3 720 226,2	3 703 622,4	6 004 287,9
* Instrument de dette	-317 908,7	-470 196,7	-275 139,3	-428 374,9	-339 482,7	-220 675,7	-275 576,1	-382 676,7	-875 654,0	-468 219,9
2. Investissements de portefeuille	12 623,3	87 179,8	13 356,9	15 525,9	62 114,7	75 885,0	73 034,2	95 454,2	68 176,9	7 888,5
- Acquisition nette d'actifs finaciers	12 623,3	87 179,8	13 341,1	642,3	50 083,1	44 928,8	62 708,2	90 160,5	69 512,3	8 898,2
* Actions et parts dans les fonds de placement	12 623,3	87 179,8	13 341,1	642,3	50 083,1	44 928,8	62 708,2	90 160,5	69 512,3	8 898,2
* Titre de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs finaciers	0,0	0,0	-15,8	-14 883,6	-12 031,6	-30 956,2	-10 326,0	-5 293,7	1 335,4	1 009,7
* Actions et parts dans les fonds de placement	0,0	0,0	-15,8	-14 883,6	-12 031,6	-30 956,2	-10 326,0	-5 293,7	1 335,4	1 009,7
* Titre de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
							0,0	0,0	0,0	0,0
3. Dérivés financiers (autres que les réserves) et options sur titres des salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Banque Centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Acquisition nette d'actifs finaciers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs finaciers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
							0,0	0,0	0,0	0,0
4. Autres Investissements	313 216,5	107 575,1	199 057,3	197 421,4	-209 618,4	-1 061 091,5	2 805 619,5	-974 075,6	-5 589 967,5	-4 606 500,3
- Acquisition nette d'actifs finaciers	243 821,6	-549 081,9	390 509,3	1 009 909,3	-84 921,3	2 060 675,6	4 813 359,8	5 143 521,6	-1 279 937,3	891 552,0
* Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Numéraire et dépôts	243 821,6	-549 081,9	390 509,3	1 009 909,3	-84 921,3	2 060 675,6	4 813 359,8	5 143 521,6	-1 279 811,3	872 193,3
* Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Systèmes d'assurances, de pensions et de garanties standard	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Avances et crédits commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres comptes à recevoir	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-126,0	19 358,8
- Accroissement net des passifs finaciers	-69 394,9	-656 657,0	191 452,0	812 487,8	124 697,1	3 121 767,1	2 007 740,4	6 117 597,2	4 310 030,1	5 498 052,3
* Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (p)	2023 (p)
* Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Prêts	-248 425,9	-217 840,4	-254 570,0	-296 269,3	-466 640,0	491 971,1	-139 659,0	3 335 228,3	3 389 821,8	5 152 801,2
* Systèmes d'assurances, de pensions et de garanties standard	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Avances et crédits commerciaux	182 759,0	-440 180,8	448 541,8	1 109 077,7	587 616,4	2 624 408,3	2 157 692,1	2 781 624,7	554 201,0	346 416,5
* Autres comptes à payer	-3 727,9	1 364,3	-2 519,8	-320,5	3 720,7	5 387,7	-10 292,8	744,2	366 007,4	-1 165,4
* Droits de tirages spéciaux (accumulation nette de passifs)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 441 149,1	0,0	0,0
									0,0	0,0
5. Avoirs de réserves	-97 707,4	-319 396,0	-732 943,8	-38 099,7	302 338,8	718 030,4	-537 200,3	4 305 325,5	3 273 815,3	2 299 547,4
* Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Droits de tirage spéciaux	-28 554,1	-55 281,5	-274 073,2	-215 856,8	-117 806,7	58 341,5	-25 904,8	1 441 149,1	-1 560 055,6	-68 023,3
* Position de réserve au FMI	0,0	0,0	0,0	0,0	210 072,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres avoirs de réserve	-69 153,3	-264 114,5	-458 870,6	177 757,1	210 072,7	659 688,9	-511 295,5	2 864 176,5	4 833 870,9	2 367 570,7
Numéraire et dépôts	-69 153,3	-264 114,5	-458 870,6	177 757,1	210 072,7	659 688,9	-511 295,5	2 864 176,5	4 833 870,9	2 367 570,7
Créances sur les autorités monétaires	-69 153,3	-264 114,5	-458 870,6	177 757,1	210 072,7	659 688,9	-511 295,5	2 864 176,5	4 833 870,9	2 367 570,7
Créances sur d'autres entités	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Erreurs nettes et omissions	137 923,1	-63 646,7	103 864,4	-223 665,2	-124 816,3	-496 890,5	355 711,1	775 644,5	341 242,3	-142 119,7

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) Présentation selon le sixième manuel de la BDP (MBP6) du FMI en convertissant les données du MBP5.
(1) Chiffres rectifiés pour toutes les rubriques de l'année 2010 et les autres années, uniquement le compte financier.
(2) Il s'agit des transferts publics, notamment les dons.
(3) Il s'agit des transferts privés, notamment à titre personnel; ISBLSM : Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages.

Tableau I|3|30 Répartition des recettes d'exportations de marchandises par produit (en millions de USD)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (p)	2023 (p)
Produits miniers et hydrocarbures	11 766,4	10 083,8	8 736,2	11 468,4	15 826,8	13 071,9	13 637,5	21 979,6	28 352,8	29 473,3
Cuivre	7 531,0	5 762,0	4 982,9	6 272,6	7 436,1	8 226,9	9 412,0	16 024,2	19 977,0	23 198,0
Cobalt	2 302,2	2 484,6	1 807,2	3 368,8	6 350,7	2 561,6	2 244,5	3 500,9	5 977,4	3 558,5
Zinc	26,8	24,7	27,7	22,0	2,1	3,0	27,4	33,9	33,0	22,3
Diamant	228,3	254,2	246,8	207,4	188,5	146,4	113,4	137,7	139,3	77,9
Plomb	1,6	1,2	0,2	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or	816,2	1 072,3	1 219,5	1 086,8	1 100,9	1 387,2	1 202,0	1 267,9	1 123,8	1 427,4
Cassitérite	0,0	0,0	64,1	87,2	101,2	77,2	211,1	385,5	301,3	367,3
Pétrole brut	770,4	403,0	332,3	383,2	596,5	508,9	386,9	595,2	786,7	775,6
Autres	89,9	81,7	55,6	40,5	50,6	160,8	40,1	34,3	14,2	46,3
Produits agricoles	547,5	196,7	500,5	74,3	124,0	100,7	139,8	203,2	156,7	119,8
Produits du règne animal	-	-	-				0,0	0,0		
Café	246,2	31,0	41,8	27,0	24,7	25,8	27,0	40,0	51,8	58,7
Thé	0,1	0,3	0,2	0,2	0,1	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0
Cacao	17,4	43,7	44,8	11,1	24,9	24,5	60,6	118,6	13,6	50,3
Rauwolfia	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huile de palme, palmistes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tourteaux (palmistes, coton)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Caoutchouc	238,2	0,5	-	0,4	13,0	11,5	4,5	4,0	7,4	4,7
Bois	45,6	102,6	401,1	32,0	57,0	27,7	32,9	31,5	72,3	6,1
Quinquina	-	8,3	7,5	1,1	3,5	11,1	14,5	9,1	11,6	0,0
Autres	-	10,4	5,1	2,5	0,8	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Produits industriels	7,3	4,3	16,0	5,5	16,1	10,9	11,4	2,4	52,5	7,8
Ciment	4,9	0,3	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits chimiques	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0
Sucre de canne	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers (1)	2,4	4,0	16,0	5,5	16,1	10,9	11,4	2,4	52,5	7,8
Ajustement (2)	-	-	2 632,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	12 321,2	10 284,8	11 885,5	11 548,2	15 966,8	13 183,5	13 788,7	22 185,3	28 562,0	29 600,9

Source: Banque Centrale du Congo et Commission Interministérielle d'Harminisation et de Consolidation des Statistiques Minières.
(1) dont mitrailles ferreuses et éléctricité.
(2) Il s'agit des données issues de l'enquête annuelle de la balance des paiements et des exportations non classifiées.

Tableau I|3|30bis Répartition des recettes d'exportations de marchandises par produit (en millions de CDF)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)	2022 (p)
Produits miniers et hydrocarbures	10 886 538,1	9 337 406,6	8 826 163,9	16 811 632,3	25 679 278,2	21 539 325,9	25 250 358,4	43 726 076,9	56 891 054,4	59 139 521,8
Cuivre	6 967 870,7	5 335 532,4	5 034 194,6	9 195 021,5	12 065 322,5	13 555 904,8	17 426 671,4	31 878 344,2	40 084 675,0	46 547 781,7
Cobalt	2 130 044,6	2 300 722,8	1 825 775,3	4 938 382,9	10 304 208,7	4 220 925,1	4 155 806,7	6 964 669,9	11 993 852,6	7 140 332,4
Zinc	24 760,4	22 867,6	28 025,3	32 300,6	3 430,5	4 866,1	50 778,7	67 483,9	66 308,7	44 689,8
Diamant	211 250,3	235 372,3	249 301,2	304 057,9	305 818,2	241 220,3	210 030,6	273 952,1	279 413,3	156 311,1
Plomb	1 493,1	1 134,1	175,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or	755 132,9	992 924,0	1 232 052,4	1 593 086,6	1 786 259,0	2 285 803,9	2 225 583,0	2 522 394,8	2 254 992,3	2 864 120,2
Cassitérite	0,0	5,9	64 795,6	127 768,8	164 244,5	127 169,6	390 869,4	766 932,8	604 625,3	737 097,4
Pétrole brut	712 817,6	373 169,1	335 674,2	561 672,9	967 857,7	838 479,5	716 356,5	1 184 114,5	1 578 611,2	1 556 337,1
Autres	83 168,4	75 678,2	56 170,1	59 341,2	82 137,1	264 956,7	74 262,1	68 184,6	28 576,0	92 852,1
			0,0							
Produits agricoles	506 598,7	182 142,6	505 701,3	108 871,9	201 235,1	165 890,7	258 825,5	404 231,1	314 473,9	240 371,4
		0,0								
Produits du règne animal	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Café	227 818,3	28 679,5	42 221,4	39 628,7	40 123,1	42 590,9	49 988,1	79 485,3	103 896,7	117 739,3
Thé	102,0	246,7	198,0	280,7	192,6	0,0	510,1	0,0	2,6	0,0
Cacao	16 102,4	40 504,8	45 236,2	16 201,7	40 333,0	40 330,5	112 186,2	235 941,8	27 306,7	100 867,4
Rauwolfia	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Huile de palme, palmistes	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tourteaux (palmistes, coton)	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Caoutchouc	220 430,5	433,8	-	552,2	21 117,7	18 970,3	8 272,7	7 858,8	14 790,4	9 506,5
Bois	42 145,4	94 972,1	405 282,9	46 867,2	92 461,0	45 660,9	60 834,1	62 718,1	145 165,3	12 258,2
Quinquina	-	7 643,6	7 582,2	1 645,4	5 704,3	18 338,1	26 917,9	18 191,2	23 312,3	0,0
Autres	-	9 662,0	5 180,5	3 695,9	1 303,3	0,0	116,5	35,8	0,0	0,0
Produits industriels	6 761,2	3 996,5	16 111,8	8 058,9	26 075,8	18 017,4	21 132,3	4 844,0	105 380,8	18 154,6
Ciment	4 562,5	323,1	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits chimiques	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sucre de canne	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers	2 198,6	3 673,4	16 111,8	8 058,9	26 075,8	18 017,4	21 132,3	4 844,0	105 380,8	18 154,6
Ajustement (1)	-	-	2 660 000,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	11 399 897,9	9 523 545,7	12 007 977,4	16 928 563,1	25 906 589,1	21 723 234,0	25 530 316,3	44 135 152,0	57 310 909,1	59 398 047,8
Taux de change moyen USD/CDF	925,2	926,0	1 010,3	1 465,9	1 622,5	1 647,8	1 851,5	1 989,4	2 006,5	2 330,7

Source: Banque Centrale du Congo et Commission Interministérielle d'Harminisation et de Consolidation des Statistiques Minières.
(1) Il s'agit des données de l'enquête et les exportations frauduleuses.

Tableau I|3|31 Répartition des paiements d'importations de marchandises par groupe d'utilisations (1) (en millions de USD)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (p)	2023 (p)
A. Biens de consommation	3 758,8	2 811,9	4 050,6	3 144,1	3 555,2	3 042,5	2 898,9	4 768,0	6 405,1	5 206,1
Viandes, abats comestibles, poissons, lait, fruits, céréales, légumes, abats comestibles et autres (2)	2 197,8	1 647,8	812,0	1 178,4	1 291,7	1 108,4	1 102,6	2 441,1	3 189,4	1 119,7
Boissons (3)	209,2	146,4	809,5	546,9	627,1	536,7	505,6	715,0	1 024,0	1 022,3
Tabacs (4)	554,8	404,3	809,5	403,6	295,0	264,5	218,3	331,3	366,7	805,7
Textiles (5)	797,0	613,4	809,5	376,8	525,8	455,0	412,5	448,2	477,3	1 546,8
Habillements	...	...	810,1	638,4	815,6	678,0	659,9	832,4	1 347,7	711,7
B. Energie	1 081,1	632,0	56,5	62,2	1 108,6	1 134,1	1 121,4	1 685,4	2 153,4	2 732,9
Produits chimiques et colorants (6)	221,6	116,9	49,5	57,9	776,8	742,8	732,5	739,5	692,6	250,1
Autres instruments et appareils (7)	859,5	515,1	7,0	4,4	331,8	391,2	388,9	945,9	1 460,8	2 482,8
C. Matières premières et semi-produits	411,3	305,8	3 998,4	2 898,5	3 187,6	2 900,7	2 644,2	3 576,0	5 550,0	7 972,2
Cuir (8)	198,6	147,2	809,4	341,5	351,9	339,5	303,6	316,9	546,6	497,3
Destinés à l'agriculture	6,4	5,0	...	...	...	...	...	...	...	
Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc (9)	17,4	15,1	809,5	481,9	532,5	499,6	453,0	485,3	618,4	350,5
Produits chimiques, colorants	87,8	65,7	759,9	881,4	292,4	306,6	291,0	888,0	1 612,1	1 891,8
Matériaux de construction	50,3	35,2	810,1	389,0	450,4	571,9	529,3	582,2	726,0	637,0
Métalliques (10)	24,9	19,0	809,4	804,7	1 560,5	1 183,1	1 067,3	1 303,5	2 047,0	4 595,6
Autres	26,0	18,6	-	-	-	-	-	-		
D. Biens d'équipement	7 455,1	6 824,9	4 043,3	5 235,2	7 121,2	5 865,4	5 200,9	8 216,0	12 589,8	12 089,1
Biens fixes et roulants destinés						0,0	0,0	0,0		
à l'agriculture	995,1	850,2	809,4	357,0	305,0	286,8	267,9	350,1	565,8	816,1
Véhicules routiers non domestiques	1 482,8	1 814,0	809,5	532,3	378,0	368,9	308,2	977,1	1 004,3	854,9
Autres matériels de transport	184,6	186,2	809,9	586,8	650,0	731,0	690,1	1 369,3	1 596,8	1 728,2
Machines pour industries spécialisées	1 670,9	1 260,3	811,7	3 261,3	5 287,5	4 091,3	3 599,4	5 055,2	8 685,0	7 818,9
Autres instruments et appareils (11)	3 121,7	2 714,2	802,7	497,8	500,7	387,4	335,2	464,3	737,8	870,9
Total	12 706,3	10 574,6	12 148,8	11 340,0	14 972,7	12 942,7	11 865,3	18 245,4	26 698,3	28 000,3

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA).
(1) Valeur FOB.
(2) Avant 2016, alimentation, boissons et tabacs.
(3) Avant 2016, Textiles et habillement.
(4) Avant 2016, autres biens non durables.
(5) Avant 2016, biens de consommations durables.
(6) Avant 2016, matières brutes.
(7) Avant 2016, matières élaborées.
(8) Avant 2016, destinés à l'alimentation.
(9) Avant 2016, textiles, cuir et caoutchouc.
(10) Avant 2016,minerais et produits métalliques.
(11) Avant 2016, autres biens d'équipement.

Tableau I|3|31bis Répartition des paiements d'importations de marchandises par groupe d'utilisations [1] (en millions de CDF)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 [p]	2022 [p]	2023 [p]
A. Biens de consommation	3 477 772,8	2 603 773,5	4 092 355,0	4 608 930,6	5 768 461,1	5 013 321,7	5 367 377,1	9 485 340,0	12 852 194,9	12 133 991,6
Viandes, abats comestibles, poissons, lait, fruits, céréales, légumes, abats comestibles et autres [2]	2 033 447,9	1 525 872,2	820 374,4	1 727 376,3	2 095 826,6	1 826 418,2	2 041 526,4	4 856 228,6	6 399 733,9	2 609 610,5
Boissons [3]	193 574,6	135 567,1	817 881,3	801 689,6	1 017 478,0	884 297,4	936 113,9	1 422 326,7	2 054 740,1	2 382 654,0
Tabacs [4]	513 322,4	374 366,7	817 857,3	591 695,2	478 624,4	435 763,8	404 155,4	659 155,3	735 870,0	1 877 916,5
Textiles [5]	737 427,8	567 967,4	817 820,9	552 370,7	853 148,2	749 689,2	763 790,0	891 563,8	957 655,8	3 605 096,5
Habillements	...	...	818 421,2	935 798,7	1 323 384,0	1 117 153,1	1 221 791,4	1 656 065,6	2 704 195,1	1 658 714,1
B. Energie	1 000 258,6	585 242,1	57 106,2	91 219,1	1 798 801,2	1 868 679,2	2 076 238,3	3 352 969,6	4 320 814,6	6 369 702,8
Produits chimiques et colorants [6]	204 998,4	108 263,7	50 006,0	84 837,4	1 260 447,9	1 224 002,3	1 356 231,8	1 471 149,3	1 389 698,0	583 024,1
Autres instruments et appareils [7]	795 260,2	476 978,4	7 100,2	6 381,8	538 353,3	644 676,9	720 006,5	1 881 820,2	2 931 116,7	5 786 678,7
C. Matières premières et semi-produits	380 543,9	283 163,4	4 039 595,2	4 249 006,8	5 171 979,1	4 779 652,0	4 895 756,3	7 114 062,9	11 136 329,3	18 580 949,0
Cuir [8]	183 744,1	136 306,0	817 782,0	500 542,3	570 908,2	559 406,4	562 048,5	630 397,8	1 096 677,1	1 159 053,8
Destinés à l'agriculture	5 887,7	4 593,1	...	...	...	...	...	...	...	
Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc [9]	16 076,9	14 012,6	817 855,9	706 436,3	863 916,3	823 166,9	838 711,0	965 536,0	1 240 835,6	816 827,8
Produits chimiques, colorants	81 190,6	60 854,9	767 769,5	1 292 061,1	474 380,5	505 121,7	538 856,2	1 766 598,7	3 234 728,6	4 409 276,7
Matériaux de construction	46 532,2	32 588,3	818 412,2	570 290,4	730 785,7	942 425,6	980 078,2	1 158 305,0	1 456 657,4	1 484 725,3
Métalliques [10]	23 064,2	17 567,6	817 775,5	1 179 676,7	2 531 988,4	1 949 531,4	1 976 062,4	2 593 225,5	4 107 430,8	10 711 065,4
Autres	24 048,3	17 240,9	-	-	-	-	-	-	-	-
D. Biens d'équipement	6 897 624,7	6 319 750,4	4 084 898,2	7 674 273,2	11 554 304,9	9 664 779,1	9 629 617,5	16 344 838,1	25 261 903,0	28 176 340,2
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	920 655,7	787 281,7	817 775,7	523 392,7	494 907,5	472 609,8	496 107,1	696 438,1	1 135 365,0	1 902 077,0
Véhicules routiers non domestiques	1 371 968,7	1 679 699,5	817 853,6	780 237,7	613 289,5	607 812,3	570 579,2	1 943 903,2	2 015 245,2	1 992 616,5
Autres matériels de transport	170 753,2	172 435,6	818 242,7	860 139,1	1 054 571,7	1 204 502,8	1 277 824,8	2 724 035,0	3 203 981,5	4 028 037,0
Machines pour industries spécialisées	1 545 999,6	1 167 025,2	820 105,5	4 780 784,3	8 579 115,1	6 741 470,9	6 664 519,6	10 056 799,7	17 426 892,4	18 223 766,4
Autres instruments et appareils [11]	2 888 247,5	2 513 308,5	810 920,6	729 719,4	812 421,1	638 383,4	620 586,9	923 662,1	1 480 418,9	2 029 843,4
Total	11 756 200,0	9 791 929,3	12 273 954,6	16 623 429,7	24 293 546,3	21 326 432,0	21 968 989,3	36 297 210,5	53 571 241,9	65 260 983,5
Taux de change moyen USD/CDF	925,2	926,0	1 010,3	1 465,9	1 622,5	1 647,8	1 851,5	1 989,4	2 006,5	2 330,7

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA).
(1) Valeur FOB.
(2) Avant 2016, alimentation, boissons et tabacs.
(3) Avant 2016, Textiles et habillement.
(4) Avant 2016, autres biens non durables.
(5) Avant 2016, biens de consommations durables.
(6) Avant 2016, matières brutes.
(7) Avant 2016, matières élaborées.
(8) Avant 2016, destinés à l'alimentation.
(9) Avant 2016, textiles, cuir et caoutchouc.
(10) Avant 2016,minerais et produits métalliques.
(11) Avant 2016, autres biens d'équipement.

Tableau I|3|32 Dette extérieure (en millions de USD)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (p)	2023 (p)
Stock	**5 203,9**	**4 923,3**	**4 796,8**	**4 542,2**	**4 593,5**	**3 287,9**	**3 728,9**	**4 249,1**	**4 868,0**	**5 659,3**	**6 845,4**
FMI	474,5	447,6	390,4	301,5	225,5	128,4	422,4	778,1	1 171,6	1 510,3	1 948,7
Club de Paris	292,3	196,2	109,4	52,2	38,5	28,8	73,1	67,1	75,1	107,4	81,6
Club de Kinshasa	1 075,7	1 099,6	1 274,6	1 248,2	1 300,3	1 326,4	1 326,3	1 343,3	1 400,8	1 356,4	1 391,0
Club de Londres	80,8	18,0	18,0	18,0	18,0	11,5	7,7	3,8	0,0	0,0	0,0
Institutions multilatérales	2 009,9	1 891,5	1 730,9	1 612,0	1 700,6	1 787,4	1 894,1	2 056,8	2 220,5	2 685,2	3 424,1
Autres (1) (2)	1 270,7	1 270,4	1 273,5	1 310,3	1 310,6	5,4	5,3	0,0		0,0	0,0
Encours	**4 694,7**	**4 474,2**	**4 287,1**	**4 022,6**	**4 236,9**	**3 020,5**	**3 566,3**	**4 249,1**	**4 710,7**	**5 501,7**	**6 688,5**
FMI	474,5	447,6	390,4	301,5	225,5	128,4	422,4	778,1	1 171,6	1 510,3	1 948,7
Club de Paris	292,3	196,2	109,4	42,5	1,8	1,3	73,1	67,1	75,1	107,4	81,6
Club de Kinshasa	719,9	735,7	849,9	823,5	1 065,4	1 091,8	1 169,0	1 343,3	1 243,5	1 198,8	1 234,1
Club de Londres	-	-	-	-	-	11,5	7,7	3,8	0,0	0,0	0,0
Institutions multilatérales	2 009,9	1 891,5	1 730,9	1 612,0	1 700,6	1 787,4	1 894,1	2 056,8	2 220,5	2 685,2	3 424,1
Autres (1)	1 198,2	1 203,3	1 206,4	1 243,2	1 243,5	-	-	-	-	-	-
Service de la dette											
- Service dû	**191,5**	**188,0**	**180,4**	**222,9**	**219,9**	**302,2**	**228,4**	**132,9**	**276,3**	**286,1**	**311,5**
FMI	-	-	-	65,3	46,3	95,4	79,3	0,0			37,1
Club de Paris	43,7	75,5	72,0	55,9	58,1	43,0	0,3	3,9	20,5	16,8	18,5
Club de Kinshasa	57,1	33,8	32,1	31,4	35,5	53,7	82,8	60,2	107,7	118,0	123,0
Club de Londres	-	-	2,0	2,0	-	-	4,0	12,0	3,9	0,0	0,0
Institutions multilatérales	90,7	78,8	74,3	68,3	79,9	110,0	62,1	56,7	144,3	151,4	132,9
Autres (1)	-	-	-	-	-	-	-	-			
- Service effectué	**191,5**	**209,4**	**220,5**	**259,9**	**212,1**	**225,3**	**228,4**	**130,2**	**282,3**	**333,8**	**349,4**
FMI	-	0,7	38,8	78,5	93,0	100,2	79,3	0,0	7,0	0,0	52,6
Club de Paris	43,7	74,9	69,4	57,9	20,0	0,3	0,3	3,9	0,2	21,3	20,4
Club de Kinshasa	57,1	31,0	29,5	37,6	48,4	67,0	82,8	58,1	72,6	149,9	134,8
Club de Londres	-	-	-	-	-	1,5	4,0	12,0	3,9	0,0	0,0
Institutions multilatérales	90,7	102,7	82,9	85,9	50,8	56,2	62,1	56,2	198,6	162,7	141,6
Autres (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Arriérés (3)	**-**	**-21,3**	**-40,1**	**-37,0**	**7,8**	**76,9**	**-**	**2,7**	**-6,0**	**-47,7**	**- 37,92**
FMI	-	-0,7	-38,8	-13,2	-46,6	-4,8	-	-	-7,0	0,0	- 15,59
Club de Paris	-	0,5	2,7	-2,0	38,1	42,7	-	-	20,3	-4,5	- 1,85
Club de Kinshasa	-	2,8	2,6	-6,2	-12,9	-13,3	-	2,1	35,1	-31,9	- 11,78
Club de Londres	-	-	2,0	2,0	-	-1,5	-	-	0,0	0,0	-
Institutions multilatérales	-	-23,9	-8,6	-17,6	29,2	53,8	-	0,5	-54,3	-11,3	- 8,70
Autres (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-

Sources : DGDP et Banque Centrale du Congo.
(1) A partir de 2013, il s'agit du montant constituant le passif conditionnel et les engagements de la BCC. Il s'agit de la dette extérieure privée publiquement garantie (explicite et implicite) qui n'est renseignée qu'à titre purement indicatif aussi que celle-ci n'est appélée. A partir de 2018, la DGDP ne prend en compte que la dette publique appelée.
(2) A partir de 2018, il s'agit des engagements de la BCC.
(3) (-) : paiements antcipatifs, (+) arriérés des paiements.

Tableau I|3|32bis Dette extérieure

(en millions de CDF)

	2014 (r)	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (p)	2023 (p)
Stock	4 551 588,9	4 445 484,8	5 521 410,5	7 313 673,5	5 377 739,7	6 238 177,9	8 378 454,1	8 382 703,2	11 414 362,9	18 270 136,4
FMI	413 791,7	361 844,4	366 512,1	359 103,1	210 078,4	706 702,9	1 534 280,9	1 535 059,0	3 046 226,2	5 201 036,0
Club de Paris	181 351,7	101 396,9	63 441,6	61 251,7	47 023,9	122 292,4	132 229,2	132 296,3	216 576,2	217 893,1
Club de Kinshasa	1 016 599,3	1 181 221,1	1 517 310,0	2 070 264,5	2 169 512,8	2 218 745,6	2 648 705,4	2 650 048,7	2 735 702,1	3 712 536,0
Club de Londres	16 641,2	16 681,7	21 880,6	28 659,5	18 809,6	12 831,5	7 552,0	7 555,8	0,0	0,0
Institutions multilatérales	1 748 718,0	1 604 101,9	1 959 468,2	2 707 682,9	2 923 564,2	3 168 694,9	4 055 686,6	4 057 743,4	5 415 858,3	9 138 671,3
Autres (1) (2)	1 174 487,0	1 180 238,8	1 592 798,0	2 086 711,8	8 750,7	8 910,7	-	-	0,0	0,0
Encours	4 140 886,9	3 973 068,6	4 889 790,6	6 745 881,6	4 940 326,9	5 966 213,1	8 378 375,2	8 384 597,1	11 096 436,7	17 851 298,1
FMI	414 236,8	360 965,3	366 512,1	359 103,1	210 078,4	706 702,9	1 534 261,2	1 535 039,3	3 046 226,2	5 201 036,0
Club de Paris	181 546,7	101 150,5	51 613,9	2 929,6	2 093,6	122 292,4	132 308,1	132 375,2	216 576,2	217 893,1
Club de Kinshasa	680 865,0	785 767,9	1 000 976,5	1 696 306,2	1 785 781,1	1 955 691,4	2 648 705,4	2 650 048,7	2 417 775,9	3 293 697,7
Club de Londres	-	-	-	0,0	18 809,6	12 831,5	7 492,9	7 496,7	0,0	0,0
Institutions multilatérales	1 750 598,7	1 600 204,9	1 959 468,2	2 707 682,9	2 923 564,2	3 168 694,9	4 055 607,7	4 057 664,5	5 415 858,3	9 138 671,3
Autres (1)	1 113 639,6	1 115 327,7	1 511 219,9	1 979 859,8	-	-	-	1 972,80	0,0	0,0
Service de la dette										
- Service dû	173 816,9	167 187,6	270 943,0	350 058,2	494 214,7	382 101,0	262 017,3	262 150,2	577 059,3	628 242,6
FMI	0,0	0,0	79 341,9	73 786,3	156 084,9	132 581,0	-	-	0,0	74 728,9
Club de Paris	69 772,7	66 745,3	67 963,6	92 531,6	70 293,7	535,3	7 690,0	7 693,9	33 803,5	37 397,8
Club de Kinshasa	31 220,7	29 749,0	38 157,3	56 457,3	87 894,1	138 453,1	118 797,3	118 857,5	237 975,7	248 128,5
Club de Londres	-	1 853,5	2 431,2	0,0	0,0	6 658,3	23 661,7	23 673,7	0,0	0,0
Institutions multilatérales	72 823,6	68 839,8	83 049,0	127 283,0	179 942,0	103 873,3	111 868,4	111 925,1	305 280,1	267 987,4
Autres (1)	-	-	-	-	-	-	-	1 972,8	0,0	0,0
		0,0								
- Service effectué	193 551,9	204 387,8	315 968,0	337 708,0	368 445,7	382 101,0	256 729,0	258 832,0	673 266,1	932 545,8
FMI	670,7	35 958,3	95 411,6	148 060,7	163 924,0	132 581,0	-	-	0,0	140 508,3
Club de Paris	69 270,3	64 270,8	70 431,2	31 810,0	507,0	535,3	7 690,0	7 693,9	42 879,6	54 419,9
Club de Kinshasa	28 668,4	27 339,4	45 718,3	76 998,3	109 586,2	138 453,1	114 561,8	114 619,9	302 274,9	359 774,4
Club de Londres	-	-	-	0,0	2 519,8	6 658,3	23 661,7	23 673,7	0,0	0,0
Institutions multilatérales	94 942,5	76 819,2	104 406,9	80 839,0	91 908,6	103 873,3	110 815,4	110 871,6	328 111,6	377 843,2
Autres (1)	-	-	-	-	-	-	-	1 972,80	0,0	0,0
		0,0		0,0	0,0					
- Arriérés (3)	-19 734,9	-37 200,2	-45 025,0	12 350,2	125 769,0	-	5 288,38	5 291,06	-96 206,8	0,0
FMI	-670,7	-35 958,3	-16 069,7	-74 274,4	-7 839,1	-	-	-	0,0	0,0
Club de Paris	502,4	2 474,5	-2 467,6	60 721,6	69 786,7	-	-	-	-9 076,1	0,0
Club de Kinshasa	2 552,3	2 409,6	-7 561,0	-20 541,0	-21 692,1	-	4 235,4	4 237,6	-64 299,2	0,0
Club de Londres	0,0	1 853,5	2 431,2	0,0	-2 519,8	-	-	-	0,0	0,0
Institutions multilatérales	-22 118,9	-7 979,4	-21 357,9	46 444,0	88 033,4	-	1 052,9	1 053,5	-22 831,5	0,0
Autres (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux de change fin période USD/CDF	924,5	926,8	1 215,6	1 592,2	1 635,6	1 672,9	1 971,8	2 000,0	2 016,9	2 668,9

Sources : DGDP et Banque Centrale du Congo.
(1) A partir de 2013, il s'agit du montant constituant le passif conditionnel et les engagements de la BCC. il s'agit de la dette extérieure privée publiquement garantie (explicite et implicite) qui n'est renseignée qu'à titre purement indicatif aussi que celle-ci n'est appélée. A partir de 2018, la DGDP ne prend en compte que la dette publique appelée.
(2) A partir de 2018, il s'agit des engagements de la BCC.
(3) (-) : paiements antcipatifs, (+) arriérés des paiements.

Tableau I|3|33 Provenance des donations extérieures d'origine publique (en millions de USD)

	2014	2015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2022 (p)	2023 (p)
A. Donations Multilatérales	**1 253,4**	**782,0**	**910,8**	**911,1**	**691,1**	**511,8**	**709,1**	**955,9**	**2 605,1**	**2 488,8**
- Nations Unies	153,8	69,1	106,9	24,1	23,0	7,8	176,4	209,5	511,8	525,4
- Commission Européenne	129,3	176,7	152,1	193,7	223,8	92,9	158,1	113,5	264,5	200,9
- Banque mondiale	807,4	418,9	500,3	571,9	331,2	309,8	302,5	522,6	1 603,1	1 215,9
- BAD	162,9	116,2	113,0	103,3	107,5	93,8	72,1	110,3	225,7	127,3
- ACBF (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
- Pooled Fund/ GAVI (2)	-	-	38,6	14,3	5,6	7,5	-	-	-	
- Banque Arabe pour le Développement Economique	-	1,0	-	3,9	-	-	-	-	-	
- Autres									-	419,4
B. Donations Bilatérales	**540,3**	**607,8**	**381,8**	**572,4**	**397,6**	**81,6**	**160,4**	**171,1**	**721,7**	**215,3**
- Belgique	36,9	79,9	14,0	46,3	0,0	-	-	-0,1	52,4	19,7
- France	35,4	45,1	-	2,4	-	-	-	-	7,6	
- Allemagne	-	1,9	21,0	52,0	48,7	-	38,6	2,1	124,3	
- Italie	-	1,0	-	-	-	-	-	-	-	
- Finlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
- Canada	34,9	-	11,1	10,0	51,0	-	7,5	44,5	0,0	0,0
- Japon	-	-	16,9	33,3	19,9	-	12,9	-	0,0	
- Pays-Bas	2,3	-	-	5,1	-	-	-	-	0,0	
- Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-		
- Suède	30,6	19,4	41,5	17,4	-	-	18,5	72,5	58,1	
- Suisse	-	20,9	-	3,3	18,7	10,1	22,7	30,6	29,1	
- Royaume-Uni	304,8	205,3	167,0	208,4	259,3	71,5	60,1	21,3	113,4	28,3
- USA	-	185,2	110,2	193,0	-	-	-	0,3	337,0	0,0
- Chine	88,5	49,0	-	-	-	-	-	-	-	99,53
- Inde	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
- Afrique du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
- Autres	6,9	-	-	1,0	-	-	-	-	-	67,76
C. ONG	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
Total	**1 793,7**	**1 389,8**	**1 292,6**	**1 483,4**	**1 088,7**	**593,4**	**869,5**	**1 127,0**	**3 326,9**	**2 704,1**

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGAI)/ Ministère du Plan.
(1) African Capacity Building Foundation.
(2) GAVI à partir de 2011.

Tableau I|3|33bis Provenance des donations extérieures d'origine publique

(en millions de CDF)

	2014	2015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2022 (p)	2023 (p)
A. Donations Multilatérales	**1 159 686,0**	**724 133,6**	**920 176,1**	**1 335 586,5**	**1 121 307,0**	**843 332,2**	**1 312 872,4**	**1 901 659,5**	**5 227 297,7**	**5 800 743,8**
- Nations Unies	142 292,4	64 027,4	107 973,1	35 284,0	37 272,2	12 781,8	326 646,4	416 828,9	1 026 910,0	1 224 621,6
- Commission Européenne	119 674,3	163 649,9	153 682,5	283 967,2	363 190,5	153 114,7	292 644,3	225 841,6	530 740,1	468 250,3
- Banque mondiale	747 016,6	387 921,0	505 445,1	838 339,4	537 328,3	510 482,4	560 119,0	1 039 580,1	3 216 784,1	2 833 844,6
- BAD	150 702,7	107 609,4	114 124,9	151 417,0	174 379,1	154 540,2	133 462,7	219 408,9	452 863,4	296 635,5
- ACBF (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Pooled Fund/ GAVI (2)	-	-	38 950,5	20 889,7	9 136,9	12 413,1	-	-	-	-
- Banque Arabe pour le Développement Economique	-	926,0	-	5 689,3	-	-	-	-	-	-
- Autres	-	-	-	-	-	-	-	-		977 391,9
B. Donations Bilatérales	**499 904,4**	**562 797,0**	**385 690,9**	**839 015,6**	**645 148,2**	**134 440,8**	**297 069,7**	**340 392,7**	**1 448 217,3**	**501 816,8**
- Belgique	34 169,5	73 958,0	14 161,6	67 924,9	78,2	-	-	-136,1	105 065,1	45 887,4
- France	32 782,6	41 801,4	-	3 566,9	-	-	-	-	15 227,1	0,0
- Allemagne	-	1 740,7	21 258,7	76 181,0	78 964,9	-	71 559,4	4 221,3	249 507,8	0,0
- Italie	-	926,0	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0
- Finlande	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0
- Canada	32 302,4	-	11 199,9	14 617,1	82 694,1	-	13 852,6	88 520,5	0,0	0,0
- Japon	-	-	17 101,7	48 882,9	32 334,2	-	23 911,0	0,0	0,0	0,0
- Pays-Bas	2 130,8	-	-	7 518,0	-	-	-	-	0,0	0,0
- Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0
- Suède	28 288,8	17 947,8	41 894,3	25 530,4	-	-	34 324,1	144 135,7	116 554,6	0,0
- Suisse	-	19 353,1	-	4 903,7	30 328,5	16 648,6	42 057,7	60 875,4	58 291,3	0,0
- Royaume-Uni	281 970,1	190 135,0	168 759,1	305 513,4	420 748,4	117 792,2	111 364,9	42 277,0	227 461,7	66 037,1
- USA	-	171 517,9	111 315,6	282 983,2	-	-	-	499,0	676 109,7	0,0
- Chine	81 889,9	45 417,1	-	-	-	-	-	-	-	231 973,8
- Inde	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
- Afrique du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
- Autres	6 370,2	-	-	1 394,2	-	-	-	-	-	157 918,4
C. ONG	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**0,0**
Total	**1 659 590,4**	**1 286 930,7**	**1 305 867,0**	**2 174 602,1**	**1 766 455,2**	**977 773,0**	**1 609 942,0**	**2 242 052,2**	**6 675 514,9**	**6 302 560,6**
Taux de change moyen USD/CDF	925,2	926,0	1 010,3	1 465,9	1 622,5	1 647,8	1 851,5	1 989,4	2 006,5	2 330,7

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGAI)/ Ministère du Plan.
(1) African Capacity Building Foundation.
(2) GAVI à partir de 2011.

4| Monnaie, crédit et institutions financières

Tableau I|4|8 Bilans monétaires (Selon le format FDS, Formulaires de Déclaration Standardisés)

SITUATION DES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS_SID_3SG											
(en millions de CDF (Au taux courant)											
	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	déc-17	déc-18	déc-19	déc-20	déc-21	déc-22	déc-23
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	1 445 074	1 551 401	1 316 658	1 065 623	2 660 742	3 409 480	5 020 469	9 916 920	17 474 721	15 737 312	20 890 850
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	2 897 474	2 899 544	2 650 883	2 663 293	4 604 897	5 101 211	7 419 943	12 791 838	22 744 305	22 220 059	32 243 732
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-1 452 401	-1 348 144	-1 334 226	-1 597 669	-1 944 155	-1 691 730	-2 399 474	-2 874 918	-5 269 584	-6 482 747	-11 352 882
ACTIFS INTERIEURS NETS	1 850 495	2 214 175	2 813 680	4 013 842	4 587 023	5 798 631	7 493 770	8 344 185	7 482 311	10 090 005	15 339 573
CRÉANCES INTÉRIEURES	2 038 137	2 463 887	2 959 940	4 182 259	4 731 320	6 080 146	7 675 579	9 277 615	9 758 784	13 931 547	22 741 079
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE 3SG	435 691	519 853	764 329	1 314 208	1 322 910	1 349 528	2 127 505	2 132 307	1 334 348	1 447 583	2 444 259
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	1 332 972	1 347 159	1 385 984	1 613 665	1 660 721	1 810 055	2 581 258	2 734 694	3 745 451	4 421 737	4 528 146
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-897 280	-827 306	-621 656	-299 457	-337 811	-460 527	-453 752	-602 387	-2 411 104	-2 974 154	-2 083 887
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS 3SG	1 602 446	1 944 034	2 195 611	2 868 052	3 408 410	4 730 618	5 548 073	7 145 308	8 424 436	12 483 965	20 296 821
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	3 818	5 287	6 975	13 071	10 063	0	0	0	0	0	0
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	44 235	68 157	62 056	53 970	58 924	114 139	178 166	170 644	209 154	210 742	254 174
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	89 430	96 052	74 836	133 210	149 906	367 321	474 737	550 491	650 260	997 145	1 621 172
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	1 464 963	1 774 538	2 051 743	2 667 800	3 189 517	4 249 158	4 895 171	6 424 173	7 565 022	11 276 078	18 421 474
AUTRES POSTES (NET)	-187 642	-249 712	-146 259	-168 418	-144 298	-281 516	-181 808	-933 430	-2 276 473	-3 841 542	-7 401 506
ACTIFS ET ENGAGEMENTS NON CLASSIFIES	307 148	287 224	429 977	175 918	538 435	534 915	1 174 114	763 139	485 019	73 900	-130 514
DÉPÔTS EXCLUS DE MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	-18 163	-14 817	-14 348	-24 728	-25 903	-13 511	-16 973	-15 858	-153 351	-101 782	-60 034
TITRES AUTRES QU'ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CRÉDITS	-638	-791	-898	-2 535	-83 757	-43 000	-12 209	-9 426	-5 663	-7 706	-23 037
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
RÉSERVES TECHNIQUES D'ASSURANCE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	-475 989	-521 328	-560 991	-317 072	-573 073	-759 920	-1 326 741	-1 671 284	-2 602 477	-3 805 954	-7 187 921
PASSIFS MONÉTAIRES AU SENS LARGE	3 295 569	3 765 576	4 130 338	5 079 465	7 247 765	9 208 111	12 514 239	18 261 106	24 957 032	25 827 318	36 230 424
NUMÉRAIRE HORS INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	692 945	742 508	781 868	1 073 431	1 354 480	1 557 087	1 772 939	2 230 571	2 804 177	3 542 588	4 527 576
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES	1 820 189	1 947 056	2 127 954	2 479 468	3 693 879	4 781 224	6 318 873	10 681 864	15 167 017	14 908 472	20 690 490
AUTRES DÉPÔTS	782 435	1 076 012	1 220 516	1 526 566	2 199 406	2 869 800	4 422 427	5 348 671	6 985 838	7 376 258	11 012 357
TITRES AUTRES QU'ACTIONS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO_SBC_1SG											
(en millions de CDF (Au taux courant)											
	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	déc-17	déc-18	déc-19	déc-20	déc-21	déc-22	déc-23
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	381 382	353 053	111 148	-448 894	-570 604	-311 335	-78 672	-543 210	2 989 104	4 524 133	6 662 530
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS (en millions de USD)	412	382	120	-369	-358	-190	-47	-275	1 495	2 246	2 486
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	1 556 952	1 457 580	1 138 302	759 327	956 476	1 074 827	1 828 365	1 700 090	7 456 485	9 635 983	14 650 721
ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS NETS	178 841	-174 161	-80 925	-471 960	-579 092	-323 893	-664 444	-660 407	1 428 089	3 713 556	5 692 635
ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS NETS (en mios de USD)	193	-188	-87	-388	-364	-198	-397	-335	714	1 842	2 124
ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS	1 354 411	930 367	946 229	736 261	947 988	1 062 269	1 242 593	1 582 893	5 895 470	8 825 406	13 680 826
Or monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avoirs en DTS	500 805	471 712	417 580	273 647	142 569	28 651	88 538	76 767	1 502 839	1 831 843	2 354 039
Avoirs en devises	853 606	458 654	528 649	462 614	805 419	1 033 618	1 154 055	1 506 126	4 392 631	6 993 563	11 326 787
AUTRES ACTIFS EXTÉRIEURS	202 542	527 213	192 073	23 066	8 488	12 558	585 772	117 197	1 561 015	810 577	969 895
Dont											
Allocations en DTS TP	0	0	0	0	0	0	0	0	1 428 450	412 722	0
Réserves obligatoires en ME	0	0	0	0	0	0	0	0	0	378 622	845 026
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-1 175 570	-1 104 527	-1 027 154	-1 208 221	-1 527 079	-1 386 162	-1 907 037	-2 243 300	-4 467 381	-5 111 850	-7 988 191
ACTIFS INTERIEURS NETS	592 313	739 381	1 136 194	2 044 505	2 506 797	2 774 398	3 605 999	4 198 553	2 400 048	2 931 250	2 241 969
CREANCES INTERIEURES	657 867	793 306	1 053 946	1 684 540	1 960 366	2 180 027	3 059 510	3 664 690	2 985 375	3 702 820	4 383 415
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	603 527	619 989	814 139	1 324 197	1 272 205	1 501 516	2 104 325	2 317 661	1 528 165	2 770 132	3 456 008

CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	1 251 628	1 252 565	1 253 282	1 408 641	1 388 864	1 609 498	2 206 614	2 470 654	3 225 496	4 008 946	4 027 568
Dont Titres en MN	1 249 498	1 249 498	1 249 498	1 249 498	1 249 498	1 249 498	1 249 498	1 249 498	0	2 270 117	2 653 317
Avances et autres comptes suspens Trésor	2 130	3 067	3 784	159 143	139 366	360 000	957 116	1 221 156	3 225 496	1 738 830	1 374 252
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-648 101	-632 575	-439 144	-84 444	-116 659	-107 981	-102 289	-152 993	-1 697 331	-1 238 814	-571 560
									-1 485 116		
CRÉANCES SUR LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	47 768	162 483	227 809	348 432	669 769	652 330	928 284	1 311 453	1 370 464	846 866	813 593
Dont Comptes RME	47 678	92 866	168 042	343 805	636 908	623 198	905 709	1 115 899	1 338 090	424 250	349 078
RME en millions d'USD	52	100	181	283	400	381	541	566	669	210	130
Refinancement (Crédits autres institutions de dépôts)	0	69 500	59 235	3 000	24 240	16 240	0	126 696	0	0	234 000
Autres	90	117	533	1 626	8 621	12 892	22 575	68 858	32 373	422 616	230 515
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	6 572	10 834	11 998	11 911	18 393	26 180	26 902	35 576	86 746	85 821	113 814
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	6 571	10 833	11 997	11 911	18 392	26 180	26 901	35 575	86 745	85 821	113 813
AUTRES POSTES NETS	-65 554	-53 925	82 248	359 965	546 431	594 372	546 488	533 864	-585 326	-771 569	-2 141 445
ACTIFS ET ENGAGEMENTS NON CLASSIFIES	124 072	65 067	60 543	59 129	145 196	233 089	208 681	314 007	211 925	311 430	545 007
AUTRES ENGAGEMENTS ENVERS AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	-165 428	-126 618	-47 539	-9 093	-55 586	-43 309	-55 799	-163 444	-451 086	-209 982	-300 524
Dont Bon BCC	164 263	107 357	47 000	8 500	35 000	42 500	55 000	15 000	110 000	208 000	190 000
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	-22 246	9 063	71 855	312 886	461 172	409 500	399 390	392 666	-336 670	-851 174	-2 371 772
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CRÉDITS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DÉPÔTS ET TITRES AUTRES QU'ACTIONS EXCLUS DE LA BASE MONÉTAIRE	-1 952	-1 437	-2 611	-2 957	-4 352	-4 908	-5 784	-9 365	-9 496	-21 843	-14 156
DÉPÔTS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	-1 371	-624	-952	-749	-2 491	-2 928	-3 715	-5 866	-6 821	-18 977	-10 235
Comptes Lori en ME des Entreprises publiques et semi-publiques	1 371	624	952	749	2 491	2 928	3 715	5 866	6 821	18 977	10 235
TITRES AUTRES QU'ACTIONS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DÉPÔTS EXCLUS DE MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	-580	-813	-1 659	-2 208	-1 861	-1 980	-2 068	-3 499	-2 675	-2 866	-3 921
TITRES AUTRES QU'ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BASE MONÉTAIRE	973 695	1 092 434	1 247 341	1 595 611	1 936 193	2 463 064	3 527 326	3 655 343	5 389 152	7 455 384	8 904 500
CIRCULATION FIDUCIAIRE	760 458	817 423	868 056	1 153 301	1 454 809	1 689 799	1 933 635	2 448 942	3 045 223	3 797 114	4 831 991
Circulation fiduciaire hors système bancaire	692 945	742 508	781 868	1 073 431	1 354 480	1 557 087	1 772 939	2 230 571	2 804 177	3 542 588	4 527 576
Circulation fiduciaire en banque (numéraire auprès des banques commerciales	67 513	74 915	86 189	79 871	100 329	132 712	160 695	218 371	241 046	254 527	304 415
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	210 476	272 344	374 384	438 823	477 949	767 739	1 083 302	1 174 240	2 325 143	3 634 643	4 053 206
Dont											
Avoirs des banques commerciales en comptes courants à la Banque centrale du Congo	209 323	271 515	373 201	438 200	477 182	766 307	1 081 465	1 171 338	2 316 857	3 251 839	3 195 683
Niveau notifié de la réserve obligatoire	211 398	227 473	235 130	432 483	459 462	836 222	1 061 195	1 594 753	2 375 596	2 375 596	2 454 699
Avoirs excédentaires des banques commerciales	-2 075	44 042	138 072	5 717	17 721	-69 915	20 269	-423 414	-58 740	876 242	740 984
** Niveau notifié de la réserve obligatoire en monnaies etrangères										378 622	845 026
R.O en ME (En millions USD)										188	315
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES SECTEURS	2 761	2 667	4 901	3 487	3 436	5 526	510 389	32 161	18 786	23 626	19 303

SITUATION DES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS_SAID_2SG *

(en millions de CDF (Au taux courant)

	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	déc-17	déc-18	déc-19	déc-20	déc-21	déc-22	déc-23
											(p)
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	1 063 691	1 198 348	1 205 510	1 514 518	3 231 346	3 720 815	5 099 142	10 460 130	14 485 617	11 213 179	14 228 320
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	1 340 522	1 441 964	1 512 581	1 903 966	3 648 422	4 026 384	5 591 579	11 091 749	15 287 820	12 584 076	17 593 011
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-276 831	-243 616	-307 071	-389 448	-417 075	-305 569	-492 437	-631 618	-802 203	-1 370 898	-3 364 691
ACTIFS INTERIEURS NETS	1 554 201	1 848 433	2 175 090	2 770 748	3 023 867	4 283 517	5 569 170	5 910 129	8 603 454	11 389 045	17 632 561
CREANCES INTERIEURES	1 885 148	2 315 692	2 669 057	3 385 813	4 074 402	5 604 464	7 392 902	8 415 461	10 956 270	15 310 093	24 122 853
CRÉANCES SUR LA BANQUE CENTRALE	457 110	482 628	535 253	539 662	633 679	1 052 015	1 848 550	1 491 082	2 812 397	4 234 499	4 951 595
NUMÉRAIRE	67 513	74 915	86 189	79 871	100 329	132 712	160 695	218 371	241 046	254 527	304 415
DÉPÔTS ET TITRES AUTRES QU'ACTIONS DE RÉSERVES	273 980	300 661	402 065	451 291	482 431	795 022	1 527 208	1 224 194	2 305 888	3 586 716	4 046 929
AUTRES CRÉANCES SUR LA BANQUE CENTRALE	115 616	107 052	47 000	8 500	50 919	124 281	160 647	48 517	265 464	393 257	600 251
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	-167 836	-100 136	-49 810	-9 989	50 705	-151 988	23 180	-185 354	-193 817	-1 322 550	-1 011 750
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	81 344	94 594	132 702	205 024	271 857	200 557	374 644	264 040	519 955	412 790	500 578

ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-249 180	-194 730	-182 512	-215 013	-221 152	-352 546	-351 464	-449 394	-713 773	-1 735 340	-1 512 327
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	1 595 874	1 933 200	2 183 614	2 856 140	3 390 018	4 704 438	5 521 172	7 109 733	8 337 690	12 398 143	20 183 007
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	3 818	5 287	6 975	13 071	10 063	0	0	0	0	0	0
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	44 235	68 157	62 056	53 970	58 924	114 139	178 166	170 644	209 154	210 742	254 174
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	89 429	96 051	74 836	133 210	149 906	367 321	474 736	550 490	650 259	997 144	1 621 172
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	1 458 391	1 763 705	2 039 746	2 655 890	3 171 125	4 222 978	4 868 270	6 388 598	7 478 277	11 190 257	18 307 661
AUTRES POSTES (NET)	-330 947	-467 259	-493 967	-615 065	-1 050 535	-1 320 948	-1 823 732	-2 505 332	-2 352 816	-3 921 048	-6 490 292
ACTIFS ET ENGAGEMENTS NON CLASSIFIES	123 433	63 924	139 778	17 429	67 468	-108 528	-85 393	-431 955	-81 346	-958 563	-1 651 107
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	-453 742	-530 391	-632 846	-629 958	-1 034 245	-1 169 419	-1 726 130	-2 063 950	-2 265 807	-2 954 779	-4 816 148
RÉSERVES TECHNIQUES D'ASSURANCE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CRÉDITS	-638	-791	-898	-2 535	-83 757	-43 000	-12 209	-9 426	-5 663	-7 706	-23 037
ENGAGEMENTS ENVERS LA BANQUE CENTRALE	1 818	13 001	25 293	260 947	343 813	350 231	426 212	365 393	811 147	261 180	131 458
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	1 816 088	1 943 796	2 122 129	2 475 270	3 688 031	4 772 852	6 306 578	10 655 665	15 148 043	14 872 429	20 668 486
AUTRES DÉPÔTS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	782 404	1 075 981	1 220 488	1 526 529	2 199 328	2 869 718	3 920 617	5 336 843	6 979 206	7 369 698	11 004 823
TITRES AUTRES QU'ACTIONS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DÉPÔTS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	17 583	14 004	12 689	22 520	24 042	11 531	14 904	12 359	150 676	98 916	56 113
TITRES AUTRES QU'ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

**** Il s'agit uniquement ici des banques commerciales agréées*

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|9 Liquidités monétaires (en millions de CDF)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (p)
Circulation fiduciaire hors banques (A)	692 945	742 508	781 868	1 073 431	1 354 480	1 557 087	1 772 939	2 230 571	2 804 177	3 542 588	4 527 576
Circulation fiduciaire hors BCC (1)	760 458	817 423	868 056	1 153 301	1 454 809	1 689 799	1 933 635	2 448 942	3 045 223	3 797 114	4 831 991
Numéraires des autrres institutions de dépôts	-67 513	-74 915	-86 189	-79 871	-100 329	-132 712	-160 695	-218 371	-241 046	-254 527	-304 415
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES (B)	1 820 189	1 947 056	2 127 954	2 479 468	3 693 879	4 781 224	6 318 873	10 681 864	15 167 017	14 908 472	20 690 490
Banque Centrale du Congo	4 101	3 260	5 825	4 199	5 848	8 372	12 295	26 198	18 974	36 043	22 003
Autres institutions de dépôts	1 816 088	1 943 796	2 122 129	2 475 270	3 688 031	4 772 852	6 306 578	10 655 665	15 148 043	14 872 429	20 668 486
AUTRES DÉPÔTS (C)	782 435	1 076 012	1 220 516	1 526 566	2 199 406	2 869 800	4 422 427	5 348 671	6 985 838	7 376 258	11 012 357
Banque Centrale du Congo	31	31	28	37	79	82	501 810	11 829	6 633	6 560	7 534
Autres institutions de dépôts	782 404	1 075 981	1 220 488	1 526 529	2 199 328	2 869 718	3 920 617	5 336 843	6 979 206	7 369 698	11 004 823
TITRES ET AUTRES ACTIONS (D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banque Centrale du Congo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres institutions de dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total (A) + (B) + (C) + (D)	3 295 569	3 765 576	4 130 338	5 079 465	7 247 765	9 208 111	12 514 239	18 261 106	24 957 032	25 827 318	36 230 424

Source : Banque Centrale du Congo.
(P) : Provisoire.

Tableau I|4|10 Contribution à la croissance des passifs monétaires au sens large (Masse monétaire)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Origine des variations	3 295 569	3 765 576	4 130 338	5 079 465	7 247 765	9 208 111	12 514 239	18 261 106	24 957 032	25 827 318	36 230 424
Actifs extérieurs nets	1 445 074	1 551 401	1 316 658	1 065 623	2 660 742	3 409 480	5 020 469	9 916 920	17 474 721	15 737 312	20 890 850
Actifs intérieurs nets	1 850 495	2 214 175	2 813 680	4 013 842	4 587 023	5 798 631	7 493 770	8 344 185	7 482 311	10 090 005	15 339 573
Créances nettes sur l'Administration centrale	435 691	519 853	764 329	1 314 208	1 322 910	1 349 528	2 127 505	2 132 307	1 334 348	1 447 583	2 444 259
Créances sur les autres secteurs	1 602 446	1 944 034	2 195 611	2 868 052	3 408 410	4 730 618	5 548 073	7 145 308	8 424 436	12 483 965	20 296 821
Autres postes nets	-187 642	-249 712	-146 259	-168 418	-144 298	-281 516	-181 808	-933 430	-2 276 473	-3 841 542	-7 401 506
Variations de la masse monétaire	3 295 569	3 765 576	4 130 338	5 079 465	7 247 765	9 208 111	12 514 239	18 261 106	24 957 032	25 827 318	36 230 424
Monnaie fiduciaire	692 945	742 508	781 868	1 073 431	1 354 480	1 557 087	1 772 939	2 230 571	2 804 177	3 542 588	4 527 576
Dépôts Transférables	1 820 189	1 947 056	2 127 954	2 479 468	3 693 879	4 781 224	6 318 873	10 681 864	15 167 017	14 908 472	20 690 490
Autres dépôts	782 435	1 076 012	1 220 516	1 526 566	2 199 406	2 869 800	4 422 427	5 348 671	6 985 838	7 376 258	11 012 357
Titres et autres actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau I|4|11 Contribution en pourcentage à la croissance des passifs monétaires au sens large

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Origine des variations	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Avoirs extérieurs nets	43,8	41,2	31,9	21,0	36,7	37,0	40,1	54,3	70,0	60,9	57,7
Avoirs intérieurs nets	56,2	58,8	68,1	79,0	63,3	63,0	59,9	45,7	30,0	39,1	42,3
Créances nettes sur l'Administration centrale	23,5	23,5	27,2	32,7	28,8	23,3	28,4	25,6	17,8	14,3	15,9
Crédits à l'économie	86,6	87,8	78,0	71,5	74,3	81,6	74,0	85,6	112,6	123,7	132,3
Autres postes nets	-10,1	-11,3	-5,2	-4,2	-3,1	-4,9	-2,4	-11,2	-30,4	-38,1	-48,3
Variations de la masse monétaire	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Monnaie fiduciaire	21,0	19,7	18,9	21,1	18,7	16,9	14,2	12,2	11,2	13,7	12,5
Dépots transférables	55,2	51,7	51,5	48,8	51,0	51,9	50,5	58,5	60,8	57,7	57,1
Autres dépôts	23,7	28,6	29,6	30,1	30,3	31,2	35,3	29,3	28,0	28,6	30,4
Titres et autres actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

'Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|12 Ventilation des dépôts bancaires à vue par secteur d'activités, catégorie de déposants et provinces [(1)] (en pourcentage)

Rubriques	2008	2009	2010	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (p)
A. Secteur d'activités (2)	648 579	1 060 166	1 075 392	2 495 955	2 301 280	2 546 830	2 965 368	4 348 460	5 868 392	7 943 683	12 754 186	17 645 082	18 633 591	24 935 542
Agriculture	3 515	8 176	10 268	47 922	44 185	48 899	56 935	83 490	112 673	152 519	244 880	95 951	91 472	95 420
Sylviculture et exploitation forestière	167	213	678	2 496	2 301	2 547	2 965	4 348	5 868	7 944	12 754	12 541	11 882	7 979
Élevage et pêche	958	1 642	466	4 919	5 966	4 584	5 338	7 827	10 563	14 299	22 958	22 540	23 291	28 874
Industries extractives	23 544	41 140	40 447	199 676	169 102	211 642	246 422	361 357	487 663	660 120	1 059 873	4 609 246	2 272 154	3 059 589
Industries manufacturières	23 781	31 268	38 491	224 636	197 115	229 215	266 883	391 361	528 155	714 931	1 147 877	375 859	482 333	512 672
Eau, gaz, électricité	8 102	17 989	15 286	99 838	92 051	70 038	81 548	119 583	161 381	218 451	350 740	194 165	196 449	337 289
Industries du bâtiment et travaux publics	7 762	14 936	14 745	54 960	59 038	58 832	68 500	100 449	135 560	183 499	294 622	503 633	519 974	754 795
Commerce	55 541	84 323	82 593	349 205	301 598	356 556	415 152	608 784	821 575	1 112 116	1 785 586	928 108	1 005 367	626 783
Transports	12 498	25 585	27 575	60 234	60 342	80 480	93 706	137 411	185 441	251 020	403 032	278 310	422 474	689 124
Entreprises immobilières et d'assurances	2 912	3 253	4 432	7 659	7 454	10 287	11 978	17 565	23 704	32 087	51 518	157 896	823 665	981 413
Autres services	221 074	341 781	329 084	1 126 425	1 038 568	1 149 306	1 338 180	1 962 327	2 648 225	3 584 741	5 755 573	6 387 318	5 644 759	7 304 929
Divers	288 724	489 861	511 328	317 985	323 559	324 444	377 763	553 957	747 583	1 011 957	1 624 774	4 079 514	7 139 771	10 536 676
B. Catégorie de déposants	648 579	1 060 166	1 075 392	2 495 955	2 301 280	2 546 830	2 965 368	4 348 460	5 868 392	7 943 683	12 754 186	17 645 082	18 633 591	25 056 047
Particuliers	255 744	408 624	410 891	962 027	973 746	1 051 350	1 224 126	1 795 076	2 198 557	2 508 861	3 265 863	3 929 328	5 487 388	7 886 151
Entreprises privées	325 574	531 063	543 637	1 250 285	965 768	230 336	268 189	393 277	2 094 493	3 032 590	6 256 243	8 678 521	6 207 075	8 918 573
Entreprises publiques	28 304	64 500	61 332	151 852	167 021	168 822	196 565	288 247	386 730	469 735	1 134 107	1 410 727	1 953 864	2 081 887
Organismes financiers non monétaires	19 686	31 056	39 689	3 114	3 341	3 661	4 263	6 251	-	-	-	-	-	-
Pouvoirs publics subordonnés	10 584	21 352	15 818	50 268	156 567	995 944	1 159 614	1 700 475	-	-	-	-	-	-
Organismes publics à caractère administratif	8 687	3 571	4 025	78 408	34 837	96 717	112 611	165 135	-	-	-	-	-	-
ISBLM	-	-	-	-	-	-	-	-	314 762	731 418	534 809	750 159	532 699	1 483 567
PME	-	-	-	-	-	-	-	-	416 810	486 893	587 172	1 323 690	2 345 853	2 794 775
Administration Publique Centrale	-	-	-	-	-	-	-	-	252 256	265 067	293 744	528 006	1 503 288	1 066 705
Administration Publique Locale	-	-	-	-	-	-	-	-	25 487	34 434	118 072	212 118	174 333	292 040
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	179 297	414 687	564 175	812 534	429 092	532 349

Rubriques	2008	2009	2010	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (p)
C. Provinces	648 579	1 060 166	1 075 392	2 495 955	2 301 280	2 546 830	2 965 368	4 348 460	5 868 392	7 943 683	12 754 186	17 645 082	18 633 591	25 056 047
Kinshasa	465 799	756 884	798 588	1 781 938	1 577 609	1 784 039	2 077 222	3 046 070	3 818 129	5 036 634	8 086 698	11 201 164	12 586 346	15 838 121
Kongo Central	16 645	24 455	24 078	57 574	66 736	72 129	83 982	123 153	102 738	143 691	230 707	239 101	320 765	433 912
Espace Grand Bandundu	111	111	111	262	2 177	3 823	4 451	6 528	32 894	26 527	42 591	37 819	42 952	51 615
Kwango	-	-	-	-	-	-	-	-	17 820	6 241	10 021	8 540	8 113	6 510
Kwilu	-	-	-	-	-	-	-	-	14 091	18 722	30 060	27 041	31 530	40 921
Mai-Ndombe	-	-	-	-	-	-	-	-	982	1 564	2 510	2 239	3 309	4 184
Espace Grand Equateur	91	91	91	215	2 547	3 093	3 601	5 281	16 432	26 812	43 049	52 660	64 336	90 104
Equateur	-	-	-	-	-	-	-	-	8 001	13 300	21 354	21 953	40 763	51 538
Mongala	-	-	-	-	-	-	-	-	379	1 131	1 815	2 233	760	665
Nord-Ubangi	-	-	-	-	-	-	-	-	2 792	3 988	6 403	17 784	12 710	22 908
Sud-Ubangi	-	-	-	-	-	-	-	-	5 261	8 394	13 477	10 690	10 104	14 993
Espace Orientale	3 635	7 371	6 509	17 353	36 869	39 384	45 856	67 244	105 567	428 770	688 423	197 609	283 542	401 914
Bas-Uélé	-	-	-	-	-	-	-	-	1 254	1 459	2 343	4 249	5 490	8 508
Haut-Uele	-	-	-	-	-	-	-	-	24 521	327 716	526 172	52 433	95 642	129 261
Tshopo	-	-	-	-	-	-	-	-	33 273	39 492	63 407	48 301	65 988	107 955
Ituri	-	-	-	-	-	-	-	-	46 518	60 104	96 501	92 626	116 421	156 190
Sud, Nord Kivu et Maniema	42 622	71 821	58 798	169 090	147 152	150 282	174 979	256 592	365 038	540 220	867 364	798 573	867 402	1 204 474
Nord-Kivu	-	-	-	-	-	-	-	-	223 511	361 631	580 626	519 709	561 839	807 369
Sud-Kivu	-	-	-	-	-	-	-	-	128 494	165 732	266 095	252 359	277 969	359 630
Maniema	-	-	-	-	-	-	-	-	13 032	12 857	20 643	26 504	27 595	37 475
Espace Grand Katanga	111 952	190 553	181 110	448 620	448 935	473 273	551 049	808 066	1 355 825	1 647 281	2 644 834	4 978 488	4 292 187	6 772 577
Tanganyika	-	-	-	-	-	-	-	-	22 729	24 898	39 976	44 716	52 050	69 075
Haut-Katanga	-	-	-	-	-	-	-	-	1 097 567	1 323 725	2 125 340	3 608 265	3 412 854	5 419 399
Lualaba	-	-	-	-	-	-	-	-	235 529	298 658	479 518	1 325 507	827 284	1 284 103
Espace du Grand Kasai	7 722	8 879	6 105	20 904	19 255	20 807	24 227	35 526	71 769	93 748	150 520	139 668	176 059	263 330
Kasai-Oriental	4 576	5 055	3 785	11 900	10 157	10 609	12 353	18 114	35 028	42 270	67 867	56 494	33 849	84 137
Lomami	-	-	-	-	-	-	-	-	1 272	2 543	4 082	6 011	7 852	10 080
Sankuru	-	-	-	-	-	-	-	-	2 633	3 740	6 005	9 169	9 210	33 734
Haut-Lomami	-	-	-	-	-	-	-	-	7 897	8 513	13 668	17 510	13 809	18 877
Kasai	-	-	-	-	-	-	-	-	3 027	5 051	8 110	5 997	10 111	11 566
Kasai-Central	3 146	3 824	2 320	9 003	9 098	10 198	11 874	17 412	21 912	31 632	50 788	44 488	101 228	104 936

Source: Banque Centrale du Congo
(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.
(2) À partir de 2011, la rubrique "secteur d'activités" a subi un reclassement suivant les nouvelles informations produites dans l' annexe réglementaire DEC 9004 du Guide Comptable des Établissements de Crédit (GCEC).

Tableau I|4|13 Ventilation des dépôts bancaires à terme par secteur d'activités, catégorie de déposants, provinces et échéance [1]
(en millions de CDF)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (p)
A. Secteurs d'activités	291 808	863 631	989 194	1 248 729	1 830 933	1 476 641	2 529 126	3 072 388	4 572 869	4 664 826	7 179 970
Agriculture	5 603	16 582	18 993	23 976	35 154	28 352	48 559	58 990	78	184	58
Sylviculture et exploitation forestière	292	864	989	1 249	1 831	1 477	2 529	3 072	0	0	0
Elevage et pêche	575	2 239	1 781	2 248	3 296	2 658	4 552	5 530	3	5 168	2 847
Industries extractives	23 345	63 461	82 202	103 769	152 151	122 709	210 170	255 315	1 290 820	588 594	879 917
Industries manufacturières	26 263	73 974	89 027	112 386	50 351	40 608	69 551	84 491	78 542	26 836	21 221
Eau, gaz, électricité	11 672	34 545	27 203	34 340	50 351	40 608	69 551	84 491	26 820	68 148	87 938
Industries du bâtiment et travaux publics	6 425	22 156	22 850	28 846	42 295	34 110	58 423	70 972	95 504	146 656	251 164
Commerce	40 826	113 185	138 487	174 822	256 331	206 730	354 078	430 134	390 529	626 965	1 086 261
Transports	7 042	22 645	31 259	39 460	172 291	138 952	237 991	289 112	57 807	74 155	187 023
Entreprises immobilières et d'assurances	895	2 797	3 996	5 044	7 396	5 965	10 216	12 410	74 974	574 388	660 558
Autres services	131 693	389 757	446 393	563 513	826 244	666 363	1 141 317	1 386 474	1 443 476	1 034 206	1 649 679
Divers	37 176	121 426	126 015	159 077	233 245	188 111	322 189	391 396	1 114 316	1 519 526	2 353 303
B. Catégorie de déposants	291 808	863 631	989 194	1 248 729	1 830 933	1 476 641	2 529 126	3 072 388	4 572 869	4 664 826	7 191 248
Particuliers	112 473	429 232	449 000	566 804	831 069	798 698	1 065 641	1 294 543	1 686 260	1 584 050	2 873 086
Entreprises privées	146 174	342 311	434 886	548 987	804 945	287 259	779 248	946 632	1 897 325	1 418 960	1 697 086

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (p)
Entreprises publiques	20 287	70 654	85 519	107 957	158 290	179 164	356 170	-	489 859	994 417	1 525 718
Organismes financiers non monétaires	8 548	20 501	18 141	22 901	33 578	-	-	-	0	0	0
Pouvoirs publics subordonnés	3 343	528	983	1 241	1 820	-	-	-	0	0	0
Organismes publics à caractère administratif	983	405	665	839	1 231	-	-	-	0	0	0
ISBLM	-	-	-	-	-	31 790	81 857	99 440	51 666	99 338	71 791
PME	-	-	-	-	-	100 351	103 622	125 880	204 175	398 425	683 296
Administration Publique Centrale	-	-	-	-	-	1 875	34 415	41 807	17 607	89 927	233 231
Administration Publique Locale	-	-	-	-	-	2 338	6 358	7 724	7 326	24 840	63 804
Autres	-	-	-	-	-	75 166	101 815	123 686	218 650	54 868	43 237
C. Provinces	291 808	863 631	989 194	1 248 729	1 830 933	1 476 641	2 529 126	3 072 388	4 572 869	4 664 826	7 191 249
Kinshasa	208 331	463 784	483 838	610 782	895 552	1 115 299	1 857 871	2 256 945	3 373 330	3 792 019	5 981 450
Kongo Central	6 731	47 011	49 369	62 322	91 379	10 014	13 306	16 165	19 194	32 854	57 040
Espace Grand Bandundu	31	1 990	2 739	3 457	5 069	2 000	1 791	2 176	1 943	4 904	7 168
Kwango	-	-	-	-	-	1 194	583	708	514	1 211	1 949
Kwilu	-	-	-	-	-	790	1 183	1 437	1 402	3 622	4 759
Mai-Ndombe	-	-	-	-	-	16	25	31	26	70	460
Espace Grand Equateur	263	3 559	3 210	4 053	5 942	1 655	2 708	3 289	1 323	10 388	13 226
Equateur	-	-	-	-	-	687	902	1 096	641	2 481	4 465
Mongala	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Nord-Ubangi	-	-	-	-	-	347	658	799	395	4 138	3 591
Sud-Ubangi	-	-	-	-	-	621	1 147	1 394	287	3 769	5 169
Espace Orientale	2 029	12 700	17 914	22 614	33 157	11 701	14 433	17 534	127 606	28 530	40 789
Bas-Uélé	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	306
Haut-Uele	-	-	-	-	-	5 746	6 957	8 452	116 221	14 083	12 960
Tshopo	-	-	-	-	-	3 112	4 207	5 110	5 854	7 311	13 347
Ituri	-	-	-	-	-	2 843	3 270	3 972	5 531	7 136	14 176
Sud, Nord Kivu et Maniema	19 531	116 799	141 893	179 122	262 635	67 176	72 530	88 110	107 286	119 621	170 786
Nord-Kivu	-	-	-	-	-	38 020	36 687	44 568	54 762	61 189	84 776
Sud-Kivu	-	-	-	-	-	27 664	33 741	40 989	50 810	55 137	79 888
Maniema	-	-	-	-	-	1 491	2 102	2 553	1 714	3 296	6 122
Espace Grand Katanga	52 449	208 466	281 943	355 916	521 858	255 687	549 477	667 506	918 431	649 834	884 227
Tanganyika	-	-	-	-	-	783	736	894	2 732	3 328	4 853
Haut-Katanga	-	-	-	-	-	242 330	281 387	341 829	691 700	613 340	832 495
Lualaba	-	-	-	-	-	12 574	267 355	324 783	223 999	33 166	46 878
Espace du Grand Kasai	2 444	9 321	8 288	10 463	15 341	13 109	17 010	20 663	23 755	26 675	36 563
Kasai-Oriental	1 391	4 701	5 024	6 342	9 300	2 440	4 121	5 006	7 502	5 808	10 355
Lomami	-	-	-	-	-	110	455	552	388	2 722	4 782
Sankuru	-	-	-	-	-	88	134	163	300	669	1 215
Haut-Lomami	-	-	-	-	-	925	1 239	1 505	624	2 082	3 295
Kasai	-	-	-	-	-	189	211	257	265	1 136	2 895
Kasai-Central	1 053	4 620	3 264	4 120	6 041	9 358	10 850	13 180	14 677	14 259	14 021
D. Échéance	291 808	863 631	989 194	1 248 729	1 830 933	1 476 641	2 529 126	3 072 388	4 572 869	4 664 826	7 179 970
15 jours	121	1 440	2 781	3 511	5 147	4 151	7 110	8 638	217 100	221 465	340 873
1 mois	32 804	130 489	184 015	232 295	340 600	274 692	470 481	571 541	1 050 631	1 071 758	1 649 620
3 mois	110 303	246 160	288 695	364 440	534 355	430 956	738 122	896 672	531 139	541 819	833 953
6 mois	62 675	223 835	258 696	326 570	478 829	386 174	661 422	803 497	1 762 100	1 797 534	2 766 715
1 an et plus	85 905	261 707	255 007	321 913	472 002	380 668	651 991	792 040	1 011 900	1 032 249	1 588 808

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères et ceux à régime spécial.
** A partir de 2011, la rubrique "secteur d'activités" a subi un reclassement suivant les nouvelles informations produites dans l' annexe DEC 9004 du Guide Comptable des Établissements de Crédit (GCEC).*

Tableau I|4|14 Ventilation des dépôts bancaires par provinces (en millions de CDF)

	PROVINCES	2019				2 020				2021				2022				2023 (p)			
		COMPTES DE DEPOTS A REGIME SPECIAL	COMPTES CREDI-TEURS A TERME	COMPTES CREDI-TEURS A VUE	TOTAL DEPOT DE LA CLIEN-TELE	COMPTES DE DEPOTS A REGIME SPECIAL	COMPTES CREDI-TEURS A TERME	COMPTES CREDI-TEURS A VUE	TOTAL DEPOT DE LA CLIEN-TELE	COMPTES DE DEPOTS A REGIME SPECIAL	COMPTES CREDI-TEURS A TERME	COMPTES CREDI-TEURS A VUE	TOTAL DEPOT DE LA CLIEN-TELE	COMPTES DE DEPOTS A REGIME SPECIAL	COMPTES CREDI-TEURS A TERME	COMPTES CREDI-TEURS A VUE	TOTAL DEPOT DE LA CLIEN-TELE	COMPTES DE DEPOTS A REGIME SPECIAL	COMPTES CREDI-TEURS A TERME	COMPTES CREDI-TEURS A VUE	TOTAL DEPOT DE LA CLIEN-TELE
1	Kinshasa	62 207	1 795 663	5 036 634	6 894 505	70 412	2 088 531	8 254 969	10 413 913	145 153	3 373 330	11 201 164	14 719 647	196 444	3 595 575	12 586 346	16 378 365	321 996	5 659 454	15 838 121	21 819 571
2	Kongo-Central	3 415	9 892	143 691	156 998	4 286	17 000	166 131	187 417	5 748	19 194	239 101	264 043	8 489	24 365	320 765	353 619	13 585	43 454	433 912	490 952
3	Kwango	199	383	6 241	6 824	247	449	6 677	7 373	480	514	8 540	9 534	709	502	8 113	9 325	1 498	451	6 510	8 458
4	Kwilu	354	829	18 722	19 905	628	853	26 526	28 007	1 159	1 402	27 041	29 602	2 408	1 215	31 530	35 152	3 084	1 675	40 921	45 680
5	Mai-Ndombe	0	25	1 564	1 589	1	44	1 499	1 543	1	26	2 239	2 266	1	70	3 309	3 379	1	460	4 184	4 644
6	Equateur	706	197	13 300	14 202	1 133	316	15 427	16 876	1 284	641	21 953	23 878	1 782	699	40 763	43 244	2 802	1 664	51 538	56 003
7	Mongala	-	-	1 131	1 131	-	-	1 417	1 417	-	-	2 233	2 233	-	-	760	760	-	-	665	665
8	Nord-Ubangi	561	97	3 988	4 646	947	287	4 228	5 462	1 301	395	17 784	19 480	3 593	545	12 710	16 848	3 299	292	22 908	26 499
9	Sud-Ubangi	1 031	116	8 394	9 541	1 734	214	10 130	12 079	1 998	287	10 690	12 975	3 245	524	10 104	13 873	4 383	787	14 993	20 162
10	Tshuapa	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11	Kasai	-	211	5 051	5 263	-	171	5 583	5 754	-	265	5 997	6 262	767	369	10 111	11 247	2 448	447	11 566	14 461
12	Kasai-Central	588	10 262	31 632	42 481	967	9 932	50 121	61 020	1 218	14 677	44 488	60 383	1 903	12 355	101 228	115 487	4 969	9 053	104 936	118 957
13	Kasai-Oriental	591	3 530	42 270	46 391	1 081	5 556	52 733	59 370	1 593	7 502	56 494	65 588	2 765	3 043	33 849	39 657	4 085	6 270	84 137	94 493
14	Lomami	374	81	2 543	2 997	543	288	4 543	5 374	865	388	6 011	7 264	2 418	304	7 852	10 574	4 511	271	10 080	14 862
15	Sankuru	100	34	3 740	3 874	158	79	5 948	6 185	257	300	9 169	9 727	466	203	9 210	9 879	948	267	33 734	34 949
16	Haut-Lomami	1 051	188	8 513	9 752	912	167	10 393	11 471	1 317	624	17 510	19 450	1 557	524	13 809	15 891	2 557	738	18 877	22 172
17	Tanganyika	529	207	24 898	25 634	1 055	537	30 602	32 194	1 890	2 732	44 716	49 337	2 693	635	52 050	55 378	3 792	1 061	69 075	73 928
18	Haut-Katanga	18 340	263 047	1 323 725	1 605 111	22 329	611 671	2 516 827	3 150 828	26 986	691 700	3 608 265	4 326 951	40 972	572 368	3 412 854	4 026 193	60 965	771 530	5 419 399	6 251 895
19	Lualaba	6 094	261 260	298 658	566 012	7 653	90 982	522 315	620 950	8 463	223 999	1 325 507	1 557 970	9 779	23 388	827 284	860 450	16 532	30 346	1 284 103	1 330 981
20	Bas-Uélé	-	-	1 459	1 459	-	-	2 288	2 288	-	-	4 249	4 249	-	-	5 490	5 490	-	306	8 508	8 814
21	Haut-Uele	39	6 918	327 716	334 673	-	9 988	297 269	307 257	72	116 221	52 433	168 726	0	14 083	95 642	109 725	75	12 885	129 261	142 221
22	Tshopo	1 351	2 855	39 492	43 698	1 921	3 770	45 831	51 522	2 416	5 854	48 301	56 571	2 935	4 376	65 988	73 299	3 736	9 610	107 955	121 301
23	Ituri	931	2 338	60 104	63 373	1 112	3 514	75 236	79 862	1 674	5 531	92 626	99 831	2 304	4 832	116 421	123 557	4 575	9 602	156 190	170 367
24	Nord-Kivu	6 850	29 838	361 631	398 319	8 713	48 067	410 435	467 216	9 887	54 762	519 709	584 358	12 788	48 400	561 839	623 028	22 433	62 343	807 369	892 145
25	Sud-Kivu	2 364	31 377	165 732	199 473	3 778	48 342	215 722	267 842	4 961	50 810	252 359	308 130	4 881	50 256	277 969	333 105	8 506	71 383	359 630	439 518
26	Maniema	653	1 449	12 857	14 959	686	1 333	21 335	23 354	954	1 714	26 504	29 172	1 964	1 331	27 595	30 891	3 164	2 958	37 475	43 597
	TOTAL	108 328	2 420 798	7 943 683	10 472 809	130 297	2 942 091	12 754 186	15 826 574	219 676	4 572 869	17 645 082	22 437 627	304 861	4 359 965	18 633 591	23 298 416	493 942	6 697 307	25 056 047	32 247 295

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|15 Ventilation des dépôts bancaires par secteurs d'activités (en millions de CDF)

	Rubriques	2019			2020			2021			2022			2023 (p)		
		MN	ME	TOTAL	MN	ME	TOTAL	MN	ME	TOTAL	MN	ME	TOTAL	MN	ME	TOTAL
1	ACTIVITES FINANCIERES ET ASSURANCES	119 177	493 487	612 665	191 280	581 300	772 580	265 465	844 612	1 110 077	175 668	1 149 126	1 324 794	169 043	1 348 533	1 517 576
2	ADMINISTRATION PUBLIQUE CENTRALE	100 889	287 170	388 059	92 327	514 747	607 074	134 647	954 855	1 089 502	592 497	1 490 986	2 083 483	386 302	1 670 838	2 057 140
3	ADMINISTRATION PUBLIQUE LOCALE	3 944	7 670	11 614	16 659	37 189	53 848	26 683	103 816	130 499	18 529	126 930	145 458	34 187	244 050	278 237
4	AGRICULTURE	5 290	38 090	43 380	6 289	42 944	49 233	15 299	81 112	96 411	17 693	73 963	91 656	15 960	79 518	95 478
5	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITES RECREATIVES	265	6 697	6 962	100	5 796	5 896	370	13 697	14 067	828	33 667	34 495	5 959	68 562	74 522
6	VENTE, REPARATION, PIECES DE RECHANGE DES VEHICULES	4 841	68 988	73 829	7 113	92 624	99 737	11 571	123 329	134 900	13 397	172 047	185 443	11 612	229 788	241 400
7	COMMERCE DE DETAIL	145 258	272 397	417 655	42 044	471 427	513 471	300 348	573 869	874 217	404 008	618 566	1 022 574	86 146	1 637 251	1 723 398
8	COMMERCE DE GROS	18 607	241 518	260 125	32 189	315 179	347 368	41 256	405 563	446 819	64 924	544 834	609 757	51 065	767 564	818 629
9	CONSTRUCTION, BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	36 397	315 316	351 713	32 497	671 494	703 991	35 529	578 634	614 163	68 037	598 593	666 630	41 228	964 731	1 005 959
10	ELEVAGE, PECHE ET SYLVICULTURE	2 497	7 047	9 545	1 367	12 556	13 923	4 319	18 224	22 543	3 214	25 245	28 459	7 088	24 633	31 721
11	ENSEIGNEMENT	6 023	41 872	47 894	8 363	51 980	60 343	14 103	84 130	98 233	17 396	84 173	101 569	23 826	139 958	163 784
12	ENTREPRISES IMMOBILIERES	8 541	151 663	160 204	11 861	183 871	195 732	16 291	223 950	240 242	21 373	256 526	277 899	17 268	394 081	411 349
13	HEBERGEMENT ET RESTAURATION	2 182	44 127	46 309	2 762	78 350	81 112	3 948	88 155	92 102	5 463	90 194	95 657	4 445	141 286	145 731
14	INDUSTRIES EXTRACTIVES (MINES)	26 423	1 444 731	1 471 154	14 440	3 368 354	3 382 793	775 431	5 063 657	5 839 088	347 788	2 512 960	2 860 748	281 528	3 657 979	3 939 507
15	PRODUCTION INDUSTRIELLE (MANUFACTURES)	39 413	205 141	244 554	49 805	349 834	399 639	81 273	385 608	466 880	132 159	377 011	509 170	44 946	488 948	533 893
16	INFORMATION ET COMMUNICATION	38 553	43 133	81 686	66 252	109 787	176 039	25 002	92 192	117 194	21 547	47 525	69 072	23 612	167 210	190 821
17	PRODUCTION ARTISANALE	0	263	263	0	318	318	0	553	553	1	50	51	3	85	87
18	PRODUCTION DES PRODUITS BRASSICOLES	12 439	11 201	23 640	20 260	15 137	35 397	17 009	34 126	51 134	25 057	10 616	35 673	11 868	13 708	25 576
19	DISTIBUTION DES PRODUITS BRASSICOLES	8 123	75 029	83 152	7 776	79 575	87 350	12 939	104 565	117 504	8 889	103 969	112 859	7 948	137 484	145 432
20	PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE GAZ ET D'ELECTRICITE	22 193	150 104	172 297	20 218	261 256	281 474	36 360	193 634	229 994	53 272	210 886	264 158	46 613	378 031	424 645
21	PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU	3 467	14 373	17 840	4 236	11 934	16 169	7 921	22 240	30 161	7 949	29 348	37 296	9 575	24 497	34 072
22	PRODUCTION DES PRODUITS PETROLIERS	4 393	41 740	46 133	2 242	16 301	18 543	2 532	2 545	5 076	3 428	10 243	13 672	1 264	15 547	16 811
23	DISTRIBUTION DES PRODUITS PETROLIERS	29 370	60 490	89 860	20 195	75 489	95 684	36 423	108 139	144 562	48 173	122 650	170 823	29 765	182 299	212 065
24	PRODUCTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	290	4 878	5 169	472	6 529	7 001	462	6 304	6 766	731	25 485	26 215	1 113	11 167	12 280
25	DISTRIBUTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	3 566	25 208	28 774	5 873	47 881	53 754	11 403	55 303	66 706	5 258	67 174	72 432	6 535	120 415	126 951
26	SANTE	43 596	115 978	159 573	52 663	220 345	273 007	269 932	184 639	454 571	217 286	244 800	462 086	135 844	271 839	407 683
27	AUTRES ACTIVITES DES ENTREPRISES DE SERVICES	91 050	653 400	744 449	261 042	1 461 632	1 722 674	137 116	1 232 474	1 369 590	318 210	2 171 624	2 489 835	351 920	2 977 311	3 329 231
28	EXPLOITATION FORESTIERE	914	2 045	2 959	621	8 352	8 972	822	11 719	12 541	1 314	10 568	11 882	95	7 884	7 979
29	TELECOMMUNICATION	71 788	104 702	176 490	58 795	150 258	209 053	44 580	148 011	192 591	139 707	198 387	338 094	106 626	399 717	506 343
30	TEXTILE ET CONFECTION	170	2 010	2 181	128	4 155	4 283	7	418	425	12	538	550	1	2 871	2 872
31	TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	28 192	166 995	195 187	28 328	243 475	271 803	60 340	281 318	341 658	87 709	408 920	496 630	124 965	751 182	876 147
32	AUTRES ACTIVITES NON SECTORISEES	396 988	4 100 508	4 497 496	370 731	4 907 578	5 278 309	1 113 812	6 693 370	7 807 181	1 184 114	7 475 182	8 659 297	1 255 469	11 634 509	12 889 979
	TOTAL DEPOTS A VUE	1 154 128	6 789 556	7 943 683	1 396 854	11 357 332	12 754 186	2 649 873	14 995 209	17 645 082	3 555 952	15 077 638	18 633 591	3 203 140	21 852 906	25 056 047
	TOTAL DEPOTS A TERME	110 306	2 310 492	2 420 798	16 135	2 925 956	2 942 091	832 376	3 740 493	4 572 869	420 539	3 939 426	4 359 965	66 691	6 630 616	6 697 307
	TOTAL DEPOTS A REGIME SPECIAL	10 405	97 924	108 328	15 941	114 356	130 297	20 940	198 736	219 676	29 139	275 721	304 861	23 989	469 953	493 942
	TOTAL DEPOTS DE LA CLIENTELE	1 274 838	9 197 971	10 472 809	1 428 930	14 397 644	15 826 574	3 503 189	18 934 437	22 437 627	4 005 631	19 292 785	23 298 416	3 293 820	28 953 475	32 247 295

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|16 Ventilation des dépôts bancaires par déposants (en millions de CDF)

A fin 2019

Rubriques	TOTAL DEPOTS A VUE		TOTAL DEPOTS A TERME		TOTAL DEPOTS A REGIME SPECIAL		TOTAL		
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	48 937	216 130	-	34 415	-	-	48 937	250 544	299 481
Administration Publique Locale	8 593	25 841	-	6 358	-	-	8 593	32 200	40 793
Entreprises (Etablissements) Publiques	156 161	313 573	2 536	353 547	-	87	158 698	667 207	825 905
Entreprises (Etablissements) Privées	471 179	2 561 410	964	772 010	354	5 920	472 497	3 339 341	3 811 838
PME	56 869	430 024	4 020	99 580	-	22	60 889	529 625	590 515
Ménages	256 512	2 252 349	9 844	957 696	10 050	88 052	276 405	3 298 096	3 574 502
ISBLM	129 894	601 524	7 421	74 436	-	-	137 315	675 959	813 275
Autres	25 982	388 705	85 521	12 451	-	3 843	111 503	404 999	516 502
TOTAL GENERAL	1 154 128	6 789 556	110 306	2 310 492	10 405	97 924	1 274 838	9 197 971	10 472 809

A fin 2020

Rubriques	TOTAL DEPOTS A VUE		TOTAL DEPOTS A TERME		TOTAL DEPOTS A REGIME SPECIAL		TOTAL		
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	23 680	270 064		13 198			23 680	283 261	306 942
Administration Publique Locale	26 882	91 190	10 000	56 076			36 882	147 267	184 149
Entreprises (Etablissements) Publiques	297 029	837 078	23	403 476		358	297 052	1 240 912	1 537 964
Entreprises (Etablissements) Privées	583 130	5 673 113	1 935	736 569	401	5 582	585 466	6 415 264	7 000 730
PME	35 464	551 708	88	148 487		13	35 551	700 208	735 759
Ménages	321 802	2 944 061	3 755	1 363 412	15 540	98 389	341 097	4 405 861	4 746 958
ISBLM	62 906	471 903	204	27 731			63 110	499 634	562 744
Autres	45 960	518 215	132	177 007		10 014	46 092	705 236	751 328
TOTAL GENERAL	1 396 854	11 357 332	16 135	2 925 956	15 941	114 356	1 428 930	14 397 644	15 826 574

A fin 2021

Rubriques	TOTAL DEPOTS A VUE		TOTAL DEPOTS A TERME		TOTAL DEPOTS A REGIME SPECIAL		TOTAL		
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	55 537	525 684	-	18 049	-	-	55 537	543 733	599 270
Administration Publique Locale	43 416	166 568	-	4 395	-	-	43 416	170 963	214 379
Entreprises (Etablissements) Publiques	954 659	866 858	300	537 725	-	49 975	954 959	1 454 558	2 409 517
Entreprises (Etablissements) Privées	641 851	8 020 505	632 422	1 228 672	528	11 157	1 274 801	9 260 334	10 535 136
PME	73 531	1 164 716	1 362	219 268	0	12	74 893	1 383 997	1 458 890
Ménages	577 291	3 353 433	13 026	1 603 321	20 412	137 041	610 729	5 093 795	5 704 524
ISBLM	34 137	351 635	707	39 478	-	550	34 844	391 664	426 508
Autres	250 842	564 418	142	54 326	-	-	250 984	618 744	869 728
TOTAL GENERAL	2 631 263	15 013 819	647 960	3 705 234	20 940	198 736	3 300 163	18 917 788	22 217 951

A fin 2022

Rubriques	TOTAL DEPOTS A VUE		TOTAL DEPOTS A TERME		TOTAL DEPOTS A REGIME SPECIAL		TOTAL		
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	500 076	1 016 161	-	87 097	-	2 001	500 076	1 105 259	1 605 335
Administration Publique Locale	41 792	133 174	1 047	6 805	-	16 815	42 839	156 794	199 633
Entreprises (Etablissements) Publiques	909 227	1 075 360	104 922	885 956	-	-	1 014 149	1 961 316	2 975 465
Entreprises (Etablissements) Privées	1 214 224	5 000 732	83 846	1 259 499	1 137	65 959	1 299 208	6 326 189	7 625 397
PME	180 979	2 152 959	22 205	373 648	0	91	203 184	2 526 698	2 729 882
Ménages	797 446	4 682 119	20 299	1 334 814	29 218	187 778	846 963	6 204 711	7 051 674
ISBLM	29 532	499 841	744	97 625	-	93	30 276	597 560	627 836
Autres	68 897	359 933	40	53 739	-	586	68 937	414 259	483 195
TOTAL GENERAL	3 742 173	14 920 278	233 103	4 099 183	30 355	273 324	4 005 631	19 292 785	23 298 416

A fin 2023 (p)									
Rubriques	TOTAL DEPOTS A VUE		TOTAL DEPOTS A TERME		TOTAL DEPOTS A REGIME SPECIAL		TOTAL		
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	203 017	863 688	-	233 231	-	-	203 017	1 096 919	1 299 936
Administration Publique Locale	99 828	192 212	1 000	12 468	-	50 336	100 828	255 016	355 844
Entreprises (Etablissements) Publiques	558 222	1 523 665	82 793	1 442 872	-	52	641 015	2 966 589	3 607 605
Entreprises (Etablissements) Privées	1 040 856	7 877 717	14 564	1 588 464	1 035	93 023	1 056 455	9 559 204	10 615 659
PME	139 098	2 655 677	1 007	681 814	0	474	140 105	3 337 965	3 478 071
Ménages	859 197	7 026 954	15 006	2 518 503	22 954	316 624	897 157	9 862 080	10 759 237
ISBLM	96 786	1 386 781	1 000	70 674	-	117	97 786	1 457 572	1 555 358
Autres	147 163	385 186	-	33 910	-	9 327	147 163	428 423	575 586
TOTAL GENERAL	3 144 167	21 911 879	115 370	6 581 936	23 989	469 953	3 283 527	28 963 768	32 247 295

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|17 Ventilation du crédit aux entreprises privées et aux ménages* (en millions de CDF)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (p)
A. Banques	1 628 977	1 899 750	2 165 632	2 797 982	3 422 401	3 790 900	5 490 437	7 670 762	7 907 815	9 172 815	15 911 157
Crédits de décaissement (1)	1 408 556	1 686 816	1 968 598	2 561 294	3 037 280	3 360 495	4 899 172	6 870 888	6 404 351	7 107 543	13 105 978
Crédits de signature	220 420	212 934	197 034	236 687	385 121	430 405	591 265	799 874	1 503 464	2 065 272	2 805 178
B. Institutions spécialisées**	20 134	21 061	24 040	23 554	42 871	24 820	33 790	31 421	29 457	27 784	40 056
C. Caisse d'épargne du Congo	77	629	1 147	809	2 404	676	1 064	1 346	1 075	1 899	1 899
Total (A+B+C)	1 649 187	1 921 441	2 190 819	2 822 344	3 467 676	3 816 395	5 525 291	7 703 529	7 938 347	9 202 499	15 953 112

Source: Banque Centrale du Congo.
(1) : Données actualisées (en nets) incluant les PME
** Données corrigées*
*** Il s'agit uniquement ici de la SOFIDE, Société Financière de Développement.*

Tableau I|4|18 Crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits * (en millions de CDF)

Formes des crédits	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (p)
Crédits documentaires à l'importation	162 085	132 566	74 726	63 892	88 818	41 315	245 144	395 704	398 013	129 401	297 308
Crédits documentaires à l'exportation	4 700	4 112	-	-	-	4 268	70 095	83 912	77 083	199 736	16 103
Crédits documentaires à l'intérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres (lettre de garantie, cautions, avals)	277 465	284 747	289 078	462 043	623 837	505 700	594 667	1 044 614	1 148 760	1 953 362	2 678 254
Total	444 249	421 425	363 804	525 934	712 655	551 283	909 906	1 524 230	1 623 857	2 282 499	2 991 665

Source : Banque Centrale du Congo.
** Données revisitées*
P : Provisoire.

Tableau I|4|18a Ventilation du crédit bancaire par provinces (en millions de CDF)

A fin 2019								
	PROVINCES	CREDITS A LONG TERME	CREDITS A MOYEN TERME	CREDITS A COURT TERME	COMPTES DEBITEURS DE LA CLIENTELE (dé-couverts)	CREANCES BRUTES EN SOUFFRANCE	TOTAL CREDIT BRUTS DE LA CLIENTELE	CREANCES RADIEES ET SORTIES DU BILAN
1	Kinshasa	320 373	1 547 396	461 284	672 958	991 006	3 993 017	42 605
2	Kongo-Central	4 522	84 619	25 060	15 078	39 567	168 846	1 323
3	Kwango	29	1	697	638	1	1 366	-
4	Kwilu	70	8 087	8 754	562	2 201	19 675	-
5	Mai-Ndombe	-	-	-	-	-	-	-
6	Equateur	-	2 209	3 806	1 324	2 529	9 869	-
7	Mongala	-	43	35	3	-	81	-
8	Nord-Ubangi	971	0	204	75	4 542	5 792	-
9	Sud-Ubangi	23	2 649	203	122	895	3 892	-
10	Tshuapa	-	-	-	-	786	786	-
11	Kasai	-	6 895	1 016	17	113	8 041	-
12	Kasai-Central	93	2 892	2 858	1 546	2 674	10 064	-
13	Kasai-Oriental	364	7 092	5 993	556	5 263	19 269	-
14	Lomami	-	-	342	60	-	401	-
15	Sankuru	-	1 060	1 157	23	184	2 423	-
16	Haut-Lomami	2 709	323	812	401	2 197	6 442	-
17	Tanganyika	58	3 348	8 020	266	219	11 911	-
18	Haut-Katanga	16 372	241 728	160 399	265 553	161 430	845 482	7 942
19	Lualaba	573	39 547	49 712	7 274	51 687	148 793	12
20	Bas-Uélé	49	444	949	-	640	2 081	-
21	Haut-Uele	17	18 130	2 365	7 864	15 431	43 807	-
22	Tshopo	400	13 962	3 405	3 533	8 434	29 734	-
23	Ituri	1 408	4 206	1 925	23 621	3 366	34 526	15
24	Nord-Kivu	2 190	59 885	37 309	39 339	39 779	178 502	0
25	Sud-Kivu	407	27 312	20 295	9 187	47 852	105 054	7
26	Maniema	239	2 594	5 258	210	809	9 111	-
	TOTAL	350 868	2 074 425	801 857	1 050 209	1 381 606	5 658 965	51 904

A fin 2020

	PROVINCES	CREDITS A LONG TERME	CREDITS A MOYEN TERME	CREDITS A COURT TERME	COMPTES DEBITEURS DE LA CLIENTELE (dé-couverts)	CREANCES BRUTES EN SOUFFRANCE	TOTAL CREDIT BRUTS DE LA CLIENTELE	CREANCES RADIEES ET SORTIES DU BILAN
1	Kinshasa	341 800	1 650 890	492 135	717 967	1 057 286	4 260 079	42 605
2	Kongo-Central	4 825	90 279	26 736	16 086	42 213	180 139	1 323
3	Kwango	31	1	743	681	1	1 457	
4	Kwilu	75	8 628	9 340	600	2 348	20 990	
5	Mai-Ndombe	-	-	-	-	-	-	-
6	Equateur	-	2 357	4 060	1 413	2 699	10 529	-
7	Mongala	-	46	38	3	-	86	-
8	Nord-Ubangi	1 036	-	218	79	4 846	6 180	-
9	Sud-Ubangi	24	2 826	216	130	955	4 152	-
10	Tshuapa	-	-	-	-	838	838	-
11	Kasai	-	7 357	1 084	18	121	8 579	-
12	Kasai-Central	99	3 086	3 049	1 650	2 853	10 737	-
13	Kasai-Oriental	388	7 567	6 394	593	5 615	20 558	-
14	Lomami	-	-	364	64	-	428	-
15	Sankuru	-	1 131	1 234	24	196	2 586	-
16	Haut-Lomami	2 890	345	867	428	2 344	6 873	-
17	Tanganyika	61	3 572	8 557	284	233	12 708	-
18	Haut-Katanga	17 467	257 895	171 127	283 314	172 227	902 030	7 942
19	Lualaba	611	42 191	53 037	7 761	55 144	158 745	12
20	Bas-Uélé	52	474	1 012	-	683	2 221	-
21	Haut-Uele	18	19 343	2 523	8 390	16 463	46 737	-
22	Tshopo	427	14 896	3 632	3 769	8 998	31 722	-
23	Ituri	1 503	4 487	2 054	25 201	3 591	36 835	15
24	Nord-Kivu	2 337	63 891	39 804	41 970	42 439	190 440	-
25	Sud-Kivu	435	29 139	21 652	9 801	51 053	112 080	7
26	Maniema	255	2 768	5 609	224	863	9 720	-
	TOTAL	374 335	2 213 167	855 487	1 120 449	1 474 011	6 037 449	51 904

A fin 2021								
	PROVINCES	CREDITS A LONG TERME	CREDITS A MOYEN TERME	CREDITS A COURT TERME	COMPTES DEBITEURS DE LA CLIENTELE (dé-couverts)	CREANCES BRUTES EN SOUFFRANCE	TOTAL CREDIT BRUTS DE LA CLIENTELE	CREANCES RADIEES ET SORTIES DU BILAN
1	Kinshasa	594 616	1 910 958	1 032 484	1 052 581	970 950	5 561 590	123 863
2	Kongo-Central	4 795	90 811	20 835	18 227	54 946	189 615	1 254
3	Kwango	1	9	583	224	395	1 212	-
4	Kwilu	118	6 763	5 715	531	2 980	16 107	-
5	Mai-Ndombe	-	-	-	-	0	0	-
6	Equateur	-	1 808	4 506	812	1 847	8 973	-
7	Mongala	-	24	19	7	-	50	-
8	Nord-Ubangi	1 379	85	738	181	-	2 384	-
9	Sud-Ubangi	5	6 790	590	168	6	7 559	-
10	Tshuapa	-	-	-	-	-	-	-
11	Kasai	-	6 993	645	30	255	7 924	-
12	Kasai-Central	1 938	3 553	4 846	1 928	7 089	19 354	-
13	Kasai-Oriental	781	8 134	7 099	1 106	10 787	27 907	-
14	Lomami	-	-	390	55	-	445	-
15	Sankuru	87	1 431	1 591	10	323	3 442	-
16	Haut-Lomami	3 399	45	774	653	16	4 887	-
17	Tanganyika	105	3 105	11 004	464	694	15 371	-
18	Haut-Katanga	28 899	527 749	751 550	412 777	115 251	1 836 225	9 965
19	Lualaba	857	79 421	72 581	106 244	21 812	280 915	-
20	Bas-Uélé	58	1 204	1 464	-	857	3 584	-
21	Haut-Uele	86	22 029	15 987	12 268	9 514	59 883	-
22	Tshopo	785	14 000	6 970	2 457	22 287	46 500	-
23	Ituri	458	12 396	4 766	12 187	14 086	43 893	17
24	Nord-Kivu	2 882	80 862	56 092	34 091	53 417	227 343	78
25	Sud-Kivu	763	31 881	18 260	15 857	16 934	83 695	71
26	Maniema	531	4 582	2 090	356	1 158	8 716	-
	TOTAL	642 543	2 814 635	2 021 579	1 673 213	1 305 605	8 457 574	135 248

A fin 2022

	PROVINCES	CREDITS A LONG TERME	CREDITS A MOYEN TERME	CREDITS A COURT TERME	COMPTES DEBITEURS DE LA CLIENTELE (dé-couverts)	CREANCES BRUTES EN SOUFFRANCE	TOTAL CREDIT BRUTS DE LA CLIENTELE	CREANCES RADIEES ET SORTIES DU BILAN
1	Kinshasa	612 575	2 529 030	863 562	981 624	1 570 904	6 557 696	173 007
2	Kongo-Central	5 476	105 340	47 158	34 163	74 622	266 759	3 008
3	Kwango	-	2	473	27	658	1 160	-
4	Kwilu	40	9 852	6 978	175	4 219	21 266	-
5	Mai-Ndombe	-	49	-	0	96	145	-
6	Equateur	-	3 771	7 244	937	3 107	15 060	-
7	Mongala	-	4 020	-	11	-	4 031	-
8	Nord-Ubangi	863	4	1 044	75	184	2 170	-
9	Sud-Ubangi	0	4 528	509	148	58	5 243	-
10	Tshuapa	-	-	-	-	-	-	-
11	Kasai	15	5 645	2 037	106	558	8 360	-
12	Kasai-Central	2 988	9 630	9 937	1 287	15 114	38 956	248
13	Kasai-Oriental	1 528	15 128	14 800	2 564	15 205	49 225	903
14	Lomami	-	-	1 046	113	51	1 210	-
15	Sankuru	33	2 177	2 249	35	603	5 098	-
16	Haut-Lomami	2 620	26	683	54	271	3 654	-
17	Tanganyika	45	1 879	6 477	118 256	1 259	127 915	-
18	Haut-Katanga	31 849	741 878	1 431 086	671 512	113 987	2 990 313	12 948
19	Lualaba	1 711	186 331	170 621	249 092	61 652	669 406	38
20	Bas-Uélé	19	3 329	2 092	9 894	5 884	21 219	252
21	Haut-Uele	7 859	41 673	19 996	13 114	37 704	120 345	-
22	Tshopo	65 988	18 191	7 501	2 006	15 165	43 171	-
23	Ituri	192	13 519	4 575	3 013	6 281	27 580	127
24	Nord-Kivu	17 158	84 215	69 634	78 290	43 724	293 021	386
25	Sud-Kivu	305	38 902	15 777	20 444	16 942	92 369	675
26	Maniema	188	7 982	3 227	285	3 240	14 922	-
	TOTAL	751 451	3 827 101	2 688 707	2 187 227	1 991 488	11 380 294	191 593

A fin 2023 (p)

	PROVINCES	CREDITS A LONG TERME	CREDITS A MOYEN TERME	CREDITS A COURT TERME	COMPTES DEBITEURS DE LA CLIENTELE (dé-couverts)	CREANCES BRUTES EN SOUFFRANCE	TOTAL CREDIT BRUTS DE LA CLIENTELE	CREANCES RADIEES ET SORTIES DU BILAN
1	Kinshasa	526 135	3 419 232	1 478 578	1 829 180	2 438 463	9 691 589	243 914
2	Kongo-Central	9 763	173 398	61 316	22 257	37 614	304 348	4 630
3	Kwango	-	-	422	61	740	1 223	-
4	Kwilu	504	9 286	4 579	1 171	2 453	17 993	-
5	Mai-Ndombe	76	4 932	554	150	624	6 337	-
6	Equateur	357	24 534	4 943	2 123	4 125	36 082	-
7	Mongala	-	-	-	16	-	16	-
8	Nord-Ubangi	428	4	1 153	94	636	2 315	-
9	Sud-Ubangi	0	-	747	194	95	1 036	-
10	Tshuapa	-	-	-	-	-	-	-
11	Kasai	-	2 964	1 297	385	699	5 345	-
12	Kasai-Central	547	19 512	11 009	2 031	17 471	50 570	657
13	Kasai-Oriental	2 398	29 587	14 252	1 524	13 154	60 915	681
14	Lomami	-	-	1 362	215	158	1 735	-
15	Sankuru	304	4 642	123	1 797	809	7 675	-
16	Haut-Lomami	2 237	427	1 115	177	308	4 264	-
17	Tanganyika	257	3 104	80 891	901	3 660	88 813	-
18	Haut-Katanga	101 746	1 415 996	3 653 069	1 407 957	254 885	6 833 652	17 638
19	Lualaba	4 636	289 685	339 646	830 010	48 891	1 512 869	423
20	Bas-Uélé	277	3 933	203	149	944	5 506	-
21	Haut-Uele	2 830	51 604	24 513	16 772	80 895	176 613	691
22	Tshopo	1 631	32 194	9 239	4 901	13 810	61 775	158
23	Ituri	869	33 462	7 594	20 281	10 875	73 082	209
24	Nord-Kivu	17 997	143 760	73 932	116 076	72 103	423 869	619
25	Sud-Kivu	1 258	58 057	24 518	4 750	26 475	115 059	4 218
26	Maniema	1 327	11 967	3 131	3 000	1 883	21 308	-
	TOTAL	675 578	5 732 281	5 798 188	4 266 172	23 083 434	19 503 989	273 837

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|18b Ventilation du crédit bancaire (brut) par secteurs d'activités (en millions de CDF)

Secteurs d'activités	2019			2020			2021			2022			2023 (p)		
	MN	ME	MN + ME	MN	ME	MN + ME	MN	ME	MN + ME	MN	ME	MN + ME	MN	ME	MN + ME
ACTIONS SOCIALES: MARIAGE, FUNERAILLES, SOINS MEDICAUX, ETUDE	2 748	13 259	16 008	2 932	14 146	17 078	467	8 680	9 147	802	22 817	23 619	712	55 480	56 191
ACTIVITES FINANCIERES ET ASSURANCES	1 199	335 665	336 864	1 279	358 115	359 394	6 889	245 909	252 798	8 680	257 853	266 533	5 139	246 907	252 046
ADMINISTRATION PUBLIQUE	50 909	266 742	317 651	54 314	284 582	338 896	15 334	402 840	418 173	32 266	402 340	434 606	40 382	377 605	417 987
AGRICULTURE	1 202	49 231	50 433	1 282	52 523	53 806	627	93 304	93 931	357	115 142	115 499	361	111 465	111 827
ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITES RECREATIVES	28	1 981	2 009	30	2 113	2 143	4	1 896	1 900	5	7 611	7 616	4	8 966	8 971
VENTE, REPARATION, PIECES DE RECHANGE DES VEHICULES	3	13 041	13 044	3	13 913	13 916	2	15 108	15 110	4	23 897	23 900	20 801	294 446	315 247
COMMERCE DE DETAIL	5 187	342 805	347 993	5 534	365 733	371 267	4 364	284 279	288 643	2 559	408 596	411 155	8 835	428 891	437 726
COMMERCE DE GROS	5 102	318 359	323 461	5 443	339 651	345 094	6 344	423 234	429 578	1 860	510 355	512 215	31 065	838 602	869 667
CONSTRUCTION, BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	979	102 138	103 118	1 045	108 970	110 014	1 445	352 825	354 270	4 481	330 110	334 591	9 880	478 038	487 918
ELEVAGE, PECHE ET SYLVICULTURE	51	11 026	11 077	54	11 764	11 818	689	585	1 274	7	1 847	1 855	21	3 225	3 245
ENSEIGNEMENT	3 308	53 450	56 758	3 529	57 025	60 554	1 978	124 150	126 128	4 295	51 488	55 782	8 255	107 374	115 629
ENTREPRISES IMMOBILIERES	852	183 667	184 518	908	195 951	196 859	545	219 494	220 039	184	178 789	178 973	258	265 308	265 566
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	52	49 617	49 668	55	52 935	52 990	25	37 907	37 931	557	81 563	82 121	44	94 431	94 475
INDUSTRIES EXTRACTIVES (MINES)	517	420 425	420 941	551	448 544	449 095	8 049	1 086 106	1 094 155	17 430	1 808 024	1 825 455	5 103	6 184 744	6 189 847
PRODUCTION INDUSTRIELLE (MANUFACTURES)	2 250	166 271	168 521	2 400	177 392	179 792	3 646	227 358	231 004	5 473	266 908	272 381	55 992	471 779	527 772
INFORMATION ET COMMUNICATION	538	314 533	315 071	574	335 570	336 144	4 144	259 141	263 284	4 561	266 516	271 076	16 105	316 780	332 885
PRODUCTION ARTISANALE	-	274	274	-	293	293	-	643	643	-	4 976	4 976	-	1 114	1 114
PRODUCTION DES PRODUITS BRASSICOLES	1 949	43 235	45 185	2 080	46 127	48 207	4	33 814	33 818	5	28 342	28 348	11	41 716	41 727
DISTIBUTION DES PRODUITS BRASSICOLES	56	14 183	14 239	60	15 132	15 192	-	373	373	-	1 057	1 057	-	3 413	3 413
PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE GAZ ET D'ELEC-TRICITE	2 511	131 204	133 715	2 679	139 979	142 658	1 796	210 401	212 197	3 750	403 965	407 715	10 282	396 705	406 987
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU	4 673	23 804	28 477	4 985	25 396	30 381	3 160	13 876	17 037	719	45 671	46 390	1 804	62 279	64 083
PRODUCTION DES PRODUITS PETROLIERS	3	9 930	9 933	3	10 594	10 597	7	41 730	41 737	2	47 854	47 856	2	50 405	50 407
DISTRIBUTION DES PRODUITS PETROLIERS	4 254	64 015	68 269	4 539	68 297	72 835	4 159	126 303	130 462	2 515	217 346	219 861	24 689	382 963	407 652
PRODUCTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	1	15 111		1	16 121	16 123	1	14 820	14 822	80	14 828	14 908	458	35 215	35 673
DISTRIBUTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	0	6 659		-	7 104	7 105	2	390	391	2	3 956	3 958	12	4 928	4 940
SANTE	744	16 838	17 583	794	17 964	18 758	231	24 171	24 401	233	17 640	17 873	377	31 293	31 671
AUTRES ACTIVITES DES ENTREPRISES DE SERVICES	5 046	314 087	319 133	5 384	335 094	340 478	3 423	320 100	323 523	15 502	558 124	573 625	11 154	946 250	957 405
EXPLOITATION FORESTIERE	2	8 183	8 185	2	8 730	8 732	3	5 251	5 254	1	5 696	5 697	1	6 775	6 776
TELECOMMUNICATION	99	99 883	99 982	105	106 563	106 669	272	449 336	449 608	88	446 439	446 527	7 984	721 290	729 274
TEXTILE ET CONFECTION	1	30 568	30 569	1	32 613	32 614	1	6 806	6 806	1	7 016	7 017	1	6 772	6 773
TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	14 480	309 145	323 625	15 448	329 822	345 270	16 259	375 056	391 315	91 434	521 275	612 709	70 057	743 520	813 577
AUTRES ACTIVITES NON SECTORISEES	195 424	1 625 467	1 820 890	208 494	1 734 181	1 942 676	282 940	2 684 881	2 967 821	446 607	3 677 794	4 124 400	475 865	4 979 653	5 455 518
I. TOTAL CREDIT DE DECAISSEMENTS	304 168	5 354 796	5 658 965	324 512	5 712 937	6 037 449	366 808	8 090 766	8 457 574	644 462	10 735 832	11 380 294	805 656	18 698 333	19 503 989
II. CREDITS D'ENGAGEMENT	7 910	901 996	909 906	7 910	904 847	1 524 230	103 565	1 520 292	1 623 857	126 632	2 155 867	2 282 499	17 827	2 973 837	2 991 665
1. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'IMPORTATION:	63	245 081	245 144	63	245 081	395 704	-	398 013	398 013	-	129 401	129 401	-	297 308	297 308
- PAYABLES A L'EMBARQUEMENT	-	17 410	17 410	-	17 410	381 688	-	378 387	378 387	-	126 234	126 234	-	296 300	296 300
- PAYABLES A DELAI D'EMBARQUEMENT	63	227 671	227 735	63	227 671	14 015	-	19 626	19 626	-	3 167	3 167	-	1 007	1 007
2. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'EXPORTATION	-	70 095	70 095	-	70 095	83 912	-	77 083	77 083	-	199 736	199 736	-	16 103	16 103
3. AUTRES (LETTRES DE GARANTIE ET AUTRES CAUTIONS)	7 847	586 820	594 667	7 847	589 671	1 044 614	103 565	1 045 195	1 148 760	126 632	1 826 730	1 953 362	17 827	2 660 427	2 678 254

(p) : Provisoire

Tableau I|4|18c Ventilation du crédit alloué par la Société Financière de Développement (SOFIDE) par secteurs d'activités (en millions de CDF)

Secteurs d'activités	2020			2021			2022			2023		
	MN	ME	MN + ME	MN	ME	MN + ME	MN	ME	MN + ME	MN	ME	MN + ME
ACTIONS SOCIALES: MARIAGE, FUNERAILLES, SOINS MEDICAUX, ETUDE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ACTIVITES FINANCIERES ET ASSURANCES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ADMINISTRATION PUBLIQUE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AGRICULTURE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITES RECREATIVES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
VENTE, REPARATION, PIECES DE RECHANGE DES VEHICULES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COMMERCE DE DETAIL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COMMERCE DE GROS	-	6 743	6 743	-	7 636	7 636	-	7 439	7 439	-	5 207	5 207
CONSTRUCTION, BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	-	581	581	-	528	528	-	527	527	-	2 673	2 673
ELEVAGE, PECHE ET SYLVICULTURE	-	3 102	3 102	-	2 002	2 002	-	1 883	1 883	-	390	390
ENSEIGNEMENT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ENTREPRISES IMMOBILIERES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	-	3 575	3 575	-	3 364	3 364	-	3 673	3 673	-	920	920
INDUSTRIES EXTRACTIVES (MINES)	-	1 133	1 133	-	842	842	-	998	998	-	1 933	1 933
PRODUCTION INDUSTRIELLE (MANUFACTURES)	-	10 525	10 525	-	11 341	11 341	-	7 639	7 639	-	18 990	18 990
INFORMATION ET COMMUNICATION	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRODUCTION ARTISANALE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRODUCTION DES PRODUITS BRASSICOLES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
DISTIBUTION DES PRODUITS BRASSICOLES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE GAZ ET D'ELECTRICITE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRODUCTION DES PRODUITS PETROLIERS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
DISTRIBUTION DES PRODUITS PETROLIERS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRODUCTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
DISTRIBUTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SANTE	-	96	96	-	- 2	- 2	-	- 2	- 2	-	505	505
AUTRES ACTIVITES DES ENTREPRISES DE SERVICES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
EXPLOITATION FORESTIERE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TELECOMMUNICATION	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TEXTILE ET CONFECTION	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	-	6 548	6 548	-	4 753	4 753	-	4 694	4 694	-	8 456	8 456
AUTRES ACTIVITES NON SECTORISEES		2 701	2 701	-	1 136	1 136	-	933	933	-	983	983
I. TOTAL CREDIT DE DECAISSEMENTS	-	35 004	35 004	-	31 600	31 600	-	27 784	27 784	-	40 056	40 056
II. CREDITS D'ENGAGEMENT	-		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'IMPORTATION:	-		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- PAYABLES A L'EMBARQUEMENT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- PAYABLES A DELAI D'EMBARQUEMENT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'EXPORTATION	-		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. AUTRES (LETTRES DE GARANTIE ET AUTRES CAUTIONS)	-		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAUX CREDITS BANCAIRES PAR SECTEURS D'ACTIVITE	-		-	-	-		-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|19 Crédits de décaissement (brut) par unités institutionnelles en 2023 (p) (en millions de CDF)

Rubriques	TOTAL PROVISIONS		TOTAL A COURT TERME		TOTAL A MOYEN ET LONG TERME		TOTAL DECOUVERTS		TOTAL CREDIT DE DECAISSEMENTS		
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	2 772	28 581	1 420	38 839	24 822	231 905	10 956	41 360	39 970	340 686	380 656
Administration Publique Locale	4 123	4 810	8 183	102 451	4 719	47 978	8 338	74 536	25 363	229 775	255 138
Entreprises (Etablissements) Publiques	2 854	32 139	7 113	268 514	18 898	817 654	38 089	442 057	66 955	1 560 364	1 627 319
Entreprises (Etablissements) Privées	8 409	403 468	47 251	4 917 952	99 350	2 855 762	84 980	3 074 179	239 990	11 251 362	11 491 352
PME	3 218	134 226	3 499	384 108	2 498	948 522	33 035	435 640	42 250	1 902 496	1 944 746
Ménages	19 987	128 651	106 393	343 996	190 331	2 140 341	66 020	390 837	382 730	3 003 825	3 386 555
ISBLM	102	9 877	75	19 035	830	101 281	1 200	22 564	2 208	152 757	154 965
Autres	3 508	82 792	914	60 574	1 749	87 280	19	26 424	6 191	257 069	263 259
TOTAL GENERAL	44 973	824 544	174 847	6 135 468	343 198	7 230 723	242 638	4 507 598	805 656	18 698 333	19 503 989

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|20 Crédits d'engagement par unités institutionnelles en 2023 (p) (en millions de CDF)

Rubriques	1. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'IMPORTATION:		2. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'EXPORTATION		3. AUTRES (LETTRES DE GARANTIE ET AUTRES CAUTIONS)		TOTAL CREDIT D'ENGAGEMENT		
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	-	138 045	-	-	-	26 491	-	164 536	164 536
Administration Publique Locale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises (Etablissements) Publiques	-	1 803	-	10 375	-	9 772	-	21 950	21 950
Entreprises (Etablissements) Privées	-	157 433	-	5 728	13 447	2 489 291	13 447	2 652 451	2 665 899
PME	-	27	-	-	330	40 041	330	40 067	40 397
Ménages	-	-	-	-	-	28 735	-	28 735	28 735
ISBLM	-	-	-	-	4 050	4 809	4 050	4 809	8 859
Autres	-	-	-	-	-	61 289	-	61 289	61 289
TOTAL GENERAL	-	297 308	-	16 103	17 827	2 660 427	17 827	2 973 837	2 991 665

** Situation provioire*

Tableau I|4|21 Taux d'intérêt appliqués par le système bancaire (en pourcentage, au 31 décembre)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
TAUX DÉBITEUR BCC											
Banque centrale - Taux directeur	2,00	2,00	2,00	7,00	20,00	14,00	9,00	18,50	7,50	8,25	25,00
Banque centrale - Facilités permanentes	3,00	3,00	3,00	10,50	21,00	15,00	10,00	19,50	8,50	9,25	26,00
TAUX CRÉDITEUR BCC (1)											
à 7 jours	1,72	1,82	0,47	4,22	15,13	1,57	2,00	12,00	8,50	8,25	25,00
à 14 jours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
à 28 jours	1,63	1,58	0,51	0,00	20,00	4,00	2,51	0,00	8,16	7,88	25,00
à 84 jours	0,00	1,72	0,38	0,00	0,00	10,00	4,30	0,00	0,00	8,25	25,00
TAUX SUR LE MARCHÉ INTERBANCAIRE											
Taux moyen	1,88	1,61	1,69	2,59	15,17	10,27	6,00	21,50	6,00	7,44	15,78
Taux moyen pondéré	1,94	1,59	1,73	2,64	14,34	10,29	3,80	21,74	7,19	7,55	15,02
TAUX D'INTÉRÊT DÉBITEUR BANQUES COMMERCIALES											
Banques commerciales - Taux crédits - MN	19,18	20,13	19,04	15,73	21,47	26,74	26,89	23,69	24,04	23,33	23,98
Banques commerciales - Taux crédits - ME	14,84	14,77	14,23	14,53	15,57	16,47	15,74	15,81	15,57	14,16	13,82
TAUX D'INTÉRÊT CRÉDITEUR BANQUES COMMERCIALES											
Banques commerciales - Taux dépôts - MN	3,87	4,93	3,29	1,39	4,13	5,24	5,95	6,72	4,69	5,03	4,38
Banques commerciales - Taux dépôts - ME	3,19	3,47	3,18	3,15	3,64	3,42	3,49	3,49	3,56	3,60	3,81
DIFFÉRENCE ENTRE TAUX DÉBITEUR ET CRÉDITEUR EN MN	15,31	15,20	15,75	14,80	17,34	21,50	20,94	16,97	19,35	18,30	19,60
COEFFICIENT DE RÉSERVES OBLIGATOIRES											
Dépôts à vue MN	7,00	5,00	2,00	0,00	2,00	2,00	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts à terme en MN	7,00	0,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts à vue en ME	8,00	8,00	8,00	12,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00
Dépôts à terme ME	7,00	7,00	7,00	13,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) : Taux moyen pondéré du Bon BCC.

Tableau I|4|22 Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires (en millions de CDF)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (p)
A. Actifs extérieurs bruts	2 181 800	1 888 403	1 716 496	2 350 671	4 432 834	4 777 321	6 444 202	12 259 412	19 330 433	22 220 059	32 243 732
Banque Centrale du Congo	841 278	446 439	203 915	446 705	784 413	750 936	852 623	1 167 663	4 042 613	9 635 983	14 650 721
Or monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Monnaies Étrangères Incluses dans les Réserves Officielles	30 032	15 002	25 533	15 874	27 534	29 391	105 475	24 910	36 996	80 365	62 847
Dépôts Transférables Inclus dans les Réserves Officielles ME	811 246	431 436	178 382	430 831	756 879	721 546	747 148	1 142 754	4 005 617	7 344 971	12 186 666
Autres Dépôts Inclus dans les Réserves Officielles, Autres ME	12 328	12 216	324 734	15 909	21 006	282 682	301 432	338 463	350 018	359 571	29 483
SDR Holdings, IMF Record	500 805	471 712	417 580	273 647	142 569	28 651	88 538	76 767	2 931 288	1 831 843	2 354 039
Autres actifs exterieurs	202 542	527 213	192 073	23 066	8 488	12 558	585 772	117 197	132 565	19 234	17 686
Autres institutions de depôts	1 340 522	1 441 964	1 512 581	1 903 966	3 648 422	4 026 384	5 591 579	11 091 749	15 287 820	12 584 076	17 593 011
B. Engagements extérieurs	1 452 401	1 348 144	1 334 226	1 597 669	1 944 155	1 691 730	2 399 474	2 874 918	5 269 584	6 482 747	11 352 882
Banque Centrale du Congo	1 175 570	1 104 527	1 027 154	1 208 221	1 527 079	1 386 162	1 907 037	2 243 300	4 467 381	5 111 850	7 988 191
Dépôts Transférables Exclus MMSL Non-Résidents Court Terme ME	360	359	360	471	618	634	649	767	777	783	1 043
Use of Fund Credit & Loans, IMF Record	439 119	413 789	362 067	366 512	359 047	209 896	706 701	774 194	1 596 901	2 348 259	4 259 947
Autres engagements extérieurs	736 091	690 380	664 728	841 237	1 167 414	1 175 631	1 199 687	1 468 339	2 869 703	2 762 807	3 727 200
Autres institutions de dépôts	276 831	243 616	307 071	389 448	417 075	305 569	492 437	631 618	802 203	1 370 898	3 364 691
C. Actifs extérieurs nets (A - B)	729 399	540 260	382 271	753 002	2 488 680	3 085 590	4 044 727	9 384 494	14 060 849	15 737 312	20 890 850
(sens strict)											
Banque Centrale du Congo	381 382	353 053	111 148	-448 894	-570 604	-311 335	-78 672	-543 210	2 989 104	4 524 133	6 662 530
Banques commerciales	1 063 691	1 198 348	1 205 510	1 514 518	3 231 346	3 720 815	5 099 142	10 460 130	14 485 617	11 213 179	14 228 320

Source : Banque Centrale du Congo
P : Provisoire

Tableau I|4|23 Situation résumée de la Société Financière de Développement, SOFIDE (en millions de CDF)

ACTIF	déc.-13	déc.-14	déc.-15	déc.-16	déc.-17	déc.-18	déc.-19	déc.-20	déc.-21	déc.-22	déc.-23
COMPTES DE TRÉSORERIES ET OPÉRATIONS INTERBANCAIRES	515	144	187	29	109	6	24	36	288	393	1 826
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	19 740	19 850	22 560	21 348	40 800	24 277	33 718	31 340	29 354	28 081	38 099
Dont	-	-	-	-	-						
Crédits à la clientèle (nets)	19 740	19 850	22 560	21 348	40 800	24 277	33 182	30 523	28 494	27 784	37 694
Crédits à long terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à Moyen terme	17 905	16 417	22 454	21 226	40 569	24 032	28 191	29 366	27 733	22 426	24 640
Crédits à court terme	1 835	3 433	106	122	231	245	259	-	-	-	-
Créances en souffrance	-	-	-	-	-	-	4 733	1 157	761	5 359	13 054
COMPTE DES TIERS ET DE RÉGULARISATION	1 491	2 074	3 379	5 565	5 659	22 200	23 926	38 533	42 636	42 148	50 609
COMPTES DE VALEURS IMMOBILISÉES	23 027	22 899	22 746	22 763	25 930	40 167	41 994	39 096	44 050	51 614	51 058
SOMMES DÉDUCTIBLES DES CAPITAUX PERMANENTS	18 372	18 372	18 372	-	-	-	5 045	196	3 085	3 639	3 760
TOTAL ACTIF	63 144	63 339	67 243	49 705	72 498	86 651	99 662	109 201	119 413	125 875	145 353
PASSIF	déc.-13	déc.-14	déc.-15	déc.-16	déc.-17	déc.-18	déc.-19	déc.-20	déc.-21	déc.-22	déc.-23
COMPTES DE TRÉSORERIES ET OPÉRATIONS INTERBANCAIRES	-	-	4 624	4 709	-	-	-	-	-	-	-
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-
COMPTE DES TIERS ET DE RÉGULARISATION	1 315	1 072	1 114	1 534	3 545	4 918	6 208	7 372	6 904	6 876	11 584
CAPITAUX PERMANENTS	61 829	62 268	61 506	43 463	68 953	81 731	98 499	101 829	112 509	118 997	133 769
Dont	-	-	-	-	-					-	-
Fonds propres	61 677	61 984	61 450	43 207	53 241	63 105	63 563	64 053	70 678	79 458	104 262
Capital	58 880	58 880	58 880	22 080	22 080	22 080	22 080	22 080	22 080	22 080	22 080
Primes liées au capital et Réserves	9	13	22	31	69	74	75	31	554	1 027	-
Reports à nouveau créditeur	328	641	952	1 293	1 575	1 834	2 050	25 839	2 584	2 584	-
Résultat de l'exercice en cours (bénéfice)	1 032	950	237	279	6 847	440		-	-	-	-
Plus values et provisions réglementées	618	828	828	828	4 123	20 249	20 930	20 930	27 032	35 306	35 306
Subventions d'équipement	811	671	530	295	147	-	-	-	-	-	-
Fonds affectés	-	-	-	18 400	18 400	18 428	18 428	18 428	18 428	18 461	45 849
Autres capitaux permanents	-	-	-	-	15 521	17 823	32 390	35 338	37 825	39 039	29 088
Emprunts et dettes à L & MT	-	-	-	-	15 521	17 823	31 982	34 856	34 856	38 260	28 016
Provision pour pertes, risques et charges	152	284	56	256	190	792	2 122	2 204	3 237	321	321
TOTAL PASSIF	63 144	63 339	67 243	49 705	72 498	86 651	99 662	109 201	119 413	125 875	145 353

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|24 Situation résumée de la Société Nationale d'Assurances (en millions de CDF)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Trésorerie	1 526	1 727	2 517	3 844	1 622	1 711	3 323	8 891	n.d.	n.d.
Créances diverses	44 914	38 268	34 494	43 365	77 864	58 531	69 777	66 047	n.d.	n.d.
Réassurance	6 706	6 706	6 706	6 706	6 706	6 859	6 652	6 270	n.d.	n.d.
Immobilisés nets (2)	54 797	54 586	59 180	111 146	99 950	94 909	114 187	118 038	n.d.	n.d.
ACTIF = PASSIF	107 943	101 286	102 897	165 062	186 142	162 009	193 939	199 246	n.d.	n.d.
Fonds propres	44 758	33 253	39 694	90 627	48 308	31 357	45 691	48 817	n.d.	n.d.
Capital libéré (2)	43 162	43 162	43 162	43 162	43 162	43 162	43 162	43 162	n.d.	n.d.
Bénéfices et réserves	15	41	45	84	5 146	-11 850	2 529	5 655	n.d.	n.d.
Dettes diverses à LT	206	231	231	302	4 010	5 824	8 586	7 247	n.d.	n.d.
Provisions techniques	10 062	10 062	8 168	8 168	9 675	10 625	11 338	12 264	n.d.	n.d.
Provisions mathématiques	67	67	84	84	86	69	63	61	n.d.	n.d.
Engagements à court terme	52 849	57 674	54 720	65 881	97 870	85 550	98 781	106 181	n.d.	n.d.
Autres éléments nets	0	0	0	0	26 193	28 584	29 481	24 676	n.d.	n.d.

Source : Direction financière de la SONAS.
(1) Y compris le porte-feuille titres.
(3) À titre symbolique.
n.d. : Non disponible.

Tableau I|4|25 Recettes et dépenses des différents branches d'assurances (1) (en millions de CDF)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
I. RECETTES	72 059	73 470	76 887	96 332	110 340	117 901	116 310	117 318	n.d.	n.d.
1. Primes et frais	71 536	72 914	76 455	95 626	109 175	116 160	108 105	116 276	n.d.	n.d.
Automobiles et cycles	50 178	53 137	58 955	70 990	83 550	90 761	81 623	94 999	n.d.	n.d.
Incendie	7 511	9 615	8 631	13 702	9 574	12 438	12 959	10 664	n.d.	n.d.
Transport	8 863	4 097	3 165	4 660	4 550	5 880	5 937	4 398	n.d.	n.d.
Risques divers(1)	4 281	5 121	4 467	5 304	10 741	5 906	7 012	5 310	n.d.	n.d.
Vie	611	796	1 026	692	397	924	275	325	n.d.	n.d.
Assurance voyage et autres produits (dont commissions des réassurances)	91	149	211	278	364	250	299	578	n.d.	n.d.
2. Autres recettes	523	556	432	706	1 166	1 741	8 205	1 042	n.d.	n.d.
II. DÉPENSES	22 259	25 223	26 915	35 181	40 916	33 737	45 232	111 208	n.d.	n.d.
1. Prestrations et frais de réglements des sinistres	12 044	14 775	19 819	18 847	25 362	18 470	20 489	21 171	n.d.	n.d.
Automobiles et cycles	10 104	12 345	18 856	15 455	22 329	15 331	17 982	19 162	n.d.	n.d.
Incendie	449	300	177	294	320	401	158	300	n.d.	n.d.
Transport	700	690	50	306	293	477	496	735	n.d.	n.d.
Risques divers (2)	206	150	208	453	790	310	464	431	n.d.	n.d.
Vie	585	1 289	528	2 339	1 629	1 952	1 390	543	n.d.	n.d.
2. Autres charges techniques	10 215	10 448	7 096	16 333	15 554	15 267	24 743	90 037	n.d.	n.d.
Commissions								11 170		
Dépenses d'exploitation								66 542		
Provisions techniques								12 325		
III. SOLDE (I - II)	49 800	48 247	49 972	61 151	69 425	84 164	71 078	6 110	n.d.	n.d.

Source : Direction Financière de la SONAS.
(1) Données revues pour les années 2014 à 2016
(2) Y compris les primes et frais ainsi que les réglements des sinistres Multi-Branches.
n.d. : Non dispsonible.

Tableau I|4|26 Situation des sociétés des assurances

	SITUATION DU SECTEUR DES ASSURANCES EN 2023			SITUATION DU SECTEUR DES ASSURANCES EN 2022	SITUATION DU SECTEUR DES ASSURANCES EN 2021	SITUATION DU SECTEUR DES ASSURANCES EN 2020	SITUATION DU SECTEUR DES ASSURANCES EN 2019
N°	Dénomination	N° Agrément / Autorisation	Branche d'activité	I. SOCIETE D'ASSURANCES	I. SOCIETE D'ASSURANCES	I. SOCIETE D'ASSURANCES	I. SOCIETE D'ASSURANCES
1	RAWSUR LIFE SA	11001	Branche vie				
2	AFRISSUR SA	11002	Branche-vie	1. SOCIETE NATIONALE D'ASSURANCES (SONAS SA)	1. SOCIETE NATIONALE D'ASSURANCES (SONAS SA)	1. SOCIETE NATIONALE D'ASSURANCES (SONAS SA)	1. SOCIETE NATIONALE D'ASSURANCES (SONAS SA)
3	ACTIVA VIE RDC	11003	Branche-vie	2. SOCIETE FINANCIERE D'ASSURANCE CONGO SA (SFA CONGO)	2. SOCIETE FINANCIERE D'ASSURANCE CONGO SA (SFA CONGO)	2. SOCIETE FINANCIERE D'ASSURANCE CONGO SA (SFA CONGO)	2. SOCIETE FINANCIERE D'ASSURANCE CONGO SA (SFA CONGO)
4	ACTIVA ASSURANCES SA	12001	Branche non vie	3. ACTIVA ASSURANCES RDC	3. ACTIVA ASSURANCES RDC	3. ACTIVA ASSURANCES RDC	3. ACTIVA ASSURANCES RDC
5	SOCIETE FINANCIERE D'ASSURANCE CONGO SA "SFA CONGO"	12002	Branche non vie	4. RAWSUR SA	4. RAWSUR SA	4. RAWSUR SA	4. RAWSUR SA
6	RAWSUR SA	12003	Branche non vie	5. SUNU ASSURANCES IARD RDC SA	5. SUNU ASSURANCES IARD RDC SA	5. SUNU ASSURANCES IARD RDC SA	5. RAWSUR LIFE SA
7	SUNU Assurances IARD RDC SA	12004	Branche non vie	6. MAYFAIR INSURANCE CONGO SA	6. MAYFAIR INSURANCE CONGO SA	6. MAYFAIR INSURANCE CONGO SA	
8	MAYFAIR INSURANCE CONGO SA "MIC"	12005	Branche non vie	7. RAWSUR LIFE SA	7. RAWSUR LIFE SA	7. RAWSUR LIFE SA	II. SOCIETES DE COURTAGE D'ASSURANCES ET COURTIERS D'ASSURANCE
9	GLOBAL PIONERS ASSURANCE SA "GPA"	12006	Branche non vie	8. GLOBAL PIONNER ASSURANCE (GPA)	8. GLOBAL PIONNER ASSURANCE (GPA)	8. GLOBAL PIONNER ASSURANCE (GPA)	
10	SOCIETE NATIONALE D'ASSURANCES SA "SONAS"	12007	Branche non vie	9. AFRISSUR SA	9. AFRISSUR SA	9. AFRISSUR SA	6. ALLIED INSURANCE BROKERS SARL
11	COURTIER EN ASSURANCES DU CONGO SA "CASCO" (EX ASK GRAS SAVOYE)	33001	Intermédiaire	10. ACTIVA VIE RDC SA.	10. ACTIVA VIE RDC SA.		7. ASK GRAS SAVOYE RDC SA
12	ALLIED INSURANCE BROKERS SARL "AIB"	33002	Intermédiaire			II. SOCIETES DE COURTAGE D'ASSURANCES ET COURTIERS D'ASSURANCE	8. ASCOMA RDC SARL
13	ASSURANCES OKAPI SARL	33003	Intermédiaire	II. SOCIETES DE COURTAGE D'ASSURANCES ET COURTIERS D'ASSURANCE	II. SOCIETES DE COURTAGE D'ASSURANCES ET COURTIERS D'ASSURANCE		9. ASSURANCE OKAPI SARL
14	ASCOMA RDC SARL	33004	Intermédiaire			10. ALLIED INSURANCE BROKERS SARL	
15	ELITE CONGO SARLU	33005	Intermédiaire	11. ALLIED INSURANCE BROKERS SARL	11. ALLIED INSURANCE BROKERS SARL	11. Courtage en Assurances du Congo (CASCO) ex ASK GRAS SAVOYE RDC SA	III. SOCIETES DE REASSURANCE
16	JUASUR SA	33006	Intermédiaire	12. Courtage en Assurances du Congo (CASCO) ex ASK GRAS SAVOYE RDC SA	12. Courtage en Assurances du Congo (CASCO) ex ASK GRAS SAVOYE RDC SA	12. ASCOMA RDC SARL	
17	SOCIETE DAMBANA ASSURANCES SARLU "SODASSUR"	33007	Intermédiaire	13. ASCOMA RDC SARL	13. ASCOMA RDC SARL	13. ASSURANCE OKAPI SARL	10. AFRICAN REINSURANCE CORPORATION (AFRICA RE);
18	SCA INTER A SANTE SARL	33008	Intermédiaire	14. ASSURANCE OKAPI SARL	14. ASSURANCE OKAPI SARL	14. JUASUR SA	11. ZEP-RE (PTA REINSURANCE COMPANY).
19	SOUTHWEST ASSURANCES SARL	33009	Intermédiaire	15. JUASUR SA	15. JUASUR SA	15. ELITE CONGO SARL	
20	IMMOAF ASURANCES SARLU "IMAS"	33010	Intermédiaire	16. ELITE CONGO SARL	16. ELITE CONGO SARL	16. SODASSUR SARLU	
21	INTERNATIONAL INSURANCE SA "2I"	33011	Intermédiaire	17. SODASSUR SARLU	17. SODASSUR SARLU	17. SOUTHWEST CONSULTING SARL	
22	ASSURANCES LEJEUNE SARL	33012	Intermédiaire	18. SOUTHWEST CONSULTING SARL	18. SOUTHWEST CONSULTING SARL	18. IMMOAF ASSURANCE SARLU	
23	FORGE ASSURANCES SARL	33013	Intermédiaire	19. IMMOAF ASSURANCE SARLU	19. IMMOAF ASSURANCE SARLU	19. INTERNATIONAL INSURANCE SA	
24	TRUE INSURANCE AND REINSURANCE GROUP SARLU	33014	Intermédiaire	20. INTERNATIONAL INSURANCE SA	20. INTERNATIONAL INSURANCE SA	20. SCA INTER A SANTE	
25	AFRIKA RISK ASSUREUR-CONSEIL SARL	33015	Intermédiaire	21. SCA INTER A SANTE	21. SCA INTER A SANTE	21. MONT-GOMA	
26	BARORLD RDC SARL	33016	Intermédiaire	22. MONT-GOMA	22. MONT-GOMA	22. ASSURANCES LE JEUNE SARL	
27	H&B ASSURANCES RDC SARL	33017	Intermédiaire	23. ASSURANCES LE JEUNE SARL	23. ASSURANCES LE JEUNE SARL	23. FORGES ASSURANCES SARL	
28	LA ROYALE D'ASSURANCES SARL "RAS"	33018	Intermédiaire	24. FORGES ASSURANCES SARL	24. FORGES ASSURANCES SARL	24. GREEN TECH ASSURANCE	
29	ORBIS SAU	33019	Intermédiaire	25. GREEN TECH ASSURANCE	25. GREEN TECH ASSURANCE		
30	EXA SAS	33020	Intermédiaire	26. TRUE INSURANCE AND REINSURANCE GROUP SARLU	26. TRUE INSURANCE AND REINSURANCE GROUP SARLU	III. AGENT GENERAL D'ASSURANCES	
31	YANGSUR	33021	Intermédiaire	27. AFRICA RISK ASSUREURS CONSEILS SARL	27. AFRICA RISK ASSUREURS CONSEILS SARL		
32	ROSARIO SERVICES SA	33022	Intermédiaire	28. BAROLD RDC SARL	28. BAROLD RDC SARL	25. PREVENTIS ASSURANCES RDC SAS (Agent Général ACTIVA ASSURANCES RDC SA).	
33	ZAMARAASSUR RDC SARL	33023	Intermédiaire	29. H&B ASSURANCES RDC SARL	29. H&B ASSURANCES RDC SARL		
34	FACILITY INSURANCE SARL	33024	Intermédiaire	30. LA ROYALE D'ASSURANCES SARL	30. LA ROYALE D'ASSURANCES SARL		
35	COVER INSURANCE SASU	33025	Intermédiaire	31. ORBIS SAU	31. ORBIS SAU	IV. SOCIETES DE REASSURANCE	

SITUATION DU SECTEUR DES ASSURANCES EN 2023				SITUATION DU SECTEUR DES ASSURANCES EN 2022	SITUATION DU SECTEUR DES ASSURANCES EN 2021	SITUATION DU SECTEUR DES ASSURANCES EN 2020	SITUATION DU SECTEUR DES ASSURANCES EN 2019
36	MONT-GOMA	36001	Intermédiaire	32. EXA SAS	32. EXA SAS		
37	GREEN TECH ASSURANCE	36002	Intermédiaire	33. ROSARIO SERVICES SA		26. AFRICAN REINSURANCE CORPORATION (AFRICA RE);	
38	PREVENTIS ASSURANCES RDC SAS	12001-010001	Intermédiaire	34. YANGSUR SARL	III. BANQUE	27. ZEP-RE (PTA REINSURANCE COMPANY).	
39	AGEAS AKOR SARLU	12001-010002	Intermédiaire				
40	GROUPEMENT DE GESTION D'ASSURANCES RDC SA "GGA"	30001	Intermédiaire	III. BANQUE	33. TRUST MERCHANT BANK SA(TMB)		
41	TRUST MERCHANT BANK SA "TMB" - AFRISSUR SA	11002-040001	Intermédiaire		34. RAWBANK SA.		
42	RAWBANK SA- RAWSUR SA	12003- 040001	Intermédiaire	35. TRUST MERCHANT BANK SA(TMB)			
	RAWBANK SA- RAWSUR LIFE SA	11001-040001	Intermédiaire	36. RAWBANK SA.	IV. GESTIONNAIRE ASSURANCE MALADIE		
43	AFRICA RE		Réassureur				
44	ZEP RE		Réassureur	IV. GESTIONNAIRE ASSURANCE MALADIE	35. GROUPEMENT DE GESTION D'ASSURANCE RDC SA (CGA RDC SA)		
				37. GROUPEMENT DE GESTION D'ASSURANCE RDC SA (CGA RDC SA)	V. AGENT GENERAL D'ASSURANCES		
				V. AGENT GENERAL D'ASSURANCES	36. PREVENTIS ASSURANCES RDC SAS (Agent Général ACTIVA ASSURANCES RDC SA).		
					37. AGEAS AKOR SARLU (Agent général ACTIVA ASSURANCES RDC SA)		
				38. PREVENTIS ASSURANCES RDC SAS (Agent Général ACTIVA ASSURANCES RDC SA).			
				39. AGEAS AKOR SARLU (Agent général ACTIVA ASSURANCES RDC SA)	VI. SOCIETES DE REASSURANCE		
				VI. SOCIETES DE REASSURANCE	38. AFRICAN REINSURANCE CORPORATION (AFRICA RE);		
					39. ZEP-RE (PTA REINSURANCE COMPANY).		
				40. AFRICAN REINSURANCE CORPORATION (AFRICA RE);			
				41. ZEP-RE (PTA REINSURANCE COMPANY).			

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|27 Evolution du multiplicateur monétaire

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (p)
CIRCULATION FIDUCIAIRE HORS BANQUES	760 458	817 423	868 056	1 153 301	1 454 809	1 689 799	1 933 635	2 448 942	3 045 223	3 797 114	4 831 991
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	210 476	272 344	374 384	438 823	477 949	767 739	1 083 302	1 174 240	2 325 143	3 634 643	4 053 206
Réserves obligatoires	0	0	0	0	0	0	0	0	8	378 622	3 177 491
Autres engagements	210 476	272 344	374 384	438 823	477 949	767 739	1 083 302	1 174 240	2 325 135	3 256 021	875 715
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES SECTEURS	2 761	2 667	4 901	3 487	3 436	5 526	510 389	32 161	18 786	23 626	19 303
Dépôts transférables inclus dans les passifs monétaires au sens large	2 730	2 636	4 873	3 450	3 357	5 444	8 580	20 332	12 153	17 066	11 768
Autres dépôts inclus dans les passifs monétaires au sens large	31	31	28	37	79	82	501 810	11 829	6 633	6 560	7 534
Base monétaire (BM)	973 695	1 092 434	1 247 341	1 595 611	1 936 193	2 463 064	3 527 326	3 655 343	5 389 152	7 455 384	8 904 500
Passifs monétaires (M2)	3 295 569	3 765 576	4 130 338	5 079 465	7 247 765	9 208 111	12 514 239	18 261 106	24 957 032	25 827 318	36 230 424
Multiplicateur monétaire (M2/BM)	3,38	3,45	3,31	3,18	3,74	3,74	3,55	5,00	4,63	3,46	4,07

Source : Banque Centrale du Congo.
(P) : Provisoire

Tableau I|4|28 Tableau Évolution mensuelle des facilités permanentes (en millions de CDF)

Période	Janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	Cumul annuel
2023					630 000,00		1 926 700,00	4 962 000,00	1 351 000,00	2 774 000,00	5 104 000,00	4 822 000,00	21 569 700,00
2022	75 000,00	300 000,00			192 500,00					120 000,00			687 500,00
2021								150 000,00	200 000,00	0,00			350 000,00
2020													0,00
2019													0,00
2018					0,00								0,00
2017	220 300,00	129 905,00	38 100,00			0,00		341 700,00	0,00	0,00			730 005,00
2016	716 400,00	835 800,00	279 560,00			6 000,00						15 000,00	1 852 760,00
2015	383 040,00	141 640,00	415 000,00	479 000,00	835 450,00	773 500,00	1 226 857,71	1 201 533,46	1 243 113,46	1 281 186,22	988 772,89	835 800,00	9 804 893,75
2013	21,98	0,00	8 695,61	5 200,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00	30 000,00	54 417,59

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|29 Tableau Évolution mensuelle du marché interbancaire (en millions de CDF)

Période	Janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	Cumul annuel
2023	30 000,00	20 000,00	75 000,00	25 000,00	25 000,00		40 000,00	10 000,00	50 000,00	53 000,00	25 000,00	20 000,00	373 000,00
2022	191 000,00	76 000,00	295 000,00	217 000,00	114 000,00	144 400,00	163 000,00	67 000,00	23 000,00	40 000,00	65 000,00	50 000,00	1 445 400,00
2021	51 500,00	35 000,00	53 000,00	113 000,00	13 000,00	34 000,00	50 000,00	83 000,00	133 000,00	52 000,00	190 000,00	130 000,00	937 500,00
2020	269 500,00	176 000,00	182 000,00	95 000,00	135 000,00	80 000,00	136 000,00	152 000,00	126 000,00	58 000,00	99 000,00	47 500,00	1 556 000,00
2019	68 000,00	298 500,00	299 500,00	280 000,00	137 500,00	46 000,00	188 000,00	191 500,00	132 500,00	29 000,00	39 000,00	82 000,00	1 791 500,00
2018	50 000,00	95 500,00	183 500,00	155 000,00	171 000,00	79 500,00	54 000,00	140 000,00	252 500,00	100 500,00	93 000,00	90 000,00	1 464 500,00
2017	494 500,00	799 000,00	1 066 500,00	776 000,00	828 158,72	773 800,00	642 000,00	588 500,00	146 000,00	175 000,00	180 500,00	105 000,00	6 574 958,72
2016	105 200,00	186 000,00	204 900,00	54 000,00	73 500,00	21 000,00	3 995,00	18 799,00	61 500,00	116 000,00	233 500,00	260 000,00	1 338 394,00
2015	324 500,00	460 150,00	313 500,00	331 700,00	246 100,00	508 000,00	167 900,00	198 000,00	149 328,50	264 000,00	191 000,00	247 500,00	3 401 678,50
2014	46 400,00	59 900,00	101 500,00	238 850,00	275 500,00	120 000,00	519 300,00	543 600,00	937 050,00	789 500,00	433 700,00	657 500,00	4 722 800,00
2013	152 204,00	309 923,00	416 587,00	450 402,00	119 000,00	45 025,00	36 425,00	18 000,00	10 000,00	17 680,00	9 000,00	64 300,00	1 648 546,00

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|30 Tableau Evolution mensuelle du guichet de prêt à court terme (en millions de CDF)

Période	Janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	Cumul annuel
2023	0,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00	1 125 000,00	670 000,00	490 000,00	223 000,00	166 000,00	0,00		3 474 000,00
2022	650 000,00	200 000,00	465 000,00	364 000,00	1 006 500,00	465 000,00	450 000,00	240 000,00	100 000,00	75 000,00	0,00	0,00	4 015 500,00
2021	899 313,50	1 039 519,00	1 287 148,00	668 916,00	1 570 940,00	1 000 000,00	853 500,00	506 000,00	1 182 750,00	945 000,00	789 000,00	607 000,00	11 349 086,50
2020	20 000,00					30 000,00	278 534,63	64 348,00	0,00	151 496,00	755 836,51	772 158,00	2 072 373,14
2019					25 000,00								25 000,00
2018	61 000,00	20 000,00	27 500,00		42 000,00			23 000,00					173 500,00
2017			20 000,00	88 000,00	157 000,00	145 000,00	184 523,20	330 520,30	308 323,25	301 608,26	65 151,72	35 000,00	1 635 126,72
2016	52 930,09	35 312,99	35 312,99	195 000,00	230 000,00	2 500,00	0,00	0,00					551 056,07
2015	324 500,00	460 150,00	313 500,00	331 700,00	246 100,00	508 000,00	167 900,00	198 000,00	149 328,50	264 000,00	191 000,00	247 500,00	3 401 678,50
2014													-
2013													-

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|31 Tableau Evolution taux moyen du marché interbancaire (en pourcentage)

Période	Janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	moyenn annuel
2023	8,00	8,25	8,23	8,50	8,00		10,67	11,00	25,50	25,33	25,50	24,00	14,82
2022	7,17	7,00	6,30	6,70	6,81	6,73	7,00	6,25	6,50	7,00	6,67	7,44	6,80
2021	22,00	22,43	21,29	16,44	14,50	10,50	8,33	7,88	8,28	7,69	7,71	6,90	12,83
2020	5,22	4,40	5,98	5,19	4,81	5,00	6,46	12,91	23,08	22,00	22,00	21,38	11,54
2019	5,54	6,18	6,34	7,05	7,28	7,00	5,89	5,00	5,00	5,00	4,98	4,20	5,79
2018	18,38	14,25	14,23	13,79	11,86	11,19	7,08	7,09	7,56	5,97	5,19	5,93	10,21
2017	7,98	12,67	12,83	12,66	13,04	13,32	16,54	18,11	18,93	18,63	18,69	18,63	15,17
2016	1,70	1,74	1,75	1,75	1,71	1,50	0,25	1,44	1,69	5,72	5,83	6,03	2,59
2015	1,73	1,70	1,71	1,70	1,70	1,64	1,70	1,68	1,64	1,69	1,67	1,70	1,69
2014	1,75	1,69	1,73	1,58	1,59	1,45	1,44	1,70	1,68	1,50	1,56	1,62	1,61
2013	1,49	1,57	1,99	2,52	2,19	2,43	2,19	1,75	1,58	1,64	1,60	1,58	1,88

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|32 Tableau Évolution ecart de taux mensuel du marché interbancaire

Période	Janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	moyenn annuel
Taux minimum 2023	8,00	8,25	8,20	8,50	8,00		10,00	11,00	25,00	25,00			12,44
Taux maximum 2023	8,00	8,25	8,25	8,50	8,00		11,00	11,00	26,00	26,00			12,78
Ecart 2023	-	-	0,05	-	-	-	1,00	-	1,00	1,00	-	-	0,25
Taux minimum 2022	7,00	7,00	5,00	6,50	6,50	6,50	6,00	6,00	6,50		6,50	7,25	6,43
Taux maximum 2022	7,50	7,00	7,00	7,00	7,54	7,54	7,54	6,00	6,50		7,00	8,00	7,15
Ecart 2022	0,50	-	2,00	0,50	1,04	1,04	1,54	-	-	-	0,50		0,65
Taux minimum 2021	20,00	21,00	20,00	13,00	14,00	10,50	7,00	7,50	7,50	6,75	7,00	5,00	11,60
Taux maximum 2021	23,00	23,00	23,00	20,00	15,00	10,50	10,50	8,00	10,00	8,00	8,00	8,50	13,96
Ecart 2021	3,00	2,00	3,00	7,00	1,00	-	3,50	0,50	2,50	1,25	1,00	3,50	2,35
Taux minimum 2020	3,50	4,00	4,15	4,20	4,50	5,00	5,00	7,50	20,00	20,00	17,00	21,00	9,65
Taux maximum 2020	8,00	8,00	8,00	8,00	5,00	5,00	8,00	19,00	25,00	23,00	23,00	22,00	13,50
Ecart 2020	4,50	4,00	3,85	3,80	0,50	-	3,00	11,50	5,00	3,00	6,00	1,00	3,85
Taux minimum 2019	5,00	5,00	1,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	3,40	3,40	4,40
Taux maximum 2019	8,00	8,00	7,00	11,00	11,00	11,00	6,00	5,00	5,00	5,00	5,00	4,50	7,21
Ecart 2019	3,00	3,00	6,00	6,00	6,00	6,00	1,00	-	-	-	1,60	1,10	2,81
Taux minimum 2018	18,00	12,00	10,50	12,00	10,00	6,00	6,00	6,00	6,00	4,50	4,50	5,00	8,38
Taux maximum 2018	18,50	16,00	16,00	15,00	14,00	13,00	10,00	12,00	12,00	6,00	6,00	8,00	12,21
Ecart 2018	0,50	4,00	5,50	3,00	4,00	7,00	4,00	6,00	6,00	1,50	1,50	3,00	3,83
Taux minimum 2017	5,50	8,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	15,00	15,00	18,50	18,50	18,50	12,42
Taux maximum 2017	13,50	13,50	13,50	14,00	14,00	19,00	19,00	20,00	20,00	19,00	19,00	19,00	16,96
Ecart 2017	8,00	5,50	3,50	4,00	4,00	9,00	9,00	5,00	5,00	0,50	0,50	0,50	4,54
Taux minimum 2016	1,50	1,50	1,70	1,70	1,70	1,50	0,25	0,25	1,50	5,00	5,50	5,00	2,26
Taux maximum 2016	1,75	1,75	2,00	1,75	1,75	2,00	0,25	1,70	1,70	7,00	6,50	6,50	2,89
Ecart	0,25	0,25	0,30	0,05	0,05	0,50	-	1,45	0,20	2,00	1,00	1,50	0,63

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|33 Tableau Evolution taux moyen pondéré du marché interbancaire (en pourcentage)

Période	Janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	moyenn annuel
2023	8,00	8,25	8,23	8,50	8,00		10,75	11,00	25,40	25,34	25,80	24,00	14,84
2022	7,04	6,36	5,07	6,61	6,73	5,76	4,98	6,13	6,50	7,00	6,62	7,55	6,36
2021	20,87	22,14	20,96	16,12	14,38	10,50	8,35	7,82	7,95	7,76	7,53	7,19	12,63
2020	4,35	4,14	5,22	4,77	4,77	5,00	5,97	12,36	23,17	22,17	22,64	21,74	11,36
2019	5,64	6,58	6,73	7,40	7,14	6,41	5,90	5,00	5,00	5,00	4,42	3,80	5,75
2018	18,40	15,14	14,36	13,81	11,96	11,53	7,15	7,29	7,60	6,05	5,36	6,44	10,42
2017	7,98	12,67	12,83	12,66	13,04	13,32	16,54	18,11	18,93	18,63	18,69	18,63	15,17
2016	1,70	1,74	1,75	1,75	1,71	1,50	0,25	1,44	1,69	5,72	5,83	6,03	2,59
2015	1,73	1,70	1,71	1,70	1,70	1,64	1,70	1,68	1,64	1,69	1,67	1,70	1,69
2014	1,75	1,69	1,73	1,58	1,59	1,45	1,44	1,70	1,68	1,50	1,56	1,62	1,61
2013	1,49	1,57	1,99	2,52	2,19	2,43	2,19	1,75	1,58	1,64	1,60	1,58	1,88

Source : Banque Centrale du Congo.

Liste des autres institutions de dépôt et institutions financières en 2023

BUREAU DE CHANGE

N°	INSTITUTIONS
1	SOLIDAIRE CHANGE
2	MODESTIE CHANGE
3	MAMIE LAURE
4	REFERENCE CHANGE
5	KILEFU SPRL
6	VALENTINO CHANGE
7	MERE DOUBLE
8	AFRICAN CHANGE
9	SOCO CHANGE
10	GRACIA CHANGE
11	BANGRACED GROUP
12	MEDARSY Sarl
13	JACQUES SERVICES Sarl
14	KUMBOKO BUSINESS SCE M.
15	HERITAGE SERVICE Sarl
16	MONEY TRANS CHANGE
17	SOPABA CHANGE
18	Sarl-BIZ-MAS RDC
19	LIMES INTERNATIONAL
20	BCECO sarl
21	LE CHÂTEAU
22	MERCI CHANGE
23	MERCI CHANGE SARL
24	BIENHEUREUSE NENGAPETA
25	VICTORIAT
26	BBM CHANGE
27	NKB JADOT
28	Soco RDC
29	Merveille du Congo
30	Clic Change
31	Makengo et frères
32	Smart cash
33	Flash Change
34	KAIROS SARL
35	DIZO BUSINESS
36	SOLEIL COUCHANT
37	PROCHANGE SARL
38	GAM FOREX SARL
39	JUNIOR & B.BUSINESS
40	MANGA SARL
41	FINAZ SARL
42	CENTER BUSINESS CHANGE SARL
43	DADANADA CHANGE SARL
44	FINANCE-COMMERCE-ADMINISTRATION
45	LES TRADERS SARL
46	TF SERVICE SARL
47	IYELI EDDY BUSINESS
48	SOCIETE MOPANGA CHANGE
49	MAISON VOUS ET NOUS
50	REJA EXCHANGE SARL
51	AFRICAN UNION FINANCIAL SERVICE SARL
52	TRIGGER FOREX SARLU
53	MONALISA
54	MONALISA SARLU
55	MAISON BAWELA SARL
56	ALEX CHANGE SARL
57	EXPRESS CHANGE SARL
58	EXPRESS CHANGE SARL
59	GROUPE PAIX SERVICE
60	IBRAHIM ILUNGA CHANGE SARLU
61	AFRI CHANGE SARL
62	KAIST CHANGE SARL
63	JO BUSINESS Sarl
64	DIMUSYC FOREX Sarl
65	BC JNK CHANGE Sarl
66	TSSA 'M' SARLU
67	NATIONAL CHANGE SERVICES SARL
68	BOONGO GEOVANI Sarl
69	SOLIA FILS SARL
70	BUYA BUSINESS FOREX Sarl

MESSAGERIE FINANCIERES

N°	I. MSG CATEGORIE A
1	Agence Aiglon Sce
2	Agence Baudouin Transfert
3	Agence Goldorak
4	Agence M. Fils Express
5	Aigle Express
6	Armi Global Bussiness
7	Assurance Bénie Logistique Sarl
8	Beach - Tele.Com Sarl
9	Bénédiction Cash
10	BKM Transfert Sarl
11	Bobo Cash Express
12	Félicit& MK Transfert Sarl
13	Feza Express
14	Feza Tavari Sarl
15	Five Fingers Compagny Sprl
16	K.K.K.M. Ndjimbo Transfert Sprl
17	La main de l'Eternel Progrès
18	Lidacom Transfert
19	Lumbey Fils
20	Mefide Sarl
21	Messie Agence
22	M.F.K. Kwenge Sarl
23	Ndeko ya RITA
24	Pactol Services

25	Padel Business
26	Proximax
27	Sambo Sarl
28	Setram Sarl
29	Schilo Services
30	Société Elegance Transfert
31	Start Finance
32	Viadine Sarl
33	TSHIOBESHA TRANSFERT SARL
34	GS MONEY
35	MAKUTA TRANSFERT Sarl
36	FLORY TRANSFERT PLUS SARL
37	CONGO DIGITAL MONEY SARLU
38	ELICOM SARL

N°	II. MSG CATEGORIE B
1	African Express Agency
2	Agence Grâce D.World Busin
3	Apocalypse 22
4	Avida Business Link
5	Cash Express
6	Compagnie Financière au Congo
7	Congo Trans
8	Datco
9	Dieu est Bon et Riche
10	Express Money Transfert
11	Express Union
12	Fikipo Business Tranding
13	Finca Transfert
14	Force Unie Sarl
15	Free Cash
16	Golgotha Express & Fils Sarl
17	Hodan Global Money Transfert
18	Lobi Express
19	Marcello Express
20	Massah & Meriba
21	Mefis Sarl
22	Money Express
23	Money Trans Sprl
24	Mpasu Mutombo
25	Mukuru Money Transfert
26	National Transfert Service
27	New Congo Services
28	Saphir Mefis
29	Soficom Transfert
30	Solidaire Transfert
31	Step By Step
32	Transcash Sprl
33	Troïka
34	W. Transfert Sarl RDC
35	Wealth Money Transfert
36	Winkele Business
37	Z.M. Business
38	La Perle Business Trading
39	MAXI CASH
40	La Générale des Transfert
41	MICROBIT
42	CEYRON FINANCE
43	DIGI PAY
44	DADANADA
45	AGENCE TIC TAC
46	MFS AFRICA
47	GB TRADING MONEY
48	PARFAITE SERVICE
49	MAXPAY SARL
50	OKAPI FINTECH Sarlu
51	LINC SARL

N°	III. MSG COUPLEES AUX BANQUES
1	Access WU
2	Advans WU
3	BCDC WU
4	BGFIbank WU
5	FBN Bank Money Exchange
6	FBN Bank Western6 Union
7	BOA WU
8	Ecobank WU
9	Rawbank Money Gram

IMF

N°	DENOMINATION
1	FINCA RDC (SM)
2	IMF HEKIMA (SM)
3	IMF BUSINA MICROCREDIT sprl (entreprise de microcrédit)
4	IMF APE (entreprise de microcrédit)
5	IMF TUJENGE (SM)
6	IMF SMICO (SM)
7	VisionFund RDC, en sigle VFDRC (SM)
8	Société de Microfinance Light in Business "SMF LBC" (SM)
9	IMF CREDIT YA MPA (entreprise de microcrédit)
10	MICROCRED RDC "Baoba" (OXUS RDC(SM))
11	IMF MAMA TOMBWAMA (entreprise de microcrédit)
12	SMF P.A.I.D.E.K. (SM)
13	IMF TID (SM)
14	IMF IFOD SA (SM)
15	IMF TGD (Entreprise de micro crédit)
16	IMF KITUMAINI SA (Entre prise de micro crédit)
17	IMF ProcFin SA (SM)
18	IMF TUJENGE PAMOJA
19	IMF MICROPOP (SM)
20	IMF YOASI (entreprise de microcrédit)
21	IMF PADERU (entreprise de microcrédit)
22	IMF GUILGAL (SM)
23	IMF EMILAC SA-CA ((entreprise de microcrédit)
24	IMF BISOU BISOU (SM)

COOPEC

N°	DENOMINATION
1	MEC BOMOKO COOPEC
2	MUCREFEKI / COOPEC
3	COOPEC NYAWERA BUKAVU
4	COODEFI/COOPEC
5	CAMEC MBANZA-NGUNGU/COOPEC
6	CAMEC INKISI / COOPEC
7	MECREKIN/COOPEC
8	COOPEC PILOTE
9	MECREGO/COOPEC
10	MECRE-KATINDO/COOPEC
11	MECRE-VIRUNGA/COOPEC
12	MECREBU/COOPEC
13	COOPEC CEAC / MATETE
14	COOPEC CAHI
15	COOPEC ECC/ Kikwit
16	MECRE NGALIEMA
17	MECRE KINTAMBO MAGASIN
18	COOPEC BAGIRA
19	COOPEC LA SEMENCE
20	COOPECCO-KIRUMBA
21	MUTEC/COOPEC
22	MECRE UVIRA/COOPEC
23	COOPEC FOMULAC KATANA
24	COOPEC CIHERANO
25	COOPEC BONNE MOISSON
26	COOPEC UMOJA NI NGUVU
27	COOPEC AGROPAS-LE GRENIER/BUTEMBO
28	COOPEC MUDIANO
29	COOPPEC UNION ET CHARITE
30	COOPEC SILOE
31	CAMEC KWILU-NGONGO / COOPEC
32	COOPEC KANDO
33	COOPEC AKIBA YETU
34	COOPEC CEC/BOMA
35	COOPEC BULUNGU
36	COOPEC MKONO MKONONI
37	COOPEC CEAC LUKULA
38	COOPEC Mbongo za Kinvuka
39	COOPEC NYATENDE
40	MECREKISANGANI
41	MECREBUNIA
42	MECRE KAVUMU
43	COOPEC UDEV
44	COOPEC BANTU TUDISANGE
45	COOPEC LE MEILLEUR SEMEUR/KISANGANI
46	COOPEC MUCEC
47	COOPEC KABARE
48	COOPEC SODAC
49	COOPEC BOMENGO
50	COOPEC CECAFEP
51	COOPEC BONNE SEMENCE KWILU NGONGO
52	COOPEC PROGIKIS
53	COOPEC MBENGU BORA
54	COOPEC LA PEPINIERE
55	LE TRESOR BENI
56	COOPEC LE PALMIER/BENI
57	COOPEC ILUMBI
58	COOPEC LWANZO
59	MECRECO/COOCEC
60	COOCEC-KIVU
61	COOPEC IMARA GOMA
62	MECRE-BENI/COOPEC
63	COOPEC KALUNDU
64	MECRE IBANDA
65	COOPEC IMARA BUKAVU
66	COOPEC IMARA KINDU
67	MECRE KINDU
68	MEC IDECE
69	COOPEC OBUGUMA
70	COOPEC ALLIANCE-VIE
71	COOPEC COOPESA
72	COOPEC FATIMA
73	COOPEC PEKE SIWEZI
74	COOPEC PMI
75	COOPEC RUZIZI
76	COOPEC LA COLOMBE
77	COOPEC LISUNGI MBANDAKA
78	COOPEC MBATU MBOYA
79	COOPEC AMOUR DIVIN

CAISSE D'EPARGNE

N°	DENOMINATION
1	CAISSE D'EPARGNE DU CONGO (CADECO)

STE FINANCIERES

N°	DENOMINATION
ETABLISSEMENT DE MONNAIE ELECTRONIQUE	
1	VODACASH SA
2	AIRTEL MONEY
3	ORANGE MONEY
4	AFRI MOBILE MONEY
SOCIETES FINANCIERES	
1	FPM SA
2	FOND POUR LA PROMOTION DE L'INDUSTRIE (FPI)
3	SOCIETE FINANCIERE DE DEVELOPPEMENT (SOFIDE)